TRENTE-QUATRIÈME ANNÉE — Nº 10 126 — 18 PAGES — SAMEDI 20 AOUT 1977



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 1,20 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, $ 0,65; Danemark, 3,50 kr.; Espagne, 35 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 45 rls; Italie, 350 l.; Liban, 175 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 15 esc.; Suède, 2,25 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 4

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris nº 650572
Tél. : 246-72-23

Les relations franco-espagnoles

M. Suarez se rendra en visite en France à la fin d'août

LIRE PAGE 18

BULLETIN DU JOUR

La fragilité du négoce alimentaire

M. Giscard d'Estaing a souligné jeudi 18 août à Verdun l'importance de l'agriculture, « facteur d'équilibre pour l'économie française », qui rapporte bon an mal an quelque 40 milliards de francs en devises.

Depuis 1974, les échanges agro-alimentaires de la France n'ont cessé d'enregistrer des excédents considérables : 9,8 milliards en 1974, 4,3 en 1975 et 3,34 en 1976. Cette année encore, le déficit du premier semestre promet d'être plus que compensé par les résultats favorables de la seconde partie de l'année.

Le commerce extérieur agricole de la France est cependant fragile. Il suffit de voir le déficit qu'a engendré pendant dix mois la sécheresse de l'an passé pour mesurer à quel point le « surplus » dont on est si fier dépend des aléas climatiques.

Cette fragilité est structurelle. La vente des boîtes de conserve n'a, elle, jamais souffert des caprices du temps. Mais les ventes à l'étranger du secteur agro-alimentaire français se composent pour moitié de produits vendus bruts, pas ou peu transformés (les céréales représentant à elles seules près de 17 % du total). En forçant le trait, on pourrait y voir une caractéristique de « sous-développement ». La France exporte par exemple de l'orge et du maïs, mais elle importe une part de plus en plus grande de sa consommation de porc. Comment expliquer cet état de fait ? D'une part par la faiblesse des industries agro-alimentaires ; elles sont mal structurées, atomisées — sur seize mille entreprises, quatre mille quatre cents seulement emploient plus de cinq salariés ! — « colonisées » par les groupes multinationaux et mal organisées à l'exportation. Elles ne disposent pas de réseaux solides, capables d'assurer des courants d'échanges stables. Voilà dix ans que les gouvernements successifs affirment vouloir restructurer le secteur. Pourtant, l'éphémère secrétariat d'Etat chargé de cette lourde tâche a été supprimé l'an passé.

La seconde raison est le « parapluie » ouvert par les règlements communautaires européens, qui, en protégeant les producteurs contre les variations des cours mondiaux et en leur garantissant l'écoulement de leurs produits, a encouragé une politique de facilité dont on mesure aujourd'hui les méfaits. Pratiquement sûrs de vendre n'importe quoi à un prix rémunérateur, les paysans n'ont pas fait suffisamment d'efforts pour développer la qualité de leurs produits ou pour diversifier leurs débouchés.

Cette politique de « facilité » doit affronter aujourd'hui une double remise en cause. Les pays qui « paient » les pratiques communautaires en matière agricole (R.F.A. et Grande-Bretagne, notamment) montrent depuis deux ans des signes de lassitude ; les fissures apparues au sein de la Communauté confirment qu'il faudra revoir la politique suivie jusqu'à présent. Simultanément, l'entrée éventuelle de nouveaux partenaires (Grèce, Espagne, Portugal) met en lumière les contradictions du système ; comme le gouvernement français l'a souvent répété depuis trois mois, il faudra, avant d'envisager tout élargissement de la C.E.E., modifier les règlements communautaires. Il faudra aussi valoriser de plus en plus les produits des pays bien équipés — dont la France, — afin de laisser les « cousins pauvres » du bassin méditerranéen écouler leurs denrées moins élaborées.

La France est le second exportateur mondial de produits alimentaires, derrière les Etats-Unis, a répété M. Giscard d'Estaing. Encore faut-il qu'elle le reste. Les Américains ont garanti à terme leurs positions en diversifiant leurs exportations et en renforçant leurs industries de transformation. La France attend encore la mise en œuvre d'une telle politique.

L'éclat de M. de Guiringaud à Dar-Es-Salaam

La Tanzanie a refusé de faire des excuses après les manifestations antifrançaises

Ecourtant son voyage en Afrique, à la suite de l'accueil hostile dont il avait été l'objet la veille en Tanzanie et du refus du gouvernement de se désolidariser des manifestants, M. Louis de Guiringaud est attendu à Paris, ce vendredi 19 août. A son départ de Dar-Es-Salaam, le ministre français des affaires étrangères a été salué par son collègue tanzanien, M. Mkapa.

De notre envoyé spécial

Dar-Es-Salaam. — Le voyage de M. de Guiringaud en Afrique orientale se termine mal. Le ministre des affaires étrangères a repris, ce vendredi matin 19 août, l'avion pour Paris, écourtant de deux jours sa visite et supprimant pratiquement l'étape de Dar-Es-Salaam à la suite des manifestations dont il a été l'objet à son arrivée en Tanzanie.

En elles-mêmes, ces manifestations n'étalent le fait que d'une centaine d'étudiants, mais ils étaient parfaitement organisés. Venus dans deux autocars, brandissant des pancartes en anglais et en français : *« France, arrête l'assistance aux cannibales d'Afrique du Sud. La France hors d'Afrique ! »* et, munis de haut-parleurs, ils hurlaient des slogans inaudibles et chantaient en un chœur bien réglé *« A bas le fascisme ! »*

Il était déjà surprenant qu'un tel groupe ait pu se former sur une aire d'atterrissage... Mais M. de Guiringaud cessa de trouver cette démonstration *« normale »* quand les officiels quittèrent l'avion pour se diriger vers le salon d'honneur, tandis que les manifestants s'avançaient jusqu'à côtoyer le ministre, toujours vociférants, canalisés plutôt que contenus par quelques policiers débonnaires. Toutes proportions gardées, c'est ce qui s'était produit à Chicago en 1966 lors de la visite de M. Pompidou, ce qui lui avait valu des excuses publiques du président Nixon.

A peine entré dans le salon d'honneur, où il devait donner une conférence de presse, et tandis que le chahut continuait à l'extérieur, M. de Guiringaud explosa : *« C'est inadmissible,* dit-il en s'adressant à son collègue tanzanien, M. Mkapa. *Je vous tiens pour responsable. Si vous ne pouvez les faire taire, ma visite s'arrête là. Personne ne m'a jamais reçu de cette façon, ni en Afrique ni ailleurs, et jamais en France nous n'avons ainsi reçu des invités. »* M. Mkapa ne disait rien, et arborait un sourire où peut-être à l'ironie se mêlait quelque gêne. Il proposa enfin de partir pour l'hôtel. Mais les deux autocars des manifestants suivirent et les étudiants continuèrent leur chahut sous le balcon de M. de Guiringaud, pendant une bonne quinzaine de minutes.

M. Mkapa ayant regagné son ministère, des tractations commencèrent pendant plusieurs heures par hauts fonctionnaires interposés. M. de Guiringaud n'exigeait pas d'excuses mais il voulait que le gouvernement tanzanien se désolidarise publiquement des manifestants. *« C'est,* dit-il, *une question de dignité. »* L'ambassadeur tanzanien à Paris, M. Malkhi, et le chef adjoint du protocole, M. Ngatwika, dépêchés à l'hôtel, expliquèrent que M. Kissinger et Lord Home, ancien secrétaire au Foreign Office, avaient jadis reçu un accueil comparable. *« Et alors ? »*, fit répondre M. de Guiringaud.

MAURICE DELARUE.

(Lire la suite page 3.)

Détente au Sud-Liban ?

Les Palestiniens commenceraient à se retirer de la frontière israélienne

Alors que les Etats-Unis protestaient « fermement » contre les récentes décisions prises par le gouvernement de M. Begin à propos de la Cisjordanie et de Gaza (lire p. 2), *la troisième phase des accords de Chtaura (juillet 1977) prévoyant le retrait des Palestiniens de la zone frontalière israélo-libanaise entrerait en application ce vendredi 19 août. Une détente semble donc s'amorcer au Sud-Liban.*

De notre correspondant

Beyrouth. — L'application de la troisième phase de l'accord triangulaire libano - palestino - syrien de Chtaura, relatif au Liban-Sud, commencerait ce vendredi 19 août. Aucune annonce préalable n'en a été faite, mais une réunion de la commission tripartite ad-hoc s'est tenue jeudi à cet effet.

Aux termes de cet accord, les Palestiniens ont pris l'engagement de se retirer sur une ligne située à une distance moyenne de 15 kilomètres de la frontière israélienne, de se regrouper dans les seules régions qui leur sont autorisées en vertu des accords libano-palestiniens du Caire (1969) et de libérer toutes les voies routières.

La résistance palestinienne se déclare prête à appliquer unilatéralement cet accord et paraît effectivement pressée d'opérer ce retrait. Les autorités de Damas ont d'ailleurs envisagé ce repli pour enlever à Israël la possibilité d'une intervention militaire. Aucun délai précis n'avait été cependant fixé.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 2.)

La reprise du dialogue entre les États-Unis et la Chine

La visite de M. Vance à Pékin coïncide avec la fin du congrès du P.C.

L'annonce de la fin du XIe congrès du parti communiste chinois — ouvert sans doute le 10 août, mais dont la tenue n'a pas été officiellement annoncée, — était attendue vendredi 19 ou samedi 20 août, rapportent plusieurs agences de presse, citant des sources bien informées. Divers signes indiquant la fin de la session étaient perceptibles jeudi à Pékin. Selon l'A.F.P., le XIe congrès — le premier depuis la mort de Mao Tse-toung — se serait même achevé lundi 15 août et aurait été suivi d'une réunion du nouveau comité central.

Au moment où se terminent ces importantes réunions politiques qui devaient définir le nouvel équilibre des pouvoirs à la tête de la Chine, M. Vance, secrétaire d'Etat américain, s'apprête à commencer, lundi 22 août, une visite « exploratoire » à Pékin, la première d'un haut dirigeant américain depuis l'installation du président Carter à la Maison Blanche.

De notre correspondant

Washington. — M. Vance, secrétaire d'Etat américain, quitte Washington le samedi 20 août pour se rendre en visite officielle à Pékin. Bien que le chef de la diplomatie américaine ait déjà été en Chine à titre privé en 1975, alors qu'il était avocat à New-York, sa visite constituera la première prise de contact officielle entre l'administration Carter et la direction chinoise après Mao : le précédent séjour d'un secrétaire d'Etat américain dans la capitale chinoise est celui de M. Kissinger à la fin de 1975 ; il s'était déroulé dans des conditions difficiles, les dirigeants chinois reprochant vivement à l'administration Ford sa politique de détente avec Moscou.

Le département d'Etat présente la visite de son chef à Pékin comme *« essentiellement exploratoire »* et met en garde contre tout espoir de *« résultats ou déclarations importants »*. Mais l'intérêt pour ce voyage s'est accru dans la capitale américaine après le discours prononcé à Boston par le sénateur Ted Kennedy, qui a préconisé l'établissement de relations diplomatiques formelles à Pékin au prix d'une rupture avec Taiwan.

Le moins qu'on puisse dire est que la Chine n'a pas figuré très haut dans les priorités de la diplomatie américaine après le changement d'équipe à la Maison Blanche, au début de 1977. Le secrétaire d'Etat a eu plusieurs entretiens avec son collègue soviétique, M. Gromyko, visité l'Afrique et — à plusieurs reprises — le Proche-Orient ; un traité a été conclu avec Panama ; des pas ont été accomplis en direction de deux autres pays avec lesquels les Etats-Unis n'ont pas de relations diplomatiques (Cuba et le Vietnam) moins de trente mois après la défaite américaine dans ce pays.

Avec la Chine qui, il est vrai, était trop occupée par ses problèmes de succession, presque rien n'a changé depuis l'établissement des *« bureaux de liaison »* dans les deux capitales, il y a quatre ans. L'intérêt qu'avait suscité la *« grande première »* du voyage de M. Nixon en 1972 est bien retombé. Aujourd'hui encore, pas mal d'Américains s'interrogent sur l'utilité d'une politique chinoise active.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 3.)

La gauche peut-elle échouer en 1978 ?

Dans la controverse qui l'oppose au parti socialiste, le parti communiste ne donne pas de leçons, a déclaré jeudi à Europe 1 M. Georges Marchais en répondant à un article de M. Jospin (P.S.) publié dans « le Monde » du 18 août. Sur un ton volontairement « tranquille », le secrétaire général du P.C. a répété pourquoi il convenait de poursuivre le débat sur des divergences essentielles.

Peu après que le bureau politique eut souligné son unanimité dans cette affaire, ce qu'il fait rarement, M. Marchais a assuré que la direction du parti était parfaitement unie et que l'électorat communiste approuverait sans réserve, s'il était consulté, la position prise sur la force de dissuasion. Le secrétaire général du P.C. souhaite que les négociations pour l'actualisation du programme commun se poursuivent avant la rencontre au sommet de la mi-septembre. Les dirigeants socialistes sont, pour leur part, disposés à se prêter aux contacts prévus entre plusieurs groupes de travail, dans le cadre du comité de liaison. Ils s'en tiennent là et n'envisagent pas de reprendre la négociation en séance plénière, comme le suggère M. Marchais.

M. Louis Mermaz, membre du secrétariat national du P.S., député de l'Isère, donne ci-dessous son point de vue.

par LOUIS MERMAZ

Mille neuf cent soixante-dix-huit de toute façon sera une date-tournant. L'opinion publique et la classe politique ont attaché trop de signification à cette date pour qu'il en soit autrement.

Si l'on en juge par les sondages, si l'on se reporte aux résultats des dernières consultations (conseils généraux et municipaux), l'union de la gauche doit emporter la majorité absolue des sièges à l'Assemblée nationale.

Ainsi, ni la mobilisation du patronat, ni l'utilisation intensive des mass media, ni l'intervention du président de la République dans la campagne, ni la dramatisation de la consultation, ni l'anticommunisme, ni le déchaînement de la réaction contre le parti socialiste, ni le découpage périmé des circonscriptions électorales, ne devraient faire obstacle. La gauche devrait l'avoir emporté à la fin de mars 1978.

Le pouvoir s'est usé en vingt ans et a accumulé autant d'échecs sur le plan intérieur que jadis le Second Empire sur la scène internationale. Après la période facile et brillante de l'industrialisation à laquelle ont présidé le général de Gaulle et Georges Pompidou, est venu le temps du délabrement économique avec l'inflation, le déséquilibre de la balance commerciale, la fuite des capitaux, l'endettement extérieur, le déficit des finances publiques et la montée du chômage, ce péril suprême pour l'ordre établi.

L'échec économique et les divisions internes affaiblissent considérablement la capacité de riposte de l'ex-majorité présidentielle de 1974. Le clan chiraquien, le clan giscardien, M. Barre et son équipe, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, agissent en ordre dispersé, et chacun pour son compte. Ce dernier a mis avec délectation son doigt sur les plaies de la droite lorsqu'il a dénoncé tout récemment la disparition de la majorité et la constitution d'un syndicat des sortants.

En désavouant jour après jour le président de la République, le principal parti de la majorité scie la branche sur laquelle il est assis. Comment peut-on se réclamer de l'esprit de la Ve République tout en détruisant continûment la clef de voûte de nos institutions actuelles ? Cette fronde qui va s'aggravant ôte à l'ancienne majorité toute possibilité vraiment offensive. Le mal subi dans l'opinion publique est aujourd'hui devenu un handicap considérable pour les sortants.

Et pourtant la droite peut encore compter sur un miracle dont la gauche fournirait le cadre et les acteurs. Ce serait alors match nul entre les deux camps, et ce match nul permettrait à la droite de se perpétuer au pouvoir.

Pour un observateur impartial, le parti socialiste et son leader François Mitterrand doivent finir par donner une singulière impression d'endurance et de sang-froid. Ce parti surmonte de congrès en congrès le « tracassin » de sa minorité et, malgré quelques criailleries qui n'atteignent fort heureusement ni sa nature profonde ni son aspect extérieur, il se développe, s'implante, se confirme comme le premier parti de France et accroît rapidement son audience internationale. Avec au moins 30 % des intentions de vote, probablement plus, le parti socialiste, co-inventeur de la stratégie d'union de la gauche, est devenu l'élément moteur du changement.

Les autres partis de gauche ne peuvent se passer de lui, c'est évident, mais ils redoutent son ascension.

Les radicaux de gauche sont tellement proches des socialistes qu'ils s'adressent désormais par la force des choses à un électorat totalement identique et qu'ils sont susceptibles en cas d'accord de premier tour de profiter de la progression des suffrages socialistes.

(Lire la suite page 4.)

LA MORT DE TIBOR DERY

Une œuvre essentielle à la compréhension du XXe siècle

Le romancier hongrois Tibor Déry, qui fut l'un des principaux soutiens de l'insurrection de Budapest en 1956, est décédé le 17 août à l'âge de quatre-vingt-trois ans. (Nos dernières éditions du 19 août.)

M. Roland Leroy a, dans un télégramme adressé à l'Union des écrivains hongrois, exprimé, au nom du parti communiste français, « ses condoléances attristées et son hommage respectueux. »

D'abord, entre un lecteur français d'aujourd'hui et ce très grand écrivain hongrois qui vient de mourir à quatre-vingt-trois ans, une triple difficulté d'accès. Avant tout, la langue et, disons, un manque certain d'intérêt pour les cultures d'Europe centrale — mais, finalement, c'est la moindre ; puis l'écart politique, aussi bien avec le fascisme de Horthy qu'avec le stalinisme de Rakosi et les compromis de Kadar, — c'est, en réalité, la pire. Enfin, les décalages chronologiques en résultant, qui ont fait paraître les livres de Déry chez nous aux alentours de ses soixante-dix ans, soit, pour *la Phrase inachevée*, avec quarante années de retard.

C'est qu'il est échu en partage à ce fils de la bourgeoisie de Budapest qui avait vingt ans en 1914 et que tout appelait à une carrière cosmopolite brillante entre Vienne, Berlin et Paris, de rencontrer en explorateur, en pionnier, et dans sa Hongrie natale, les tragédies de la révolution européenne au vingtième siècle. En découvreur politique, et comme écrivain, comme romancier.

Au départ, l'itinéraire progressiste nous paraît familier. Vers la fin de 1918, dans la défaite de l'empire des Habsbourg, Tibor Déry donne son adhésion au tout jeune parti communiste hongrois. Au printemps 1919, il devient membre du « directoire littéraire » des cent trente-trois jours de la Commune de Hongrie de Bela Kun. Romancier déjà connu, à la chute de la République des conseils, il choisit de s'expatrier. Il dira plus tard : *« Il était pour moi inconcevable de pouvoir travailler dans mon pays, sans y perdre l'intégrité de mon esprit. »* Il place, en effet, sa responsabilité d'écrivain plus haut que tout.

C'est cette même conscience d'avoir à garder son *« intégrité d'esprit »* qui lui fait quitter Berlin sitôt qu'il perçoit, dans l'automne 1932, la victoire des hitlériens *« portés sur les épaules de plusieurs millions d'électeurs... A l'âge de quarante ans, redécouvrant la réalité au bout de quinze années d'efforts, je devins enfin écrivain, et, du révolté que j'avais été, révolutionnaire »*.

C'est ici un communiste orthodoxe qui parle, et dans les termes mêmes de l'orthodoxie que, en 1934, Jdanov appellera *« réalisme socialiste »*. Mais, c'est sans doute le seul moment — et en précurseur face à la menace hitlérienne — où l'itinéraire de l'écrivain Tibor Déry se confondra avec cette orthodoxie.

PIERRE DAIX.

(Lire la suite page 13.)

AU JOUR LE JOUR

Court-circuit

« M. André Rossi a répondu cet après-midi à l'interview de M. Jacques Chirac qui paraîtra demain dans un hebdomadaire. »

Je ne rapporterais pas cette phrase, entendue naguère sur une radio, si la démarche journalistique dont elle procède n'avait tendance à se multiplier, à la télévision comme à la radio.

Par delà la gymnastique cérébrale à laquelle est soumis l'auditeur, il y a là un court-circuit dangereux dans le rapport informateur-informé, voire un détournement de l'information, dont je me demande si la presse écrite mesure bien les conséquences.

La campagne électorale s'annonce longue et stéréotypée.

Admettons qu'un commentateur de radio en verve déclare à la rentrée : « M. Chirac a répondu, pendant les vacances, aux arguments qui seront développés en octobre par M. Mitterrand comme suite aux réflexions de M. Marchais, du 11 novembre, déniant toute valeur à l'allocution présidentielle du Nouvel An. » Que reste-t-il à publier d'ici à janvier ?

MARC VION.

AMÉRIQUES

Haïti, terre sans pain

III. — Un laboratoire de l'aide internationale

Les choses bougent en Haïti, en mal et en bien. En mal : la situation alimentaire de certaines régions, traditionnellement difficile, empire : plusieurs milliers de personnes sont mortes de faim depuis le début de l'année. En bien : une relative « détente » est perceptible au plan politique, tandis qu'un léger décollage économique est notable dans la capitale (« le Monde » des 18 et 19 août).

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE CLERC

Port-au-Prince. — Après la crise qui, en mai 1963, avait opposé François Duvalier aux Etats-Unis, John Kennedy avait décidé de suspendre toute aide américaine à Port-au-Prince. Six mois plus tard, il était assassiné. Ses successeurs, les présidents Johnson et Nixon, se montrèrent beaucoup moins intraitables. Néanmoins, jusqu'à la mort de « Papa Doc », en 1971, la République noire souffrit un réel ostracisme international. Durant cette période, aujourd'hui dépeinte, à Port-au-Prince, comme « les années sombres », l'empereur d'Ethiopie, Hailé Sélassié, fut le seul chef d'Etat à faire escale en Haïti, rendant hommage à une autre nation noire indépendante de longue date.

Après la mort de François Duvalier, changement à vue. Comme si la disparition de ce chef d'Etat peu « présentable » était l'unique condition préalable, les programmes d'assistance commencent à sortir de tous les cartons à la fois. Un peu plus de six ans après l'avènement de « Jean-Claude », le pays de Toussaint Louverture est devenu l'un des Etats au monde qui reçoit le plus d'aide par habitant. Son montant total dépasse les recettes propres du budget national. Cette volte-face internationale est bien un changement majeur dans la situation de Haïti.

En un sens, ce n'est que justice. La République est la seule d'Amérique à figurer sur la liste des vingt-cinq pays les plus pauvres du monde établie par les Nations unies. Le revenu par habitant, selon les estimations internationales les mieux fondées, est de l'ordre de 500 F par an. Mais les inégalités sont telles que, on l'admet couramment, chaque paysan ne dispose, en moyenne, que de 100 F. Cette situation explique que des dizaines de milliers de Haïtiens aient dû aller chercher du travail hors de leur pays — aux Etats-Unis, au Canada, à Saint-Domingue et à Cuba notamment (1).

Le P.N.B. est à peu près stagnant, ce qui, compte tenu de l'accroissement démographique, fait de Haïti un *« pays en voie de sous-développement »*. Les hauts cours mondiaux du café — deuxième source de devises du pays — devraient améliorer la situation. Mais les paysans eux-mêmes n'en tireront qu'un modeste profit : selon une récente étude américaine, les producteurs de café haïtiens sont les plus taxés du monde.

Depuis quelque temps, néanmoins, un certain « décollage » est sensible. Le moteur en est l'installation, autour de la capitale, de plusieurs dizaines de « factories », employant des milliers d'ouvriers et d'ouvrières. Intéressés par le régime de bas salaires du pays (de 6,50 à 12,50 F par jour), des capitalistes étrangers — essentiellement nord-américains — ont, en effet, implanté, ces dernières années, des petites et moyennes entreprises qui, comme à Porto-Rico, à Singapour ou à Taïwan, se consacrent surtout à la confection de sous-vêtements et au montage de composants électroniques. Un industriel a aussi installé à Port-au-Prince la plus importante fabrique mondiale de... balles de base-ball.

En outre, l'aide internationale a favorisé un spectaculaire développement des infrastructures : plus de 300 kilomètres de routes asphaltées ont été construites ou remises en état depuis trois ans. Ce regain d'activité, qui a favorisé quelques enrichissements rapides, a également donné un coup de fouet, dans la capitale, à la construction. Pétionville et les collines proches de cet élégant faubourg dominant Port-au-Prince se hérissent de villas hollywoodiennes.

Ainsi, l'étranger de passage peut-il recueillir l'impression que Haïti est désormais *« bien partie »*. Ses conversations avec l'élite de Port-au-Prince — intelligente, cultivée et... francophone (2) — le conforteront dans cette idée. Mais qu'il n'aille pas flâner dans les campagnes ou traverser Bel-Air, La Saline ou Carrefour, ces quartiers populaires de Port-au-Prince.

L'aide militaire — navale notamment — de Washington a repris après les « années sombres ». La République fédérale d'Allemagne, quant à elle, ne pouvait pas laisser Haïti à l'écart de la « grande politique latino-américaine » qu'elle mène depuis quelques années. Tous ces motifs valent aussi pour le Canada.

La France, pour sa part, est, naturellement, sensible à la situation de l'unique Etat francophone de la zone. Ainsi Haïti est-il le seul pays au monde qui reçoive une aide importante à la fois des affaires étrangères et du ministre de la coopération.

La réalisation française la plus spectaculaire, c'est la « route de l'amitié », qui, après avoir serpenté à travers la chaîne montagneuse de la péninsule méridionale, aboutit à Jacmel. Paris fournit également une assistance à l'aviation civile haïtienne. Plusieurs dizaines de coopérants participent, dans toute l'île, à la formation et au recyclage des maîtres. Cette assistance, jusqu'à présent très élitiste, commence à être complétée par des actions dans le domaine agricole — évidemment plus fondamental pour l'avenir du pays et de ses habitants : la construction d'un centre de conditionnement des semences de maïs et une enquête sur les possibilités de mise en valeur de la région de Jacmel en sont, aujourd'hui les points forts.

Un travail de titans

Le dénuement d'une population où chacun ne dispose en moyenne que de 1 700 calories par jour, justifie donc amplement l'assistance internationale massive que reçoit Haïti. Celle-ci s'est manifestée, ces dernières semaines, par l'envoi rapide et important de secours aux populations frappées par la famine. Le programme alimentaire mondial (PAM), l'Unicef, la Communauté économique européenne, les Etats-Unis, le Canada, etc., ont envoyé des céréales, du lait, des médicaments, des semences...

Capital sur le plan humain, cet aspect de l'assistance internationale n'est, évidemment, pas le plus important à long terme. A cet égard, les Nations unies font un travail considérable. Elles se consacrent surtout, actuellement, à une évaluation systématique des ressources du sous-sol. Elle soulève de grandes espérances, compte tenu de la quasi absence de matières premières en Haïti ; certains murmurent déjà, à Port-au-Prince, que le pays pourrait être « un bloc de minerai de cuivre ». La Tennecott (américaine) et Penarroya (française) ont déjà obtenu des concessions d'exploitation.

La F.A.O., de son côté, patronne depuis quatre ans une action de lutte contre l'érosion des sols dans la région de Limbé. Cette activité a déjà transformé le paysage sur des milliers d'hectares. De haut en bas des collines, tous les 10 mètres environ, une ligne de plants de citronnelle (3) rompt les pentes, ralentissant le flux des eaux de pluie, et fixant la maigre couche d'humus. Des murets en pierres sèches ont été édifiés, des facines ont été posées dans les ravines pour « casser » le cours des torrents. Déjà les rivières montent plus lentement, roulent des eaux plus claires, et divaguent moins que naguère. Des centaines de paysans participent à ce travail de titans, rémunérés par des distributions de vivres du PAM.

Dans la plaine de Gonaïves, d'autre part, la F.A.O. poursuit, en collaboration avec l'Allemagne de l'Ouest, un important programme de forage de puits, destiné à irriguer l'une des rares plaines du pays.

On se prend à songer que de tels travaux, entrepris à temps, auraient pu prévenir la catastrophe écologique et humaine que connaît aujourd'hui le nord-ouest.

L'Organisation mondiale de la santé poursuit un important programme d'éradication du paludisme. L'UNESCO met en place un système de radio éducative rurale. L'UNICEF participe à des programmes d'amélioration de la nutrition, de régionalisation des services de santé, de formation et de recyclage des maîtres dans les campagnes et de mise en œuvre d'une planification sociale.

L'assistance bilatérale n'est pas moins considérable. Les motivations des pays qui y sont engagés ne sont évidemment pas semblables — même si tous ressentent le scandale que constitue cet flot de misère au cœur de l'hémisphère occidental.

Intéressés par tout ce qui est caraïbe, les Etats-Unis le sont tout spécialement par cette île qui contrôle — face à Cuba — le principal point de passage vers le canal de Panama : l'assistance

« Une terre païenne »

Cette aide internationale comporte une grande lacune : la coordination fait presque totalement défaut. Le visiteur le moins prévenu se convainc que le territoire a été découpé en tranches comme un gâteau, et que chaque pays, chaque organisation, nationale ou internationale, en a eu sa part non, certes, pour en tirer un profit, mais pour y appliquer ses propres méthodes d'assistance : aux Allemands la plaine de Gonaïves, aux Israéliens celle de Cul-de-Sac, derrière la capitale, aux Etats-Unis le nord-ouest, aux Canadiens la région de Petit-Goave, à la France Jacmel... L'ONU, présente un peu partout, n'a pas réussi, jusqu'à présent, à s'imposer aux yeux des autorités haïtiennes comme l'indispensable coordonnatrice de tant d'efforts dispersés.

Cette absence de coordination va même jusqu'à une caricaturale compétition dans le cas des Eglises. Un connaisseur d'Haïti nous assurait que ce pays était *« providentiel pour l'Occident »*. *« Laboratoire, tantôt burlesque et tantôt tragique, de la négritude »*, la terre de Toussaint Louverture est aussi, nous disait-il, un lieu *« où des milliers de touristes »*, américains, canadiens et suisses notamment, viennent se convaincre, que *« la pénurie ne fait pas forcément le malheur »* : le peuple haïtien force l'admiration par le courage, l'humour, qu'il démontre dans l'adversité. Enfin, ajoutait cet observateur, Haïti n'est-il pas, *« à deux pas des Etats-Unis — le plus grand pays chrétien de la planète, — une terre païenne, puisque la majorité de ses habitants continuent de pratiquer le vaudou »* ?

C'est dire que le zèle missionnaire des Américains — et, plus généralement, de l'Occident — se donne libre cours en Haïti. Jusqu'à une date récente, les catholiques français y donnaient le ton. Depuis François Duvalier, le clergé a été presque entièrement « haïtianisé ». Le catholicisme subit, désormais, l'assaut très rude des Eglises et sectes réformées venues d'Amérique du Nord : plus de deux cents sont aujourd'hui recensées auprès du bureau compétent du ministère des affaires étrangères et des cultes ! La compétition entre elles est acharnée. La campagne haïtienne est hérissée de temples, et d'autres sont en construction un peu partout.

Dans cette fièvre, une secte se distingue : les adventistes du septième jour — ces *« dominicains du protestantisme »*, comme les appelait devant nous un curé. Leurs moyens matériels sont à la hauteur de leur prosélytisme. C'est ainsi qu'ils distribuent des postes à transistors préréglés sur la fréquence de Radio-Lumière, une puissante station dont ils ont le contrôle !

Ces aspects irritants ne sauraient, certes, faire oublier l'essentiel : les chrétiens de toute observance font, sur le terrain, un extraordinaire travail d'assistance aux populations les plus démunies. Ils aident, pourtant, à comprendre l'irritation de certains Haïtiens, qui dénoncent *« une mise en coupe réglée »* de leur pays. Sans doute les habitants ne croient-ils pas sérieusement que tout un chacun cherche à s'enrichir sur le dos de Haïti — bien trop pauvre pour être vraiment « rentable ». Mais, sans aller jusqu'à suivre certains opposants, qui assurent que l'assistance internationale aboutit à *« conforter le duvaliérisme »*, ne faut-il pas se demander si Haïti ne sert pas un peu de cobaye à l'Occident ? Ne convient-il pas de redresser rapidement les errements les moins admissibles ?

FIN

(1) En Amérique du Nord, où ils entrent, en général, clandestinement, les Haïtiens travaillent le plus souvent dans le secteur des services. A Saint-Domingue et à Cuba, ils sont employés comme coupeurs de canne à sucre.

(2) De 10 à 15 % des Haïtiens, peut-être, s'expriment en français, langue officielle du pays. Les autres ne parlent que le créole. Le taux d'analphabétisme (plus de 75 %) est le plus élevé du continent américain.

(3) Les agronomes ont choisi cette plante parce que les animaux domestiques, et notamment les chèvres, qui pullulent dans l'île, n'en aiment pas le goût !

(PUBLICITE)

A l'occasion de la III[e] Rencontre des Parlements Européens et Latino-Américains qui s'est achevée à Mexico le 27 juillet 1977, une condamnation législative du despotisme de la dictature uruguayenne a été prononcée. Des dirigeants politiques uruguayens : le sénateur Enrique Erro, le sénateur Enrique Rodriguez du Parti Communiste Urugayen, le député José Diaz, dirigeant socialiste en exil, et le dirigeant du Parti pour la Victoire du Peuple, Hugo Cores, ont fait au cours d'un grand meeting de solidarité réalisé au théâtre Gorostiza de Mexico, un appel public à la plus large unité des forces opposées à la dictature.

Ces quatre dirigeants représentent d'amples secteurs politiques organisés et d'importantes forces sociales qui luttent pour vaincre la dictature et en finir avec le terrorisme d'Etat de type fasciste. Ils se sont réunis à Mexico conjointement avec un groupe de personnalités urugayennes indépendantes, et symbolisant l'esprit unanime du peuple uruguayen qui rejette le régime tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, en interprétant le sentiment unitaire actuel, ils ont décidé à l'unanimité :

1) D'appeler à la plus large unité de toutes les forces qui souhaitent la défaite de la dictature féroce qui opprime le peuple uruguayen.

2) De promouvoir d'un commun accord et de façon unitaire des actions de lutte destinées à obtenir la liberté de tous les prisonniers politiques, la cessation de toutes les tortures et de tout traitement cruel et dégradant, la remise au Haut-Commissariat des Nations unies des nombreux réfugiés politiques déportés illégalement, l'information immédiate de l'opinion publique sur le sort des opposants disparus et enlevés, l'annulation de toute proscription politique et le total respect des libertés démocratiques et syndicales.

3) De multiplier inlassablement les efforts destinés à consolider et à développer l'unité du peuple uruguayen, conscient de l'existence d'autres formes politiques importantes opposées à la dictature.

4) De reconnaître la qualité et le développement de la solidarité internationale qui a efficacement contribué au discrédit de la dictature, tout en appelant à poursuivre et accentuer cette lutte afin d'isoler politiquement et économiquement le régime.

5) D'engager avec énergie et assiduité les efforts de toutes les forces politiques réunies autour de la création d'un Front antidictatorial pour en finir définitivement avec cette tyrannie qui souille la patrie uruguayenne.

Mexico, le 30 juillet 1977.

ACTION TRICONTINENTALE

46, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

États-Unis

M. BERT LANCE NE DÉMISSIONNERA PAS

Washington *(A.F.P., Reuter)*. — Interrompant les vacances qu'il prend à Camp-David, sur les hauteurs des environs de Washington, le président Carter s'est rendu en hélicoptère, le jeudi 18 août, dans la capitale fédérale, pour se montrer aux côtés de M. Bert Lance, directeur du budget, qui tenait une conférence de presse, et réaffirmer ainsi publiquement sa confiance dans l'un de ses plus proches collaborateurs.

Le matin même, le président et la commission des affaires gouvernementales du Sénat avaient reçu le rapport rédigé par le contrôleur de la monnaie sur les transactions bancaires opérées par M. Lance, antérieurement à son entrée au gouvernement *(le Monde* du 17 août). L'enquête n'y a rien trouvé qui puisse justifier des poursuites. Elle a seulement relevé *« des pratiques discutables »*, qui seront d'ailleurs examinées en commission par le Sénat au début de septembre. M. Lance a déclaré qu'il ne se démettrait pas de ses fonctions.

PROCHE-ORIENT

La politique israélienne dans les territoires occupés

Les États-Unis adressent deux notes de protestation « fermes » au gouvernement Begin

De notre correspondant

Jérusalem. — Les Etats-Unis ont officiellement signifié à Israël qu'ils *« regrettaient profondément »* les deux dernières décisions du gouvernement de Jérusalem portant sur l'amélioration des services de santé en Cisjordanie et à Gaza et la création de trois nouveaux centres d'implantation en Cisjordanie.

Aucun porte-parole officiel israélien n'avait encore consenti dans la matinée du vendredi 19 août à commenter la protestation américaine, dont les termes ne sont connus que par la publicité qui lui a été donnée à Washington. L'ambassadeur israélien, M. Simha Dinitz, a été convoqué par M. Philippe Habib, adjoint au secrétaire d'Etat, qui lui a transmis deux notes, dont la presse a eu connaissance quelques instants plus tard au cours d'une rencontre avec le porte-parole du département d'Etat (voir ci-dessous). Simultanément, l'ambassadeur américain en Israël, M. Samuel Lewis, était reçu par M. Menahem Begin, qui avait à ses côtés son ministre des affaires étrangères, M. Moshé Dayan, qu'il avait prié d'interrompre ses vacances.

Tant à Jérusalem qu'à Washington, la réponse israélienne aurait été, selon de *« bonnes sources »*, aussi *« ferme »* que la protestation américaine. Israël repousse l'accusation qui lui est faite de contrecarrer les efforts de médiation américains. C'est, dit Jérusalem, aux Arabes, qui exigent une modification de la résolution 242, qu'il faut adresser un tel reproche. Quant aux faits spécifiques qui font l'objet de la démarche américaine ils relèvent, selon les Israéliens, de considérations de politique intérieure. Les dernières décisions ne sont que des suites données à des mesures prises par le précédent gouvernement, et les trois nouvelles colonies qui viennent d'être créées sont situées en des lieux qui, selon la formule prévoyant des *« modifications mineures »* à apporter aux lignes de 1967, feront partie de l'Etat d'Israël.

L'éditorialiste du quotidien travailliste *Davar* déplore, ce vendredi, l'inopportunité des décisions gouvernementales tout en rappelant que dans le passé l'administration américaine s'est toujours opposée à toute initiative israélienne dans les territoires occupés. Cependant, écrit l'organe des syndicats, c'est la première fois que Washington exprime son mécontentement d'une manière *« aussi brutale et aussi dramatique »*. Les initiatives du gouvernement Begin, estime le *Davar*, pourraient amener les Américains à la conclusion que le seul moyen de sortir de l'impasse est d'imposer leur propre solution.

ANDRÉ SCEMAMA.

● *Le gouvernement israélien* a informé, mercredi 17 août, le secrétaire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim, qu'il avait décidé de ne pas participer à la conférence mondiale contre l'apartheid qui se tiendra à Lagos (Nigéria), du 22 au 26 août prochain. Cette décision, explique-t-il, est due au fait que les organisateurs de cette conférence ont refusé d'inviter le Congrès juif mondial à y participer, tout en y invitant cependant *« le soi-disant Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien »*, dont les objectifs n'ont rien à voir avec la conférence de Lagos. — *(A.F.P.)*

WASHINGTON : des actions unilatérales et illégales.

Washington *(A.F.P.)*. — M. Hodding Carter, le porte-parole du département d'Etat, s'est élevé, jeudi 18 août, à la fois contre la création de nouvelles colonies juives de peuplement en Cisjordanie et contre l'extension à la Cisjordanie des services publics existant en Israël. Sur ce dernier point, il a indiqué que *« cette décision crée une impression d'occupation permanente de territoires qui sont passés sous le contrôle d'Israël lors de la guerre de juin 1967, ce qui n'est pas positif »*.

« A cet égard, a-t-il poursuivi, *nous avons noté avec regret la déclaration du secrétaire du cabinet israélien selon laquelle Israël ne peut pas annexer des terres israélienne puisqu'elles lui appartiennent déjà. »*

Le porte-parole du département d'Etat a toutefois atténué ses critiques en indiquant auparavant que *« l'impact juridique d'une décision de principe, dont les mesures d'application n'ont pas été mises au point, n'est pas encore parfaitement clair »*.

En ce qui concerne la création de trois nouveaux points de peuplement en Cisjordanie, il a réaffirmé que *« ces actions unilatérales et illégales constituent un obstacle à la conduite de négociations constructives »*.

Le porte-parole du département d'Etat a enfin estimé qu'il était prématuré de dire ce que feront les Etats-Unis si le gouvernement Begin demeure sourd à ces demandes. Mais il a toutefois reconnu que *« des options »* étaient à l'étude.

Liban

LES PALESTINIENS COMMENCERAIENT A SE RETIRER DE LA FRONTIÈRE ISRAÉLIENNE

(Suite de la première page.)

Il avait été spécifié que cela se ferait dans les trois mois. Après avoir rencontré, le 12 août, les chefs du Front libanais (conservateurs chrétiens) le président Assad avait indiqué que l'opération commencerait dès lundi. Finalement celle-ci semble devoir se dérouler avec un retard de quatre jours.

Ce délai est imputable aux récentes rumeurs concernant l'imminence d'une attaque israélienne. Il y a quatre jours, tout en proclamant l'état d'alerte dans le sud, M. Arafat faisait part de ses appréhensions au président libanais, qui contactait aussitôt l'ambassadeur des Etats-Unis et les représentants diplomatiques saoudien et Koweïtien à Beyrouth. L'émotion s'est atténuée après les assurances venues de Washington, sous la forme d'un message du président Carter à M. Bégin et au président Assad, leur demandant de faire preuve de modération au Liban-Sud.

Un problème pourrait se poser maintenant : un vide risque de se créer au sud lorsque les fedayin auront opéré leur retrait, car l'armée libanaise n'est pas en état de s'y opposer, sinon très symboliquement. Israël pourrait être tenté de remplir ce vide en ayant recours aux milices chrétiennes du sud. Les autorités libanaises et syriennes veulent cependant faire confiance, sur ce point, aux engagements américains. Le ministre libanais des affaires étrangères, M. Boutros, multiplie les contacts sur ce sujet, aussi bien avec Washington qu'avec la droite chrétienne.

A l'issue d'une réunion du Front libanais, M. Chamoun a déclaré jeudi : *« La situation au Sud-Liban est inchangée. Les accords conclus ne sont pas appliqués. Les déclarations d'Arafat et de ses amis n'incitent guère à l'optimisme. Nous avons entendu suffisamment de promesses, nous réclamons l'exécution des accords. »*

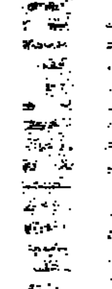
Sur le terrain, les combats se sont quelque peu intensifiés dans la région de Koleya-Marjayoun, sans cependant atteindre l'ampleur dont font état certaines informations : il s'agit toujours de duels d'artillerie dans une zone aux trois quarts vidée de ses habitants.

Enfin, les dirigeants du Front libanais feignent d'ignorer les déclarations de M. Begin et les informations en provenance de Tel-Aviv, au sujet de leur collaboration avec Israël. *« D'une part, les faits rapportés sont faux ; d'autre part, nous n'en sommes plus au stade d'être gênés par de telles révélations »*, nous a déclaré un des principaux chefs conservateurs chrétiens.

LUCIEN GEORGE.

pain

-ORIENT



AFRIQUE

L'éclat de M. de Guiringaud à Dar-Es-Salaam

(Suite de la première page.)

Il demanda si le gouvernement tanzanien, qui sait très bien se faire respecter, aurait toléré pareille manifestation contre le premier ministre guinéen arrivé la veille.

Les Tanzaniens proposèrent d'évoquer l'incident lors des entretiens prévus pour l'après-midi. Le ministre français refusa. Il voulait que l'affaire fût éclaircie au préalable. L'heure du dîner, que devait offrir en son honneur M. Mkapa, était dépassée depuis longtemps, quand M. de Guiringaud fit publier un communiqué disant que les autorités tanzaniennes n'ayant pas voulu « désavouer » des manifestations « inadmissibles », il reprendrait l'avion ce vendredi matin pour Paris sans attendre dimanche.

A son tour, le ministère des affaires étrangères tanzanien publia alors un communiqué disant que la condition posée par M. de Guiringaud pour maintenir sa visite était « *absolument inacceptable* ».

Une rebuffade prévisible

Cette rebuffade n'était pas tout à fait inattendue. Chacun savait depuis le début du voyage de M. de Guiringaud en Afrique que l'étape de Dar-Es-Salaam, capitale de l'Afrique progressiste et militante, serait la plus difficile. Ce n'est cependant que jeudi matin qu'un article du *Daily News*, seul quotidien de la capitale, laissa clairement comprendre que M. de Guiringaud ne serait pas le bienvenu. Sur huit colonnes, avec une grande photo de M. Giscard d'Estaing, il interrogeait : « *Que pouvons-nous faire pour vous, monsieur le ministre ?* » Suivait un long réquisitoire sur les relations entre la France et l'Afrique du Sud depuis une dizaine d'année, et en particulier une énumération des fournitures d'armes et des promesses de les interrompre non tenues par le gouvernement français. L'article affirmait d'emblée que « *la France est aujourd'hui le plus récalcitrant des fournisseurs d'armes destructrices à nos ennemis de Pretoria* » et s'achevait ainsi : « *Il nous est difficile de comprendre ce que M. de Guiringaud peut bien venir nous expliquer.* »

« Bon voyage ! »

Dans ces conditions, pourquoi, dira-t-on, avoir invité le ministre français ? En diplomatie cependant, rien n'est aussi simple. Si les Tanzaniens ont adressé une invitation formelle à M. de Guiringaud, c'est parce que celui-ci l'avait souhaité. Il voulait voir en particulier M. Nyerere, qui est le dirigeant africain le plus écouté, dans cette partie du continent du moins. Mais M. Nyerere souhaitait, lui aussi, rencontrer le ministre français puisqu'il lui demanda de modifier le calendrier des visites primitivement prévu afin qu'il puisse le rencontrer à son retour de Washington.

Les Tanzaniens avaient-ils prévu que l'incident irait si loin ? Il reste à expliquer pourquoi la France est ici l'objet d'une telle animosité. M. de Guiringaud est persuadé que l'affaire des Comores y est pour beaucoup. Il en est sans doute d'autant plus amer qu'il avait annoncé que la sécession de Mayotte aurait des conséquences internationales fâcheuses, quand il était représentant de la France à l'ONU. La Tanzanie a toujours été à la pointe de la campagne contre la France à propos des Comores, très probablement parce qu'elle a elle-même des visées sur l'archipel. Les trois îles aujourd'hui indépendantes étaient autrefois possession du sultanat de Zanzibar, et la Tanzanie (dont Zanzibar fait aujourd'hui partie) y a envoyé des instructeurs pour y former une milice.

En tout cas, quelles que soient les intentions cachées des Tanzaniens, c'est sur la politique française vis-à-vis de l'Afrique du Sud qu'ils font porter tous leurs reproches, et le *Daily News* de ce vendredi, qui traite cette affaire sur toute sa première page, ironise dans un éditorial : « *Est-ce que la dignité de M. de Guiringaud est au-dessus de la dignité des populations de l'Afrique du Sud, qui sont humiliées, exploitées et massacrées par un régime armé par des armes françaises (...). La France est toujours un pays puissant, et l'impérialisme français, bien que sur le déclin, se bat toujours pour avoir sa place au soleil. Ailleurs, en Afrique, M. de Guiringaud sera peut-être bien accueilli, en dépit des ventes d'armes à l'Afrique du Sud. Pas en Tanzanie, et nous ne le regrettons pas. Bon voyage !* »

L'incident tanzanien, dont cet éditorial confirme, s'il en était besoin, qu'il bénéficie de la « bénédiction » des autorités, ne donne cependant pas une idée tout à fait exacte du voyage de M. de Guiringaud en Afrique. Au Mozambique en particulier, où, après de longues années de flirt entre la France et le Portugal de Salazar, le terrain aurait pu aussi être difficile, les explications de M. de Guiringaud ont été accueillies tout autrement. C'est ainsi que le ministre des affaires étrangères mozambicain, M. Chissano, tout en estimant que beaucoup de Français ont « *des complexes de supériorité* » et « *des réflexes colonialistes* », a déclaré dans une interview : « *Je reconnais que la France a changé d'avis et de manière d'agir.* » M. Mugabe, un des chefs les plus intransigeants de la résistance rhodésienne, a déclaré, lui aussi, après avoir reçu mercredi à Maputo M. de Guiringaud, qu'à son avis la politique de la France à l'égard de l'Afrique du Sud avait changé. C'était bien de ce changement que M. de Guiringaud voulait persuader les Africains. Mission à demi remplie donc... ou à demi manquée.

MAURICE DELARUE.

JOHANNESBURG : une bonne leçon de réalisme pour Paris

De notre correspondante

Johannesburg. — La radio nationale sud-africaine (S.A.B.C.) a commenté ce vendredi matin 19 août l'accueil réservé par la Tanzanie au ministre français. M. de Guiringaud, a expliqué en substance le commentateur, a emprunté la voie de ses collègues américain et britannique et utilisé, en parlant d'« *embargo total* » sur les armes destinées à l'Afrique du Sud, un langage qui devait plaire à ses interlocuteurs. « *Il n'avait pas compris*, a-t-il ajouté, *qu'il s'adressait à des militants qui veulent tout ou rien. Cette expérience amère rétablira peut-être chez les Occidentaux un réalisme qui devrait être bénéfique à un règlement de la situation en Afrique australe.* »

Même s'ils n'ont pas déclenché d'émotions excessives, les discours du ministre blâmant l'« apartheid » et parlant d'embargo total ont souvent agacé l'Afrique du Sud blanche. « *Ah ! le cynisme saisissant avec lequel les Français ont annoncé qu'ils ne vendraient plus d'armes à l'Afrique du Sud ! Même les pays de l'Est ont dû avoir un haut-le-corps...* », ironisait récemment le quotidien anglophone *Star* dans un éditorial. *Diplomatie de façade* : « *Les Français ont toujours été de subtils diplomates... Seuls ceux qui sont intimement concernés par l'industrie française d'armement, ceux qui savent réellement avec qui la France fait des affaires, peuvent juger à quel point leurs déclarations sont cyniques.* »

Le ministre de la défense, M. Botha, a d'ailleurs fait remarquer mercredi que son pays a aujourd'hui la possibilité d'exporter des armes. « *Nous possédons pratiquement toutes les matières premières, et aujourd'hui nous fabriquons des armes à un coût moindre que celui des armes équivalentes importées. Nous sommes à un point où nous pouvons envisager d'exporter.* » Il a cependant souligné que l'Afrique du Sud ne fabriquait pas encore tout l'armement dont elle a besoin, car « *aucun pays ne peut être complètement indépendant dans ce secteur* ».

CHRISTIANE CHOMBEAU.

La Tanzanie : un socialisme original en difficulté

La République de Tanzanie, formée de l'ancien Tanganyika, colonie allemande passée sous mandat britannique après la première guerre mondiale, et de l'île de Zanzibar, a été proclamée le 29 octobre 1964. Avec quelque quinze millions d'habitants sur un territoire deux fois grand comme la France, c'est l'un des pays les plus déshérités d'Afrique.

En 1967, le président Julius Nyerere, qui est demeuré l'un des dirigeants africains les plus prestigieux, lançait, dans la Déclaration d'Arusha, une expérience socialiste originale fondée sur le rôle prépondérant de villages communautaires, les « ujamaas ». Refusant les modèles occidentaux, la Tanzanie s'est orientée vers un développement prudent, égalitaire et essentiellement rural. Le sérieux de son expérience et la stabilité de son régime lui ont permis d'obtenir concurremment l'appui des Etats-Unis, de la Suède, de l'U.R.S.S. ou de la Chine. Cette dernière a, en particulier, construit un chemin de fer, le Tanzam, qui relie aujourd'hui les mines de cuivre de Zambie au port de Dar-es-Salaam.

Malgré des succès incontestables, en particulier dans le d'une population qui était illetdomaine de l'alphabétisation trée à 90 % au moment de l'indépendance, l'économie tanzanienne connaît une situation très difficile et a gravemen souffert de la crise du pétrole et de la sécheresse de ces dernières années.

Politiquement très engagé dans la lutte pour la libération de l'Afrique australe, le président Nyerere est le porte-parole des cinq pays de la « *ligne de front* ». Il a approuvé l'envoi de troupes cubaines en Angola et a réservé un accueil particulièrement chaleureux, en mars dernier, à M. Fidel Castro. Dar-es-Salaam est, d'autre part, le siège du comité de libération de l'Organisation de l'unité africaine.

Avant la conférence sur l'apartheid de Lagos

M. SIMONET DÉCLARE QUE LES NEUF APPUIERONT UNE DEMANDE D'EMBARGO SUR LES ARMES A DESTINATION DE PRETORIA

M. David Owen, secrétaire au Foreign Office, qui doit faire, en compagnie du représentant américain à l'ONU, M. Andrew Young, un voyage en Afrique australe pour présenter les propositions anglo-américaines sur la Rhodésie, ne se rendra pas à Salisbury avant le 31 août, date des élections organisées par M. Ian Smith.

Auparavant, M. Frank Judd, ministre adjoint au Foreign Office, dirigera la délégation britannique à la conférence internationale contre l'apartheid qui se tiendra à Lagos, sous l'égide de l'ONU, du 22 au 26 août prochains, et au début de laquelle assistera le secrétaire général de l'ONU. M. Waldheim, qui se rendra ensuite à Londres, du 24 au 26 août, s'arrêtera les 22 et 23 août à Tripoli et N'Djamena, où il s'entretiendra du litige entre le Tchad et la Libye avec les dirigeants de ces deux pays.

Le ministre belge des affaires étrangères, M. Henri Simonet, président en exercice du conseil des ministres de la Communauté économique européenne, qui représentera la C.E.E. à cette conférence de Lagos, a confirmé, jeudi 18 août, à Bruxelles, que les Neuf vont faire usage de leur « *pouvoir économique* » pour exercer une pression sur l'Afrique du Sud afin que Pretoria renonce à la politique d'apartheid. Ils appuieront vraisemblablement la demande d'embargo sur les armes à destination de l'Afrique du Sud, qui sera débattue prochainement aux Nations unies.

M. Simonet a cependant tenu à marquer la différence entre la Rhodésie, « *composée de colons qui ne se sont jamais intégrés* », et l'Afrique du Sud, « *qui est un véritable Etat, même si son système de valeurs n'est pas égal au nôtre* ». — *(A.F.P., A.P.)*

La France, sixième fournisseur et dixième client de la République Sud-Africaine

Les relations commerciales entre la France et l'Afrique du Sud ne sont pas négligeables. Si leur caractère spectaculaire est apparu en mai 1976 avec l'attribution à Framatome de la construction de deux centrales nucléaires de 925 mégawatts chacune à 35 kilomètres au nord de la ville du Cap (une commande de l'ordre de 6 milliards de francs), d'autres contrats importants ont été passés dans les trois dernières années. En 1975, la société l'Air liquide a été chargée de la construction d'une usine pour la production d'oxygène destinée à permettre l'extraction du pétrole à partir du charbon ; la Compagnie générale d'électricité (C.G.E.) a été agréée comme fournisseur officiel des postes sud-africaines et l'Airbus a obtenu un succès commercial important au détriment de la firme Boeing (quatre commandes fermes et quatre options).

En 1976, d'autres projets ont été concrétisés dans les secteurs automobile et pharmaceutique. Et il y a moins d'un mois des informations britanniques faisaient état d'un important contrat — non confirmé officiellement — portant sur la livraison à la France, chaque année et pendant dix ans à partir de 1980, de 900 à 1 000 tonnes d'uranium sud-africain au prix de 27 dollars la livre, soit bien en dessous du cours mondial actuel (40 dollars).

Ces produits minéraux (uranium mais aussi charbon) sont les principaux achats de la France à l'Afrique du Sud. Viennent ensuite la laine, les fruits et les cuirs et peaux. Quant aux ventes françaises, elles portent sur les automobiles, les machines, l'appareillage électrique, les produits chimiques et sidérurgiques. D'ores et déjà, plus de quatre-vingts entreprises françaises ont investi en Afrique du Sud.

Malgré cette coopération — qui semble devoir se développer dans le domaine nucléaire — les derniers chiffres connus (premier semestre 1976) ne placent la France qu'au sixième rang des fournisseurs de l'Afrique du Sud avec 3,5 % du marché, derrière les Etats-Unis (21,3 %), la Grande-Bretagne (18,6 %), la République fédérale d'Allemagne, le Japon et l'Italie. La part du marché de la France a même diminué de près de 1 % entre 1975 et 1976. De plus, la France n'est que le dixième client de l'Afrique du Sud.

De longue date, la République Sud-Africaine a été un important client des industries françaises d'armements. Toutefois, en août 1975, au terme d'une visite au Zaïre, M. Giscard d'Estaing a annoncé que la France cesserait de livrer à Pretoria des armes terrestres et aériennes, « *à l'exclusion des matériels navals* », jugés moins offensifs. Ainsi l'Afrique du Sud dispose-t-elle déjà de trois sous-marins Daphné à propulsion classique. En septembre 1978, la France doit lui livrer deux autres sous-marins de 1 200 tonnes à hautes performances (Agosta). Deux avisos-escorteurs et trois vedettes lance-missiles sont commandés à la France.

Malgré l'embargo portant sur les autres matériels de guerre, la République sud-africaine peut produire elle-même, grâce aux accords sous licence conclus précédemment avec la France, les armes dont elle a besoin.

Elle produit ainsi des intercepteurs de défense aérienne Mirage F-1 du groupe privé Dassault-Bréguet dans son usine d'Atlas Corporation, près de Johannesburg. D'ores et déjà, la République sud-africaine est équipée de seize Mirage F-1 avec leurs missiles air-air et air-sol. L'armée de l'air sud-africaine dispose, d'autre part, de trente-six avions de combat Mirage-III, de quinze hélicoptères super-frelon, de neuf avions de transport Transall, de quatre avions de transport Nord-262, de cinquante hélicoptères Alouette-III, de vingt-quatre hélicoptères Puma. L'armée de terre utilise notamment des missiles anti-chars Milan.

La République sud-africaine n'a pas été invitée au Salon aéronautique du Bourget cette année, en raison de l'embargo dont elle est l'objet concernant les matériels aéro-spatiaux jugés « *offensifs* ».

« LE QUOTIDIEN DE PARIS » : la seule issue.

« *Outré des manifestations antifrançaises qui l'ont accueilli hier à son arrivée à Dar-es-Salaam, M. Louis de Guiringaud a préféré rompre plutôt que subir. En reprenant l'avion pour Paris, le ministre des affaires étrangères n'a pas fui, il a claqué la porte. C'était la seule issue face à l'attitude d'un gouvernement qui, foulant aux pieds tous les usages diplomatiques, s'est fait le complice, sinon l'instigateur, de l'affront jeté à la face du représentant d'un pays qu'il avait invité...*

» *La président tanzanien, se refusant aux excuses comme au désaveu, a implicitement refusé le dialogue avec la France. Il en porte seul la responsabilité. (...)*

» *Paris ne pouvait aller plus loin qu'il n'a été, reconnaissant « de facto », en Zambie comme au Mozambique, les mouvements nationalistes du champ de bataille de l'Afrique australe et allant, à Maputo, jusqu'à proposer des armes à ceux qui les tournent contre la Rhodésie ou l'Afrique du Sud. Aussi, l'échec est-il à la mesure des propositions faites par la France à « l'Afrique militante », voire de ses concessions. Aux yeux de cette Afrique-là, Paris n'est pas crédible, elle vient d'en donner la preuve et le passé pèse dans la balance d'un poids plus lourd que l'avenir.* »

(PHILIPPE MARCOVICI.)

● *Une mise au point de M. Tshilenge.* — Mis en cause récemment par l'Agence Zaïre Presse, M. Serge Tshilenge, qui aurait, selon l'AZAP, rencontré le 10 juin 1977 à Paris, en sa qualité de « *représentant des anciens gendarmes katangais* », M. Karl I Bond, ministre des affaires étrangères zaïrois actuellement détenu à Kinshasa (*le Monde* du 16 août), précise qu'il ne se trouvait pas à Paris à la date mentionnée, « *n'a aucun mandat politique pour représenter les anciens gendarmes katangais* » et « *n'a pas vu M. Karl I Bond depuis de nombreuses années* ».

ASIE

Chine

La visite de M. Vance à Pékin coïncide avec la fin du congrès du P.C.

(Suite de la première page.)

La fin des guerres indochinoises a mis un terme, pour un temps, Etats-Unis et les problèmes d'Afrique, voire d'Amérique latine, ont pris le relais à l'avant-scène de l'actualité. On fait valoir aussi que le commerce sino-américain stagne à des niveaux médiocres (ils n'ont atteint que 336 millions de dollars dans les deux sens, en 1976, ce qui équivaut au dixième du volume des échanges avec Taïwan), et que l'influence militaire et diplomatique de la Chine est toujours trop faible pour offrir un contrepoids, voire un « levier », face à la puissance soviétique.

Un autre obstacle à une politique hardie vis-à-vis de Pékin est la nécessité dans laquelle se trouve le président de ménager un Congrès où les éléments conservateurs restent très influents et plus vigilants que jamais. Au moment où M. Carter engage devant le législatif une bataille difficile pour la ratification du traité de Panama et doit appeler à la rescousse MM. Ford et Kissinger eux-mêmes, il serait peu judicieux d'annoncer une nouvelle « braderie ». Enfin, Washington doit veiller à maintenir la crédibilité de ses engagements ailleurs, notamment en Europe. Un lâchage de Taïwan serait interprété, pensent ici certains observateurs, comme un avant-goût de ce qui pourrait arriver un jour à des alliés trop confiants, jusques et y compris l'Allemagne fédérale.

Un ballon d'essai du sénateur Kennedy

En sens inverse, les « pro-Chinois » font valoir qu'une indifférence prolongée de Washington vis-à-vis de Pékin détruirait les bases sur lesquelles s'est fondé le rapprochement des deux capitales il y a plus de six ans, et pourrait même conduire les dirigeants chinois à atténuer l'antisoviétisme virulent — et avantageux pour les Etats-Unis — qu'ils affichent depuis si longtemps. Le sénateur Kennedy est de ceux-là, qui a déclaré à Boston, le 15 août : « *La frustration que les Chinois pourraient éprouver vis-à-vis des Etats-Unis, à propos de Taïwan, pourrait un jour prendre le pas sur le fort héritage d'antisoviétisme laissé par Mao et conduire, à terme, à une détente limitée entre la Chine et l'U.R.S.S.* »

Ce jugement, qui est aussi celui de nombreux experts universitaires et gouvernementaux des questions chinoises, amène le sénateur du Massachusetts à proposer une rupture diplomatique avec Taïwan qui entraînerait automatiquement, selon lui — sans qu'il soit besoin d'une approbation en bonne et due forme, — la nullité du traité de défense conclu avec le régime nationaliste. En même temps, il serait mis fin à la présence militaire américaine dans l'île (mille cent soixante-cinq hommes actuellement contre dix mille au début de l'actuelle décennie) ; cédant au désir de Pékin, Washington n'exigerait pas de la République populaire une renonciation à l'usage de la force contre Taïwan mais se bornerait « *à déclarer unilatéralement son opposition* » à une telle éventualité. Des liens « *non officiels* » seraient maintenus à Formose, y compris pour veiller à ce que les nationalistes « *aient accès aux fournitures nécessaires à leur défense* ».

Officiellement, ces vues ne sont pas celles du gouvernement américain, mais l'on n'a pas caché, au département d'Etat, que M. Kissinger avait discuté de son plan, avant de le faire connaître, avec des responsables de l'administration, y compris de la Maison Blanche. De là à penser que les propos du sénateur Kennedy étaient un ballon d'essai avant la visite de M. Vance à Pékin, il n'y avait qu'un pas que beaucoup ont franchi. On sait qu'une des tâches que M. Carter a assignées aux responsables de sa diplomatie est de normaliser les relations avec les pays « ex-ennemis ». Depuis la guerre de Corée, la Chine est le plus important d'entre eux, même si le « *bureau de liaison* » entretenu ici par Pékin a, avec ses six étages et ses dizaines de diplomates, toutes les apparences d'une ambassade.

Certains pas ont d'ailleurs été faits par le président pour réduire l'obstacle que Taïwan représente dans cette voie. Pendant sa campagne électorale, M. Carter proclama son intention de maintenir « *l'indépendance et la liberté du peuple de Taïwan* ». Dans sa dernière déclaration sur la question, le 30 juin, il a parlé seulement de préserver « *la vie pacifique des Taïwanais* », ce qui nuançait fortement son engagement.

Il ne semble plus être question non plus de rendre le retrait final des troupes américaines stationnées dans l'île dépendant du règlement pacifique du problème de Taïwan, comme le faisait la déclaration Nixon-Chou En-lai de 1972. Après tout, il a été décidé de retirer un effectif beaucoup plus important de Corée, alors qu'on est toujours très loin d'un règlement dans ce pays. Le régime nationaliste, dont la position militaire reste forte face au continent, ne devrait pas faire exception à la règle.

En même temps, l'approche plus souple de l'administration Carter ne paraît pas s'inscrire dans un « *grand dessein* » analogue à celui que caressait l'équipe Nixon-Kissinger en 1971. Il s'agit moins aujourd'hui d'une stratégie planétaire que d'une « *politique morcelée* », selon l'expression du chroniqueur américain Stanley Karnow, de la recherche d'une normalisation jugée souhaitable pour elle-même. Aussi bien le président n'a-t-il pas jugé utile d'associer les Chinois à sa décision sur la Corée alors que celle-ci les intéressait au moins autant que les Japonais. Il y a quelques années, il en eût sans doute été autrement.

MICHEL TATU.

Sri-Lanka

QUATORZE MORTS DANS DES AFFRONTEMENTS ENTRE COMMUNAUTÉS

Colombo *(A.F.P.)*. — Quatorze personnes ont trouvé la mort et trente autres ont été blessées au cours d'émeutes qui ont eu lieu au début de la semaine à Jaffna, dans le nord et dans le centre du pays, a révélé le premier ministre, M. Jayewardene, jeudi 18 août, devant le Parlement.

Les incidents ont éclaté à la suite de heurts entre la police et des membres de la minorité tamoule (12 % de la population) et ont dégénéré en affrontements entre communautés. Huit des victimes sont des Tamouls et six des Cinghalais (communauté dominante).

M. A. Amirthalingham, secrétaire du Front unifié de libération tamoule, réclamant la création d'un Etat séparé de Sri Lanka, a accusé la police de la région de Jaffna — où les Tamouls sont prédominants — d'avoir brutalisé des innocents. Un couvre-feu a été instauré dans plusieurs districts du nord et du centre de l'île. L'armée a été appelée à intervenir aux côtés des forces de police dans les opérations de rétablissement de l'ordre.

[Des affrontements sanglants ont déjà eu lieu par le passé entre Tamouls et Cinghalais. Porte-parole de la minorité, le Front unifié de libération tamoule a obtenu un succès aux récentes élections législatives, remportées par les conservateurs. Dès son installation, le nouveau premier ministre, M. Jayewardene, a annoncé, début août, la réunion d'une conférence nationale pour tenter de résoudre le problème tamoul.]

A travers le monde

Grande-Bretagne

● Le PREMIER MINISTRE, M. Callaghan, rencontrera à Bonn, les 9 et 10 septembre, le chancelier Helmut Schmidt. Cette visite fait partie des consultations régulières anglo-allemandes à l'échelon des chefs de gouvernement. — *(A.F.P.)*

Rhodésie

● LES PRINCIPALES DISPOSITIONS de la nouvelle proposition anglo-américaine sur un règlement en Rhodésie ont été communiquées à M. Ian Smith, le jeudi 18 août, par le ministre sud-américain des affaires étrangères, M. Pik Botha, au cours d'une réunion à Salisbury. Le premier ministre rhodésien a déclaré récemment que, pour sa part, il s'en tenait à son projet de « *règlement interne* ». — *(A.F.P.)*

Soudan

● LE CHEF DE L'ETAT SOUDANAIS, le président Gaafar el Nemery, a reçu, jeudi 18 août, à Khartoum une délégation militaire américaine qui séjourne au Soudan pour déterminer les besoins du pays en armements. — *(A.F.P.)*

Yougoslavie

● LE TRIBUNAL DU DISTRICT DE BELGRADE a décidé d'ordonner l'extradition en Bulgarie du pirate de l'air bulgare M. Roudon Tankov Dimitrov, qui avait détourné sur Belgrade, le 18 juin dernier, un avion de ligne avec cinquante personnes à bord. Le pirate peut interjeter appel auprès de la Cour suprême de Serbie. — *(Reuter.)*

POLITIQUE

L'ACTUALISATION DU PROGRAMME COMMUN

M. Marchais espère que les négociations se poursuivront avant la réunion du « sommet » de la gauche

Le bureau politique du P.C.F. s'est réuni le 18 août et, après avoir examiné la situation politique et sociale ainsi que le déroulement du « débat démocratique capital sur l'actualisation du programme commun », *a confirmé à l'unanimité* « l'orientation de l'activité du parti sur ces problèmes, et approuvé les déclarations faites à leur sujet par le secrétaire général du parti ». *Il a décidé de convoquer le comité central le 9 septembre prochain et de lui proposer de mettre à l'ordre du jour de sa session l'actualisation du programme commun et la réunion du « sommet » de la gauche. Le secrétaire général du P.C. a été ensuite l'invité d'Europe 1.*

M. Marchais rappelle, en répondant aux questions des journalistes d'Europe 1, que les quinze négociateurs de l'actualisation du programme commun avaient décidé de se rencontrer avant la réunion « au sommet », dans le courant de septembre. Or M. Mitterrand a paru considérer que les négociations, à ce stade, étaient terminées. « *J'ose espérer que François Mitterrand n'a pas pris unilatéralement la décision d'arrêter les négociations* », déclara-t-il, en souhaitant la reprise de celles-ci comme prévu.

Le secrétaire général du P.C. assure qu'il y a « *unité parfaite* » à la direction du parti et estime que s'ils étaient consultés sur la force de frappe, les électeurs communistes approuveraient la position du P.C. M. Marchais réaffirme la volonté de son parti de gagner pour changer la vie des gens. « *Imaginez*, déclare-t-il, *qu'au bout de quelques mois de pouvoir de la gauche, rien n'ait changé : que ferait notre peuple ? Pour qui se prononcerait-il ?*

» *Une victoire de la gauche qui n'entraînerait pas ces changements nécessaires pourrait nous amener dans une situation difficile, lourde de conséquences. (...)*

» *Si nous avions le sentiment que les conditions n'existaient pas pour répondre aux aspirations, nous prendrions les mesures qui s'imposent. C'est pourquoi nous demandons le soutien des Français. (...)*

» *François Mitterrand l'a dit lui-même lors d'une réunion de l'Internationale socialiste : « Si » j'ai fait l'union avec les commu- » nistes c'est que je n'ai pu faire » autrement. » S'il pouvait se passer du parti communiste, le parti socialiste le ferait.*

» *N'y aurait-il pas danger de voir la situation ressembler à ce qu'elle est en Angleterre, en Allemagne ou au Portugal, c'est-à-dire de voir la gauche non communiste pratiquer une politique qui n'a rien à voir avec celle que nous défendons, avec le programme commun de la gauche ?*

» *Nous parlons avec tranquillité et sérénité mais avec franchise. Nous disons aux Français : vous n'êtes pas menacés par un parti communiste dominateur qui écraserait tout le monde. Ce n'est pas notre politique. Nous, nous agissons pour l'union et pour l'égalité des droits et des devoirs avec nos partenaires. Mais par contre, ce que vous avez à craindre c'est un parti communiste trop faible !* »

Le secrétaire général du P.C. rappelle que les divergences avec le P.S. portent sur la nationalisation de la sidérurgie, de Peugeot-Citroën, du pétrole, des filiales où la participation publique est majoritaire, outre le problème de la défense. « *Tout est négociable. Nous ne négocions pas avec le couteau sur la table !* » ajoute-t-il en reprochant toutefois aux socialistes de vider les nationalisations de leur contenu par rapport au programme établi en 1972.

« *Il reste*, conclut-il, *soixante-dix questions où subsistent des problèmes : le SMIC, l'augmentation des salaires et des allocations familiales, l'échelle hiérarchique, l'impôt sur le capital, les nationalisations, les problèmes de défense.*

» *J'ose espérer que le parti socialiste va réfléchir, qu'on va mettre en application les décisions communes, qu'on va essayer d'ici le « sommet » de résoudre un certain nombre de problèmes. Nous, nous en avons la volonté.*

» *Ceci dit, il peut y avoir accord tout en constatant qu'il existe encore des divergences.*

» *Chaque formation appréciera alors la nature et l'ampleur de ces divergences, s'il en subsiste.* »

LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DANS LA MEUSE

La France doit être consciente de ce que son agriculture représente pour elle

déclare M. Giscard d'Estaing

De notre envoyé spécial

Verdun. — En venant s'entretenir, jeudi 18 août, dans la Meuse, avec les responsables nationaux et départementaux de ***l'agriculture,*** **M. Giscard d'Estaing entendait souligner la place de l'agriculture dans l'économie française et le rôle qu'elle pourrait jouer pour équilibrer un commerce extérieur grevé par les importations d'énergie. « Si l'excédent de nos exportations agricoles sur nos importations atteignait 20 milliards de francs, il couvrirait la moitié de nos importations de pétrole », a déclaré le président de la République. Pour atteindre ce but, le gouvernement** ***considère comme décisive*** **la « valorisation » des produits de l'agriculture, c'est-à-dire le développement de l'industrie agro-alimentaire.**

Le chef de l'Etat a voulu mettre en évidence cette préoccupation en visitant l'usine Lacto-Sérum France de Baleycourt, près de Verdun, qui produit des dérivés du lait. Il s'est ensuite rendu au siège de la coopérative agricole du département, à Bras-sur-Meuse, dont M. Jacques Chirac, alors ministre de l'agriculture, avait inauguré les nouvelles installations en octobre 1973.

M. Giscard d'Estaing, qui était accompagné de MM. Pierre Méhaignerie et Jacques Blanc, ministre et secrétaire d'Etat à l'agriculture, a entendu les exposés des dirigeants départementaux du Crédit agricole, de la chambre d'agriculture, de la F.N.S.E.A. et du C.N.J.A. Avec une surface cultivée moyenne de 55 hectares par exploitation, soit le double de la moyenne nationale, la Meuse n'est *certes pas le département* où les agriculteurs ont le plus de difficultés. Ils ont cependant emprunté 100 millions de francs, en 1976, au titre de l'aide aux exploitants victimes de la sécheresse et, si l'on admet que 20 millions ont surtout servi aux emprunteurs de moyens de trésorerie, on constate cependant qu'une agriculture relativement riche, fondée sur la polyculture et l'élevage traditionnels, demeure vulnérable. Les responsables meusiens ont attiré l'attention du chef de l'Etat sur la nécessité de développer les moyens d'irrigation du département. M. Giscard d'Estaing les a écoutés, mais il n'en a pas moins décidé d'arrêter les études menées pour la construction d'un barrage sur l'Aire, près de Varennes-en-Argonne, qui ne lui paraît pas indispensable à l'équipement de la région et aurait endommagé l'environnement.

La discussion s'est poursuivie au cours d'un déjeuner chez M. Robert Louppe, président de la Mutualité agricole du département, maire de Senoncourt-les-Maujouy et conseiller général, membre du parti républicain. Là, les problèmes nationaux ont été abordés, puis M. Giscard d'Estaing, avec une heure et demie de retard sur son horaire, a visité l'exploitation de son hôte. Quelques dizaines d'habitants de la région l'ont accompagné et l'ont applaudi lorsqu'il a repris l'hélicoptère pour la base d'Etain-Rouvres, d'où il a regagné Paris en avion.

A un journaliste de la télévision régionale qui lui demandait s'il n'envisageait pas une visite semblable dans le bassin sidérurgique lorrain, le président de la République a répondu en rappelant que le gouvernement étudiait des mesures en faveur du développement industriel et de l'emploi dans cette région. « *Je les annoncerai, le moment venu, aux élus, soit que je me rende en Lorraine, soit que je leur demande de venir me voir* », a ajouté M. Giscard d'Estaing.

Après la réunion d'une heure et cinquante minutes qu'il a eue, à la Coopérative de la Meuse, avec des responsables agricoles nationaux et départementaux, parmi lesquels MM. Michel Debatisse, président de la F.N.S.E.A., Eugène Schaeffer, président du C.N.J.A., Louis Perrin, président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture et Charles Delatte, président du Crédit de la coopération et de la mutualité agricole, M. Giscard d'Estaing a répondu aux questions des journalistes. Il a indiqué qu'il avait décidé de faire cette visite dans la Meuse pour souligner l'importance de l'agriculture dans l'économie française et pour rappeler aux Français qu'en cette période de vacances les agriculteurs sont au travail. Le président de la République a déclaré que la production agricole devrait revenir à une situation normale en 1977 et que l'augmentation des prix par rapport à 1976 devrait garantir aux *agriculteurs une* augmentation de leurs revenus. Il a précisé que le point serait fait avec les organisations agricoles au mois de novembre et que serait alors décidée une éventuelle aide de l'Etat au revenu agricole si les prévisions actuelles étaient démenties.

M. Giscard d'Estaing a indiqué que le surplus des exportations de produits agricoles devrait atteindre, pour le second semestre de 1977, la somme de 2,5 à 3 milliards de francs, ce qui permettrait de compenser le déficit de 2 milliards de francs enregistré au premier semestre. Il a souligné qu'avec un total d'exportations *de 45 milliards de francs en 1976* la France se situait au second rang des pays exportateurs de produits agricoles, après les Etats-Unis. Interrogé sur la question de l'élargissement de la Communauté économique européenne, il a dit que la France faisait de la révision des règlements communautaires, en ce qui concerne les *produits méditerranéens, un préalable* à l'examen de la candidature du Portugal, de la Grèce et de l'Espagne. Il a déclaré d'autre part que le problème de la réduction des montants compensatoires ferait l'objet d'un examen commun par les pouvoirs publics et les organisations représentatives agricoles.

Moderniser l'exploitation familiale et perfectionner le rôle des SAFER

M. Méhaignerie a précisé pour sa part que le gouvernement maintiendrait la taxe de coresponsabilité laitière, car la France, a-t-il dit, doit rester fidèle à ses engagements communautaires.

En conclusion, le président de la République a insisté à nouveau sur l'importance de l'agriculture dans l'économie française et ajouté que la politique agricole du gouvernement continuerait à reposer sur l'exploitation familiale moderne, sur la valorisation des produits agricoles près du lieu de production, sur le perfectionnement du rôle des SAFER. Il a enfin indiqué que les conditions de transmission aux héritiers des exploitations agricoles feraient l'objet d'un examen.

M. DEBATISSE : quelque chose d'important

Après avoir accompagné le président de la République dans sa visite de la ferme de M. Louppe, M. Debatisse a déclaré : « *Le fait que, en dehors des périodes d'agitation, on se penche sérieusement sur les problèmes agricoles est pour nous quelque chose d'important. C'est la première leçon que je tire de cette visite du président de la République. La deuxième, c'est que le président de la République a insisté sur la place que tient l'agriculture, en notant que, après trois mauvaises années, c'est non seulement l'agriculture qui en paie les conséquences mais c'est aussi la France entière.* » Le président de la F.N.S.E.A. a également approuvé les propos de M. Giscard d'Estaing concernant l'élargissement du marché commun agricole et l'examen des problèmes fonciers.

Comme on lui demandait si la visite du président de la République l'avait « *rassuré* », M. Schaeffer a déclaré : « *Le président de la République ne nous a pas tellement rassurés, mais il nous a apporté certaines informations qui nous étaient utiles pour la poursuite de notre réflexion et de notre travail sur la politique agricole.* » Enfin, M. Perrin estime que si M. Giscard d'Estaing n'a pas donné d'assurances à ses interlocuteurs, il a fait « *certaines déclarations qui nous paraissent aller dans le sens des préoccupations de l'agriculture française* ».

PATRICK JARREAU.

UNE VISITE « POIGNÉES DE MAIN »

Les milieux paysans n'escomptaient pas grand résultat de la visite « agricole » de M. Giscard d'Estaing dans la Meuse. « On ne voit pas très bien ce qu'il pourrait annoncer de neuf. C'est une visite « poignées de main », *murmuraient-ils. Le président de la République n'a pas trompé leur attente.*

« Le revenu agricole progressera en 1977 », *a-t-il assuré. C'est une constatation plus qu'un engagement. Comme l'avait annoncé la veille le ministre de l'agriculture, les estimations de récoltes laissent prévoir une* « année rose » *pour l'agriculture. Succédant à 1974* « année grise », *à 1975* « année noire » *et à la sécheresse de 1976, l'année en cours devrait permettre aux paysans d'augmenter leurs revenus sans aide massive de l'Etat, pour la première fois depuis 1973. M. Giscard d'Estaing a néanmoins précisé que le gouvernement rencontrerait à la fin de l'automne les organisations agricoles pour faire le point et qu'il accorderait une aide complémentaire si les résultats étaient inférieurs aux prévisions. Ce « bilan » était prévu dès le mois de mai.*

Quant à l'entrée éventuelle de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne dans le Marché commun — préoccupation essentielle des leaders paysans — le président s'est contenté de réaffirmer une position que M. Taittinger avait déjà signifiée en juin à ses collègues européens puis que M. Barre et lui-même avaient précisée en juillet, après la conférence annuelle agricole. M. Giscard d'Estaing a encore annoncé que la France serait en 1977 le second exportateur mondial de produits agricoles et rappelé aux Français en vacances que les paysans travaillaient au mois d'août. Ces deux « nouvelles » justifiaient-elles une mobilisation aussi massive de l'opinion publique ? — V. M.

M. Pierre Joxe dénonce une campagne contre le programme agricole du P.S.

M. Pierre Joxe, député de Saône-et-Loire, membre du bureau exécutif du parti socialiste et responsable de la commission nationale agricole du P.S., a critiqué, jeudi soir 18 août, dans une déclaration publique, « *les propos ambigus et même inquiétants sur l'avenir des petits exploitants familiaux* » tenus par M. Giscard d'Estaing à l'occasion de son voyage dans l'Est.

Puis, faisant état d'une campagne contre le programme agricole du P.S., M. Pierre Joxe a ajouté : « *De prétendues révélations sensationnelles viennent d'être annoncées sur le programme agricole du parti socialiste. Or ce programme a été approuvé et même publié il y a plus de cinq années. On y trouve les moyens concrets de défendre le revenu des exploitants familiaux grâce à des prix garantis et à des offices par produits comparables à l'office du blé créé par le Front populaire. On y trouve également des propositions concernant la terre, car il s'agit là de l'outil de travail des agriculteurs. Le parti socialiste réaffirme donc la nécessité d'intervenir sur le marché foncier en accroissant les pouvoirs et les moyens des actuelles SAFER, y compris en les remplaçant par des organismes cantonaux, plus proches des réalités et où les agriculteurs seraient majoritaires.* »

M. Pierre Joxe conclut : « *Par ces propositions, les socialistes veulent, comme ils l'ont toujours fait, défendre tous les petits exploitants agricoles, y compris ceux qui n'ont pas pu se moderniser dans les conditions actuelles, alors que, en examinant de près les dernières déclarations du chef de l'Etat, on comprend qu'il s'oriente vers une politique de plus en plus sélective, et donc discriminatoire.* »

[En dénonçant ces « prétendues révélations sensationnelles », M. Pierre Joxe vise notamment « le Nouveau Journal » du 18 août, qui a cité un document de la commission nationale agricole du P.S., dont la publication, affirmait ce quotidien financier, « a été entourée d'une discrétion dont on s'étonne dans les organisations professionnelles (...) et qui pourrait bien être, au monde agricole, ce qu'a été le rapport Mexandeau à l'enseignement libre... » C'est le projet de création d'offices fonciers qui était particulièrement mis en cause par ce journal. « Le bruit court, écrivait-il, que le P.S. aurait décidé de faire lui-même le silence sur cet aspect de ces projets, et cela sur le conseil des communistes, qui craignent d'effaroucher l'électorat rural. »]

L'AFFICHAGE SAUVAGE

Le maire de Pau se retourne contre M. Chirac

M. André Labarrère, député socialiste, maire de Pau, a adressé à M. Jacques Chirac, président du R.P.R., la lettre suivante :

« *M. le président,*

En ce mois d'août la ville de Pau a été recouverte d'affiches vantant les qualités du mouvement R.P.R. Je trouve regrettable que notre ville ait été souillée par cet affichage sauvage intensif de votre formation politique. En tant que collègue vous comprendrez aisément mon souci de la propreté de la ville de Pau. Je suis persuadé, car vous ne semblez pas manquer de moyens financiers, que vous acquitterez le coût de l'enlèvement de vos affiches, qui s'élève à 7 000 F. Vous trouverez la facture ci-jointe. Si vous ne la réglez pas dans un délai raisonnable, j'émettrai un titre de recettes. »

● *L'Association nationale des anciens combattants de la résistance* (A.N.A.C.R.) appelle les anciens des Forces françaises de l'intérieur, de tous les mouvements et réseaux de résistance, des Forces françaises libres, à rendre un hommage fervent à tous ceux des leurs qui tombèrent pour la libération, en participant à la cérémonie qu'elle organise le mardi 23 août à l'Arc de triomphe à 18 h. 15.

La gauche peut-elle échouer en 1978 ?

(Suite de la première page.)

Mais toute revendication infondée du M.R.G. à l'heure des investitures, comme toute dureté excessive des socialistes, ne peut que jeter le trouble dans un électorat désormais confondu.

Le parti communiste demeure fidèle à la stratégie d'union de la gauche. Il sait qu'il obtiendra moins de suffrages en 1978 que le parti socialiste et que les temps ont changé depuis l'époque où il proposait son alliance à un parti faible.

Le parti communiste essaye donc de rattraper sur le plan qualitatif le monopole qu'il ne détient plus sur le plan quantitatif, et dans cette phase de compétition interne où il convient « d'améliorer la qualité de l'union » il voudrait apparaître en toutes choses comme plus radical (au sens anglais du terme) que son principal partenaire : il chiffre « son » programme commun toutes affaires cessantes la veille du face-à-face Mitterrand-Barre, il réclame un peu plus de nationalisations, etc., et surtout, chaque fois que les socialistes affirment que les choses vont bien, qu'elles vont s'arranger, il se fâche et dit que les bagages ne sont pas encore faits. Il convient « d'améliorer la qualité de l'union » en se renforçant si possible, et surtout en essayant de limiter le développement de l'autre.

Le parti communiste s'intéresse donc à *toute poussée de fièvre* radicale de gauche, et s'il se méfie des écologistes il ne peut manquer de faire ses comptes dans certaines circonscriptions. Humain, trop humain !

Seulement ces savantes manœuvres ne sauraient durer trop longtemps sans faire à l'union de la gauche le même mal que le duel Giscard-Chirac à la droite. Il faut conclure vite un bon accord sur l'actualisation du programme commun de gouvernement, sans chercher à vouloir faire plier l'autre devant des exigences injustifiables. Il est temps de signer et d'unir ses forces contre la droite.

Les communistes savent parfaitement en leur for intérieur ce qu'il en est des intentions du parti socialiste, qui a choisi une stratégie de rupture avec le capitalisme, qui a pour objectif le changement fondamental de la société rendu possible par l'union des forces de gauche. De cela aussi les Français sont persuadés.

Le parti communiste n'a rien à gagner ni à court terme ni sans doute à long terme à se livrer à des surenchères qui affaiblissent l'union, mais risquent de l'affaiblir également.

L'opinion de gauche veut des changements décisifs et irréversibles dans notre vie politique, économique et sociale, mais elle sait parfaitement que les réformes sur lesquelles les trois partis de gauche sont d'ores et déjà d'accord apporteront des améliorations considérables si elles sont menées à terme dans de bonnes conditions. Cela représente un gage d'espérance qui doit conduire l'union de la gauche à la victoire en 1978.

Le programme commun dans sa version de 1972 engageait déjà la France sur la voie de transformations profondes et irréversibles répondant aux aspirations populaires.

L'actualisation, telle qu'elle est déjà réalisée à la fin de juillet, confirme cette volonté de changement fondamental. Georges Marchais aurait tort de se montrer maximaliste. Les propositions d'actualisation du parti socialiste correspondent à la sagesse populaire, qui estime qu'un tiens vaut mieux que deux tu l'auras. L'importance des mesures sociales, l'étendue des nationalisations retenues de part et d'autre et dont le champ, loin d'être rétréci par rapport à 1972, est au contraire précisé (sans oublier les *prises de participation majoritaires* de l'Etat dans plusieurs secteurs), l'accroissement du pouvoir des travailleurs, dans les grandes entreprises notamment, représentent un acquis qu'il est légitime de vouloir consolider en attendant d'aborder de nouvelles étapes. Cela, l'opinion publique, y compris celle qu'influence le parti communiste, l'entend parfaitement.

Il serait présomptueux de vouloir faire la brassée plus grande que le bras. Rompre sur des divergences qui n'ont rien d'essentiel serait absurde et dommageable à toute la gauche, et en premier lieu au parti communiste lui-même probablement.

Georges Marchais en a sûrement conscience qui, interrogé vendredi soir sur les antennes d'Europe 1 par Gérard Carreyrou qui lui demandait : « *Y a-t-il risque d'un échec du sommet ?* », *a marqué un temps de silence* assez pathétique, avant de se reprendre et d'argumenter. Les conditions d'un accord, selon nous, sont réunies, y compris sur les problèmes de la défense, où la position mesurée et sage des socialistes correspond à la volonté profonde du peuple français d'assurer *son* indépendance et sa sécurité.

Maintenant, il est essentiel que les partis de gauche apportent la preuve de leur aptitude à s'entendre et à gouverner ensemble. Les communistes, en ce qui les concerne, ne devraient pas être insensibles non plus aux raisons de l'esprit et du cœur.

LOUIS MERMAZ.

● *Le P.S.U.* déclare partager, par la voix de son secrétaire national, M. Michel Mousel, les opinions exposées par M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., dans son interview au *Monde* du 17 août, notamment la condamnation de la force de dissuasion nucléaire. Il souhaite, comme M. Maire, qu'un débat s'engage sur les problèmes fondamentaux d'une majorité de gauche.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	108 F	195 F	283 F	370 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	198 F	375 F	553 F	730 F
ETRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE	135 F	250 F	365 F	480 F
II. — TUNISIE	173 F	325 F	478 F	630 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

CAPÉLOU
tout ce qui se
transforme
en lit
réouverture
22 août
CAPÉLOU
37, av. de la République, Paris (11e).

POLITIQUE

LE VOYAGE DU PREMIER MINISTRE A MONTPELLIER

M. Raymond Barre se défend de faire une « tournée électorale »

Montpellier. — *Tout au long des entretiens qu'il a eus, jeudi 18 août, à la préfecture de Montpellier, avec les fonctionnaires chargés des problèmes de l'emploi, les représentants des assemblées consulaires, les dirigeants des organisations patronales, les délégués des trois syndicats ouvriers qui ont accepté de dialoguer avec lui — F.O., C.F.T.C. et C.G.C., — mais aussi avec les élus socialistes et communistes de l'Hérault* (le Monde *du 19 août*), *M. Raymond Barre a demandé à ses interlocuteurs de faire preuve de compréhension à l'égard de sa politique économique et sociale et de la soutenir, en favorisant notamment l'embauche des jeunes.*

En reprenant les arguments qu'il avait développés lors de son interview télévisée du mardi 26 juillet (*le Monde* du 28 juillet) le premier ministre a invité ses contradicteurs à ne pas oublier quel était l'état de l'économie française quand il prit ses fonctions, le 25 août 1976 : « *Il y a un an*, dit-il, *la France allait vers une situation à l'anglaise et à l'italienne. Le gouvernement s'est préoccupé de rétablir les équilibres fondamentaux de notre économie tout en évitant à la fois des mesures draconiennes et une récession. Et, jusqu'à nouvel ordre, il n'y a pas eu de récession. L'indice de la production industrielle au mois de juin (128 contre 125 en mai) montre bien qu'après la légère décélération des mois précédents l'activité économique de la France a de nouveau augmenté.* »

Le fait que le nombre des demandes d'emploi non satisfaites se soit accru de deux cent mille en un an ne trouble pas M. Raymond Barre qui répond à cela : « *La question est de savoir comment sortir la France de la situation dans laquelle elle se trouvait à la fin de l'été 1976. Aujourd'hui personne ne peut douter de l'amélioration intervenue dans un certain nombre de domaines.* » Il souligne, au passage, « *l'effort collectif des Français, notamment des salariés* » qui ont compris la nécessité, selon lui, d'une « *modération sensible* » des salaires.

Le chef du gouvernement, toutefois, ne semble pas partager, du moins au même degré, l'optimisme du chef de l'État qui déclarait le vendredi 8 juillet à Carpentras : « *A la fin de cette année la France sortira à la fois de la crise et de l'inflation.* » Pour sa part, il affirme en effet : « *Je*

De notre envoyé spécial

n'ai jamais dit qu'on résoudrait les problèmes de la France dans une période de temps limitée. » « *D'ailleurs*, poursuit-il, *le plan de redressement actuel passe d'abord par la nécessité de tirer les conséquences des déséquilibres des années passées.* »

Le premier ministre a réaffirmé son refus de tomber « *dans la facilité* » d'une politique de relance globale de l'activité économique, à la fois pour des raisons politiques, « *car*, dit-il, *je suis persuadé que les Français ne voteront pas pour la gauche en 1978, ce qui impose une action économique saine, sans folie, étalée dans le temps* », et, pour des raisons purement économiques, dans la mesure où, « *si nous ouvrions les vannes*, indique-t-il, *nous retomberions dans le cycle infernal de l'inflation. Il faudrait ensuite donner un tour de vis, et personne ne peut imaginer ce que serait alors la réaction du pays* ».

« Une relance globale ne serait pas honnête à l'égard des Français »

Faisant implicitement allusion aux membres de la majorité qui mènent « *les offensives trimestrielles en faveur d'une relance généralisée* », M. Raymond Barre a déclaré : « *Ceux qui disent qu'une politique de relance globale est nécessaire pour des raisons électorales se trompent profondément. Ce ne serait pas honnête à l'égard des Français qu'il faut considérer comme un peuple adulte et raisonnable. Les Français ne sont pas des enfants auxquels on donnerait des sucettes à la veille des élections pour les mettre ensuite en pension et au pain sec.* »

Après s'être ainsi employé à justifier sa politique économique et sociale, le chef du gouvernement a examiné les problèmes héraultais, se félicitant de « *l'effort systématique* » entrepris par les services départementaux de l'emploi dans l'application des mesures prises en faveur de l'embauche des jeunes. Selon la préfecture, deux mille trois cents emplois seraient « *susceptibles d'être offerts* » aux jeunes du département à partir de la rentrée (dans l'Hérault, où le nombre des demandes s'est élevé à 16 087 à la fin de juillet, 39 % de celles-ci émanent des jeunes de moins de vingt-cinq ans).

M. Raymond Barre a lancé un appel pressant aux artisans afin que chacun d'eux embauche « *au moins un apprenti* ». Il a également annoncé un certain nombre de mesures à court terme destinées à enrayer la dégradation de la situation dans le secteur du bâtiment et des travaux publics : « *D'ici à la fin du mois d'août je m'efforcerai d'accorder au département des moyens supplémentaires pour que des opérations nouvelles soient engagées.* » A défaut de pouvoir remédier à la sous-industrialisation le ministère des finances donnera quelques crédits pour des travaux routiers, pour la réalisation d'H.L.M., etc.

A Montpellier, le premier ministre ne pouvait pas non plus ne pas évoquer la situation de la viticulture. Se déclarant « *frappé* » par « *l'angoisse* » des dirigeants agricoles languedociens, il a rappelé que le gouvernement s'efforcerait, avec le concours de Rome, d'obtenir une amélioration du fonctionnement du marché commun du vin et des fruits et légumes : « *Qu'il y ait ou non élargissement de la C.E.E.*, dit-il, *une meilleure organisation de ces marchés s'avère indispensable.* » A propos de la demande d'adhésion à la Communauté européenne formulée par Madrid, M. Raymond Barre a affirmé : « *Nous n'avons aucune raison de nous opposer à l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E. mais nous devons veiller qu'au cours des négociations d'adhésion toutes les précautions soient prises pour éviter la désorganisation de nos productions méridionales afin que la concurrence espagnole ne soit pas destructrice.* »

Le chef du gouvernement a invité les viticulteurs du Midi à poursuivre une politique de production de qualité et à « *se mettre en situation de répondre au défi de l'élargissement de la C.E.E.* », sans adopter une « *attitude négative* » ou se retrancher derrière « *un échafaudage de barrières qui ne résisteraient pas à la poussée des forces économiques* ». M. Raymond Barre a admis, toutefois, que le problème du Languedoc-Roussillon relevait surtout d'une « *politique systématique d'aménagement du territoire* » et il a souhaité que la collectivité nationale fasse en la faveur de cette région le même effort de solidarité « *que pour d'autres régions, par exemple la Bretagne* ».

« Journée électorale »

Le premier ministre ayant souligné qu'il n'était pas venu à Montpellier pour faire des promesses mais pour s'informer, les *partis de gauche et les syndicats* C.G.T., C.F.D.T. et F.E.N., qui multiplièrent les distributions de tracts dans la rue, eurent beau jeu d'opposer à ses déclarations d'intention quelques chiffres démontrant éloquemment le décalage entre les objectifs gouvernementaux et les réalités quotidiennes dans ce département, le plus touché, en ce moment — avec la Corse, le Var et l'Aude — par le chômage : 2 731 nouveaux demandeurs d'emplois depuis un an, fermeture de quinze entreprises, sept cents licenciements pour le seul mois de juillet, etc.

Pour l'opposition, la visite de M. Raymond Barre en Languedoc-Roussillon n'a été qu'un « *grand bluff* », une « *journée électorale* », une « *véritable duperie* ».

Le premier ministre n'avait pas encore quitté le grand salon de la préfecture que dans une pièce voisine les dirigeants de la fédération socialiste de l'Hérault s'interrogeaient sur ses « *véritables mobiles* » en regrettant que les élus n'aient pas été invités à participer à la séance de travail. Le nouveau maire de Montpellier, M. Georges Frèche, député socialiste, déclarait pour sa part : « *M. Barre est venu à Montpellier en tournée électorale pour y rasséréner les gens de la majorité qui ont été considérablement condamnés lors des élections municipales de mars dernier. Nous ne disons pas que les dispositions à court terme annoncées par le premier ministre sont mauvaises parce que nous ne sommes pas sectaires, mais elles ne sont pas à la mesure de la gravité de la situation. Le débat relève d'une autre politique, la question sera tranchée aux prochaines législatives.* »

Le nouveau maire de Béziers, M. Paul Balmigère, député communiste, résumait son sentiment de façon lapidaire : « *La visite de M. Barre ? Zéro ! Du vent, beaucoup de vent.* »

Interrogé par les journalistes, le chef du gouvernement s'est défendu d'avoir des arrière-pensées électorales : « *Si je voulais faire une tournée électorale je n'aurais pas choisi un département où les parlementaires appartiennent à l'opposition et où les difficultés économiques sont si grandes* », a-t-il déclaré.

Le premier ministre poursuivra son tour de France de l'emploi en se rendant le mardi 23 août à Colmar, le jeudi 25 août à Charleville-Mézières, et le vendredi 26 août à Toulouse, d'où il ira visiter les régions du Sud-Ouest qui ont été sinistrées à la suite des récentes inondations.

ALAIN ROLLAT

M. Servan-Schreiber : il faut un programme public pour réduire le chômage des jeunes

Dans une interview diffusée par l'*A.F.P.*, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical, rappelle pourquoi il ne participe pas aux réunions de préparation électorale de la majorité, et ajoute :

« *Rien n'est réglé, car nous ne reconnaissons aucune des décisions de candidatures ou des arrangements de circonscriptions qui auront été décidés dans ces réunions d'états-majors. C'est contre le bon sens et la clarté du débat.*

» *Nous avons une autre conception : d'abord préciser les propositions à présenter aux Français pour que l'« ère nouvelle », évoquée en juin 1974, s'ouvre enfin. C'est ce que nous avons fait, pour notre part, avec notre Manifeste, qui est largement diffusé, avec des propositions concrètes sur chaque problème urgent.*

» *Ensuite, la recherche que nous avons poursuivie, en juillet et en août, des meilleurs candidats pour défendre ces idées.*

» *Enfin, de septembre à novembre, le dialogue, région par région, avec les Français, et le choix définitif des candidatures. C'est un calendrier de raison que nous tenons.* »

M. Servan-Schreiber confirme qu'il aura dans chaque circonscription un candidat signataire du Manifeste (pas nécessairement radical), et qu'ainsi « *deux messages seront en concurrence (...), celui de la continuité sous l'égide, c'est légitime, du R.P.R., et celui du front du Manifeste, qui offre une alternance démocratique à l'écart du programme commun* ».

M. Servan-Schreiber juge insuffisante l'action engagée pour réduire le chômage des jeunes, problème numéro un de la rentrée, selon lui. « *Il faut*, déclare-t-il, *un programme public. (...) Le pouvoir public doit en prendre la responsabilité, à travers des commissions régionales, parce qu'elles sont les mieux placées pour inventer, créer, réaliser sans bureaucratie, des emplois dans tous les services collectifs non marchands, en dehors des bureaux et des usines* ».

PUBLICITÉ





AÉRONAUTIQUE

● *Le comité d'établissement des trois usines de la SNIAS* de Toulouse rappelle qu'il a demandé une audience au premier ministre le 3 août dernier.

Les problèmes d'emploi, d'embauche des jeunes, de chômage et l'évolution des accords contractuels dans la société sont autant de points que les représentants du bureau du comité d'établissement souhaitent aborder avec le premier ministre.

De son côté, le syndicat C.G.T. de la SNIAS, dans une « lettre ouverte » au premier ministre, souligne que les effectifs à Toulouse sont tombés de plus de 9 000 salariés en 1972 à moins de 7 000 aujourd'hui et ne seront plus que 6 790 en début 1978.

Le syndicat réclame des « mesures concrètes » pour assurer le développement de la société et résorber le chômage partiel, et, notamment, le lancement le lancement de l'Airbus A-300

DÉFENSE

POINTS DE VUE

Qui trompe-t-on ?

par J.-J. BEUCLER (*)

Ce fameux programme commun, dont on nous rebat les oreilles, mais que trop peu de personnes ont lu, contient quelques passages édifiants sur l'enseignement libre, qui est irrémédiablement supprimé, les entreprises, qui sont toutes systématiquement vouées à la nationalisation, l'agriculture, qui est progressivement étatisée..., et j'en passe.

Quant à la politique de défense nationale, elle se fonde sur les principes suivants... Je cite : « *Renonciation à la force de frappe nucléaire stratégique sous quelque forme que ce soit ; arrêt immédiat de la fabrication de la force de frappe française...* »

Cela a été écrit en juin 1972 : c'est sans ambiguïté.

Toutefois, les élections législatives approchant, les signataires cherchent à rassurer à tout prix, quitte à adorer ce qu'ils ont brûlé. Alors, subitement, ils trouvent des vertus à une politique de défense qu'ils condamnaient sans appel il y a cinq ans.

Certes, il est permis, et même recommandé, d'évoluer dans la vie. Mais passer sans vergogne du noir au blanc n'est pas sérieux. Les responsables de l'opposition, qui ont la velléité de diriger le pays, perdent toute crédibilité quand ils se risquent à d'aussi grossières manœuvres électorales.

Le comble est que leur revirement n'est même pas homogène :

— Les communistes veulent une force de frappe commandée collégialement. Le pouvoir de décision appartiendrait à un groupe de personnalités diverses ;

— Les socialistes, hésitants, incapables de choisir, interrogeraient le pays par voie de référendum.

Dans le premier cas, un agresseur éventuel aurait le temps d'arriver à Paris, avant que le « comité nucléaire » n'ait pris une décision, sans compter qu'une force de dissuasion mise en œuvre dans de telles conditions perdrait tout pouvoir dissuasif.

Dans le second cas, les « candidats dirigeants » manquent de courage au point de laisser le pays sans défense.

Qui trompe-t-on ?

Peut-on faire confiance à une opposition qui — sur un problème aussi essentiel que celui de la défense — administre la preuve de sa désunion et de son inaptitude à adopter une attitude cohérente ?

(*) Secrétaire d'État à la défense.

Que défendre ?

par GUY THOMAZEAU (*)

L'HISTOIRE enseigne que les populations d'un territoire forgent souvent leur unité grâce à la perception d'un danger qui mobilise les énergies, la sauvegarde ne pouvant être trouvée que dans l'union. L'identité nationale, qui comporte d'autres composantes, se renforce ainsi par le sentiment d'un intérêt commun, souvent fondé sur un danger auquel beaucoup, sinon tous, comprennent que pour y parer la solidarité joue de façon décisive.

Au siècle dernier, l'aventure coloniale et la confrontation avec l'Allemagne ont été des objectifs perçus par la population, qui donnaient un contenu à l'idée nationale.

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, la reconstruction du pays, le désir de donner aux enfants le bien-être dont la France avait été privée, a servi de projet à une génération. Actuellement notre pays connaît un certain vertige qui a suivi la guerre d'Algérie, et la coïncidence avec une situation de relative abondance.

Dans l'ensemble, l'opinion publique ne perçoit aujourd'hui aucun danger immédiat, et la notion d'intérêt général devient floue à souhait. Or, curieusement, dans ce contexte une vague de pessimisme déferle. Ce manque d'horizon explique pour une part le flottement d'une partie de la jeunesse. Est-ce au gouvernement de donner à la nouvelle génération une raison de vivre ? Ce n'est pas en son pouvoir, et la jeunesse actuelle n'ira pas ranimer la flamme à l'Arc de triomphe.

Ainsi il n'y a pas de nation et du coup pas de défense sans un certain projet commun. La hausse du P.N.B. et le maintien du niveau de vie ne suffiront pas à donner une impulsion à la jeunesse. « *L'homme ne vit pas seulement de pain* », cette affirmation biblique est vraie pour une nation comme pour une personne et la clairvoyance invite à ne pas éluder cette question de fond. La France ne vit pas seulement de pain, qu'est-ce donc qui peut la faire vivre aujourd'hui ? Voilà qui est plus aventureux que de décrire avec talent *le Mal français*.

Rien d'étonnant dans ce contexte que les mouvements de jeunesse, les ensembles universitaires et les Eglises connaissent de grandes tensions intérieures, et parfois même de véritables crises. En de tels lieux, la recherche du sens de la vie fait ressentir de façon plus violente l'absence de projet et l'indigence spirituelle, que la situation de prospérité matérielle accentue. En outre, l'exemple vient d'en haut et la classe politique porte une responsabilité dans la façon dont elle donne au pays un reflet de lui-même.

Quel projet peut contribuer à l'unité du pays, à son vouloir vivre ensemble, car c'est un « oui » en profondeur plus qu'une attitude défensive qui construit la personnalité d'un peuple ? Si la réponse était évidente, elle serait déjà trouvée. Quelques-uns non sans courage risquent des pistes qui mériteraient d'être suivies : progression de la justice sociale, soutien au développement par eux-mêmes des pays du tiers-monde, alphabétisation, etc. Mais qui ne pressent que l'histoire de l'humanité, c'est autre chose. La question spirituelle émerge avec la force tranquille de la marée montante. Ayant maîtrisé très partiellement les grandes calamités, l'homme affronte plus directement la question du sens de la vie.

Il tente bien d'esquiver ou de fuir la vraie question par diverses échappatoires. Le loisir, par exemple, permet un temps d'oublier, mais qui ne songerait que la devise *Panem et circenses* annonçait la décadence de Rome. L'histoire garde aussi mémoire de guerres prétextes qui, par la recherche d'un adversaire, s'efforçaient de recréer une pitoyable raison de vivre. De nos jours, les déviances telles que la contagion de la drogue ou la prolifération des sectes appellent à l'éveil. Celui qui n'a pas de quoi se nourrir vit avec passion la quête de pain, mais l'homme repu ?

Il n'y a une véritable volonté de défense que lorsque l'homme tient tellement à une cause ou à quelqu'un, que s'il le faut il accepte de mourir. Peu importe les mots mystique ou supplément d'âme, la génération montante inventera elle-même sa raison de vivre en découvrant, à sa façon, que le sel de la vie tient à ce qui n'a d'autre prix que la vie même.

La véritable aventure de l'humanité est l'aventure spirituelle, car « *la vie est plus que la nourriture* ».

(*) Prêtre à Paris.

SCIENCES

Une nouvelle ampoule électrique aux États-Unis

Lumière et économie d'énergie

Des chercheurs américains viennent d'annoncer la mise au point et l'industrialisation prochaine d'un nouveau modèle d'ampoule électrique qui, à luminosité égale, consomme seulement 40 % de l'énergie requise par une ampoule classique. Cette ampoule devrait être commercialisée en 1979, soit cent ans après l'invention de l'éclairage à incandescence.

C'est, en effet, le 18 octobre 1879 que Thomas Edison a fabriqué la première lampe à incandescence, en plaçant un fil de coton, préalablement carbonisé en l'absence d'air, dans une ampoule où il avait fait le vide. Rapidement produite en grande série, cette ampoule avait une durée de vie moyenne de six cents heures. L'efficacité lumineuse était de 1,6 lumen (1) par watt de puissance électrique consommée.

Le coton fut bientôt remplacé par le bambou carbonisé, puis, après 1904, par un filament de tungstène, qui est beaucoup plus solide que le carbone et supporte des températures presque aussi élevées. Le rendement lumineux était alors de 7,5 lumens par watt. Des améliorations diverses, en particulier le remplacement du vide par un mélange de gaz rares et d'halogènes, ont ensuite permis de tripler ce rendement et ont aussi prolongé considérablement la durée des ampoules.

D'autres types de lampes ont été inventés, qui ont des rendements supérieurs : les tubes fluorescents donnent 60 lumens par watt ; des lampes encore expérimentales ont fourni 130 lumens par watt (2).

La lampe américaine doit son gain de rendement au dépôt sur le verre d'un film formé de deux couches d'oxyde de titane séparées par une couche d'argent. Transparent aux radiations visibles, ce film renvoie vers le filament les infrarouges qui transportent l'essentiel de la chaleur émise par le filament, ce qui réduit d'autant la puissance nécessaire au chauffage de ce dernier.

La nouvelle ampoule coûtera dix fois plus cher qu'une ampoule classique, mais sa plus grande longévité et, surtout, les économies d'électricité qu'elle permettra devraient nettement contrebalancer ce coût supplémentaire. — M. A.

(1) Le lumen est l'unité de flux lumineux : sa définition est compliquée et ne peut être ramenée à des notions simples ; on peut cependant définir un rendement lumineux « idéal » qui serait de 240 lumens par watt.

(2) La *Revue française de l'électricité* a publié dans son numéro de juin un article détaillé comparant les divers types de lampes, et dont sont extraits la majorité de ces chiffres.

« L'EAU DE L'HIVER EST FROIDE... » MÊME EN ÉTÉ

Pour économiser une énergie de plus en plus rare et chère, les humoristes ont trouvé une solution : stocker la chaleur de l'été pour se chauffer l'hiver ; conserver le froid de l'hiver pour se rafraîchir l'été. Jusqu'à présent, malgré sa logique imperturbable, cette proposition n'avait pas eu l'agrément des scientifiques.

La situation va peut-être se retourner. La réfrigération en été de l'aéroport Kennedy à New-York pourrait être assurée par le froid de l'hiver. Un contrat d'étude pour ce projet est en cours de négociation entre Desert Reclamation Industries et les services américains de recherche et développement sur l'énergie. Durant l'hiver, de l'eau froide serait accumulée dans une nappe aquifère située sous l'aéroport. Cette eau serait pompée l'été pour réfrigérer les terminaux de l'aéroport. Les installations actuelles de conditionnement d'air pourraient même être utilisées.

Les partisans de cette solution originale pensent que 90 % de l'énergie dépensée à la réfrigération pourraient être économisés. Plusieurs millions de dollars sont actuellement dépensés à cet effet chaque année par les autorités portuaires américaines. — J.-L. L.

Pour votre
DEMENAGEMENT
208 10-30 ODOUL
16, rue de l'Atlas - 75019 PARIS



D'UNE RÉGION À L'AUTRE

Bretagne

Le ministre de l'aménagement du territoire en visite dans les îles du Ponant

Cinq îles du Ponant (Hoëdic, Blle-Ile, Groix, Sein et Ouessant) ont reçu, le jeudi 18 août, la visite de MM. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'aménagement du territoire et de l'équipement, et François Essig, délégué à l'aménagement du territoire. Ils étaient invités par M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur, maire de Carnac et président de l'association pour la promotion des dix-huit îles qui, de Chausey, dans la Manche, à Oléron, dans l'Atlantique, abritent vingt-huit mille habitants.

Impressionné par l'invasion des îles par les campeurs et les caravaniers, M. Fourcade a préconisé une réglementation sévère du caravaning « sauvage » sur le littoral et suggéré de l'interdire hors des terrains spécialement aménagés et prévus dans les plans d'urbanisme. Cette mesure s'appliquerait même à ceux qui installent une caravane sur une parcelle qui leur appartient, mais elle ne concernerait pas le camping, car, selon M. Fourcade, « une tente n'enlaidit pas le paysage comme une caravane ».

Venu examiner avec les îliens les inconvénients de l'insularité, le ministre de l'aménagement du territoire a annoncé un relèvement de 15 % des prix-plafonds des H.L.M. en faveur des îles de moins de dix mille habitants non reliées au continent par un pont, afin de compenser le coût de transport des matériaux.

Kolkhozes à Ouessant ?

De notre correspondant

Brest. — « *Avions pour l'exode* », ces inscriptions sur les deux petites routes qui conduisent à l'aérodrome — une simple piste goudronnée au milieu des landes — donnent le ton à Ouessant : la population de l'île vieillit, les jeunes s'en vont sur le continent. Au début du siècle, on comptait ici deux mille cinq cents habitants. Il y en a à peine la moitié en 1977 ; pour la plupart des retraités de la marine. Beaucoup de veuves aussi, car la mer est cruelle. L'océan est depuis toujours le gagne-pain. Moins qu'avant, pourtant. Le métier de *marin est trop pénible au siècle* du confort.

Et pourtant on trouve à Ouessant une « qualité de la vie » considérée comme exceptionnelle. Les touristes le savent bien, qui achètent une maisonnette délabrée, même si elle est plus souvent noyée dans la brume et les embruns qu'éclaboussée de soleil. Mais vivre toute l'année à Ouessant, c'est autre chose. Pour retenir les îliens sur ce lambeau de terre, les responsables de la rénovation rurale, du parc régional *d'Armorique et de* l'Association pour la promotion des îles du Ponant (APIP), veulent relancer l'agriculture. Car Ouessant était aussi, bien avant guerre, une terre de cultivateurs. Elle vivait en économie fermée. Ses 1558 hectares nourrissaient deux mille cinq cents moutons, six cents vaches et deux cent cinquante chevaux. Le blé poussait dans des enclos protégés du vent par des murs de pierre. Les femmes allaient aux champs, les hommes à la mer.

L'habitude est restée. Des *Ouessantines en coiffe blanche* continuent d'entretenir leur petit lopin de terre. Le premier obstacle à la rénovation rurale fut précisément ce morcellement des propriétés. L'île était divisée en quatre-vingt mille parcelles. Celles-ci sont encore cinquante mille. On proposa de mettre en commun des terres pour les exploiter à la machine. Une vingtaine de familles ont regroupé leurs biens. Elles seront cent cinquante l'an prochain. Ceci pour la culture. Pour l'élevage des mouton, occupation familiale jusqu'alors, soixante-quinze personnes *acceptent de réunir leurs* propriétés afin d'aménager des parcs.

Une agriculture biologique

L'île d'Ouessant deviendrait-elle un kolkhoze à la française ? Il y a un peu de cela. Chaque propriétaire recevra une rétribution identique après déduction des frais. Le premier essai tenté cette année sur 2 hectares de pommes *de terre et 1,5 hectare de légumes* s'est révélé concluant. Il sera poursuivi l'an prochain sur treize hectares. Les îliens souhaitent produire des primeurs de qualité sans autre engrais que les algues puisées dans l'océan et dotés du label de l'agriculture « biologique ». Pour s'engager sur cette voie, ils ont réclamé l'aide de l'Etat. La rénovation rurale leur a accordé 100 000 francs en 1976 et autant cette année. La subvention, qui pourrait être portée à 300 000 francs en 1978, servirait à l'achat de matériel et à la rétribution de trois personnes, *dont deux spécialistes des labours.* Un ingénieurs agronome est déjà sur place.

JEAN DE ROSIÈRE.

EQUIPEMENT

A PROPOS DE...

LES FACTURES DU TÉLÉPHONE

Dans le brouillard...

Les factures téléphoniques sont de plus en plus contestées par les usagers. En déplacement dans l'Allier, à Vichy, le jeudi 18 août, M. Nobert Ségard, secrétaire d'Etat aux P.T.T., a vivement relevé les critiques formulées à ce sujet contre son administration.

« Il n'est pas sérieux de soutenir que nous pouvons faire de fausses factures pour ramasser de l'argent, *a déclaré M. Ségard*. Il y a seulement 0,35 % de factures contestées. Après étude, nous retenons environ un quart de ce pourcentage. Pour 0,10 % de factures qui demandent une rectification, il n'est pas nécessaires de créer des états d'âmes dans le pays. »

Le secrétaire d'Etat ne place pas le débat là où il est. Les critiques ne portent pas sur la mauvaise foi des P.T.T. ; ceux-ci ne falsifient évidemment pas les notes de l'abonné, mais le système actuel de contrôle de la « consommation » téléphonique n'est pas fiable. Ainsi — le cas vient de se produire — quand un usager voit sa note soudain portée de 400 F — comme il en a l'habitude — à 2 500 F, ni lui, ni les télécommunications ne sont en mesure de prouver qu'il y a eu ou non erreur. Les moyens techniques dont disposent actuellement les P.T.T. ne le permettent pas.

Les usagers demandent légitimement à bénéficier de justificatifs détaillés pour leur consommation téléphonique interurbaine et internationale.

M. Ségard a précisé : « Nous en ferons très prochainement, mais seulement à la demande pour ne pas apporter de trouble dans les ménages. » *Que les P.T.T. cessent de se préoccuper de ne pas révéler un adultère par des factures précises indiquant le numéro demandé, la date et la durée de la conversation ! Cet argument de mauvais goût a été trop souvent avancé par l'administration pour refuser d'informer clairement les usagers sur leurs consommations.*

Au point que l'on peut se demander si cette mauvaise volonté ne cache pas le désir de maintenir l'abonné dans l'ignorance, afin qu'il dépense sans compter pour le plus grand profit des Télécommunications.

ALAIN FAUJAS.

TRANSPORTS

LES CONCORDE D'AIR FRANCE ONT TRANSPORTÉ CINQUANTE MILLE PASSAGERS

M. Arthur Hartman, ambassadeur des Etats-Unis en France, s'est déclaré « *extrêmement satisfait* » de la décision du juge Pollack « *ordonnant aux autorités portuaires de New-York de permettre à Concorde d'atterrir à l'aéroport Kennedy* ». « *Nous constatons*, a expliqué le diplomate *au micro de* France-Inter, le jeudi 18 août, *que l'interdiction faite à Concorde d'atterrir à New-York était discriminatoire, arbitraire et déraisonnable. Le juge Pollack est en total accord avec la position qui a toujours été celle du gouvernement fédéral des Etats-Unis. Le gouvernement fédéral des Etats-Unis a toujours pensé que Concorde méritait une période d'essai équitable.* »

Ce même jour, à l'aéroport de Roissy, Air France fêtait son 50 000e passager sur Concorde, un industriel, M. Jean-Charles Gromier. A cette occasion, la compagnie devait préciser qu'elle avait transporté 23 850 passagers sur la ligne Paris-Washington, 20 850 sur la ligne Paris-Rio-de-Janeiro et 5 300 entre Paris et Caracas *depuis la mise en service du* supersonique. Le coefficient d'occupation global de l'appareil atteint 59 %.

CIRCULATION

LA FIN DE LA FLÈCHE VERTE

La flèche verte qui, placée au bas des feux tricolores de certains carrefours, autorisait les conducteurs à tourner à droite, sera remplacée par une flèche jaune clignotante. Ainsi en ont décidé le ministère de l'équipement et celui de l'intérieur. *Le code de la route* sera modifié en conséquence.

La flèche verte était en effet « vertement » critiquée par les piétons, car les automobilistes *avaient pris l'habitude de la* considérer comme un véritable feu vert, c'est-à-dire une autorisation de franchir les passages piétons quelles que soient les circonstances. D'une facilité, les conducteurs avaient fait un abus.

Désormais, la flèche jaune clignotante leur rappellera que les véhicules stoppés à un feu tricolore peuvent tourner à droite, *à condition* qu'aucun piéton ne soit engagé sur le passage zébré ou clouté.

LISEZ

Le Monde des Philatélistes

FAITS DIVERS

LA FOUDRE A PARIS

A Paris, jeudi 18 août, vers 16 heures, alors que la pluie tombait dru, M. et Mme Degalle, *originaires de Nancy*, se sont mis à l'abri sous un arbre, près du pont de l'Alma, sur le quai de la rive droite de la Seine. Quelques minutes plus tard, l'arbre a été frappé par la foudre. Mme Degalle a été tuée et son mari, fortement commotionné, a dû être transporté à l'hôpital Laennec. Un gardien de la paix, qui se trouvait non loin de là, a été violemment jeté à terre.

« L'événement n'a eu fait rien d'exceptionnel », affirment les services de la météorologie nationale. Cependant les Parisiens, auxquels on apprenait la nouvelle, se disaient « persuadés que la foudre ne peut pas tomber sur Paris, que tous les paratonnerres, en particulier celui de la tour Eiffel, protègent *Paris de façon parfaite* ». L'orage du jeudi 18 août a eu raison de cette légende. « A chaque orage ou presque, la foudre tombe, ajoutent les météorologues. Sur Paris comme ailleurs. Simplement, elle atteint le plus souvent un paratonnerre ou les eaux de la Seine et passe tout à fait inaperçue. »

● *Quatre militaires* ont été tués, jeudi 18 août, dans un accident d'hélicoptère. L'appareil, un Puma SA 330, a pris feu après avoir heurté une ligne à haute tension, au-dessus du plan d'eau de Bort-les-Orgues (Corrèze).

Les victimes sont le maréchal des logis-chef Bruno Schabat, *trente ans, qui pilotait l'hélicoptere* ; Serge Rus, vingt-deux ans, et deux adjudants, Jean-Claude Marquet, trente ans, et Michel Vaillant, trente ans.

Un cinquième occupant, le copilote, le maréchal des logis-chef Daniel Leno, trente ans, a été grièvement brûlé.

JUSTICE

SOUTENUS PAR PLUSIEURS ORGANISATIONS

Deux avocats allemands décrivent les conditions de détention du groupe Baader

« Les avocats de Gudrun Ensslin, de Siegfried Haag et de Klaus Jünschke ont l'impression d'assister à la réédition de tout le processus qui a précédé la mort de Holger Meins, mort en prison le 9 novembre 1974 après cinquante-sept jours de grève de la faim. Ils ont l'impression que ces prisonniers politiques sont des otages, que ce qui est en cause, maintenant, c'est leur vie. » *Telle aura été la conclusion de Me Michel Tubiana, du Mouvement d'action judiciaire (MAJ), lors de la conférence de presse au cours de laquelle Me Otto Schily, défenseur de Gudrun Ensslin, et Me Hans-Joachim Weider, défenseur de Siegfried Haag et de Klaus Jünschke, ont exposé, jeudi 18 août, à Paris, les conditions de détention des prisonniers politiques, membres du groupe Baader-Meinhof, en R.F.A.*

Me Pierre Lyon-Caen, du Syndicat de la magistrature ; Me Jean-Michel Braunschweig, de l'Association française des juristes démocrates ; M. Anselme, du comité central de la Ligue des droits de l'homme ; M. Christian Maréchal, de l'Organisation Amnesty international ; le Syndicat des avocats de France, la Cimade (Comité œcuménique d'entraide), le pasteur Cazalis et le Père Maurice Barthes assistaient à cette conférence.

C'est une « émeute » à la prison de Stuttgart-Stammheim (Bade-Wurtemberg), en date du 8 août dernier, qui a aussitôt déclenché, selon l'administration pénitentiaire ouest-allemande, l'application de nouvelles conditions de détention à l'encontre d'Andreas Baader, Gudrun Ensslin, Jan Carl Raspe, Irmgard Möller, Ingrid Schubert, Verena Becker et Sabine Schmitz. Ces mesures de rétorsion — légalisées par le tribunal de Stuttgart au mois de septembre 1975 et confirmées par un arrêt de la Cour suprême *fédérale* (la cour de Karlsruhe) en octobre de la même année — consistent en une interdiction de promenade, de rencontre avec d'autres détenus, de lecture des journaux et des revues, d'écoute de la radio, de tabac et de café.

Depuis le 9 août, en signe de protestation et pour obtenir le rétablissement des anciennes mesures de détention, trente-deux prisonniers politiques dispersés dans neuf prisons ont entamé une grève de la faim et de la soif.

Me Otto Schily, avocat de Gudrun Ensslin, qui a tenu à déclarer qu'il n'était « *pas là pour défendre la politique de la fraction Armée rouge* » et qu'il était « *opposé à une politique de lutte armée* », a indiqué : « *Il n'est pas exagéré de dire que les détenus de Stammheim sont très proches de la mort. Gudrun Ensslin a été transportée mercredi à l'hôpital, inconsciente, le temps de lui faire quelques perfusions. Depuis, son état s'est aggravé d'heure en heure. Sa mort peut être annoncée à tout moment. Quant à Andreas Baader, son avocat n'a pu avoir d'entretien avec lui, car il était trop faible pour se rendre au parloir.* »

Me Hans-Joachim Weider, avocat de Siegfried Haag et Klaus Jünschke, a décrit la nutrition forcée que subit le premier nommé.

Mais surtout, Mes Schily et Weider se sont élevés contre l'application des récentes conditions de détention qui visent selon eux « *l'affaiblissement programmé de la santé* », voire « *la préparation à la mort* ». Dès avant « *l'émeute* » du 3 août, les prisonniers politiques de Stammheim « *étaient emprisonnés dans des quartiers spéciaux. Ils restaient pendant vingt-trois heures enfermés dans leurs cellules (totalement insonorisées et éclairées à la lumière artificielle), avec une heure de promenade* ». Par groupes de trois ou quatre, ils avaient la permission de discuter durant quatre heures. Actuellement, les prisonniers politiques sont réduits à la solitude la plus totale, si l'on excepte la visite de leurs avocats. Selon le procureur général fédéral, M. Rebmann, cité par les deux avocats, « *ces conditions de détention sont justes et humaines* ».

Faits et jugements

M. Walter Folie mis hors de cause.

M. Walter Folie, inculpé le 16 août d'assassinats et de vol qualifié par M. Guy Bellocq, juge d'instruction au tribunal de Draguignan, a été définitivement mis hors de cause dans l'affaire du double meurtre de M. et Mme Sydney Broderick (*le Monde* des 11, 16, 18 et 19 août). Le témoignage du concierge de l'immeuble où M. Folie et Madame Marcelle Folie ont passé la nuit du 8 au 9 août à Nice est venu recouper celui de la jeune femme qui s'était spontanément rendue auprès de M. Bellocq, le 17 août, pour *innocenter le meurtrier présumé.* Le juge d'instruction a d'autre part fait mener d'autres investigations qui lui ont permis d'établir qu'il n'y avait eu aucune connivence possible du 11 au 17 août, entre la jeune femme et M. Folie.

M. Guy Bellocq a déclaré que « *le mandat de dépôt de l'inculpé sera probablement levé ce vendredi 19 août* », et qu'il bénéficiera vraisemblablement d'un non-lieu à l'issue de la procédure. 6

Expédition punitive mortelle contre des Algériens.

Un travailleur d'origine algérienne, M. Nasri Abdel Malek, trente-trois ans, a été tué d'un *coup de fusil* au cours d'une bagarre qui a opposé un groupe de ressortissants algériens réunis dans un café du boulevard d'Anjou, au nord de Marseille, à cinq ou six individus qui se sont livrés, semble-t-il, à une expédition punitive contre des travailleurs immigrés qui fêtaient un peu trop bruyamment, à leur goût, le début du Ramadan.

Le meurtrier présumé, M. Richard Navarro, trente-trois ans, docker, a été arrêté. Avant de tuer M. Malek, les compagnons de M. Navarro avaient tiré dans la devanture du café et frappé le frère du propriétaire de l'établissement à coups de chaine. — *(Corresp.)*

● *Les syndicats s'opposent aux projets de la nouvelle direction du Palais de la Méditerranée.* — Dans deux communiqués distincts, publiés simultanément, le syndicat C.G.T. des employés de jeu des Alpes-Maritimes et le syndicat *professionnel* F.O. des employés de jeu de la ville de Nice viennent de prendre fermement position contre les projets de la nouvelle direction du Palais de la Méditerranée, lesquels consistent essentiellement en une vente d'actions de la société propriétaire des murs et une mise en gérance libre du fonds de commerce (*le Monde* du 17 août).

« *Sous prétexte d'un assainissement de la situation financière les décisions prises (...) n'apportent pas l'assurance de la continuité de l'entreprise*, déclare la C.G.T. *Bien au contraire, en mettant dans les mains des groupes Helly-Fratoni-Guérin les murs du Palais, on leur donne les moyens directs de pratiquer l'opération immobilière et spéculative (...) dévoilée par les déclarations de M. Médecin, maire de Nice, au syndicat des hôteliers* » (*le Monde* du 26 juillet). 7

L'attentat contre la statue du maréchal Leclerc.

La mairie de Paris annonce qu'elle a pris toutes dispositions utiles pour que la statue du maréchal Leclerc, endommagée par un attentat dans la nuit du 17 au 18 août par un « groupe Joachim Peiper » (*le Monde* du 19 août), soit remise sur son socle le plus *rapidement* possible. M. Jacques Chirac, maire de Paris, actuellement en Corrèze, a envoyé un télégramme à la maréchale Leclerc dans lequel il écrit notamment : « *Les Parisiennes et les Parisiens partagent certainement mes sentiments de réprobation et sauront indiquer par leur présence aux cérémonies du 25 août leur attachement admiratif et reconnaissant au libérateur de Paris.* »

M. André Bord, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, a déclaré, à propos de cet attentat qu'il était « *absurde et révoltant* » et que « *tout serait mis en œuvre pour que les responsables soient retrouvés et châtiés* ». De nombreuses organisations dont le groupe communiste au conseil de Paris, la fédération de Paris du R.P.R., la Confédération française du travail (C.F.T.) et le M.R.A.P. (Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix) protestent contre cet acte criminel.

Fusillade de Reims : protestation du P.C.F. après les trois mises en liberté.

La fédération de la Marne du parti communiste a publié, mercredi 17 août, après l'annonce de la libération de trois des cinq inculpés dans l'affaire de la fusillade de Reims aux Verreries mécaniques champenoises (*le Monde* du 17 août), un communiqué dans lequel elle déclare : « *Force nous est de constater qu'il existe deux poids deux mesures dans notre pays en matière de justice, l'agression de travailleurs en lutte pour leurs revendications bénéficie d'une impunité étonnante. Par contre, les opposants à la politique nucléaire du pouvoir (...) sont prestement jugés selon une juridiction d'exception et lourdement condamnés à Malville. Le pouvoir*, ajoute le communiqué, *monte des provocations avec la complicité d'organisations à caractère fascisant ou de groupuscules s'intitulant de gauche (...) et cherche ainsi à susciter la violence et la répression dans l'espoir de réveiller de vieux réflexes de crainte de changement chez un certain nombre d'électeurs à la veille d'élections importantes pour le pays.* »

● *Nomination de magistrats.* — Par décret publié au *Journal officiel* du 18 août, sont nommés procureur général : à Toulouse, M. Henri Jeantin ; à Amiens, M. Jacques Lacoste ; à Nîmes, M. Michel Prouhet ; à Agen, M. Roger Albernhe.

● RECTIFICATIF. — La ville de Vieux-Brisach, contrairement à ce que nous avons indiqué dans une information parue sous le titre « *Manifestation écologique à la frontière franco-allemande* » (*le Monde* du 9 août), se situe en République fédérale d'Allemagne et non dans le Haut-Rhin.

L'affaire « Mondial Moquette » : M. Gianola maintenu en prison.

Lyon. — La demande de mise en liberté *présentée par les défenseurs* de M. Yves Gianola, président-directeur général de la banque Marin-Gianola, de Thonon-les-Bains, inculpé de complicité d'abus de biens sociaux et de *recettes de* biens sociaux, et placé sous mandat de dépôt le 31 mai dernier, dans le cadre de l'affaire Mondial-Moquette a été, apprend-on à présent, rejetée le 26 juillet par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon. *(Nos dernières éditions.)*

Une première demande dans ce sens avait déjà été écartée le 27 juin par la chambre d'accusation. *Le 13 juillet, le juge* d'instruction avait rendu une ordonnance prescrivant la mise en liberté du banquier. Sur appel du procureur de la République, la chambre d'accusation s'est prononcée contre cette mesure, estimant notamment que les agissements du banquier « *constituent dans le domaine économique une atteinte importante à l'ordre public, étant observé que l'opinion est particulièrement sensibilisée et informée en ce qui concerne les délits de caractère économique et professionnel* ». « *Au surplus*, ajoute l'arrêt de la cour, *compte tenu de l'étendue des intérêts en cause et de l'attitude assez réticente ou évasive adoptée sur certains points par Gianola, il serait à craindre qu'une mise en liberté provisoire ne permette en l'état des consultations frauduleuses susceptibles de nuire à la poursuite d'une information qui s'avère délicate.* » — (Corresp. régional.)

Greys-Malville : sept condamnés comparaîtront devant la cour d'appel de Grenoble.

Lyon. — Sept des huit personnes arrêtées après la manifestation de Creys-Malville, le 31 juillet, et condamnées le 7 août par le tribunal correctionnel de Bourgoin-Jallieu, comparaîtront le 24 août, à partir de 9 heures, devant la cour d'appel de Grenoble. *(Nos dernières éditions.)*

Ces sept condamnés sont : quatre Allemands, MM. Lucian Bechloff, Rolland Muller, condamnés à six mois de prison (dont trois avec sursis), Hans Jäger et Josef Schweitzer (trois mois, dont deux avec sursis) ; un Suisse, M. Rudolf Krachenbühl (trois mois, dont deux avec sursis) et deux Français, M. Lucien Mions (six mois, dont trois avec sursis) et Mlle Thérèse Claramaglia (un mois avec sursis), la seule à ne pas être *détenue aujourd'hui* à la maison d'arrêt Saint-Paul, à Lyon.

Le huitième prévenu, un Allemand, M. Hartmunt Kühn, condamné à un mois avec sursis et expulsé vingt-quatre heures après le jugement, n'a pas fait appel de sa condamnation.

Le parquet de Bourgoin-Jallieu a fait, pour sa part, appel à minima contre chacun des sept condamnés, qui ont décidé de se pourvoir devant la juridiction du deuxième degré. — *(Corresp. régional.)*



CARNET

Naissances

— M. Gérard Fouks et Mme, née Alexandra Bouaziz,
sont heureux de faire part de la naissance de
David-Michaël,
le 13 août 1977, à Deauville.
135, avenue du Général-Kœnig,
92100 Neuilly-sur-Seine.

— Les docteurs Gérard et Marie-Françoise Auclerc, née Gémon, et Clément
ont la joie d'annoncer la naissance de
Emilie.
20, rue Parmentier,
92200 Neuilly-sur-Seine.

Décès

Marcel ARNAUD

Nous apprenons le décès survenu, à l'âge de quatre-vingt et un ans, le 18 août, à Avignon, du
professeur Marcel ARNAUD,
ancien président du comité médical *du Secours routier français*

[Chirurgien honoraire des hôpitaux de Marseille, membre correspondant de l'Académie de médecine, le professeur Marcel Arnaud était un spécialiste de la traumatologie routière. Lors d'une communication importante au congrès de chirurgie en 1957, il attira l'attention de ses collègues sur les particularités des « polytraumatismes » qui caractérisent les blessés de la route, et c'est sous son impulsion que l'Automobile club de France organisa, en 1959, les premières « Assises sur les accidents de la route ».

Le professeur Arnaud participa activement aux activités du « Secours routier français », qui forme, au rythme de cinq cents par an, de très nombreux secouristes et diffuse à des milliers d'exemplaires des brochures destinées à faire entrer dans la pratique « les gestes qui sauvent ».]

Amélie-Marie GOICHON

Nous rappelons le décès survenu le 8 août, à Paris, de
Amélie-Marie GOICHON,
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à La Celle-Saint-Avant (Indre-et-Loire), le 12 août (« le Monde » du 18 août).

[Née en 1894 à Poitiers, Mlle Amélie-Marie Goichon, orientaliste, fut conservateur de la bibliothèque de la faculté de médecine de Paris juspu'en 1959 puis chargée de cours en Sorbonne pour un enseignement de l'histoire et de la civilisation des pays arabes contemporains. C'est en écrivant un livre sur la vie d'Ernest Psichari, en 1921, qu'elle découvrit l'intérêt des pays d'outre-mer et de l'Islam.

Diplômée d'études supérieures d'arabe, docteur ès lettres, elle consacra une grande partie de son œuvre — une vingtaine d'ouvrages — à la philosophie ancienne de langue arabe, et à Avicenne notamment.

Mlle Amélie-Marie Goichon avait, à plusieurs reprises, collaboré au « Monde » à propos du conflit palestinien. Le plus important de ses livres est une présentation complète en deux volumes de la Jordanie. Elle obtint pour cet ouvrage, « Jordanie réelle » (édit. Maisonneuve), le prix d'histoire de l'Académie française.]

— Mme Fernand Boissel,
Le docteur et Mme Dupré, née Marie-Joséphe Boissel et leur fils
M. Jean Boissel,
Mme Adolphe Moreau, née Boissel,
M. et Mme Jacques Boissel et leurs fils,
M. et Mme René Guyot,
Mme Jeandet et ses enfants,
Mme Paulette Micaelli, sa fiancée,
ont la douleur de faire part du décès accidentel de
M. Jean-Paul BOISSEL,
officier de la marine marchande,
leur fils, frère, beau-frère, oncle, et neveu.
Mme Boissel rappelle le souvenir du
colonel Fernand BOISSEL
décédé le 1er janvier 1970.
L'inhumation aura lieu à l'ancien cimetière d'Asnières ce vendredi 19 août, à 15 h. 30.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Les Lions du Val,
95220 Herblay.

— Le conseil d'administration, les membres de la direction et du personnel de la SICA A.B.C.
ont le regret de faire part du décès accidentel de leur directeur commercial,
Gilles ERLANDE BRANDENBURG,
survenu à l'âge de trente-huit ans.
Les obsèques ont eu lieu le 9 août 1977, à Lambesc (13).

— M. et Mme Michel Cachia,
Mme Vincent Cachia,
Mme Denise Antichan,
M. et Mme Hugues-Guy Du Crest, Elisabeth et Bénédicte,
M. et Mme André Guillot, Carole, Philippe et Pierre,
M. et Mme François Duval de Laguierce et Sophie,
M. et Mme François Cachia et leurs enfants,
Le professeur et Mme André Trifaud,
M. et Mme Pierre Tardieux,
Les familles Jean, Guyenot, Cave, Chaillan,
ont la douleur de faire part du décès de
Marie-Bertrand CACHIA,
leur fils, petit-fils, frère, oncle, neveu, cousin et filleul,
rappelé à Dieu le 9 août 1977, à la suite d'un accident, dans sa dix-neuvième année.
Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.
La famille ne reçoit pas.
Le Paradou,
234, vallon de l'Oriol.
13007 Marseilel.

— Mme François Galli,
Mlle Marie-Dominique Galli,
Les familles Casabianca, Sorba, Micheleti, Flaminie, Galli, Panzani, Giacomone, Floriot, Mattei, Coignat,
ont la douleur de faire part du décès de
M. François GALLI,
inspecteur général honoraire de l'éducation nationale,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier des Palmes académiques,
survenu le 12 août 1977, à l'âge de soixante-neuf ans, à Paris.
La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation au cimetière de Saint-Ouen-Parisien a eu lieu dans l'intimité, le 18 août.
Cet avis tient lieu de faire-part.
33, allée de Trévise,
92330 Sceaux.

— M. Henri Hue,
M. et Mme Guy Delteil,
M. et Mme François Roux,
Mlle Domitille Hue,
M. et Mme Jacques Pihier et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Henri HUE,
née Denise Pihier,
leur épouse, mère et sœur,
rappelée à Dieu le 17 août 1977.
Les obsèques auront lieu le lundi 22 août, à 16 heures, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, Paris (16e).
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
42, rue d'Auteuil, 75016 Paris.

— Mme Maurice Juillia,
M. et Mme Denis Cheniot,
M. et Mme Jean-Emile Juillia,
M. et Mme Jacques Jakubowicz,
Et leurs familles,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Maurice JUILLIA,
directeur adjoint de l'URSSAF des Bouches-du-Rhône,
survenu subitement le 12 août 1977.
Les obsèques ont eu lieu le 17 août 1977, à Vileineuve-sur-Lot.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Résidence les Allaiers,
Bât. A Le Cabot,
13009 Marseille.

— M. et Mme Bernard KUTAS,
Et leur famille,
ont la très grande douleur de faire part du décès de leur fils
Jean-Jérôme,
à l'âge de dix-sept ans.
L'inhumation a eu lieu dans l'intimité au cimetière Laple à Saint-Maur-des-Fossés.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu à Castres le 5 août 1977, à l'âge de quatre-vingt-sept ans, de
M. Charles LAVAL.
De la part de
Mme Charles Laval, son épouse,
Du docteur et Mme Jacques Dorlée,
M. et Mme Gérard Laval,
M. et Mme François Laval, ses enfants,
Nicole et Pierre Gonon,
Christian et Pierette Dorlée,
Françoise Dorlée,
Violaine, Martine et Jean-Daniel Laval,
Monique et Jean-Luc Charrier,
Catherine et Jean-Luc Guihard,
Didier et Marie Laval,
Sylvie et Didier Moinet,
Isabelle et Olivier Moinet,
Denys Laval, ses petits-enfants.
Philippe Gonon, Jérôme Dorlée, Bruno Charrier, Solène Guihard, Grégoire Laval et Guillaume Moinet, ses arrière-petits-enfants.
Les obsèques ont été célébrées à Castres dans l'intimité, le lundi 8 août.
Le présent avis tient lieu de faire-part.
9, rue Sagnes, 81100 Castres.
19, rue Beauséjour, 60400 Noyon.
15, avenue Gambetta,
92410 Ville-d'Avray.
23, rue Gambetta, 81100 Castres.

« En vérité, en vérité, je vous le déclare, si quelqu'un garde ma parole, il ne mourra jamais. »
(Jean - 8 - 51.)

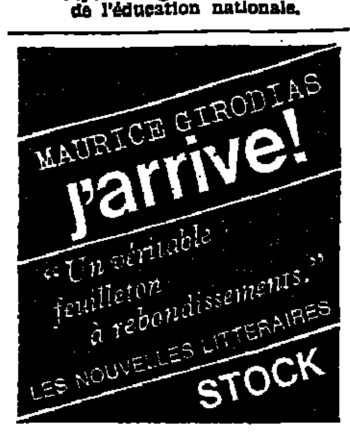
— Jean-Claude Legrand et Rosine, née Champetier de Ribes Christofle,
Jean-François et Sophie,
Noël, Jean-Gauthier et Nicole, née Archambaud, et Sophie,
Leurs parents, frère et sœurs,
ont l'immense douleur de faire part de la mort de
NICOLAS,
vingt-deux ans, et
NATALIE,
vingt et un ans, tombés en montagne, à Chamonix, le jeudi 11 août 1977.
69, boulevard de Beauséjour,
75016 Paris.
12, rue des Pins,
92100 Boulogne.

— M. Victor Suard,
M. et Mme Jean Suard et leurs enfants,
M. et Mme Yves Castel et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Gilberte SUARD,
directrice honoraire du lycée Sophie-Germain,
chevalier de la Légion d'honneur,
commandeur des Palmes académiques,
médaille d'argent de la Ville de Paris.
L'inhumation a eu lieu le 17 août 1977, au cimetière du Montparnasse.

Anniversaires

— Philippe et Catherine de La Grange, ses enfants,
demandent aux amis de leur mère
Solange-Virginie LORET,
une *pensée* pour le premier anniversaire de sa mort.

Si vous ne servez pas encore *de Bitter Lemon*
c'est que vous n'avez pas encore goûté le SCHWEPPES
Bitter Lemon.



LA PENSÉE
REVUE DU RATIONALISME MODERNE
ARTS • SCIENCES • PHILOSOPHIE
N° 194 - AOUT 1977
- K. MARX, LA THÉORIE DE LA VALEUR DE RICARDO ET LA NOTION DE TRAVAIL CHEZ HEGEL, par Auguste CORNU.
- CRISE DE LA GÉOGRAPHIE ? par Jean DRESCH.
- RÉFLEXIONS SUR LA GÉOGRAPHIE EN FRANCE, par Georges VIERS.
- DÉBATS, COMBATS SUR LA « CRISE » DE LA GÉOGRAPHIE EN FRANCE, par Jacques SCHEIBLING.
- DESCARTES, SPINOZA ET LE MOUVEMENT HISTORIQUE DE LA RATIONALITÉ, par Jean-Marc GABAUDE.

HISTOIRE RURALE DE LA FRANCE D'AUJOURD'HUI, DES ORIGINES A NOS JOURS
par
Antoine CASANOVA, Jean FLAVIEN, Charles PARAIN
Francis POMPONI, François SIGAUT.

ADMINISTRATION - ABONNEMENTS
LA PENSÉE, 146, r. du Fg-Poissonnière 75010 PARIS - Tél. 280-52-25
Le N° France : 18 F ; autres pays : 22 F
Abonnement 1 an France : 90 F — (6 N°) Etranger : 110 F

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 19.08.77 A 0 h G.M.T.

PRÉVISIONS POUR LE 20-8-77 DÉBUT DE MATINÉE

≡ Brouillard ~ Verglas dans la région

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 19 août à 0 heure et le samedi 20 août à 24 heures :

Une nouvelle perturbation venant de l'Atlantique s'inclura dans la zone dépressionnaire qui recouvre une grande partie de l'Europe occidentale. Cette perturbation progressera *assez rapidement vers les Alpes* et la Méditerranée occidentale, plus lentement à travers nos régions du Nord-Ouest et du Nord.

Samedi 20 août, de la Bretagne aux Pyrénées et du Bas-Languedoc, le temps sera très nuageux en début de journée avec des pluies parfois accompagnées d'orages. Quelques éclaircies apparaîtront l'après-midi, mais des averses ou des orages se produiront encore. Les vents, qui s'orienteront au secteur ouest, seront assez forts avec des rafales sur les côtes.

Sur le reste du pays, après une amélioration temporaire, le ciel se *couvrira et il pleuvra* l'après-midi ou le soir. Les pluies, souvent orageuses, seront parfois abondantes, en particulier sur le Massif Central, le Jura et les Alpes, ainsi que sur les régions méridionales ; elles atteindront toutefois plus tardivement le nord et le nord-est du pays.

Les vents viendront du sud-est ou du sud ; ils seront généralement faibles ou modérés, mais des rafales accompagneront les orages. De fortes rafales, de secteur sud-est, sont également à craindre de la Corse à la Provence.

Les températures subiront peu de changement.

Vendredi 19 août, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 005,9 millibars, soit 754,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 18 août ; le second, le minimum de la nuit du 18 au 19) : Ajaccio, 28 et 17 degrés ; Biarritz, 20 et 15 ; Bordeaux, 22 et 14 ; Brest, 19 et 10 ; Caen, 20 et 12 ; Cherbourg, 17 et 13 ; Clermont-Ferrand, 21 et 13 ; Dijon, 22 et 13 ; Grenoble, 24 et 14 ; Lille, 21 et 10 ; Lyon, 25 et 15 ; Marseille, 28 et 18 ; Nancy, 22 et 12 ; Nantes, 23 et 13 ; Nice, 26 et 18 ; Paris - Le Bourget, 20 et 12 ; Pau, 20 et 14 ; Perpignan, 27 et 18 ; Rennes, 23 et 12 ; Strasbourg, 24 et 15 ; Tours, 21 et 13 ; Toulouse, 22 et 15 ; Pointe-à-Pitre, 32 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 13 degrés ; Amsterdam, 15 et 13 ; Athènes, 31 et 21 ; Berlin, 18 et 13 ; Bonn, 20 et 10 ; Bruxelles, 19 et 12 ; Iles Canaries, 24 et 20 ; Copenhague, 21 et 14 ; Genève, 23 et 15 ; Lisbonne, 24 et 15 ; Londres, 15 et 12 ; Madrid, 26 et 11 ; Moscou, 15 et 5 ; New-York, 26 et 18 ; Palma-de-Majorque, 30 et 15 ; Rome, 30 et 21 ; Stockholm, 20 et 9 ; Téhéran, 37 et 24.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du 19 août 1977 :
DES DECRETS
- Modifiant les contingents annuels de nominations et promotions dans l'ordre des Palmes académiques ;
- Fixant les conditions d'octroi de prêts aidés par l'Etat pour la construction, l'acquisition et l'amélioration des logements en accession à la propriété

Stages

- *Stage de langue bretonne.* — Après le succès obtenu par sa session d'initiation et de perfectionnement, au début de juillet, Skol ar Merher met en place, du 1er au 9 septembre, à Brest, un nouveau stage de langue bretonne. Le stage se déroulera à l'école publique de la place Sanquer, à Brest ; accueil des stagiaires dans la matinée du 1er septembre (début des cours à 14 heures ; clôture le 9 septembre à 17 heures. Logement gratuit pour caravanes et pour les stagiaires disposant de matériel de couchage. Repas : dans un foyer de travailleurs, 9,50 francs le repas).

Visites, conférences

SAMEDI 20 AOUT

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 8 h. 30, place de la Concorde, grille des Tuileries, Mme *Garnier-Ahlberg* : « *Le gothique flamboyant* ».

15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Legregeois : « Hôtel de Sully ».

15 h., façade, église Saint-Gervais, Mme Magnani : « Le Marais musical ».

15 h., métro Saint-Michel, Mme Pennec : « Le quartier Saint-André-des-Arts ».

15 h. 30, hall gauche, côté parc, Mme Hulot : « Le château de Maisons-Laffitte » (Caisse nationale des monuments historiques).

15 h., 20, rue de Tournon : « Le palais du Sénat. Le café Procope » (A travers Paris).

15 h., entrée du *château* : « *Le* château de Malmaison » (L'art pour tous).

15 h. 15, 24, rue des Archives : « Hôtel Le Rebours » (Mme Barbier).

15 h., 18, rue du Cloître Notre-Dame : « Notre-Dame » (Connaissance de Paris).

15 h., Musée des monuments français : « La fin du Moyen Age » (Histoire et archéologie).

11 h., Grand Palais, entrée de l'exposition : « L'Islam dans les collections nationales » (Visages de Paris).

CONFERENCE. — 16 h., 13, rue Etienne-Marcel : « *Comment éliminer* le stress et l'anxiété » (entrée libre).

13 h., 16 h. et 20 h., 13, rue de Tour-des-Dames : « Méditation transcendantale » (entrée libre).

loterie nationale — Liste officielle DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

TERMINAISON	FINALES et NUMEROS	GROUPES	SOMMES A PAYER (F.)
1	701	tous groupes	200
	011	tous groupes	500
	54 561	groupe 3	10 000
		autres groupes	2 000
	66 961	tous groupes	10 000
2	452	tous groupes	200
	72 122	tous groupes	10 000
	54 562	groupe 3	2 000 000
		autres groupes	20 000
3	53	tous groupes	100
	0 083	tous groupes	1 000
	2 363	tous groupes	1 000
	6 693	tous groupes	1 000
	7 653	tous groupes	1 100
	54 563	groupe 3	10 000
		autres groupes	2 000
	36 643	groupe 2	100 000
		autres groupes	2 000
4	94	tous groupes	100
	714	tous groupes	200
	834	tous groupes	200
	1 214	tous groupes	1 000
	39 994	tous groupes	10 100
	54 564	groupe 3	10 000
		autres groupes	2 000
	57 914	tous groupes	10 000
	92 684	groupe 1	100 000
		autres groupes	2 000
5	5	tous groupes	50
	05	tous groupes	150
	145	tous groupes	250
	4 895	tous groupes	1 050
	54 565	groupe 3	10 050
		autres groupes	2 050
	90 715	groupe 5	100 050
		autres groupes	2 050
6	56	tous groupes	100
	86	tous groupes	100
	326	tous groupes	200
	566	tous groupes	200
	12 856	tous groupes	10 100
6	54 566	groupe 3	10 200
		autres groupes	2 200
	82 326	tous groupes	10 200
7	0 597	tous groupes	2 500
	7 687	tous groupes	2 500
	54 567	groupe 3	10 000
		autres groupes	2 000
	62 897	tous groupes	10 000
	69 497	tous groupes	10 000
	53 217	groupe 4	100 000
		autres groupes	2 000
8	28	tous groupes	100
	14 498	tous groupes	10 000
	54 568	groupe 3	10 000
		autres groupes	2 000
	73 418	tous groupes	10 000
9	289	tous groupes	200
	999	tous groupes	200
	1 289	tous groupes	1 200
	1 729	tous groupes	1 000
	5 039	tous groupes	1 000
	13 499	tous groupes	10 000
	54 569	groupe 3	10 000
		autres groupes	2 000
0	0	tous groupes	50
	0 950	tous groupes	1 050
	32 440	tous groupes	10 050
	54 560	groupe 3	10 050
		autres groupes	2 050
	56 120	groupe 3	100 050
		autres groupes	2 050

TRANCHE DES HORTENSIAS
TIRAGE DU 18 AOUT 1977
PROCHAIN TIRAGE
LE 24 AOUT 1977
à MIMIZAN (Landes)
77 — 38è

LOTO — TIRAGE No 33
4 5 10 15 29 32
NUMERO COMPLEMENTAIRE 25
PROCHAIN TIRAGE LE 24 AOUT 1977 VALIDATION JUSQU'AU 23 AOUT 1977 APRES-MIDI

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 845

HORIZONTALEMENT

I. — Explique bien pourquoi certains ont le feu quelque part ; C'est bien souvent une affaire d'état. — II. Naquit dans un château ; Dignes de respect. — III. Chef d'atelier ; Article ; Déplacer un bouton ; Devise. — IV. Contester ; Rendait momentanément aveugle ; Sans rabais possible. — V. Préfixe inversé ; Rougissent quand on tire dessus; Canton. — VI. Source invérifiable ; Témoin d'un lever astral ; Tout un poème. — VII. Augmente le prix d'une cession; *Mince, alors !* — VIII. Ne restera pas indifférent ; En voilà une qui devint vraiment bête ! ; Forme de savoir. — IX. Ne coule donc plus ; Fait feu de tout bois. — X. Dotée d'une rare qualité. — XI. Ville ancienne ; Suivent parfois des sièges. — XII. Se trouve donc quelque part ; *résultat de chocs successifs* ; Allonge. — XIII. Comme des jours pluvieux ; Abréviation. — XIV. Gagne à être soutenu ; Pas faciles. — XV. Encore très jeune, il est déjà bien entêté ; Sous la plume du biographe ; Peut-être sur le point de céder.

VERTICALEMENT

1. Ne perdent pas leur temps à regarder en l'air : Abréviation. — 2. Déconseillée aux édentés ; Peut rester frais pendant des mois entiers ; Commune de Belgique. — 3. Pronom; Témoignent d'un quotient intellectuel pratiquement nul ; Bienheureux. — 4. Titre désuet ; Parmi nous : Avec lui, il y a forcément mèche ! — 5. Très chargée quand elle est mère ; Localité de France. — 6. S'abusèrent (épelé) ; Le sort de César; Léger. — 7. Vraiment bien, Sym*bole* ; *Belle vallée.* — 8. On ne tient pas à les avoir à l'œil; Désigne un corps. — 9. Prisa ; Agrémentaient. — 10. Ventilent ; Englobe ce qui a peu d'importance ; Pour un Anglais, il s'agit de voir. — 11. Cordons ; Diminué par l'œuvre ; Nombre. — 12. Préposition ; Ne se laisse pas couler ; Epreuve parfois pénible. — 13. Eau douce ; Tendrement murmuré ou brutalement arraché ; Travaillée mécaniquement. — 14. Souvent vaseuses ; Ennuie fort. — 15. Une sale *bête* ; Voyage agréablement et à bon compte.

Solution du problème n° 1 844

Horizontalement

I. Emeu ; Faim. — II. Crapaud. — III. Caimans. — IV. Iles ; Im. — V. Tue ; Te. — VI. Soutier. — VII. Ti ; Eventa. — VIII. Ost ; E.S.E. — IX. Poule ; Ste. — X. Elée ; On. — XI. Resterait.

Verticalement

1. Ecrit ; Toper. — 2. Mr ; Lu ; Isolé. — 3. Eacées ; Tués. — 4. Upas ; O.E. ; Let. — 5. AI ; Uvée. — 6. Fumistes ; Or. — 7. Adam ; Inès. — 8. Tet ; Toi. — 9. Masseraient.

GUY BROUTY.



Le Monde de L'ÉTÉ

En famille

Les amis inconnus de Brahem

PLABENNEC : un gros bourg tranquille du nord du Finistère ignoré des guides touristiques sans être trop éloigné de la plage.

Une maison calme et confortable prêtée par des « amis inconnus ». Et d' « autres amis » encore — aussi inconnus — venus les accueillir dès le premier jour des vacances, lui, son épouse, et leurs cinq enfants.

Brahem l'immigré n'en croit pas ses yeux. La France, depuis vingt ans, l'avait habitué à d'autres attentions : des difficultés pour trouver son emploi, des difficultés pour trouver son logement, le climat raciste de la capitale et les journaux aux informations « hâtives ». Brahem le Kabyle risque une explication : « *Les Bretons sont très accueillants ; je l'ai vérifié dans mon travail.* » Cuisinier du comité d'entreprise d'Air France, il sait aussi que ce n'est pas si simple. En juin, il ignorait encore s'il allait quitter Paris pendant les vacances. Des amis immigrés lui ont donné la bonne adresse.

L'association Solidarité Français migrants organise, chaque été depuis 1970, les vacances de quelques dizaines de familles de travailleurs immigrés. « *Le plus souvent,* explique Mme Colette Genet, animatrice du mouvement, *les travailleurs étrangers ne prennent pas de vacances en France. Ils fuient les campings et les vacances organisées par crainte de réactions racistes. Ils préfèrent économiser pour retourner au pays tous les quatre ou cinq ans.* »

Pour vaincre les obstacles financiers et culturels Solidarité Français migrants a mis au point un réseau d'accueil en Bretagne et dans les départements de l'Ouest. Des syndicalistes, des militants politiques, des membres d'associations humanitaires servent de relais.

A Plabennec, M. et Mme F. ont ainsi été contactés par des amis. Une équipe de huit familles s'est constituée autour d'eux pour préparer les vacances d'une famille immigrée. Ils ont trouvé un logement, prévu des rencontres, organisé des promenades. Ils ignoraient encore quelle famille ils allaient accueillir.

A Paris, Brahem ignorait encore où il allait passer ses vacances. L'équipe de Solidarité Français migrants étudiait les dossiers minutieusement, comparant les offres et les demandes. Les logements — souvent des locaux scolaires aménagés pour la circonstance — ne conviennent pas à toutes les familles.

Parfois, d'autres difficultés apparaissent. La famille de Brahem compte une petite fille handicapée mentale. Solidarité Français migrants ne néglige pas le problème. Un centre pour enfants handicapés existe à Plabennec ; la population du village est donc préparée à bien accueillir Jamila.

Brahem et sa famille sont donc allés à Plabennec.

Après avoir versé entre 250 et 500 francs à l'association (suivant leurs revenus) les familles immigrées sélectionnées sont débarrassées de tous frais de séjour. Restent à leur charge le coût du voyage et les frais de nourriture.

L'accueil organisé à Plabennec était presque trop bien préparé. Brahem est arrivé en voiture. Il organise son temps à son gré, plage et promenades, et découvre ébahi que « *la Bretagne ressemble à la Kabylie* ».

Le temps gagné sur l'organisation du séjour est réservé en rencontres, discussions, échanges de vues : On se découvre.

« *Ce que nous faisons est très banal* », font remarquer M. et Mme F, mais Brahem, songeur, ne cache pas, cette fois, sa pensée : « *La banalité,* affirme-t-il, *est ailleurs.* »

ANDRÉ MEURY.

★ Association Solidarité Français migrants, 4, square Vitruve, Paris (20e). Tél. : 636-33-45.

BALADE IRLANDAISE

DANS le Connemara, en Irlande, les gens sont encore peu civilisés : ils sourient à tout le monde et saluent tout le monde du geste et, lorsque la chose est possible, de la voix. Quand on est pressé, ou d'humeur peu communicative, au volant ou à pied, on lève seulement l'index. Ça fait plaisir. Surtout à l'automobiliste continental, qui vient de passer par les affres de la conduite à gauche dans des chemins creux soigneusement goudronnés.

Dans le Connemara, les moutons sont un peu pisseux, souvent tricolores — leurs marques vertes, rouges ou bleues s'élargissent en déteignant — et presque toujours indifférents ou méprisants. Ils n'ont pas de chiens, pas de bergers qui leur aient appris à être moutons. Ils sont donc libres et fiers et aiment coucher sur les routes. Les ânes, on ne peut vraiment rien leur reprocher : leurs longs regards émeuvent trop les cœurs féminins. Le touriste qui veut s'exprimer et dialoguer devra se rabattre sur les vaches. Une vache et des veaux bien décidés à vous donner leur avis, sans bouger, entre deux murs de pierres, surmontés de frescias peuvent « tenir » dix minutes.

Dans le Connemara, la mer fait peur. Les maisons lui tournent le dos, les bateaux de pêche sont rares. Pour qui pêcheraient-ils ? Les Irlandais ont horreur du poisson. Si vous voulez avoir l'air minable mangez des filets de sole. A condition d'en trouver.

Dans le Connemara, toutes les routes sont belles, sauvages. Et les plus belles et les plus sauvages, les auteurs des guides et des cartes se les sont réservées. Ils n'en parlent pas. A Cliffden, par exemple, la « capitale », une petite ville fort laide, la Shyroad, la « route du ciel », offre un des plus extraordinaires paysages d'îles, de caps et de falaises à l'arête rehaussée de murets qui soient en Irlande. Le tout est de le savoir. Et de n'y pas rencontrer de caravane.

Dans le Kerry, on salue moins. On est plus riche. Les moutons sont plus propres. On y sent moins l'odeur de la tourbe : dans les pavillons des « bed and breakfast », le feu de tourbe est en plastique transparent avec des ampoules derrière. On est aussi moins religieux : il n'y a guère que trois ou quatre statues de la Vierge et cinq ou six inscriptions par maison. Les marchands d'horreurs de Lourdes — la seule ville de France que connaissent les Irlandais — devraient s'inquiéter : le marché est en baisse.

Dans le Kerry, il y a des couchers de soleil flamboyants, des cygnes qui s'envolent des rochers noirs, des flots déchaînés, des palmiers. Et beaucoup de roulottes. Il faut aimer. La vue d'une roulotte montant une côte, sous la pluie, avec monsieur en ciré, la tête du cheval, madame bottée de caoutchouc poussant à l'arrière, a quelque chose de déprimant. Surtout lorsqu'on ne peut pas doubler.

Dans le reste de l'Irlande, il y a aussi des routes encaissées, des montagnes et des lacs. Il y a aussi, le soir, des enfants qui jouent sur le bord de l'eau avec des chiens et des chevaux, des hôtes d'un soir attentionnés qui nous offrent du thé et la disposition du salon familial, des châteaux bourrés de Chippendale, de colonnes et d'argenterie de famille.

Mais allez-y à l'automne ou au printemps. L'Irlande est en train de réussir largement son programme touristique. — J. P.

Le Monde de l'éducation

NUMÉRO DE JUILLET-AOUT

LE PALMARÈS 77 DES UNIVERSITÉS

Lettres - Sciences - Sciences sociales et humaines
Médecine à Paris - Classes préparatoires

● Un choix de livres d'enfants pour les vacances

LE NUMÉRO : 5 FRANCS

FLANERIES

Le souvenir d'Ernest

ERNEST WEBERT, de Mailleroncourt - Saint - Pancras (Haute-Saône), mort et enterré depuis longtemps, a été vendu, samedi dernier. C'est-à-dire que l'on a mis aux enchères tout ce qu'il possédait : sa maison, ses biens. A y bien penser, cela pourrait avoir quelque chose d'indécent, ce dépeçage public d'une vie, cet éparpillement aux quatre vents de tant d'objets usuels et de tant de souvenirs accumulés.

Mais ici, en Haute-Saône et probablement ailleurs, on s'arrange pour que tout se passe dans la bonne humeur. Le dépeçage sera joyeux : à 14 heures « en la mairie », Me Michel Gentit, notaire à Vauvillers, l'air bonhomme, avec son vieux costume, sa calvitie et ses lunettes, a procédé à la vente de la maison. Six pièces plus grange et écurie, plus les terres, plus le verger.

« Il paraît, dit un voisin, qu'elle a fait 7 millions. » « Pas mal, pas mal du tout », commente un autre. « Et qui c'est donc qui l'a achetée ? Le X... Ah ? connais pas. Mais faudra qu'il en remette et qu'il soit pas fénéant. T'as vu le toit ? Il n'a pas fière allure. »

La visite d'avant vente, voilà le grand moment. Une demi-heure pour fouinasser dans les pièces, regarder les meubles, escalader des escaliers vétustes, inspecter les piles d'objets et repérer, bien repérer. Mais attention, pas d'enthousiasme visible, pas de manifestation publique d'intérêt. C'est un peu le poker rural. Plus un objet intéresse, plus il convient de bluffer l'aversaire, de prendre des mines dégoûtées, voire au risque d'en rajouter un peu, de commenter à haute voix l'état de délabrement avancé de l'objet « juste bon aux ordures ».

Pensez si on se fait avoir. Tenez, chez l'Ernest — un ami, en somme — dans la chambre en haut au fond, il y avait une armoire peinte, esquintée, la corniche supérieure endommagée, les pieds mangés aux mites. Oui, d'accord, mais il fallait les voir tous tournicoter autour, pendant cinq minutes, s'éloigner l'air indifférent, puis revenir comme attirés par un aimant, gratter la peinture des portes avec un canif et lancer d'un air profondément dégoûté : « Du sapin, cela ne vaut pas un clou. » Ben voyons, du sapin ! Des portes en chêne, oui, et probablement de la fin du dix-huitième, à voir les ferrures.

A 14 h. 30, la visite est terminée. « Il n'y a pas beaucoup de monde », constatent les héritiers un peu inquiets. Me Gentit : « Je vous avais prévenu, vous n'avez pas passé assez de publicité. Et puis, vous savez, il y a une autre vente à Jussey. » De fait à Jussey, il y a la « grosse vente » — cinq armoires, des lits de coin, des commodes Louis-Philippe, des faïences, cuivres et glaces anciens, vaisselier, verrerie, dentelles, horloges et bahuts comtois, la belle marchandise — de quoi faire « rabattre » tous les antiquaires du coin.

Il n'était pas riche, l'ami Ernest, mais dans le bric-à-brac invraisemblable d'objets sans valeur, de temps en temps on trouve un trésor à cent sous. Le crieur, celui qui fait toutes les ventes pour Me Gentit, monte sur une table, annonce sans reprendre souffle qu'aucune réclamation ne sera admise, que la vente se fait au comptant, que les frais seront de 18 % parce qu'on a du mal à payer les impôts et qu'on paie à la sortie. C'est parti pour trois heures.

Ce cageot est apparemment plein de saletés, pourquoi les « brocs » démarrent-ils ? Ah ! bien sûr, la lampe tulipe et le petit sucrier en porcelaine bleue cachés dessous, 35 F (nouveaux). Ce nécessaire de toilette en faïence, broc et cuvette, 36 F. Donné. A force de bluffer, d'attendre le dernier moment pour surenchérir, tous, sauf l'acheteur, se sont fait avoir. Il faut avoir l'œil et le réflexe, sentir si un objet est vraiment voulu. Ce gaufrier, complètement cuit, un type à côté le veut, il ira au plafond, pas besoin de suivre. L'Ernest a ses clients. Celle-ci veut les bocaux, elle les aura, vingt pour 20 F. Celui-ci guigne les bonbonnes à goutte tout emmaillotées de paille. Il y mettra le prix, 50 F. Ces demoiselles, des Parisiennes, poussent la chaise longue en rotin à 55 F. Cet autre avait proposé 1 F pour la cuisinière à mazout. Il l'a et en reste la bouche ouverte.

Il faut que tout parte dit le crieur, même la brouette. « Tiens, Jules, pour transporter ta belle-mère ! » Et tout part. Les tonneaux d'Ernest, son réfrigérateur, son vélomoteur, ses habits, ses pauvres meubles, sa vaisselle ébréchée, ses vieux verres façon verre à moutarde, ses auges en pierre, son lit de fer forgé, ses édredons, ses couvertures, ses outils. Dans une furieuse braderie, qui n'a pas dépassé les 15 000 F, tout va partir, peut-être même le souvenir d'Ernest, ouvrier agricole à Mailleroncourt-Saint-Pancras. C'est la règle du jeu, le casino du pauvre qui se pratique chaque samedi ou presque.

PIERRE GEORGES.

FEUILLETON N° 35 — 20 AOUT

LES ENVOÛTÉS

par Witold Gombrowicz

Après l'incident du bal, où Maya s'est affichée publiquement avec Waltchak, et l'affaire du portefeuille « disparu », la jeune fille se retrouve seule avec ses contradictions : Waltchak a-t-il volé, oui ou non, et pourquoi ? La visite de sa mère, qu'elle rassure tant bien que mal, puis celle de Kholawitski, à qui elle confirme sa rupture, ne sont pas faites pour lui remonter le moral. Mais Maliniak lui annonce leur départ pour Constantino.

AU milieu des incertitudes où se débattait Maya, le téléphone retentit. C'était la présidente : « Comment allez-vous, ma chère enfant ? Je suis absolument révoltée par la conduite de Szulk ! Pourriez-vous venir me voir ce soir, mon ange ? Je voudrais vous entretenir d'une bagatelle sans importance. »

Pour Maya, cette démarche ainsi que la voix sucrée de la présidente constituaient une surprise. Depuis le bal, la présidente ne s'était pas manifestée. Elles se fixèrent rendez-vous dans une pâtisserie de second ordre ; visiblement, Mme Halimska préférait ne pas s'afficher avec une créature aussi scandaleuse.

Toutefois, la présidente accueillit Maya avec toutes sortes d'effusions d'un genre quelque peu différent de l'habituel, avant d'en venir au fait :

« Mon trésor, je vous ai placée chez Maliniak, en retour je vous prie de me rendre un petit service de rien du tout.

— De quoi s'agit-il ?

— Trois fois rien. Là encore il s'agit d'un portefeuille, mais pas celui de Szulk, celui de Maliniak.

— Je ne saisis pas très bien.

— Eh bien, j'aimerais que vous retiriez un papier du portefeuille en question. C'est une note sur l'aménagement de ses nouvelles usines. Vous me la confieriez pour quelques heures, après quoi vous la remettriez à sa place. Personne n'en saurait rien.

— Et si Maliniak s'en aperçoit ?

— Comment cela ? La nuit il met ce portefeuille sous son oreiller et il a le sommeil profond. Nous aurons toute la nuit devant nous.

— Il faut que je réfléchisse.

— Bien sûr. Je suis prête à attendre. Je sais que vous n'êtes pas une ingrate. »

Une nuance de menace perça derrière les inflexions mielleuses de la présidente. Maya lui jeta un regard scrutateur. Ah ! ah ! elle était donc ainsi ! Mais elle-même ne valait pas mieux. Et Waltchak non plus...

Non, non, ce n'était pas possible. Elle et Waltchak, plus jamais... Si seulement elle pouvait lui parler ! Se l'approprier une fois de plus !

Maya décida de mettre Waltchak au courant de la proposition de la présidente.

Elle nourrissait le fol espoir qu'il manifesterait sinon une opposition, du moins des réticences. La moindre indication de sa part dans ce sens aurait raffermi sa volonté de refus.

Elle lui répéta sa conversation avec la présidente. Ne pourrait-il pas l'aider ? A deux, on y arriverait beaucoup plus facilement.

Il ne manifesta pas le moindre étonnement et mit aussitôt au point les détails de l'opération. La seule réserve qu'il formula fut d'ordre purement pratique :

« Ne risque-t-on pas de se faire pincer ? »

Si Maya nourrissait encore quelques illusions, elles s'évanouirent définitivement.

En revanche, elle ne savait pas qu'au même moment les yeux de Waltchak s'ouvraient définitivement sur elle. Oui, elle devait être cinglée, ou bien c'était une kleptomane, ou encore elle était plus rusée que lui et sans l'ombre d'un scrupule. D'ailleurs, comment pouvait-il en être autrement ? Jamais une jeune fille normale de son monde ne se serait compromise avec quelqu'un comme lui.

Mais il n'avait pas la force de s'opposer à elle. Elle lui était trop proche. Il ressentait trop au fond de lui-même le même désir qu'elle de vivre pleinement sa vie.

—oo—

Quelques jours après, ils remontaient ensemble l'allée ombragée de Constantino.

Ils allaient atteindre la villa que louait Maliniak. C'était une bâtisse à étage, en bois, très agréable, et qui évoquait un petit manoir au milieu de son parc.

« Séparons-nous ici », dit-elle, s'arrêtant à quelque distance de la villa.

Pendant toute la route ils ne s'étaient presque pas parlé...

« Comment allons-nous faire ? demanda-t-il en désignant la maison.

— Nous avons encore le temps, dit-elle. Ma chambre est à côté. L'ennuyeux est qu'il n'y a d'autre issue que celle de Maliniak. Je pourrais très bien prendre le portefeuille moi-même et le transmettre, mais il faudrait alors que je passe le reste de la nuit dehors ou que je rentre dans ma chambre en traversant la sienne. Il pourrait se réveiller.

— Alors quoi ?

— Cette nuit je jetterai un coup d'œil pour voir s'il dort profondément. Si oui, j'allumerai une allumette à ma fenêtre. On pourra alors entrer par la fenêtre et prendre le portefeuille — il se trouve sous l'oreiller — et le passer à la personne qui attendra dans la voiture à l'entrée du parc. Toute l'opération ne devrait pas durer deux heures. Au retour, le portefeuille me sera remis par ma fenêtre. Si quelque chose ne marche pas, par exemple s'il se réveille et s'il s'aperçoit de la disparition, j'allumerai ma lampe et je baisserai mon store à moitié.

— D'accord. Réglons ça aujourd'hui.

— Aujourd'hui ?

— Parfaitement. Tout de suite. »

A la dernière minute, alors qu'ils prenaient congé l'un de l'autre, elle eut envie de renoncer, d'exprimer son désaccord, mais l'énergie lui fit défaut.

Waltchak ne rentra pas pour la nuit à Varsovie. Il prit une chambre dans une pension voisine et se jeta sur le lit.

Il était las, mais ne s'endormit point. Les dés étaient jetés, sans retour.

Pour rien au monde, désormais, il ne quitterait plus Maya. Il était inquiet, bien qu'il en eût honte devant elle.

Le ciel était chargé de nuages, l'allée qui conduisait à la villa de Maliniak presque noire. Elle était plantée d'arbres épais.

Il s'arrêta au milieu de la verdure pour attendre le signal de Maya.

On pouvait sans peine franchir le portail entrouvert pour se glisser sous la fenêtre de Maliniak, d'autant plus que la présence des arbres rendait l'obscurité totale.

Waltchak attendait toujours le signal : la flamme d'une allumette à la fenêtre. Il se sentait de plus en plus angoissé.

S'il ne s'était agi que de vol, il aurait certes eu peur, mais pas à ce point, et, en tout cas, différemment.

A ce péril concret s'en ajoutait un autre qu'il n'arrivait pas à définir.

A coup sûr, elle n'était pas normale.

Il n'était pas naturel qu'une jeune fille de sa classe se livrât à des gestes pareils (elle se compromettait avec lui) et se sauvât de chez elle...

Il se souvint que leur rencontre, dès le début, avait eu quelque chose de pas naturel.

Il aurait eu mille fois moins peur de cette opération s'il n'avait eu à l'accomplir avec Maya. Peut-être était-elle devenue folle ? ou bien malade ?

Enfin, la faible lueur d'une allumette brilla à la fenêtre de Maya et s'éteignit aussitôt. Le signe que Maliniak dormait.

Il attendit encore une dizaine de minutes, inspecta du regard les alentours pour voir si personne n'approchait et franchit tout doucement le portail. Il pouvait être une heure du matin.

Il glissa la tête par la fenêtre et tendit l'oreille. Il régnait dans la chambre de Maliniak un silence de mort...

Sans plus réfléchir, il enjamba l'appui et se figea, prêt à fuir au cas où quelque chose bougerait.

Mais rien ne remuait. Il fut frappé de ne pas du tout entendre la respiration de Maliniak. Il y avait là quelque chose d'anormal. Ne dormait-il pas, par hasard ?

Waltchak avança d'un pas et, de nouveau, s'arrêta. Ce silence ?

Il était déjà trop près pour reculer. Il se trouvait à deux pas du lit et put distinguer la tête de Maliniak. On aurait dit qu'elle était collée au mur.

Il ne dormait pas. Il regardait Waltchak, les yeux grands ouverts, exorbités même. C'était du moins l'impression qu'il donnait. Mais le plus frappant c'est que cette tête ne bougeait pas.

Waltchak recula machinalement, heurtant une lampe qui tomba avec fracas. La tête de Maliniak ne bougea pas ; il regardait toujours de ses yeux écarquillés, et il avait les lèvres bleues, presque noires.

Waltchak se jeta sur Maliniak, le secouant par le bras. La tête glissa sur le côté...

Maliniak agonisait... dans un silence complet, sans un souffle, les yeux fous. Seuls ses doigts se tordaient et se convulsaient...

Il avait au cou un nœud coulant bien serré. Le bout de la corde pendait du lit.

Quelqu'un avait étranglé Maliniak avec ce nœud juste au moment où Waltchak entrait dans la chambre. Mais qui ? Il n'y avait personne dans la pièce. Absolument personne ! A moins que quelqu'un ne se cachât sous le lit ?

Il regarda. Rien. Rien du tout. Personne dans la pièce... Qui donc avait tiré le nœud ? Qui l'avait étranglé ?

Ses cheveux se dressèrent sur sa tête. Il se précipita vers la fenêtre, franchit le rebord et s'enfuit droit devant lui dans l'allée.

C'était Maya qui avait étranglé Maliniak !

Ce ne pouvait être personne d'autre qu'elle ! Personne d'autre n'avait pu pénétrer dans la chambre. Personne n'avait pu entrer par la fenêtre, car il l'aurait vu.

Maya seule ! Elle s'était glissée dans la chambre, avait passé le nœud et tiré. En l'entendant entrer, elle s'était éclipsée. Inutile de chercher ailleurs ! Les faits étaient là dans leur accablante nudité.

Et c'est pour elle qu'il ressentait cette irrésistible inclination ! Elle lui plaisait tellement ! Il lui ressemblait ! Quelle affinité l'unissait à cette horrible folle furieuse ?

Waltchak n'arrivait pas à comprendre, mais il se sentait si profondément lié à elle que, quoi qu'elle fît, c'était comme si c'était lui. Comme si tout acte de Maya lui appartenait, était son acte à lui.

Tout à coup, comme mu par une inspiration soudaine, il sortit précipitamment son miroir de poche.

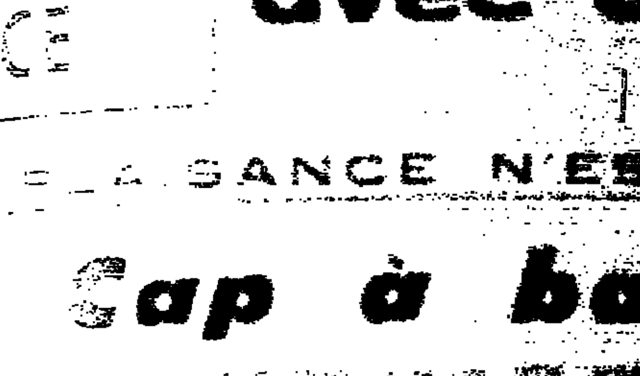
Il avait les lèvres bleues, presque noires !

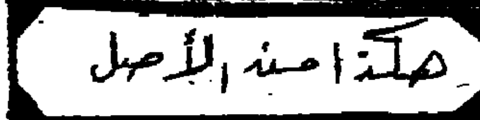
En même temps, il constata une espèce de relâchement, comme s'il était en train de se dérober à lui-même.

Il se mit à courir. En vain ; il sentait qu'il se perdait, qu'il s'échappait à lui-même, qu'il n'arrivait plus à se fixer. Quelque chose s'était emparé de lui. Il voulut crier, mais il ne pouvait plus. Les dents serrées, muet, il se précipita à l'aveuglette à travers champs, n'ayant en tête que l'image de ces lèvres bleues, mauvaises, monstrueuses, qui l'accompagnait partout.

(A suivre.)

© *Copyright* Stock et Rita Gombrowicz. Traduction Albert Mailles et Hélène Wlodarczyk.







FLANERIES

Le souvenir d'Ernest

par Witold Gombrowicz

Le Monde du tourisme et des loisirs

VACANCES EN FRANCE

L'océan avec d'autres embruns

LA PLAISANCE N'EST PAS TOUT

Cap à babord

« *SAINT-MALO, capitale du chômage et du tourisme de luxe, est l'exemple même de la situation coloniale de la Bretagne.* » En résumant ainsi sa position sur la « vocation touristique » de la Bretagne, la section malouine de l'Union démocratique bretonne (U.D.B.) a mis le feu aux poudres : une vingtaine de commerçants de la ville ont fermé boutique — un après-midi — pour protester contre la campagne d'information que mènent depuis plusieurs mois en Bretagne la C.F.D.T., la C.G.T., le P.S.U. et l'U.D.B.

Si le problème est ancien, il se pose avec plus d'acuité depuis les dernières élections municipales. Les nouveaux conseils municipaux d'union de la gauche tentent de respecter les revendications de leurs électeurs, tout en gérant la siuation reçue des municipalités précédentes. Ce n'est pas si simple.

Le réquisitoire des syndicats est sévère. Le tourisme, selon eux, n'est guère créateur que d'emplois saisonniers, souvent sous-rémunérés. La C.F.D.T. a ainsi distribué un questionnaire à trois cents jeunes saisonniers de la région malouine : « *les réponses*, fait-on remarquer à la C.F.D.T., *révèlent l'exploitation, parfois éhontée, dont sont victimes certains jeunes.* »

Parmi les jeunes saisonniers interrogés par la C.F.D.T., 36 % gagnaient moins de 8 francs par heure au cours du mois d'août 1976 ; 17 % percevaient même moins de 6 francs par heure, alors que le SMIC était à l'époque à 8,58 francs.

Au palmarès de l'exploitation, la C.F.D.T. décerne deux médailles : une médaille d'or à l'hôtellerie pour un *salaire moyen* horaire de 6,94 francs et une durée hebdomadaire de travail de cinquante cinq heures et demie ; une médaille d'argent au commerce pour un salaire moyen horaire de 7,20 francs et une durée hebdomadaire de travail de quarante-quatre heures.

Moins de luxe

La C.F.D.T. enfin, révèle trois cas d'exploitation « *cynique* » : Michèle, dix-sept ans, employée dans un hôtel pour faire le ménage et les menus travaux : quinze heures de travail par jour, 1 000 francs par mois (logée, nourrie) ; Luc, homme à tout faire dans un hôtel, travaille quatorze heures par jour sans aucune journée hebdomadaire de repos. Christiane, vendeuse, commençant sa journée à 7 heures du matin, la finissant à 23 heures, bénéficie d'une courte pause pour les repas et de 50 francs par jour.

Si les jeunes travailleurs interrogés ne cachent rien de leurs conditions de travail, ils ne s'en plaignent pas davantage : c'est le seul emploi qu'ils ont trouvé et ils ne tiennent pas à le perdre.

« *La vocation touristique de la Bretagne*, explique M. Yves Rouger, membre du bureau politique de l'Union démocratique bretonne et conseiller municipal de Concarneau (Finistère) *conduit actuellement au désert. Le tourisme de luxe accapare les plus beaux sites, construit des immeubles de grand standing, des marinas et des villas somptueuses fermées près de dix mois de l'année. Nous refusons que la Bretagne devienne l'un des parcs de loisirs de l'Europe.* »

Séduites par le tourisme, les collectivités bretonnes aujourd'hui déchantent. Les municipalités finistériennes du littoral sont convenues récemment de ne plus créer de ports de plaisance. Elles préfèrent augmenter le nombre de mouillages de bateaux moins prestigieux, moins pratiques sans doute, mais surtout moins onéreux pour les communes.

A Saint-Malo, l'ouverture d'un nouveau port de plaisance de neuf cents places, réalisé par la municipalité précédente, coûte cette année à la commune 1 562 000 francs. Cette subvention d'équipement est en partie responsable d'une augmentation de 60 % des impôts locaux décidée cette année par la municipalité d'union de la gauche. Ce port de plaisance étant déjà saturé, le nouveau conseil municipal de Saint-Malo a décidé de ne pas en construire un troisième.

« *Les charges sont trop élevées pour les villes touristiques*, explique M. Louis Chopier, maire de Saint-Malo (P.S.). *Nous devons tout prévoir pour satisfaire les besoins d'une population qui double, voire triple pendant deux mois de l'année : barrages pour l'alimentation en eau, stations d'épuration, usine de traitement des ordures ménagères. On devrait parvenir à un système de péréquation au niveau du V.R.T.S. entre communes touristiques et non touristiques.* »

On assiste déjà à un début de solution. A Concarneau, une zone d'aménagement concerté prévoyait la construction d'hôtels de luxe. Le nouveau conseil municipal d'union de la gauche vient de remplacer ce projet par un autre : la construction d'H.L.M. « *Une seule inquiétude*, souligne M. Rouger, *restera-t-il assez de travailleurs à Concarneau pour habiter ces H.L.M. lorsqu'elles seront construites ?* »

Le souci de tous les partis politiques de gauche et des syndicats est de rééquilibrer l'activité économique bretonne sans la *centrer comme par le passé sur* le tourisme. Les conseils municipaux n'ont pas toujours les moyens d'y parvenir.

Ils se contentent actuellement de modifier l'image touristique de la Bretagne. « *Un touriste ici*, estime M. Chopier, *est avant tout quelqu'un qui est avide de trouver un autre environnement. Nous avons la chance d'habiter une région magnifique. Nous y acceptons volontiers les visiteurs à condition qu'ils ne la dégradent pas et que nous gardions la possibilité d'y vivre toute l'année.* »

Près d'un million et demi de touristes (dont 60 % d'étrangers) sont passés en Bretagne au cours du mois de juillet. Un record. Jamais également le nombre de chômeurs n'a été aussi important. Une flottille de bateaux de plaisance ne résout pas tout.

ANDRÉ MEURY.

MOUSSE-TOURISTE

« *LE temps des vacances, c'est non seulement le temps des loisirs, mais aussi cette période privilégiée où l'on redevient ce que l'on voudrait être, ce que l'on aurait voulu être. Avez-vous remarqué combien ce désir de changement se manifestait dans notre comportement, notre attitude, notre manière de nous vêtir ou de nous coiffer ?* »

A ces considérations, M. Philippe Vonick, directeur de l'office du tourisme des pays de Lorient, en ajoute une autre : il a constaté un souci de plus en plus affirmé des visiteurs de découvrir véritablement le milieu dans lequel ils vivent pendant leurs vacances.

Témoin l'exposition « La mer vivante », organisée du 13 juillet au 13 août, par la chambre de commerce et d'industrie de Lorient, avec le concours de Radio-France et qui, en un mois, a vu passer plus de cinquante mille visiteurs. On pouvait y découvrir toutes les activités maritimes des animaux marins naturalisés, des aquariums, des maquettes, des informations précises sur les techniques de pêche et sur les espoirs suscités par les profondeurs.

Il fallait entendre les « *Oh !* » admiratifs d'un groupe de Parisiens, suivis d'un silence qui en disait long, lorsque sur l'écran passaient des images montrant un coup de chalut de 10 tonnes de lieus noirs. La stupéfaction est la même quand on leur explique qu'en moyenne, à Lorient, il faut 1 litre de fuel pour pêcher 1 kilo de poisson.

Souvent la découverte va plus loin. Bavardages et rapprochements avec les pêcheurs dans l'un des innombrables bistrots qui jalonnent les ports. « *On voudrait bien pêcher...* » On s'informe. On sympathise. Et rendez-vous est pris pour le lendemain. Souvent le matin de très bonne heure, vers 4 ou 5 heures.

Alors c'est la découverte des techniques et des lieux de pêche. Découverte d'un labeur souvent très dur. D'une vie ignorée. Ils sont nombreux les pêcheurs qui à Groix, à Quiberon ou à Lomener, acceptent, le temps de l'été, d'embarquer à leur bord un « mousse » ou deux de plus.

Mais la législation est sévère. Car il y a eu des abus. Quelques patrons profitaient de cet apport inopiné de main-d'œuvre à bon marché pour débarquer un ou deux [illegible]. « *Nous avons donc mis en place une réglementation* », explique M. Pellerin, administrateur en chef des affaires maritimes du quartier de Lorient. « *Nous donnons aux pêcheurs professionne l'autorisation d'embarquer des passagers (un sur les bateaux de moins de 2 tonneaux, quatre au maximum sur les bateaux de plus de 4 tonneaux), à condition que le patron ne soit pas dérogataire, c'est-à-dire qu'il possède les brevets nécessaires au commandement ; que* [illegible] *soit complet à bord et que les mesures de sécurité (brassières et engins collectifs de sauvetage) soient adaptées.* »

Dix amateurs sur le « Pirate »

Il s'agit d'une réglementation mise en place dans le quartier seulement. A l'île de Batz, Louis le Saout, *le Pirate*, embarque chaque matin dix amateurs sur son côtre, qui porte le même nom et qui navigue exclusivement à la voile. On se bouscule pour retenir sa place à bord, parce que *le Pirate* connaît les meilleures bases et qu'il sait animer ces sorties. Il en coûte 30 francs.

Quant à ceux qui organisent des sorties en mer sans avoir de rôle de pêche, ils doivent posséder un titre de navigation leur permettant de transporter des passagers. Dans quelques semaines, le tribunal maritime de Lorient aura à juger le propriétaire d'un bateau de Lomener qui avait pris à son bord dix personnes ; le bateau ne pouvait en accepter que six.

Le secrétariat général de la marine marchande a fait distribuer cet été un petit dépliant rappelant la réglementation et donnant aux plaisanciers des conseils. « *Apprenez à vos enfants et à vos proches à respecter le milieu naturel*, peut-on y lire. *Vous participerez ainsi à sa conservation. Abstenez-vous de capturer plus que vous ne pouvez consommer en famille : vous vous assurerez ainsi des parties de pêche fructueuses pour les années à venir. Ne vendez pas le produit de votre pêche : c'est interdit par la loi et vous porteriez préjudice aux marins pêcheurs dont c'est le métier ; votre activité doit rester un sport et une détente, non devenir concurrente de celle des professionnels.* »

De son côté, la Fédération nationale des pêcheurs - plaisanciers (1) rappelle à ses adhérents qu'ils ne peuvent pêcher qu'à bord d'un navire immatriculé auprès des affaires maritimes, muni d'un titre de navigation, que le nombre des engins autorisés par le décret du 13 juillet 1971, est pour les lignes, de douze hameçons au maximum, de deux palangres munies chacune de trente hameçons au maximum, de deux casiers à crustacés, d'une foëne, d'une épuisette ou salabre et d'un trémail d'une longueur maximum de 50 mètres.

Ces conseils semblent avoir porté leurs fruits. Depuis le début de l'été, aucun conflit entre pêcheurs professionnels et plaisanciers n'a encore été signalé. Il y a deux ans, la guerre était quotidienne.

JEAN-YVES MANAC'H.

(1) Fédération nationale des pêcheurs-plaisanciers, 24, rue Guy-de-Maupassant, Lanester (Morbihan).

Cette mer qui soigne

Du soleil dans l'eau froide


(Dessin de PLANTU.)

SES médecins n'expliquent sans doute pas les choses aussi simplement, mais Mme Louise n'est pas loin de penser que la thalassothérapie ce n'est après tout qu'un peu de soleil dans l'eau froide. A soixante-dix ans, Mme Jacquelin, retraitée après une longue carrière dans un service commercial, a quitté son appartement parisien de la rue Vavin pour suivre, à Sainte-Marie, dans l'île de Ré, sa première cure de bains de mer. Paris au mois d'août est une ville sans amis. L'île de Ré, dans la bousculade de l'été, offre la garantie d'une solitude surveillée à condition d'y mettre le prix : 1 063 F pour deux semaines à l'Institut Neptune, et 180 F par jour en prenant pension dans l'hôtel trois étoiles tout proche des installations médicales. Moyennant quoi, elle est en droit d'espérer, comme une centaine d'autres curistes, que le calme, le repos et la mer, qui est toujours bonne, feront du bien à ses rhumatismes et, pourquoi pas, lui épargneront des ankyloses encore plus sournoises. Les bains, les massages, les soins, occupent déjà, si l'on s'arrange pour faire durer le plaisir, une bonne moitié de la journée. Et, comme c'est tout de même un peu fatigant, le reste du temps, « je récupère », avoue Mme Louise, épanouie dans sa robe à pois.

Sieste, mots croisés, apéritif matin et soir, et deux paquets de gauloises vertes par jour. Revenue l'été dernier d'une cure pour maigrir avec trois kilos supplémentaires, Mme Jacquelin est sans illusions excessives sur les bienfaits qu'on lui promet aujourd'hui, mais elle reconnaît qu'elle dort bien la nuit et qu'elle promène, jour après jour, un regard plutôt amusé sur le monde qui l'entoure.

A l'heure des repas, la pensionnaire de la table n° 7, saluée par Jacques, le grand maître d'hôtel aux allures de danseur espagnol, voit défiler les habitués : le colonel de cavalerie en retraite, cheveux argent ondulés, maintien raide et rosette à la boutonnière, qui boit très frais le « petit sergent », le vin rouge de l'île ; Olivier, un bambin de trois ans qui accompagne sa maman ; un propriétaire du Sud-Ouest aux allures de gentleman-farmer ; une dame qui porte aussi crânement son âge que le bermuda écarlate et la casquette américaine : Suzy Solidor.

Pour Monique Pénicaud, la cinquantaine mélancolique, cheveux blonds et teint brique, la cure est un alibi à l'ennui. Elle a déjà plongé dans les bains bouillonnants de Roscoff et de Saint-Trojan, dans l'île d'Oléron. Sans beaucoup d'entrain. La thalassothérapie, dit cette secrétaire parisienne, c'est une bonne chose quand on n'est pas vraiment malade, mais qu'on ne se sent pas très bien non plus. Et puis elle confie, les yeux baissés, que la mer lui fait peur.

MICHEL GUILLET.

(Lire la suite page 10.)

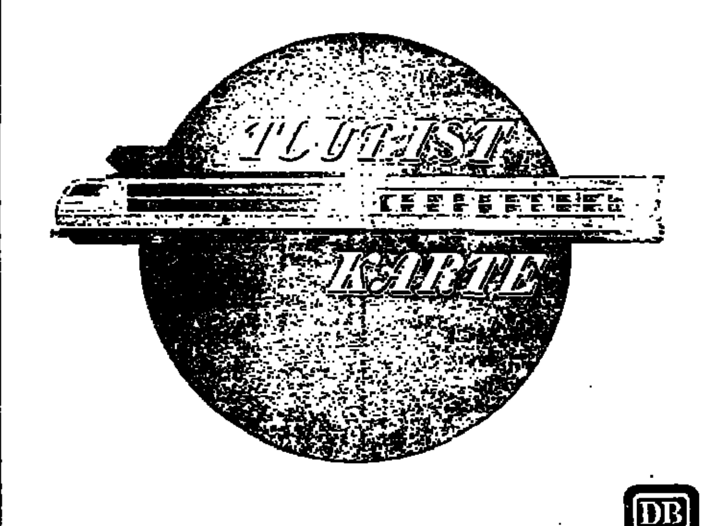
AIR ALLIANCE c'est L'ANTI-CLUB

SEPTEMBRE, OCTOBRE, sont les meilleurs mois en AFGHANISTAN
— Route du Centre 24 j. 5.990 F. Départ : 4 et 18-9, 2-10
— Carrefour du Monde 17 j. 6.140 F. Départ : 2-10 et 23-10 (SPECIAL BOUZKACHI)
— Du Khyber à l'Indus 21 j. 6.980 F. Départs : 3-9 et 1-10

4, rue de l'Echelle - 75001 Paris
3 bis, rue de Vaugirard - 75006 Paris
Tél. : 260.74.93 & 44.69 - 325.76.25
ou chez votre agent de voyage

Nom
Adresse
Code Postal
Ville M 11
désire recevoir gratuitement votre brochure.
Lic. A 744

Découvrez davantage la République Fédérale d'Allemagne tout en dépensant moins.



DB

Avec la nouvelle Carte touristique.

Une nouvelle initiative du Chemin de Fer Fédéral Allemand vous permet de voyager en Allemagne dans des conditions particulièrement intéressantes et agréables.

Avec la Carte touristique de la DB, vous pouvez emprunter n'importe quel train régulier pour vous déplacer aussi souvent et aussi loin que vous le voulez, et ce pendant 9 ou 16 jours. En 2ème classe, le billet ne coûte (*) que 420.– F. ou 605.– F. respectivement, et en 1ère 605.– F. ou 840.– F.

En vente à partir du 1er Mai 1977 dans les grandes gares de la SNCF et dans votre agence de voyages ainsi qu'auprès du Chemin de Fer Fédéral Allemand 24, rue Condorcet 75009 Paris – Tél.: 878-50.26. La République Fédérale d'Allemagne vous souhaite la bienvenue.

La Carte touristique de la DB. Pour visiter l'Allemagne.

COUPON
Pour obtenir des renseignements supplémentaires envoyez le coupon au Chemin de Fer Fédéral Allemand 24 rue Condorcet – 75009 PARIS
Nom
Prénom
Rue
Ville

Tourisme

Du soleil dans l'eau froide

(Suite de la page 9.)

La santé justifie les audaces et les sacrifices. La cure d'été lui offre un meilleur hiver. Elle est venue à Sainte-Marie-de-Ré avec sa nièce, Suzanne Ducout, infirmière militaire : chambre et soucis partagés. « *Nous ne nous sommes pas du tout amusées, mais nous allons repartir détendues.* » Seule Suzanne a osé pendant son séjour se mêler à la foule des plages pour se baigner, et encore une seule fois. Par timidité, sans doute, elles n'ont participé ni l'une ni l'autre à la balade dans l'île organisée par l'hôtel. Au volant du minibus, André Barret, quarante ans, l'homme à tout faire de l'établissement, plombier, jardinier et archéologue à ses heures. Il sait beaucoup de choses, c'est vrai, a reconnu Mme Louise, mais « *je me demande s'il a eu raison de dire en visitant l'église romane d'Ars-en-Ré que tout était d'époque, y compris les raccords de plâtre* ».

Séjournant dans sa famille à La Couarde, Mme Danièle Soden, trente-six ans, fait pour la deuxième année une cure de trois semaines. Cette femme sportive aux cheveux courts est médecin au dispensaire de Niamey. Elle soigne trois cents enfants chaque jour. La thalassothérapie l'a tentée après avoir vu *Traitement de choc* au cinéma. Elle la trouve extrêmement tonique et l'on peut en attendre beaucoup si l'on respecte l'esprit de la cure. Les trois quarts du traitement, c'est dans la tête que ça se passe.

Avis partagé par Jacques Destoop, de la Comédie-Française. Gros peignoir blanc à poil ras mais barbe de trois jours. Sans faire appel au répertoire classique, il fait référence aux Grecs et aux Romains pour confier, gravité appuyée et voix dans le masque : « *Les cures marines sont une forme de morale.* » Un temps, et le sens pratique reprend le dessus : « *En quinze jours, je gagne trois semaines de repos.* »

La vigne du père Amédée

En deux saisons, l'Institut Neptune a gagné le double de clientèle, mais il peut accueillir encore deux fois plus de curistes, soit à peu près deux cents. Sur cette côte, jadis, les pilleurs d'épaves attiraient les bateaux en accrochant la nuit des lanternes aux cornes des bœufs pour tromper les navigateurs. Aujourd'hui, les rivages, toujours familiers aux compagnies de goélands bien nourris, sont parfaitement hospitaliers, mais ils ont gardé un caractère sauvage surprenant par rapport au tohu-bohu général de l'île en été. Le varech sent fort, mais le vent est doux au point que les nids sont toujours hauts dans les arbres. Les belles installations créées en 1976 par une association de médecins de Paris sont entre la mer et les raisins. Convaincu non sans peine qu'il y allait de l'intérêt du pays, le père Amédée a donné sa grande vigne au propriétaire du terrain sur lequel les bâtiments ont été construits. Quand il passe sur la route à vélo, il force l'allure pour ne pas voir les raisins perdus. A quatre-vingt-neuf ans, il a le cœur tendre, mais il pédale sec et il ne connaît des bains de mer que ce qu'on lui en a raconté.

MICHEL GUILLET.

Rien ne va plus sur le « A.E. 787 »

Le vol « A.E. » (Air Ceylan) 787 du 24 juillet dernier (Colombo-Paris) devait partir de Colombo à 0 h. 15. Les passagers, parqués dans l'aérogare où des marchands multiples proposent des « saphirs » aux couleurs étranges, payables en dollars, devront attendre cinq heures pour qu'un DC-8 — dont les revêtements intérieurs tiennent avec... des punaises — veuille bien les embarquer. Leur nuit blanche déjà bien entamée, les passagers s'endormiront juste à temps pour qu'on les réveille à l'arrivée à Bahrein. Escale. Il fait déjà grand jour. Deuxième escale à Rome. Troisième à Zurich — interdiction de descendre. L'attente au sol se prolonge, sans qu'un seul mot d'explication soit fourni par un équipage au demeurant goguenard et reposé qui, lui, a relayé le premier, disparu à Bahrein. L'avion arrive à Paris avec sept heures de retard : 19 h. au lieu de midi. Aucun renseignement sur le vol n'a été fourni à ceux qui sont venus attendre les voyageurs à Orly. Rien, sauf la mention « retardé ». De combien d'heures ? Personne ne sait.

Enfin, divine surprise, quand les voyageurs, harassés, iront récupérer leurs bagages, un certain nombre d'entre eux, stupéfaits, découvriront les fermetures arrachées, tous leurs effets personnels dûment « visités », livres déchirés, produits de toilette répandus, thé sacro-saint de Ceylan éparpillé. Ceux à qui il reste quelque force iront porter plainte. Auprès de qui ? Il n'y a pas de bureau d'Air Ceylan, c'est le comptoir « Aéroport de Paris » qui reçoit les doléances. Etonnement de l'hôtesse : « Ah ! ça arrive. Mais d'habitude les voyageurs sont tellement fatigués qu'ils n'ont pas la force de porter plainte. Ils n'ont qu'une idée : rentrer chez eux. » C'est dommage.

CLAIRE BRISSET.

Modes du temps

LE MANTEAU TRICOTÉ



Croquis de MARCQ.

Le vêtement sans col est une des grandes tendances des collections d'hiver des couturiers parisiens, qui le remplacent par des jeux d'écharpes ou de châles, souvent à contrastes, voire des capuchons à longs pans.

Ce manteau, créé par Alain Derda pour Welcomme Pernelle, avec son effet de taille haute, allonge la silhouette par l'aisance de sa carrure et sa longueur sous le mollet. Il se tricote en fils givrés et vison, à empiècements et manches d'un seul tenant.

Pour obtenir la recette et le schéma de ce modèle réservé aux lectrices du « Monde », envoyer une enveloppe timbrée à votre nom au Club du tricot Welcomme Pernelle, 150, rue du Faubourg-Poissonnière, 75480 Paris Cedex 10.

Jeux

échecs N° 723

ROI AU CENTRE

(Tournoi international de Leningrad, 1977.)

Blancs : Y. BALACHOV
Noirs : S. MARIOTTI

Gambit de la D. Défense slave. Système de Méran.

1. d4	Cf6	21. Db5 ! (k)	g6 (l)
2. Cf3	d5	22. Df3 ! (m)	Ré8
3. ç4	ç6	23. Cb5 ! (n)	D×a4
4. Cç3	é6	24. Cd6+ !	F×d6
5. é3	Cb-d7	25. é×d6	Dd7
6. Fd3	d×ç4	26. F×b6	D×d6
7. F×ç4	b5	27. Tf-é1 ! (o)	Tç3
8. Fd3	Fb7	28. Dé4 !	Ta-ç8
9. é4 (a)	b4	29. Ta-d1 ! (p)	Rd7 (q)
10. Ca4	ç5 (b)	30. Dd4 ! (r)	Tç8-ç5 (s)
11. é5	Cd5	31. Ff4 !	Df8 (t)
12. d×ç5b (c)	C×ç5 (d)	32. D×b4 (u)	Da8
13. Fb5+ !	Cd7 (e)	33. Da4+	Ré7 (v)
14. Fg5 !	Da5 (f)	34. Fg5+	f6 (w)
15. F×d7+	R×d7	35. Dé4 ! !	Cç7 (x)
16. 0-0- (g)	Fç6 (h)	36. F×f6+ ! ! (y)	R×f6
17. b3	F×a4	37. Db4+	g5 (z)
18. b×a4	h6 (i)	38. Dh6+	Rf5 (aa)
19. Fé3	Fé7	39. Td4 ! (ab)	abandon (ac)
20. Cd4 ! (j)	Th-ç8		

NOTES

a) A nouveau le « système de Méran ». Nous avons vu dans nos récentes chroniques comment Kortchnoï mystifia Polugaïevsky en abandonnant la suite traditionnelle 9. é4 au profit de la variante 9. 0-0-, b4 ; 10. Cé4, Fé7 ; 11. C×f6+, C×f6 ; 12. é4. Les Blancs entrent ici dans la voie connue de l'occupation immédiate du centre.

b) La pointe d'une variante contestée par les uns, défendue par les autres. Par rapport à la variante classique de Méran, les Noirs ont économisé le coup a6 et gagné ainsi un temps. Le revers de ce système est de permettre aux Blancs de déroquer le R ennemi.

c) Dans cette position, on a souvent analysé deux possibilités importantes : *12. 0-0* et *12.* C×ç5. Par exemple, 12. 0-0, ç×d4 ; 13. Té1, g6 ; 14. Fg5, Da5 (Gligoric-Ljoubojevic, 1976) ou 12. C×ç5, C×ç5 ; 13. d×ç5, Fç×5 ; 14. 0-0 (si 14. Fb5+, Ré7 ! ; 15. Fg5+, f6 ; 16. é×f6, g×f6 ; 17. Fh4, Cf4), b6 ! ; 15. Cd2, Cç3 ; 16. Dç2 !, Dd5 ; 17. Cf3, Td8 ; 18. Cé1 ! (Polugaïevsky - Mecking, 1975). Le grand maître soviétique a recours ici à une suite simple et moins jouée.

d) Après 12..., F×ç5 ; 13. C×ç5, C×ç5 ; 14. Fb5+, Ré7 ; 15. Dd4 menaçant 16. D×ç5 et 16. Fg5+ la situation des Noirs, privés de leurs deux F, n'est pas agréable.

é) Forcé puisque 13..., Ré7 perd après 14. C×ç5.

f) 14..., Fé7 ; 15. F×é7, D×é7 laisserait les Noirs sans la paire de F et avec des cases noires faibles, notamment d6. Outre cet aspect positionnel, il n'est pas possible aux Noirs d'envisager la suite 14..., Fé7 ; 15. Cç5 ! La sortie de la D est donc nécessaire (si 14..., Dç7 ; 15. Tç1) et perd le roque.

g) Une position intéressante qui n'est cependant pas très claire. Les Blancs ont forcé leur adversaire à laisser leur R au centre, mais c'est leur seul avantage, difficile à exploiter. Les Noirs ont la paire de F et apparemment des pièces actives.

h) Le Ca4 est gênant, mais 16..., b6 ; 17. Fé3, Fé7 semble préférable à cet abandon de la paire de F.

i) Si 18..., Fç5 ; 19. Cd2 !

j) Début d'une belle stratégie. Les Blancs ne craignent pas l'ouverture des lignes, en raison de la présence du R noir sur d7. Si 20..., C×é3 ; 21. f×é3 *menaçant* 22. T×f7 *et* 22. Cb5+. Il est clair que les Noirs doivent conserver leur puissant Cd5, défenseur du Rd7.

k) Menace 22. D×f7.

l) Si 21..., Ré8 ; 22. C×é6 !

m) Et non 22. D×h7, C×é3 ; 23. f×é3, Th8 ; 24. D×f7, D×é5 !

n) Afin de gagner la maîtrise des cases noires.

o) Les Blancs ont un pion de moins pour une attaque avec des moyens limités contre un R au centre.

p) La pression sur le R se fait sentir en raison de la menace 30. T×d5.

q) Si 29..., Tç8-ç5 ; 30. Fé3 !

r) Menace 31. D×a7+.

s) Si 30..., Dç5 ; 31. Df6, Ré8 (si 31..., Dé7 ; 32. D×é7+, R×é7 ; 32. T×d5) ; 32. Dh8+, Rd7 ; 33. Dg7, Ré8 ; 34. Dg8+, Ré7 ; 35. Fg5+, f6 ; 36. Dg7+, etc.

t) Si 31..., D×f4 ? ; 32. D×f4 et le Cd5 reste cloué. Après 31..., Db6 ; 32. Dg7 le pion f7 est perdu à cause de 32..., Ré8 ; 33. Dg8+, Ré7 ; 34. Fg5+, etc.

u) Les Blancs ont récupéré le pion sacrifié et conservent leur attaque sur le R cloué.

v) 33..., Tç6 ne vaut guère mieux après 34. Td4 !

w) Si 34..., Rf8 ; 35. Dh4 !, Rg7 ; 36. T×d5 ! suivi de 37. Ff6+ et du mat. Si 34..., Rd6 ; 35. Fé3 ou Fç1.

x) Si 35..., f×g5 ; 36. D×é6+, Rf8 (si 36..., Rd8 ; 37. Dé8+ et 38. D×a8) ; 37. T×d5 !, D×d5 ; 38. Dé3+, Rg7 ; 39. Té7+, suivi du mat ou 37..., T×d5 ; 38. Df6+, Rg8 ; 39. D×g6+, Rh8 (f8) ; 40. Df6+ et 41. D×ç3. Si 35..., Dç6 ; 36. D×g6 ! et si 35..., Dé8 (Dg8) ; 36. T×d5 !

y) Le C défenseur a reculé. C'est la fin du fragile rempart du R noir.

z) Si 37..., Rf7 (g7) ; 38. Td7+.

aa) Si 38..., Ré7 ; 39. Dg7+, Ré8 ; 40. Td7 ! et si 38..., Rf7 ; 39. Td7+.

ab) Menace 40. g4 mat.

ac) Si 39..., g4 ; 40. Tf4 mat.

SOLUTION DU PROBLEME N° 722

E. RUCHLIS, « Szachy », 1971
Premier prix

(Blancs : Rg3, Dh6, Ta4 et d7, Fa6, Cé3 et g7. Noirs : Ré4, Db8, Tç1, Fb1, Cd1 et d4, Pç3, é5, é7 et h7. Mat en deux coups.)

1. Cf1 ! ! menaçant 2. Dç6 mat ; 2. D×h7 mat ; 2. Dh1 mat et 2. Dh4 mat.
1..., Df8 ; 2. Dç6 mat.
1..., Db5 ; 2. D×h7 mat.
1..., D6 ; 2. Dh1 mat.
1..., Db4 ; 2. Dh4 mat.
Essais : 1. Cd5 ?, Df8 ! ou 1. Cf5 ?, Db5 ! ou 1. Cg2 ?, Dd6 ! ou 1. Cg4 ?, Db4 !

PROBLÈME

V. Bartolovic

(1970)

BLANCS (10) : Rç8, Tb3 et f5, Fç2, Cd5 et f3, Pa6, b4, d2 et é2.
NOIRS (5) : Rb5, Pa7, ç3, d6 et é3.

Les Blancs jouent et font mat en deux coups.

CLAUDE LEMOINE.

Tournoi des candidats

LA VICTOIRE DE SPASSKY DANS LA QUATORZIÈME PARTIE

Voici la quatorzième partie du match Portisch - Spassky gagnée par ce dernier *(nos éditions du 19 août)*.

Blancs : PORTISCH
Noirs : SPASSKY
Nimzo-Indienne.
Variante Rubinstein.

1. d4	Cf6	28. a3	Ff5
2. c4	e6	29. Ff2	a5
3. Cc3	Fb4	30. Ca2	Cd6
4. e3	c5	31. h3	Tc7
5. Fd2	d5	32. Td2	Cb5
6. Cf3	0-0	33. a4	Ca3
7. 0-0	b6	34. Fg3	Te6
8. c×d5	e×d5	35. Td3	Cb1
9. Ce5	Te8	36. Td1	Te2
10. Fd2	Fa6	37. T×b1	T×a2
11. F×a6	C×a6	38. Ff2	h5
12. Da4	Dc8	39. Fe3	g5
13. Tac1	Db7	40. h4	g×h4
14. Dc6	Tab8	41. b1	Cc7
15. Tc2	F×C3	42. Ff4	Cf5
16. F×Fc3	Ce4	43. Rg1	Cd4
17. Fe1	f6	44. Fe7	h3
18. D×b7	T×b7	45. g×h3	C×f3+
19. Cd3	C×d4	46. Rh1	T×a4
20. e×d4	Cc7	47. b×a5	b×a5
21. f3	Cd6	48. Tb5	Tc4
22. Ff2	Ce6	49. Fg3	Re6
23. Cb4	Td7	50. T×a5	Ce5
24. Td1	Rf7	51. Ta6+	Rf5
25. Rf1	Tc8	52. Td6	h4
26. T×c8	C×c8	53. Fh2	Tc1+
27. Fg3	Ce7		aband.

bridge N° 720

DOULOUREUSE AGONIE

Sauf quand on a une bonne attaque dans une autre couleur, il est normal d'entamer un as contre un chelem à la couleur. *Mais Ouest craignit que cet as ne* soit coupé, et il préféra essayer autre chose. Hélas ! cette décision fut fatale car la défense, victime du coup de l'agonie, ne put faire que son as d'atout !

♠ A R 10 8 2
♥ R 10 7 4
♦ V 7 5 3
♣ —

Ouest : ♠ D 9 3 ♥ A V 6 5 3 ♦ — ♣ R 9 8 7 6
Est : ♠ V 6 4 ♥ D 9 2 ♦ A 10 ♣ D V 10 3 2

♠ 7 5
♥ 8
♦ R D 9 8 6 4 2
♣ A 5 4

Ann. : E. don. E.-O. vuln.

Ouest	*Nord*	*Est*	*Sud*
X...	Kaplan	Y...	Mathe
—	—	passe	1 ♦
1 ♥	1 ♠	2 ♥	3 ♦
3 ♥	6 ♦	*contre*	*passe...*

Ouest ayant entamé le 3 de pique, *comment Mathe, en Sud, a-t-il gagné* le PETIT CHELEM A CARREAU contre toute défense ?

Réponse :

Il y avait l'as de cœur à perdre en plus de l'as d'atout, mais, avec l'entame à pique, la situation n'était plus désespérée, car il était possible de gagner si Est avait *D V* de pique secs (avec ou sans carreau), ou bien trois piques avec as 10 de carreau.

Mathe tira donc aussitôt as roi de pique et, le 10 de pique n'étant pas affranchi, il a coupé un pique en espérant que la couleur serait bien partagée. Il est ensuite monté au mort en coupant un trèfle et a joué le quatrième pique, qui était maître. Est coupa avec le 10 de carreau et Sud surcoupa. Le déclarant remonta au mort par une seconde coupe à trèfle et rejoua le cinquième pique, sur lequel *Sud défaussa automatiquement son cœur perdant*, tandis que Est coupait *avec l'as* d'atout !

On voit que le coup de l'agonie est une variante des jeux de réduction d'atout, mais, au lieu que le déclarant se raccourcisse, *c'est l'adversaire qu'il faut raccourcir...* Ce coup est d'ailleurs moins rare qu'il n'en a l'air, et la donne qui va suivre en sera une illustration assez complexe.

LE RACCOURCISSEMENT DU MORT

En principe, il est avantageux de couper avec la main courte, mais il arrive parfois que le raccourcissement des atouts du mort mette le déclarant en difficulté, comme dans cette donne du championnat d'Europe des dames de Tel-Aviv, où la réussite de la manche à carreau est un véritable problème.

♠ R D 9 8 6
♥ D 9 5 4
♦ V 9 2
♣ 3

Ouest : ♠ V 4 3 2 ♥ R 6 2 ♦ — ♣ R V 9 8 4 2
Est : ♠ 10 7 ♥ V 8 7 ♦ R 8 5 3 ♣ A D 10 7

♠ A 5
♥ A 10 3
♦ A D 10 7 6 4
♣ 6 5

Ann. : O. don. Pers. vuln.

Ouest	*Nord*	*Est*	*Sud*
G. Diaz	Berman	Issachen	Esters.
passe	passe	passe	1 ♦
2 ♣	2 ♦	3 ♣	passe
passe	3 ♠	passe	5 ♦...

Ouest ayant entamé le 8 de trèfle, *comment Sud peut-elle gagner* CINQ CARREAUX contre toute défense ?

Note sur les enchères :

Certaines de ces enchères sont discutables : le « passe » de Sud sur « 3 ♣ » est assez étonnant avec 3 et demi levées d'honneurs et une couleur de six cartes qui a été soutenue. Mais peut-être le scoring (transcription des donnes) a-t-il été défectueux ?

En tout cas, sur « 3 ♠ », Sud a su cette fois bien réévaluer sa main...

PHILIPPE BRUGNON.

dames N° 48

SUBTILITÉ SUR CONTRE-ATTAQUE

(Championnat des Pays-Bas 1977)

Blancs : JANSEN
Noirs : HERMELINK
Ouverture Raphaël

1. 32-28	20-24	17. 32×12	8×17
2. 34-30 (a)	17-21	18. 45-40	21×32
3. 31-26 (b)	18-23	19. 32×27 (j)	3-8 (k)
4. 26×17	23×32	20. 43-38	8-12
5. 37×28	12×21	21. 50-45	13-18
6. 30-25	13-18 (c)	22. 39-34 (l)	17-21
7. 38-32	7-12	23. 38-32	12-17
8. 43-38 (d)	11-17	24. 44-39	17-22 (m)
9. 41-37 (e)	6-11	25. 41-36	22×31
10. 36-31	21-26 (f)	26. 36×27	18-23 (n)
11. 46-41	17-21	27. 47-41 ! (o)	26-31 (p)
12. 40-34	8-13	28. 37×17	11×31
13. 31-27	2-8	29. 41-36 !! (q)	31-37 (r)
14. 34-30 (g)	1-6	30. 32×41	Abandon. (s)
15. 49-43	12-17 (h)		
16. 28-22 ! (i)	17×28		

NOTES

a) Enchaînement classique en vue de limiter les possibilités de développement de l'aile gauche adverse après (20-24) qui est un début fermé notamment par comparaison avec (19-23) offrant un jeu très ouvert dans la phase initiale.

b) Peut faciliter le développement de l'aile gauche et, en particulier, de la grande diagonale (46 à 28 pour les Blancs), si les Noirs ne ferment *pas le jeu par (11-17) ou par (12-17).*

c) En vue peut-être d'une continuation classique : (18-23) et développement des ailes en fonction de cette (éventuelle) occupation du centre.

d) Les Blancs équilibrent leur position par un jeu classique au centre. Seul leur pion à 25 (pion à la bande) constitue une petite faiblesse.

e) Le fait de poursuivre d'une manière classique après l'occupation du centre (case 28) suppose la « sortie » du pion à 46, laquelle évite dans bien des cas la paralysie de l'aile gauche.

f) Les Noirs diffèrent toujours l'occupation du centre et maintiennent sans relâche leur pression sur l'aile gauche par des manœuvres d'encerclement à l'image des tendances modernes.

g) Enchaînement par la formation classique du « trèfle » : pions à 25, 30 et 35.

h) (18-23) eût sans doute réduit le désavantage des Noirs qui, du fait en particulier de leur début fermé (20-24), conservent une aile gauche trop massive (notion d'occupation équilibrée du terrain).

i) Les Blancs accentuent leur avantage en coupant l'aile droite adverse de l'aile gauche et en donnant encore plus d'efficacité au « trèfle ».

j) Ce pion à 27 est un « pion taquin » ou pion qui peut avoir, en fin de partie, la valeur de deux pions adverses placés à la bande.

k) Mobilisation du « pion savant » avec pour conséquence directe la suppression de l'utile formation de pionnage 3, 9, 14 pour, enfin, développer l'aile gauche dans l'hypothèse de l'occupation de la case centrale 23.

l) Le coup de dame par 27-21 (16×27) 25-20 (14×25) 38-32 (27×29) 34×3 (25×34) 40×20 (15×24) ne donnerait que l'égalité car après 3-25 (4-9) et (17-21). Mais le « trait » est aux Noirs.

m) Si (18-23 ?) 33-28 (23-29) 34×23 (17-22) 28×17 ! (m') (11×31) 40-34 *(19×28) 32×23, etc. B + 1.*

m') 27×18 ? (26-31) 37×17 (11×44) 40×49 (19×46) 30×19 (14×12 !) +

n) En raison de la complexité du jeu, il est encore impossible de dire si cette occupation (tardive) du centre réduit le désavantage positionnel des Noirs.

o) Coup très fort comme va le prouver la fin de cette partie.

p) Les Noirs tombent dans un joli piège qu'ont tendu les Blancs en venant de jouer 47-41 !

q) Force le gain du pion dans toutes les variantes et en particulier sur la contre-attaque (23-29) envisagée par les Noirs au vingt-septième « temps ».

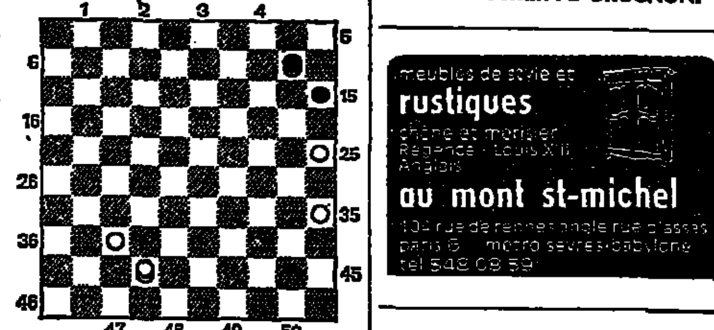
Sur (23-29) aurait en effet suivi une remarquable subtilité : 36×27 !! (29×47) dame, mais les Blancs auraient répliqué par 25-20 (14×25) 39-33 (47×29) 34×3, etc. +

r) Sacrifice inévitable donc, interdisant la prise par 42×31 ??

s) De longues analyses démontrent que la partie était effectivement perdue.

L. SIGAL

(1977)



Les blancs jouent et gagnent
(Solution dans la prochaine chronique.)

SOLUTION DE LA FIN DE PARTIE PUBLIEE DANS LA CHRONIQUE NUMERO 47

14-19 !! (25×3) 43-25 ! (27-32 A) 19×37 ! (3-8) 37-42 ! [menace le 42-21] (35-40 B) 25-34, etc. +

A) (3-8) 19×3 (27-32 a) 25-3 (12-18) 3-12, etc. +

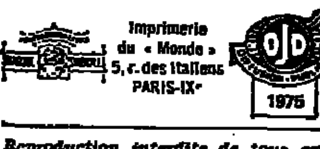
a) (35-40) 2-39 (40-45) 39-40, etc. +

B) (8-3) 42-20 ! et les Noirs sont « mat » !

JEAN CHAZE.

meubles de style et
rustiques
chêne et merisier
Régence - Louis XIII
Anglais
au mont st-michel
104 rue de rennes angle rue d'assas
paris 6 - métro sèvres-babylone
tél 548 09 59

Edité par la S.A.R.L. *le Monde.*
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

TRUCS

● *Litza Bain a pensé* à celles qui restent à Paris au mois d'août, en leur proposant de s'initier à la peinture sur soie à Montmartre. Elle y donne ses cours pendant un stage de week-end, les vendredi 26, samedi 27 et dimanche 28 août. On y apprend les techniques de base et on emporte ses réalisations. (Litza Bain, 24, rue Yvonne-Le-Tac, 75018 Paris. Téléphone 254-33-33.)

● *Un fabricant de colles* pour le bâtiment vient de lancer une gamme de produits destinés aux bricoleurs. Elle comprend quatre produits de préparation des murs (dont un enduit de rebouchage en poudre : « Masticmur universel »), un plastifiant pour rendre les papiers peints lessivables, quatre colles pour les différents types de papiers peints (légers, épais, gaufrés, vinyls, paille, etc.) et six colles pour les revêtements de murs et de sols (« Quelyd-décor », Sté Emuldo, en vente dans les magasins de bricolage).

● *Même pendant votre absence de la maison*, un « enclencheur temporisé » peut mettre un appareil électrique en marche à l'heure désirée. Il s'agit d'un petit boîtier cubique de 7 centimètres d'arête qui relie à une prise de courant une cafetière, une rôtissoire, un petit radiateur d'appoint ou tout autre appareil. On peut le programmer jusqu'à douze heures d'avance.

(Cadillac, 90 francs environ, chez les électroménagistes.)

● *Pour prendre des mesures au sol*, sur les murs, sans papier ni crayon, un petit compteur mécanique mesure en roulant jusqu'à 99,99 mètres. Ce parallélépipède de 10 × 3 × 3 cm est muni d'un manche télescopique qui permet d'atteindre le haut des murs sans acrobatie.

(« Rotarul », 59 francs environ, au B.H.V. et à la Samaritaine.)

Hippisme

DEAUVILLE TOUS AZIMUTS

DEFAITES de *Blushing Groom* à Deauville et de *Lightning* à York ; début des ventes de yearlings ; exportation probable de deux des quatre derniers grands étalons qui nous restaient : il y a comme un tassement dans la ligne droite de l'actualité hippique.

Sans avoir recours à l'enquête d'office, on est tenté de donner la course au double revers de Deauville et d'York, ne serait-ce qu'en raison des implications de personnes qu'il est susceptible de comporter.

On pouvait penser que, revenant sur 1 600 mètres, qui est pour lui l'altitude de l'Olympe, *Blushing Groom*, le merveilleux petit dieu rouge d'un printemps extasié, allait retrouver les envolées de la poule d'essai. Or, *Flying Water*, redevenue, elle, la grande pouliche du printemps 1976, après un séjour aux Etats-Unis où elle était allée consulter les maîtres de la chirurgie osseuse, lui a coupé les ailes d'une demi-longueur. Double tentative d'explication : pour les uns, Henri Samani, le jockey de *Blushing Groom*, n'a pas été inspiré en retenant son cheval jusqu'à 600 mètres du poteau ; pour les autres, *Blushing Groom* n'a peut-être été exceptionnel jusqu'au printemps que pour la raison qu'il était exceptionnellement précoce.

La discussion a des prolongements imprévus : Samani donne une interview dans laquelle il laisse entendre qu'il a monté selon les ordres et s'étonne (suivez son regard) qu'on n'ait pas donné un cheval de jeu à son partenaire pour assurer le train. L'entraîneur de *Blushing Groom*, François Mathet, rétorque qu'il ne donne jamais d'ordres rigides et que c'est à un jockey (suivez à son tour son regard) d'adapter la tactique aux circonstances. Terrain lourd.

Invaincu en France, *Lightning* allait chercher, dans la « Benson » — une course naguère fatale à un autre invaincu de grand prestige : *Brigadier Gérard*, — une consécration européenne. Il n'a terminé que sixième. Là aussi, deux courants d'explications. Le premier consiste à considérer qu'il s'agit d'un faux pas, comme même un champion peut en commettre un. Le second retient que, sauf dans le prix d'Ispahan, qu'il n'avait d'ailleurs gagné que de justesse, *Lightning* s'était jusqu'ici appliqué à effectuer une carrière en demi-teinte, à l'abri des grands périls : la carrière d'un cheval dont on n'est pas tout à fait sûr ; en somme, il aurait, à York, défini des limites que son propriétaire, Guy de Rothschild, et son entraîneur, le même que celui de *Blushing Groom*, avaient pressenties.

Reprise des ventes

Là aussi, la piste s'est alourdie : pour la première fois, *Lightning* n'était pas confié à Dubroeucq, avec qui François Mathet a un contrat, mais à Saint-Martin. Ce changement donne corps à des rumeurs de séparation. Il semble que des problèmes soient apparus dans le groupe d'intérêts communs constitué par l'Aga Khan, Guy de Rothschild, François Mathet et leurs jockeys. Mais nul ne sait très bien où peut se situer l'éventuelle ligne de rupture. Ce qui est certain, c'est que l'Aga Khan et François Mathet étaient ensemble, dimanche soir, aux ventes de yearlings, où le prince s'est fait adjuger pour 400 000 francs un fils de *Kalamoun : Numbi*.

Réveillées par l'annonce d'un statut fiscal des propriétaires (1) — statut assimilé à celui des bénéfices non commerciaux — et par la réussite remarquable de quelques jeunes étalons, ces ventes ont, semble-t-il, annoncé une légère reprise du marché : huit yearlings ont atteint ou dépassé le cap de 400 000 francs, au lieu de quatre l'an passé.

Mais un tel redressement peut-il être durable en France ? Les erreurs du passé se renouvellent. Notre meilleur étalon, *Caro*, vient d'être vendu aux Etats-Unis pour 20 millions de francs et une décision analogue a été prise pour *Lyphard*, vendu 5 millions de dollars.

Deux échos à la rubrique des mondanités hippiques. Le prince Charles d'Angleterre participera dimanche, à Deauville, à un match de polo. Louis Giscard d'Estaing, qui est passionné de chevaux, est chargé, avec un groupe de jeunes et charmantes débutantes, de l'accueil des acheteurs, à la salle des ventes de yearlings. Slogan nouveau et imprévu : allez donc acheter un pur-sang ; vous serez accueilli par le fils du président de la République.

LOUIS DENIEL.

(1) *Le Monde*, 2 juillet.

Philatélie

Nº 1498

Bureaux temporaires

⊙ 03100 Montluçon (chambre de commerce), les 8 et 9 octobre. — Exposition « Arts et Philatélie ».

⊙ 09000 Foix (Mairie), les 15 et 16 octobre. — 8e Congrès philatélique régional du groupement Midi-Pyrénées.

⊙ 51100 Reims (Hôtel de ville), les 15 et 16 octobre. — 2e Exposition « Automation du tri du courrier ».

MALI : Série rétrospective.

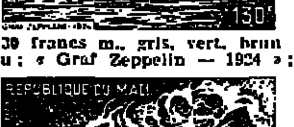
Une série de quatre valeurs « poste aérienne » a été dédiée à l'histoire des Zeppelins, dont les dessins et les gravures sont de Michel Monvoisin.



120 francs maliens, vert, brun et bleu ; « Zeppelin nº 1 — 1900 » ;



130 francs m., gris, vert, brun et bleu ; « Graf Zeppelin — 1924 » ;





350 francs m., gris-bleu, rouge et bleu ; « Incendie du Hindenburg — 1937 » ;



500 francs m., bleu et vert foncé ; « Ferdinand von Zeppelin — 1838-1917 ».

Impression taille-douce, Atelier du timbre de France.

● *A CAVALAIRE-SUR-MER, les 8 et 9 octobre, deux expositions seront présentées, l'une « adultes » et l'autre réservée à la « jeunesse ».*

ADALBERT VITALYOS.

TOURISME
HOTELS RECOMMANDES

Paris

INVALIDES

HOTEL DE LONDRES ** N.N. 1, rue Augereau (Champ-de-Mars, près Terminal Invalides). Compl. refait neuf. Toutes ch. av. bains ou douche et w.-c., calme et tranquillité, 705-35-40

MONTPARNASSE

HOTEL LITTRE **** Paris-6e, r. Littré. Tél. : 544-38-68 - Télex 270-557 Hollvic. 120 chambres - Garage - Séminaires.

Même administration :

HOTEL VICTORIA PALACE ****
Paris (6e), 6, rue Blaise-Desgoffe.
Tél. : 544-38-16 - Télex 270-557 Hollvic
120 chambres - Restaurant - Garage.

Allemagne

FRANKFURT

PARKHOTEL 1re classe, centre, près gare centrale « Wiesenhüttenplatz 28 ». Tél : 1949/611/230571 - TX 04-12808

Angleterre

KENSINGTON LONDON

Une situation exceptionnelle près du Metro South Kensington. F 70 breakfast, taxe inclus. CROMWELL HOTEL Cromwell Place, London, SW7 2LA Dir. E. Thom - 01-589-8288.

Suisse

AROSA (GRISONS)

HOTEL VALSANA, 1re catégorie. Une semaine forfaitaire de tennis dès 420 F.S. Piscine couverte. Telex 74232

Plaisirs de la table

MES GRANDS

LE DUC :
La mer toute crue

TOUS les chemins mènent à Paris. Pour venir de Marseille, les Minchelli sont passés par l'île de Ré. Ils ne m'en voudront pas de dire que ce fut pour découvrir le bon poisson : celui de l'Atlantique.

Lorsqu'il ouvrit Le Duc *(243, boul. Raspail, tél. 633-96-30), Jean Minchelli réussit à étonner les Parisiens avec ses poissons crus. Un chroniqueur s'étonna d'y retrouver la mode japonaise ou la pratique tahitienne. Il aurait pu, aussi, parler du « ceviche » d'Amérique du Nord. Mais il ne savait pas que du côté de Royan on mange la sardine crue depuis des siècles et qu'en Hollande l'arrivée des « nouveaux hollandais » (harengs de la nouvelle pêche) marque une frairie de poissons crus.*

Ce qui caractérise Le Duc *(de Buckingham), ou plus exactement les Minchelli, est leur intransigeance quant à la qualité et la fraîcheur du poisson. D'arrivages directs (et quand il n'y en a pas, il n'y en a pas !), ceux qui ne sont pas servis dans la journée disparaissent de la cuisine et de la carte. Chez eux, la cuisine ne sent pas la graisse, mais l'iode. Et la carte, aux flux et reflux de la mer, semble dire M... à Vauban (comme chante Caussimon). Carte merveilleuse où le tartare de loup voisine le steak de thon blanc haché aux algues, où rougets et loups sont cuits « en vessie », nature, où les céleaux suivent le panaché exubérant de fruits de mer.*

— « Ce n'est pas de la grande cuisine », *ricaneront les chefs.*

— « C'est une cuisine admirable », *assurent des cuisiniers aussi complets qu'un Manière, un Troisgros, un Oliver.*

Ils ont raison.

Mais voilà que, depuis l'an dernier, Paul Minchelli a ouvert, se relayant avec Jean, un Le Duc *à Genève (7, quai du Mont-Blanc, tél. 31-73-30). Le succès a été long à venir. Les Helvètes ne comprenaient point que tel ou tel poisson manque à la carte :*

— « Il n'y a pas d'arrivage, madame ! »

— « Comment ! Mais il y en a à la carte de X, ou de Y. »

Comment expliquer que chez X ou Y on garde le poisson au congélateur (comme dans bien des restaurants parisiens aussi, du reste) ?

La glace tue, aime à répéter Jean Minchelli. L'important est autant de savoir jeter qu'acheter.

Il a raison. Et c'est pourquoi je tiens les Le Duc *de Paris et de Genève comme deux grands. Ce sont les seuls, avec le* Dodin-Bouffant *de Jacques Manière, où l'on puisse en toute saison, en toute tranquillité se régaler d'huîtres.*

LA REYNIÈRE.

Rive gauche

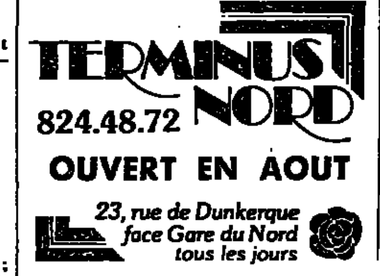
A SAINT-GERMAIN DES PRÉS TOUS LES JOURS
LE PETIT ZINC 033.79.34
FRUITS de MER, FOIE FRAIS, VINS de PAYS
LE FURSTEMBERG 033.79.51
André PERSIANY et son trio • Roger PARA-BOSCHI à la batterie et Roland LOBLIGEOIS à la basse
Le Muniche 633.62.09
HUITRES, COQUILLAGES, SPECIALITES
25, rue de Buci • Paris 6e

RESTAURANT
Les spécialités brésiliennes de "DONA WANDA" (de midi à 2 h du matin)
BOITE-CLUB PRIVE avec orchestre du Brésil (de 22 h à 4 h 30 du matin)
viabrasil
Rez-de-chaussée Centre Commercial Tour Montparnasse
10, rue du Départ - 75015 Paris
Tél. : 538.69.01
...Café do Brasil...Café do Bras

« La côte de bœuf »
Cuisine du Patron
Spécialités françaises
Cadre intime
Nouvelle DIRECTION
SIMON DELMOND
227-73-50
4, rue Saussier-Leroy, Paris (17e)
Fermé le dim. - Ouvert tout l'été

Sur la terrasse de plein air ou autour de la cheminée du premier, le restaurant
ÉLÉPHANT BLANC
(Saint-Hilaire)
est ouvert
24, rue Vavin - 75006 Paris
Réserv. 033-90-95

Rive droite



Julien
16, rue du Fg-Saint-Denis Paris 10e
OUVERT EN AOUT
T.L.J. jusqu'à 1 h 30 - F. Dim. - Rés. : 770 1206

LES ARMES DE BRETAGNE
108, avenue du Maine Paris 14e 306.53.03 - 567.87.63
RÉOUVERT DEPUIS LE 18 AOUT

(PUBLICITÉ)

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

ALSACIENNES

AUX ARMES DE COLMAR, 13, rue du 8-Mai-1945, 208-94-50.

DOUCET EST, 8, rue du 8-Mai-1945, 206-40-62 T.l.jrs jusqu'à 24 heures. Restaurant panoramique.

L'ALSACE AUX HALLES, 16, rue Coquillière (1er), 236-74-24.

CHEZ HANSI, 3, place du 18-Juin-1940 (6e), 548-96-42.

AUBERGE DE RIQUEWIHR, 12, rue du Fg-Montmartre (9e), 770-62-39

AUVERGNATES

ARTOIS ISIDORE ROUZEROL, 13, r. d'Artois, 8e, 225-01-10. F/dim.

BASQUES

TAVERNE BASQUE, 45, rue du Cherche-Midi 6e, 222-51-07 Menu spéc. Torro. 38 F. F/dim. soir, lundi Fermé du 1er au 22 août.

BRETONNES

CREPERIE BRETONNE, 14, rue J.-J.-Rousseau (1er), 508-50-01 Repas, crêpes et galettes.

LES 2 TY COZ vous attendent : Jacqueline, 35, rue St-Georges, 9e, TRU 42-95. Fermé dim. et lundi. Marie-Françoise, 333, rue de Vaugirard, 15e, 828-42-69. Arrivage direct de Bretagne Fermé dim. et lundi

FRANÇAISE TRADITIONNELLE

LAPEROUSE, 51, qu. G.-Augustins, 326-68-04. Men., déj., 70 F. Din. 100

LA TABLE DU MAITRE, 5, r. Marivaux, 742-03-18 Jusq. 22 h F/dim

ILE DE LA RÉUNION

ISLE BOURBON, 18, rue Eug.-Sue, 255-61-64. Rtz carl. Rougaille Réunion. Fermé lundi.

LANDAISES

LE TROU GASCON, 40, rue Taine, 12e 344-34-26 Direct du terroir Fermé en septembre

LORRAINES

LE BOCK LORRAIN, 27, bd Magenta, 208-17-28. Salons de 10 à 120 couverts

LYONNAISES

LA FOUX, 2, rue Clément (6e), F dim. 325-77-66 Alex aux fourneaux

SPÉCIALITÉS DU MORVAN

LE MORVAN, 16, Carr.-Odéon, 033-96-91, de 7 h. 30 à 2 h du matin. Ses plats du jour

PÉRIGOURDINES

LA COLOMBE (en l'Ile de la Cité) 4, r. de la Colombe, 4e, 633-37-08 Fermé dimanche Terrasse fleurie

PATISSERIES

LA BOUTIQUE DU PATISSIER, 24, bd des Italiens, 824-51-77. T.l.j.

SARLADAISES

LE SARLADAIS, 2, rue de Vienne, 522-23-62. Cassoulet. 35 F : Confit. 35 F.

SAVOYARDES

AU SAVOYARD, 16 rue 4-Vents, 326-20-30 T.l.jrs M Cochet propr Fermé du 8 août au 5 sept. inclus.

SUD-OUEST

AU VIEUX PARIS, 2, pl du Panthéon, 5e Fermé dim ODE 79-22

TOURANGELLES

PETIT RICHE, 25, rue Le Peletier, 770-86-50. De 6 à 45 couverts. Fermé en août.

COCHONNAILLES

Une magnifique assiette... 13 F à LA COCHONNAILLE, 21, r. Harpe, 5e, 633-96-81 Cadre du XIIIe siècle

FRANÇAISE SUIVANT SAISONS

JACQUES CŒUR, 6, pl. St-Michel, 326-81-13 T.l.j. Cuisine raffinée. Cadre élégant. Ouvert tout l'été.

GRILLADES

CHARBON DE BOIS, 10, r. Guichard 16e, 288-77-49 Bœuf, mouton, porc, poisson Fermé en août.

LE WESTERN STEAK, 60, rue P.-Charron Self de très grand standing où vous pouvez inviter votre P.-D G Menu à 23,90 F T.C

SPÉCIALITÉS DE TERRINES

LE CHALEUIL, 4 r l'Arcade, 265-53-13 Le jeune patron aux fourn.

FRUITS DE MER ET POISSONS

LE LOUIS XIV, 8, bd Saint-Denis, 208-56-56. F lundi et mardi Park Fermeture 1er juin au 31 août.

CANTEGRILL, 73, av. de Suffren, 734-90-56 Décor marin unique à Paris.

LES 2 TY COZ vous attendent : Jacqueline, 35, rue St-Georges, 9e, TRU 42-95 Fermé dim. et lundi. - Marie-Françoise, 333, rue de Vaugirard 15e Arrivage direct de Bretagne. Fermé dim et lun. 828-42-69

AU GITE D'ARMOR, 15, rue Le Peletier, 9e 770-66-25 F/le soir et les samedis et dimanches Fermeture du 8 au 31 juillet.

LA MERE MICHEL 5, r Rennequin 924-59-80 Beurre blanc nantais Fermé 1er août au 6 septembre

BOURDIN, 35 bd du Temple, 272-27-94 Patr J.-M. Neveu, chef cuis Fermé du 2 au 27 août inclus.

AUBERGE DU CLOU, 30, av. Trudaine, 878-22-48. Ecrevisses du Curé.

LA BONNE TABLE, 42, rue Friant, 539 74-91 12 spéc F/sam dim Park

DESSIRIER le spécialiste de l'huître, 9, pl Pereire, 754-64-14 Coquillages et crustacés Les préparations de poissons du jour Fermé en août

ARMÉNIENNES

LA CAPPADOCE, 3, r Marivaux-2e, 742-83-65 F/lundi Chant, musique Fermé en août.

CHINOISES

ELYSEES MANDARIN, 5, r. Colisée, 1er étage, BAL. 49-73. Entrée ciné Paramount Tous les jours.

DANOISES ET SCANDINAVES

COPENHAGUE, F 25-7 au 1-9-77 FLORA DANICA, JARDIN, 142, Ch.-Elysées ELY 20-41. Ouv tt l'été

ESPAGNOLES

EL PICADOR, 80, bd Batignolles, 387-28-87 Jusqu'à 100 couverts. Fermé en août.

INDIENNES

MAHARAJAH, 72, bd St-Germain, 5e, 033-26-07. Menus à 25 F F/lun

ITALIENNES

GIANFRANCO, 9, rue Racine (6e), près Théâtre de l'Odéon, 326-54-37

LE SIMPLON, 1, r. Fg-Montmartre Ts l jrs 824-51-10 Pâtes fraîches Fermé en août

JAPONAISES

OSAKA, 163 r. St-Honoré, 260-66-01 Soukiyaki, Soushi et Tempura Ouv. tout l'été

LIBANAISES

CHEZ PHILIP, 10, r. Daunou, 2e, 261-69-01. Propriétaire Pierre Daher.

MAROCAINES

AISSA Fils, 5 r. Ste-Beuve, 548-07-22 T. fin couscous. Pastilla. F/dim. lun. Fermé en août.

LA MENARA, 8, bd de la Madeleine, 073-06-92. F Dim. Cadre féerique.

PORTUGAISES

RIBATEJO, 6, rue Planchat, 20e, F. mar. 370-41-03. Dîners Spect. Guit.

SLAVES ET YIDDISH

JO GOLDENBERG, 7, r. d Rosiers, 4e (accès 18, r. de Rivoli), 887-20-16. T.l.j soirées musiq. jusq 2 h mat.

VIETNAMIENNES

LE NEM, 67, r. Rennequin, 766-54-41 Cuis. légère. Spéc. Grill. Din. aux chand. Cadre tranquille. F./dim. Fermé en août.

Salons pour Déjeuners d'affaires et Banquets

LE BOCK LORRAIN, 27, bd Magenta, 208-17-28 Spéc lorraines Jusqu'à 120 couverts

EL PICADOR, 80, bd des Batignolles 387-28-87 — Jusqu'à 100 couverts Fermé en août

LE RUDE, 11, av. Gde-Armée, 500-13-21. F/dim. Soir menu 30 F T.C

SALON DES CHAMPS - ELYSEES 225-44-30 Banquets 300 personnes Cocktails 800 personnes

PIERRE, place Gaillon, OPE. 87-04 De 4 à 50 couverts Cadre Second Empire.

LE JOYAU DE LA MARNE, 500-06-30 +, 1, av de Rigny, Bry-sur-Marne. Terrasse. Salon pour Banquets Séminaires Fermé du 9 au 31 août.

VIEUX GALION**** BOIS de BOULOGNE, LON 26-10 ● Une table raffinée à bord d'un navire du 19 siècle ● Réceptions - Cocktails ● Séminaires ● Présentat Park.

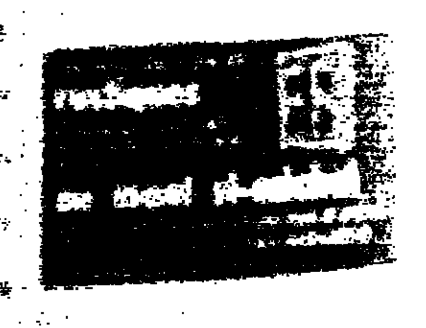
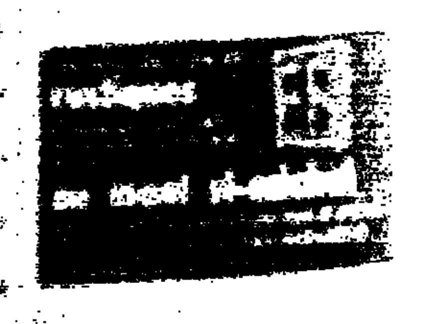
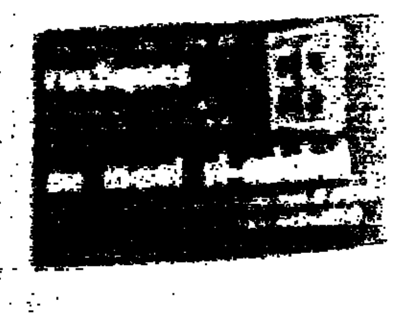
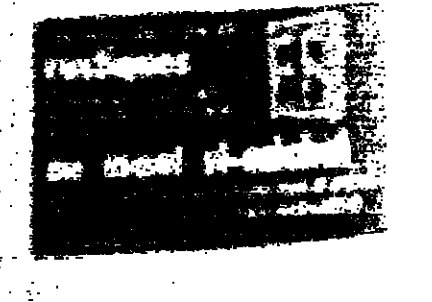
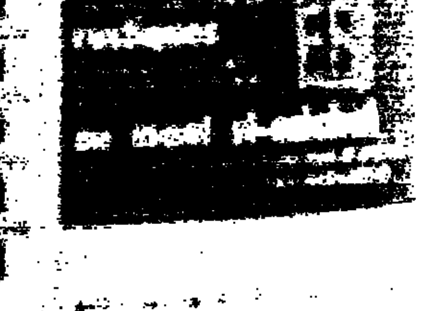
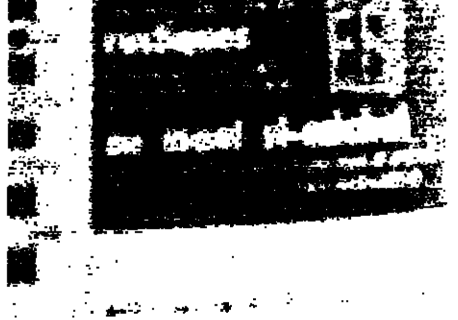
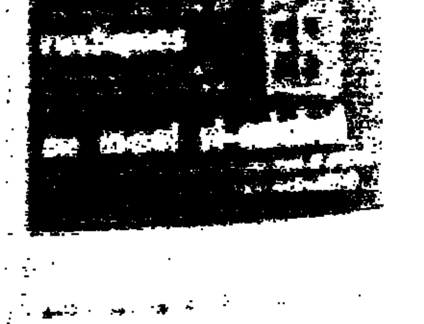
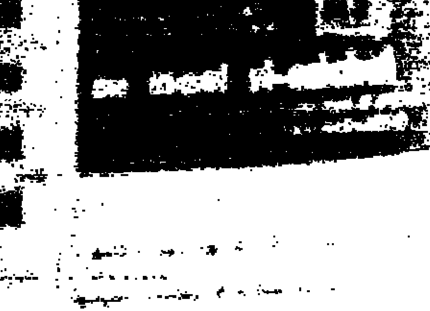
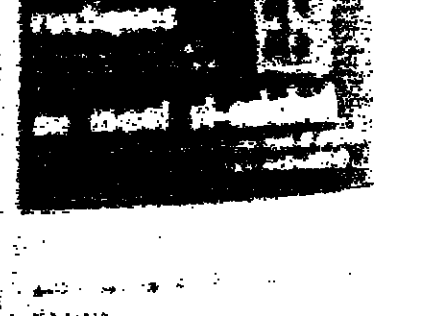
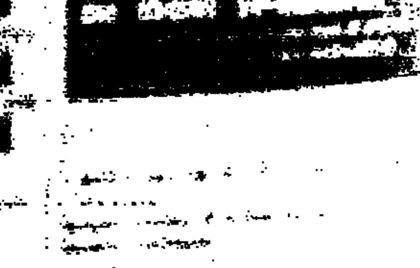
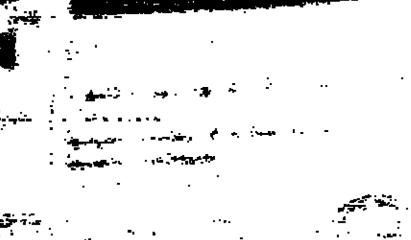
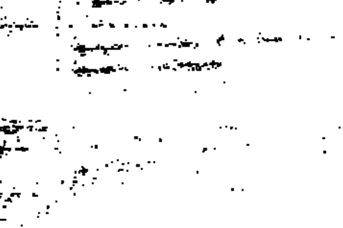
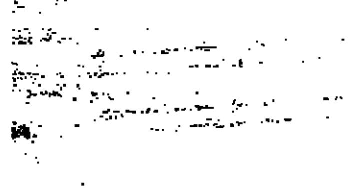
LE MORVAN, 16, Carr.-Odéon 033-96-91 De 6 à 100 couverts

LAPEROUSE, 51, qu. G.-Augustins 326-68-04. Men., déj. 70 F., Din. 100.

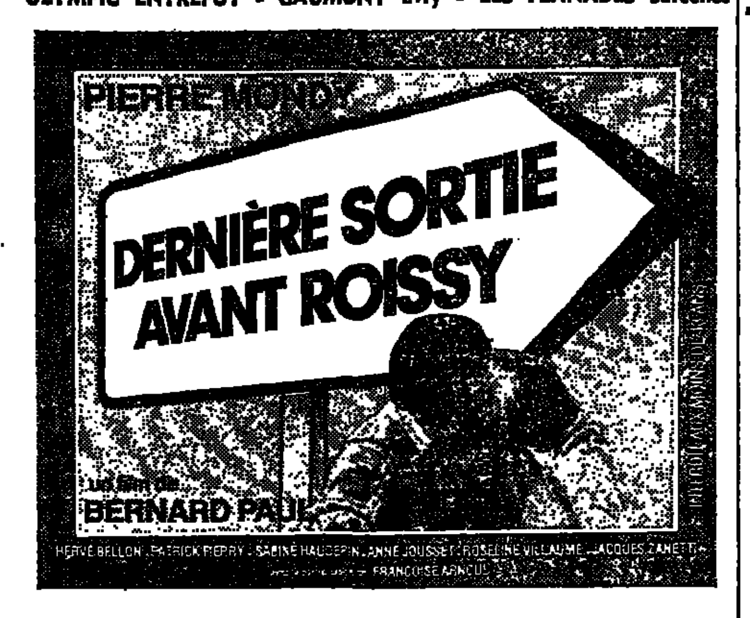
Ouvert après Minuit

CAVEAU F.-VILLON, 64, r Arbre-Sec, 236-10-92. On sert jusqu'à 0 h. 30. Fermé du 14-8 au 30-8-77.

NAVY-CLUB, 58, bd de l'Hôpital, 535-81-94. Huit. Coq., menu 50 F. 19 h à l'aube. Fermé lundi et férié

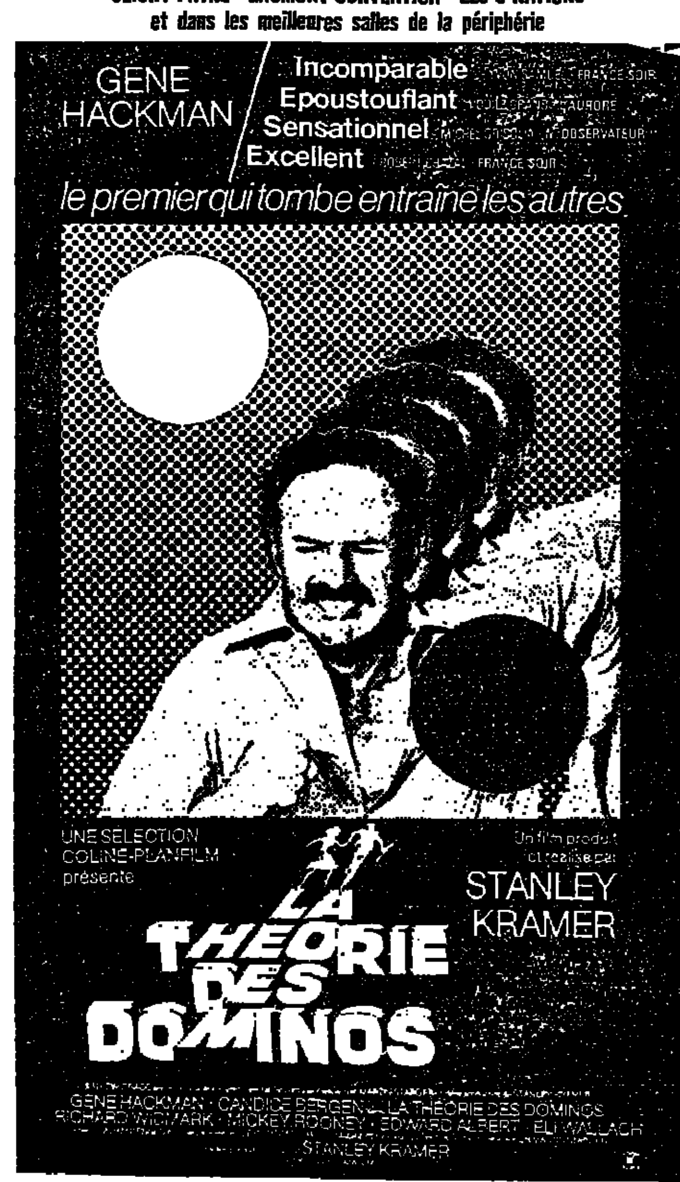
ÉLYSÉES LINCOLN - GAUMONT RICHELIEU - QUINTETTE - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET PARNASSE - CLICHY PATHÉ - GAUMONT SUD OLYMPIC ENTREPOT - GAUMONT Evry - LES FLANADES Sarcelles



PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES - PARAMOUNT ÉLYSÉES - PARAMOUNT MAILLOT - PARAMOUNT MARIVAUX - PASSY - MAX-LINDER - PARAMOUNT MONTMARTRE - BOUL' MICH - PUBLICIS SAINT-GERMAIN - PARAMOUNT MONTPARNASSE - PARAMOUNT ORLÉANS PARAMOUNT GOBELINS - PARAMOUNT BASTILLE - CONVENTION SAINT-CHARLES - VILLAGE Neuilly - PARAMOUNT La Varenne PARAMOUNT Orly - PARAMOUNT Elysées 2 - BUXY Saint-Antoine CYRANO Versailles - MÉLIÈS Montreuil - ARTEL Nogent - ARTEL Villeneuve - ULIS Orsay - FLANADES Sarcelles - FRANÇAIS Enghien CARREFOUR Pantin



CONCORDE v.o. - QUARTIER LATIN v.o. - GAUMONT LUMIÈRE - MONTPARNASSE 83
CLICHY PATHÉ - GAUMONT CONVENTION - LES 3 NATIONS
et dans les meilleures salles de la périphérie



SPECTACLES

théâtres

Les salles municipales

Châtelet, 20 h. 30 : Volga.

Les autres salles

Antoine, 20 h. 30 : les Parents terribles.
Athénée, 21 h. : Equus.
Cloître des Billettes, 21 h. 45 : le Maître de Santiago.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Coupe-Chou, 20 h. 30 : l'Impromptu du Palais-Royal.
Daunou, 21 h. : Pepsie.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Le Lucernaire-Forum, Théâtre rouge, 20 h. 30 : les Deux Gentilshommes de Vérone ; 22 h. : le Manuscrit. — Théâtre noir, 20 h. 30 : Molly Bloom ; 22 h. 30 : C'est pas de l'amour, c'est de l'orage.
Madeleine, 21 h. : Peau de vache.
Michel, 21 h. 10 : Au plaisir, madame.
Mouffetard, 20 h. 45 : Erostrate.
Nouveautés, 21 h. : Divorce à la française.
Théâtre Présent, 20 h. 45 : la Serrure ; la Voix.

Festival estival

Quai du Port-Saint-Bernard, 18 h. 30 : Elvin Jones Quintet.
La Péniche-Théâtre, 20 h. : Concert burlesque ; 22 h. : En attendant *Godot*.
Fac de droit, 20 h. 30 : Philippe Huttenlocher, baryton, et Brigitte Meyer, piano.

Les cafés-théâtres

Au Coupe-Chou, 22 h. : les Frères ennemis.
Aux Quatre-Cents-Coups, 20 h. 30 : Tarazoult ; 22 h. 30 : l'Amour en visite.
Blancs-Manteaux, 20 h. 30 : la Démarieuse ; 21 h. 45 : Au niveau du chou.
Café d'Edgar, I, 20 h. 30 : J.-M. Thibaud; 22 h. : Tango. — II, 20 h. 45 : Popeck ; 22 h. 30 : Deux Suisses au-dessus de tout soupçon.
Café de la Gare, 20 h. : Patrick Abrial ; 22 h. : Théâtr' en poudre.
Cour des Miracles, 20 h. 30 : Marianne Sergent ; 21 h. 45 : Arnaque 77 ; 23 h. 45 : Jacques Biot.
Le Fanal, 20 h. 30 : Béatrice Arnac.
La Mama du Marais, 20 h. 30 : Que n'eau, que n'eau; 21 h. 30 : Les 3...; 22 h. 30 : la Pomme maudite.
Le Petit Casino, 21 h. 15 : Cami ; 22 h. 30 : J.-C. Montells.
Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de dames ; 22 h. : la Nuit de noces de Cendrillon.
Tout-à-la-Joie, 20 h. 30 : La muse gueule ; 21 h. 30 : N'oublie pas que tu m'aimes ; 22 h. 30 : Je vote pour moi.
La Veuve Pichard, 22 h. : le Secret de Zonga.
La Vieille Grille, 20 h. 30 : Rocheman chaud ; 22 h. 30 : De l'autre côté de la vie ; 23 h. : les Amuse-Gueules. — II, 23 h. : M. Hautmont et A. Giroux.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : Plan, rate plan... et re plan plan.

Les concerts

Cloître des Billettes, 20 h. : Sonades et cantades (Frescobaldi, Pergolèse, Schutz, Telemann).
Le Lucernaire-Forum, 21 h. : P. Laniau, guitare (Bach, Villa-Lobos).

Le jazz

Voir Les cafés-théâtres.
Théâtre Mouffetard, 22 h. 45 : Saheb Sarbib.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 19 août

cinémas

(*) Films interdits aux moins de treize ans.
(**) Films interdits aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, 15 h. : Die Niebelungen, de F. Lang ; 18 h. 30 : les Anges du péché, de R. Bresson ; 20 h. 30 : les Cousins, de Cl. Chabrol ; 22 h. 30 : One plus one, de J.-L. Godard.

Les exclusivités

AIDA (Fr.) : La Pagode, 7e (705-12-15).
ALICE DANS LES VILLES (All., vers. amér.) : Le Marais, 4e (278-47-86), 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
BARRY LYNDON (Ang., v.o.) : Le Paris, 8e (359-53-99). — V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
BROTHERS (A., v.o.) : Panthéon, 5e (033-15-04), Olympic, 14e (542-67-42).
CAR WASH (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
CASANOVA DE FELLINI (It., v.o.) (*) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83).
LE CASSE-COU (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62), Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93), U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Miramar, 14e (326-41-02), Mistral, 14e (539-52-43), Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).
LA COMMUNION SOLENNELLE (Fr.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08).
LA DENTELLIÈRE (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Concorde, 8e (359-92-84), Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03), Nations, 12e (343-04-67).
LE DERNIER NABAB (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Arlequin, 6e (548-62-25), Jean-Renoir, 9e (874-40-75).
LE DIABLE PROBABLEMENT (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Palais des Arts, 3e (272-62-98).
DONA FLOR ET SES DEUX MARIS (Brés., v.o.) (**) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-87-59), Monte-Carlo, 8e (225-09-83), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42). — V.f. : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43), Nations, 12e (343-04-67).
ELISA VIDA MIA (Esp., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
L'ESPRIT DE LA RUCHE (Esp., v.o.) : Le Marais, 4e (278-47-86).
L'HOMME PRESSE (Fr.) Richelieu, 2e (233-56-70), Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72), Bosquet, 7e (551-44-11), Ambassade, 8e (359-19-08), Français, 9e (770-33-88), Fauvette, 13e (331-56-86), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Victor-Hugo, 16e (727-49-75), Wepler, 18e (387-50-70), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (Fr.) : Studio Cujas, 5e (033-89-22), U.-G.-C.-Marbœuf, 8e (225-47-19), Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02).
L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A., v.f.) : Impérial, 2e (742-72-52).
L'ILE DU DOCTEUR MOREAU (A., *, v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Normandie, 8e (359-41-18) ; V.F. : Rex, 2e (236-83-93), Bretagne, 6e (222-57-97), Mistral, 14e (539-52-43), Les Tourelles, 20e (636-51-98) h. sp.
JAMBON D'ARDENNE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82), Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48), Fauvette, 13e (331-56-86), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13).
L'UNE CHANTE, L'AUTRE PAS (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40).
MADAME CLAUDE (Fr., **) : Impérial, 2e (742-72-52), Marignan, 8e (359-92-82), Maxéville, 9e (770-72-86).
LE MAESTRO (Fr.) : Paris-8e (359-53-99), Richelieu, 2e (233-56-70), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
LE MESSAGE (A., v. arabe) : Wepler, 18e (387-50-70).
NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES, It., v.o.) : Cinoche-Saint-Germain, 6e (633-10-82), A. Bazin, 13e (337-74-39), du 21 au 23.
NUCLEAIRE, DANGER IMMEDIAT. (Fr.) : Studio Saint-Séverin, 5e (033-50-91).
OMAR GATLATO (Alg., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).
OPERATION THUNDERBOLDT (Isr., v.o.) : ABC, 2e (236-55-54) ; vers. ang. : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62), Ermitage, 8e (359-15-71)
PAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), U.G.C. Marbœuf, 8e (225-47-19), 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
PAINTERS PAINTING (A., v.o.) : Olympic-Entrepot, 14e (542-67-42). H. Sp.
LE PASSE SIMPLE (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70), Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59), Colisée, 8e (359-29-46), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Helder, 9e (770-11-24), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Murat, 16e (288-99-75), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
PROVIDENCE (Fr., v. ang.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08).
RAGE (A., v. fr.) (**) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59).
SALO (It., v.o.) (**) : Vendôme, 2e (073-97-52), Styx, 5e (633-08-40).
SINBAD ET L'ŒIL DU TIGRE (A., v.o.) : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f. : Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41), Paramount-Galaxie, 14e (580-18-03), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LA THEORIE DES DOMINOS (A., v.o.) : Quartier-Latin, 5e (326-84-65), Concorde, 8e (359-92-84) ; v.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Lumière, 9e (770-84-64), Nations, 12e (343-04-67), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
TRANSAMERICA EXPRESS (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
TREIZE FEMMES POUR CASANOVA (It.-Fr., v. ang.) (*) : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69), Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90), J. Cocteau, 5e (033-47-62), Paramount-Galaxie, 14e (580-18-03), Paramount - Montparnasse, 14e (326-22-17), Paramount - Maillot, 17e (758-24-24).
TROIS FEMMES (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42).
UN FLIC SUR LE TOIT (Suéd., v.o.) (**) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).
UN TAXI MAUVE (Fr.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
LE VEINARD (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
MACADAM COW-BOY (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62). — V.f. : Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90).
MA FEMME EST UN VIOLON (It., v.o.) : Studio Logos (033-26-42).
LE MAGNIFIQUE (fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
MALICIA (It., v.o.) (**) : Biarritz, 8e (723-69-23). V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
LA MEPRISE (A.) (v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66). H. sp.
MES CHERS AMIS (It., v.o.) : André-Bazin, 13e (337-74-39), jusqu'au 20.
MILAREPA (It., v.o.) : Studio Gît-Le-Cœur, 6e (326-80-25).
MORE (A., v.o.) (**) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43).
ORANGE MECANIQUE (A., v.f.) (**) : Haussmann, 9e (770-47-55).
L'OR SE BARRE (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
LE PASSAGER DE LA PLUIE (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont - Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy - Pathé, 18e (522-37-41).
PORTRAIT D'UNE ENFANT DECHUE (A., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).
QUAND LES AIGLES ATTAQUENT (A., v.o.) : Colisée, 8e (359-29-46) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).
REGG'S AND BACON (A., v.o.) : Videostone, 6e.
LES SEPT MERCENAIRES (A., v.f.) : Daumesnil, 12e (343-52-97).
LES 39 MARCHES (A., v.o.) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).
UN HOMME DANS LA FOULE (A., v. o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).
UNE NUIT A L'OPERA (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
LES VACANCES DE M. HULOT (Fr.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
LES VALSEUSES (Fr.) (**) : Balzac, 8e (359-52-70).

Les grandes reprises

AGUIRRE, LA COLERE DE DIEU (All., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19).
AU FIL DU TEMPS (All., v.o.) : Le Marais, 4e (278-47-86).
AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A., v.o.) : Elysées Point Show, 8e (225-67-29). — V.f. : Omnia, 2e (233-39-36).
BUTCH CASSIDY ET LE KID (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
CASABLANCA (A., v. o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).
LES DIX COMMANDEMENTS (A., v.f.) : Secrétan, 19e (206-71-33), Hollywood Bd, 9e (770-10-41).
ENQUETE SUR UN CITOYEN AU-DESSUS DE TOUT SOUPÇON (It., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66). H. Sp.
LA FIANCEE DU PIRATE (Fr.) (*) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81), Cambronne, 15e (734-42-96), à partir du 19.
FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), France-Elysées, 8e (723-71-11). — V.f. : Rio-Opéra, 2e (742-82-54).
GET AWAY (A., v.o.) (*) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
GUERRE ET PAIX (Sov., v.f.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).
JANIS JOPLIN (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90), Lucernaire Forum, 6e (544-57-34), Palais des Arts, 3e (272-62-98).
LE LAUREAT (A., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12).
LE LOCATAIRE (Fr.) : Denfert, 14e (033-00-11).
LUCKY-LUKE (Fr.-Belg.) : Biarritz, 8e (723-69-23), U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Noctambules, 5e (033-42-34).
LES LUMIERES DE LA VILLE (A., v.o.) : Actua Champo, 5e (033-51-60).
P. P. PASOLINI (v.o.) : Acacias, 17e (754-97-83) : 14 h., 22 h. : le Decameron ; 16 h. : les Contes de Canterbury : 20 h. : les Mille et Une Nuits.
POLANSKI (v.o.) : Studio Galande, 5e (033-72-71) : 13 h. 45 : Macbeth ; 16 h. : Repulsion ; 18 h. et 24 h. 30 : le Bal des vampires ; 20 h. : Chinatown ; 22 h. 15 : le Locataire.
M. BROTHERS (v.o.) : Studio des Grands-Augustins, 6e (633-22-13) : Panique à l'hôtel.
HOMOSEXUEL (v.o.) : Bilboquet, 6e (222-87-23) : 14 h. et 20 h. : Pink Narcissus ; 16 h. : Scènes de chasse en Bavière ; 18 h., 22 h. : Hommes entre eux.
GRANDS SPECTACLES (v.o.) : Broadway, 16e (527-41-16) : Patton.
COMEDIES MUSICALES (v.o.), Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : Roberta.
CHATELET - VICTORIA, 1er (508-94-14), v. o., I, 11 h. 50 : la Grande Bouffe ; 14 h. et 20 h. 40 : Dersou Ouzala; 16 h. 15 (V. et S. + 21 h.) : Vol au-dessus d'un nid de coucou ; 18 h. 30 : les Valseuses ; 23 h. : l'Epouvantail. — II, 12 h. (D.) : les Mille et Une Nuits ; 14 h. : Satyricon ; 16 h. 5 : Cria Cuervos ; 18 h. 15 : Taxi Driver ; 20 h. 20 et 22 h. 40 : le Dernier Tango à Paris ; ven. et sam., à 0 h. 45 : Cabaret.
BOITE A FILMS, 17e (754-51-50), I, 13 h. : Pink Floyd à Pompéi ; 14 h. : le Lauréat ; 16 h. : Amarcord ; 18 h. (V. et S. + 0 h. 15) : Lenny ; 19 h. 45 : Carrie ; 21 h. 45 : Zardoz. — II, 13 h. : Jeremiah Johnson ; 14 h. 45 : 1900 (première époque) ; 17 h. 30 : 1900 (deuxième époque) ; 20 h. 15 : Mort à Venise ; *22 h. 30 : Phantom of the Paradise*; ven. et sam., à 24 h. : Délivrance.
LES CLASSIQUES DU CINEMA FRANÇAIS, la Pagode, 7e (705-12-15) : la Chienne.
BOGART, Action La Fayette, 9e (878-80-50) : Across the Pacific.
FILMS NOIRS, Action La Fayette, 9e (878-80-50) : Pendez-moi haut et court.

Les festivals

ETRANGE (v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 22 h. : Solaris ; 24 h. 15 : le Manuscrit trouvé à Saragosse : II : 22 h. 30 et 24 h. : la Nuit des morts-vivants.
I. BERGMAN (v.o.) : Racine, 6e (633-43-71) : Toutes ces femmes.
L'AMERIQUE SANS ILLUSION (v. o.) : Olympic, 14e (542-67-42) : Born to win.

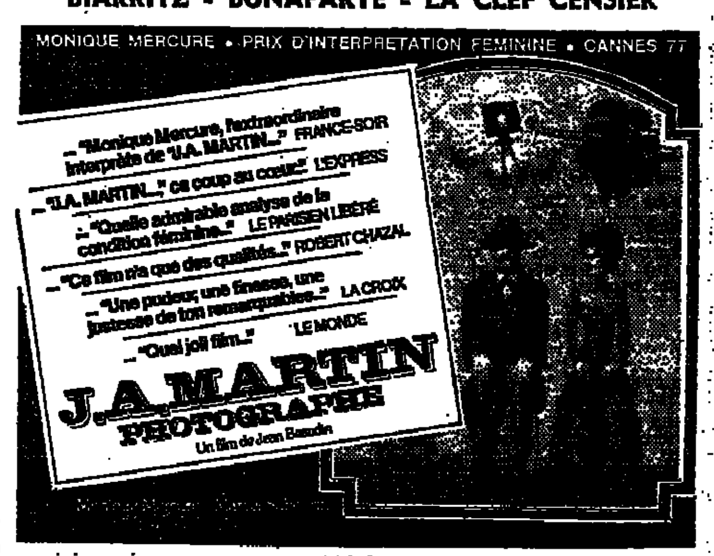
Les séances spéciales

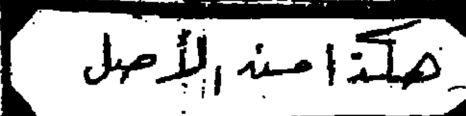
AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.
ANDREI ROUBLEV (Sov., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), à 18 h. 30.
BEN ET BENEDICT (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), à 18 h. (sf S et D.).
LE DERNIER TANGO A PARIS (It., **, v.o.) : Acacias, 17e (754-97-83), à 18 h.
HAROLD ET MAUDE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e, à 10 h., 12 h. et 24 h.
INDIA SONG (Fr.) Le Seine, 5e, à 12 h. 20 (sf D.).
MACADAM COW-BOY (A., v.f.) : Les Tourelles 20e (626-51-98) Mar. à 21 h.
MON CŒUR EST ROUGE (Fr.) : Olympic-Entrepôt, 14e, à 18 h. (sf S. et D.).
MORT A VENISE (It., v.o.) : Lucernaire-Forum, 6e, à 12 h. et 24 h.
NEWS FROM HOME (Fr.) : Olympic, 14e, à 18 h. (sf S. et D.).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e à 10 h., 12 h. et 24 h.
PIERROT LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 12 h. et 24 h.
LA SALAMANDRE (Suis.) : Saint-André-des-Arts, 6e, à 12 h. et 24 h.
ZABRISKIE POINT (It., v.o.) : Lucernaire-Forum, 6e à 12 h. et 24 h.

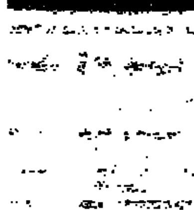
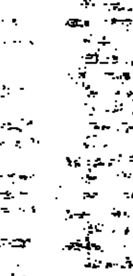
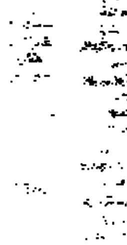
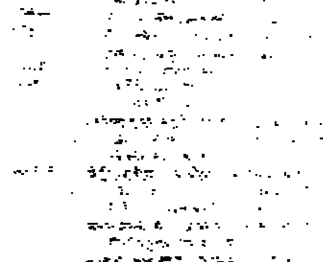
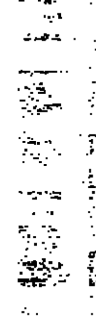
Les films nouveaux

J.-A. MARTIN, PHOTOGRAPHE, film canadien de Jean Beaudin. La Clef, 5e (337-90-90) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Le Lucernaire Forum, 6e (544-57-34) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
DERNIERE SORTIE AVANT ROISSY, film français de Bernard Paul. Richelieu, 2e (233-56-70) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00); Quintette, 5e (033-35-40) ; Elysées - Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
PLUS ÇA VA, MOINS ÇA VA, film français de Michel Vianey (*). Boul'Mich, 5e (033-48-29); Publicis-Saint-Germain, 6e (22-72-80); Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28); Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
CET OBSCUR OBJET DU DESIR, film français de Luis Bunuel. U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18); Caméo, 9e (770-20-89) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).
LE DERNIER DES GEANTS, film américain de Don Siegel. — V.o : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Rive-Gauche, 6e (548-26-36) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67). — V. f. : Impérial, 2e (742-72-52)
LE CONTINENT OUBLIE, film américain de Kevin Connor. V.o. ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93), Bretagne, 6e (222-57-97), U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Mistral, 14e (539-52-43), Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00), Murat, 16e (288-93-75).
BLACK SUNDAY, film américain de John Frankenheimer (**). V.o. : Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Marignan, 8e (359-92-82). V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont - Gambetta, 20e (797-02-74).
LES FRISSONS DE L'ANGOISSE, film italien de Dario Argento (**). V.o. : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97). V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Studio Alpha, 5e (033-39-47) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Galaxie, 14e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Moulin-Rouge, 18e (606-34-25).
L'OMBRE D'UN TUEUR, film américain d'A.-M. Dawson (*). V.o. : Ermitage, 8e (359-15-71). V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C.-Gare-de-Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
ASTERIX ET CLEOPATRE, film franco-belge de M. Goscinny. Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Calypso, 17e (754-10-68).

LUCERNAIRE MONTPARNASSE
BIARRITZ - BONAPARTE - LA CLEF CENSIER

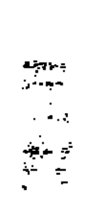


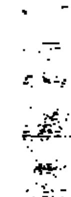


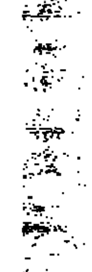
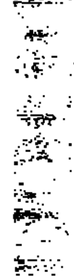
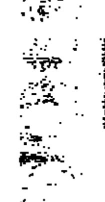






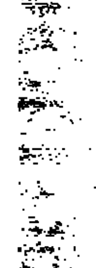
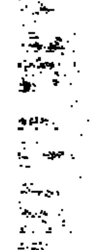
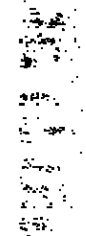
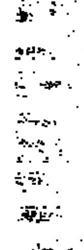
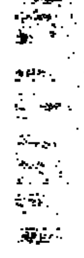
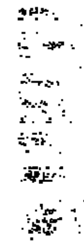
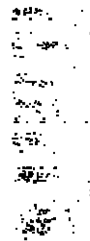






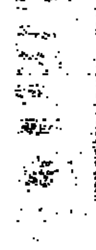











ARTS ET SPECTACLES

Cinema

« LE DERNIER DES GÉANTS », de Don Siegel

Le mérite du producteur italien Dino de Laurentiis, moins heureux l'hiver dernier avec *King Kong*, aura été de vouloir redonner à Hollywood une partie de son ancien lustre, d'avoir retrouvé le secret de fabrication des bonnes méthodes d'autrefois : solidité de la construction dramatique, côté presque fonctionnel de la mise en scène (tout au service de l'histoire), vedettes et acteurs de complément d'un métier à toute épreuve.

Ajoutez-y un côté rétro involontaire et vous aurez ce western sans faille, ce western d'une autre époque, cet hommage attardé à John Ford que la distribution française a nommé *le Dernier des géants* comme par référence à John Wayne. Wayne donc file droit vers son destin, telle la flèche de l'Indien vers sa cible. Hors-la-loi, justicier, marginal — homme de l'Ouest, — il sent que l'heure du règlement de comptes final est arrivée : avec l'âge, avec la maladie, avec la décrépitude. D'une pierre, les auteurs du film font deux coups : atteint d'un cancer, John Wayne se sait condamné. Il va courir l'ultime risque, et réussira son pari : se faire tuer par trois de ses ennemis jurés.

La mécanique bien remontée, l'histoire se déploie sans la moindre anicroche autour de l'interprète favori de John Ford et d'Howard Hawks. Les temps ont changé, la découverte de l'Ouest va laisser la place au capitalisme triomphant, une autre Amérique prend le relais. Attardons-nous huit jours, en 1901 à Carson-City, Nevada, où ce vieux renard de J. B. Books (J. Wayne) vient trouver sa plus belle mort, ressent les derniers feux de la passion avec la veuve Rodgers (Laureen Bacall), et connaît la joie de transmettre le flambeau au jeune Rodgers, personnage du vingtième siècle (Ron Howard).

Don Siegel, le metteur en scène, a appris son métier à la Warner Bros puis à la M.G.M. des années 30-40. Il sait toucher le spectateur au point sensible, faire revivre la légende aux portes de l'histoire. Avec un flair sans défaut, il joue admirablement de l'homme et de l'acteur John Wayne : l'âge, l'usure physique, deviennent la caution du mythe, « éternel » comme la lutte du bien et du mal. Fin de parcours, crépuscule de l'Ouest conquis, violence renouvelée d'une Amérique qui veut toujours sauver le monde de ses péchés, au nom de la liberté et de l'idéal.

Mort brutale et tranquille à la fois du dernier des héros de cinéma, que John Wayne identifie sans peine, par-delà un genre et une technique, à l'Hollywood des origines, celui de William Hart et de Tom Mix.

LOUIS MARCORELLES.

★ Voir Les films nouveaux.

La disparition de Delmer Daves

Le cinéaste Delmer Daves est mort, mercredi 17 août, en Californie, à l'âge de soixante-treize ans.

Discuté, voire fortement contesté par certains critiques, Delmer Daves avait suscité des admirations inconditionnelles notamment en France. Sa gentillesse, son inlassable curiosité et aussi un art du récit très subtil, lui avaient valu une solide réputation.

Né le 24 juillet 1904, à San-Francisco, il avait fait des études de droit, voyagé en Europe, étudié dans les réserves indiennes. Il vient au cinéma dès 1927. Il est l'assistant de James Cruze sur le célèbre western muet *la Caravane vers l'Ouest*. Il collabore à la M.G.M. de 1928 à 1934 comme conseiller technique. Il joue également des petits rôles. En 1934, Jack Warner l'appelle à la Warner, alors en pleine expansion. Il devient scénariste en titre, capable d'adapter pour l'écran la pièce de Robert Sherwood, *la Forêt pétrifiée*, ou de travailler sur des comédies musicales comme *Dames*. Il écrit pour R.K.O. le scénario de *Elle et Lui*, de Léo McCarey, en 1939

Il débute dans la mise en scène en 1943 avec un film de guerre, *Destination Tokyo*, il tourne, en 1945, *Pride of the Marines*, sur le thème du retour à la vie civile d'un soldat aveugle. Delmer Daves est remarqué en France dès l'après-guerre avec *la Maison rouge* (1947) et *les Passagers de la nuit* (1947), à l'époque de la vogue du film noir. Dans *la Flèche brisée*, en 1950, il renverse les conventions du western en donnant le beau rôle à l'Indien. Le western va devenir la terre d'élection de Daves avec *Trois heures dix pour Yuma* (1957), que certains considéreront comme la version réussie du *Train sifflera trois fois*, de Fred Zinneman, et, surtout, *la Colline des potences* (1959). A partir de 1960, il se contente d'adapter des best-sellers pour Jack Warner. Sa carrière s'arrête en 1965.

Delmer Daves traîne longtemps dans ses cartons un projet de western et une adaptation d'un livre d'Eric Ambler sur le héros de l'indépendance mexicaine, Juarez. Il fait le tour du monde, s'intéresse à la linguistique, étudie le sanscrit. Certains lui reprocheront un idéalisme fou, apparent aussi bien dans ses westerns que dans ses scénarios de *la Forêt pétrifiée* et de *Elle et Lui*.

Daves appartient, comme Richard Brooks, Joseph Mankiewicz, ou, en Europe, Federico Fellini, à la lignée des grands scénaristes venus relativement tard à la mise en scène. Son écriture ne sacrifie jamais le scénario à la seule mise en scène, il aime scruter les personnages, la complexité du réel. Les belles histoires s'écrivent d'abord. — L. M.

Culture

Une œuvre essentielle à la compréhension du XXe siècle

(Suite de la première page.)

S'il se lance dans son roman « réaliste » *la Phrase inachevée* (traduit en français en 1967) (1), qui restera pendant toutes les années du fascisme hongrois à l'état de manuscrit qu'on se passe de main en main, Déry, quand il rentre dans son pays, y devient le traducteur du *Retour d'U.R.S.S.* d'André Gide, avec qui il est en rapports étroits. C'est le temps de la « disparition » en U.R.S.S. de Bela Kun dans les purges staliniennes. On apprendra plus tard qu'il est mort en 1937.

Après la victoire de 1945 et l'occupation par l'armée rouge d'une Hongrie dont les troupes se sont battues aux côtés des hitlériens, Tibor Déry fait figure de héros de la résistance intellectuelle et de personnalité officielle du nouveau régime. Mais c'est aussi parce qu'à l'époque l'accent est mis en Hongrie, comme dans tous les pays qui vont devenir des « démocraties populaires », sur le fait qu'on n'y recommencera pas l'histoire soviétique, que le futur sera démocratique, les libertés politiques et d'opinion garanties...

Le malentendu entre le communiste Déry et l'évolution dictatoriale de son parti entre les mains de Rakosi et de Staline se traduit par un grand livre : *la Réponse*. Il s'agit pour Déry, comme l'a noté Miklos Molnar (2), de « *donner une réponse communiste aux grandes questions de la Hongrie d'avant guerre, en choisissant comme héros un fils d'ouvrier* ». Mais, romancier, Déry n'a pu s'empêcher de noter les « *phénomènes négatifs* », l'arrogance des fonctionnaires du P.C. au pouvoir, la naissance de la bureaucratie. Après le procès Rajk, dans les nécessités de consolidation de la terreur, la Hongrie se trouve placée à l'avant-garde du Stalinisme, et *la Réponse* (suite à *la Phrase inachevée*) devient, pour le Jdanov hongrois, Jozsef Revai, le type même du roman à abattre.

Cela se passait en 1952. Nul alors ne pouvait prévoir qu'un an plus tard, Staline mort, les nouveaux dirigeants du Kremlin allaient prendre peur devant la gravité de la crise créée en Hongrie par l'avant-gardisme stalinien de Rakosi et contraindre celui-ci à céder la direction du gouvernement au communiste réformiste Imre Nagy. Tibor Déry, qui va alors sur ses soixante ans, vit ce tournant imposé par les Soviétiques comme la chance inespérée d'un retour aux sources, à l'idéal. Contre tout ce qui lui donne, hélas ! le caractère d'un entracte, il appelle à l'union des intellectuels autour de Nagy. Après la chute de Nagy, en mars 1955, il poursuit inlassablement sa campagne pour la démocratisation. Il est exclu du parti le 30 juin 1956.

Traité en héros par les insurgés hongrois d'octobre 1956, ses exhortations à la sagesse, à la modération révèlent combien il était averti de la situation réelle de son pays. Après la défaite de l'insurrection, il incarne l'intransigeance des intellectuels et refuse toute coopération avec le gouvernement Kadar. Malgré l'arrestation de nombreux écrivains, il ne cède pas à l'intimidation et il est arrêté le 22 avril 1957.

Amnistié en 1960 après une campagne internationale pour sa libération, Tibor Déry a poursuivi son œuvre par des romans indirects, dont le prototype avait été *Niki ou l'histoire d'un chien. Monsieur G. A. à X...* (1964), *l'Excommunicateur* (1966), *Cher beau-père* (1973), des Mémoires en 1969, *Pas de verdict*, scandent cet itinéraire d'écrivain qui n'a jamais abdiqué devant ses responsabilités, non plus qu'en face de la tragédie des communistes de sa génération et du calvaire de son pays.

On se trompe chez nous sur ce qui paraît chez lui scepticisme et désabusement, mais est lu en Hongrie comme une leçon de discipline intellectuelle et de morale. Quand Tibor Déry écrit, à quatre-vingts ans, dans *Cher beau-père* : « *Je n'avais pas touché aux journaux depuis des années. A quoi bon, me disais-je, contempler du haut de ma vieillesse ce monde, qui, à quelques variantes près reste inchangé ?* », cela sonne comme un constat de vérité, et donc très fort et très haut, dans un monde frileux où l'hypocrisie est savoir-vivre.

C'est à cette discipline intransigeante d'écrivain que Tibor Déry doit sa stature. Il n'a jamais pactisé avec l'enfer stalinien, même pavé des meilleures intentions, comme le fit Lukacs. Et, ne l'oublions pas, personne avant lui n'était passé par les affres de l'espoir révolutionnaire tant de fois écrasé, perverti, quand même rallumé, définitivement exclu. De cela, qui s'est inscrit dans le sang de son peuple par ses propres camarades et contre d'autres de ses camarades et lui-même, il a fait l'essentiel de son œuvre. Une œuvre essentielle à la compréhension du vingtième siècle européen.

PIERRE DAIX.

(1) Albin Michel.
(2) *Victoire d'une défaite.* Fayard 1968.

* * *

Commencée dans la poésie, l'œuvre de Tibor Dery s'oriente par la suite vers le roman et le théâtre. C'est en 1956 que Niki ou l'histoire d'un chien, *traduit à Paris dès l'année suivante, l'imposa à l'opinion mondiale. Mais, dès 1947,* la Phrase inachevee *(traduit en 1966), d'inspiration autobiographique, l'avait fait remarquer. Le Théâtre national représente ses drames qui mettent en scène militants communistes, prisonniers, l'expérience de guerre de Dery. Ses nouvelles, composées en 1955-1956, et qui décrivent la vie quotidienne hongroise à l'époque stalinienne, accroissent encore son audience.*

Et c'est après Niki *et son triomphe, le drame de l'arrestation.*

Sorti de prison, il publie le roman écrit pendant sa captivité. Monsieur G.A. à X., *d'atmosphère kafkaïenne, et il recommence à écrire. L'Occident édite alors rapidement ses ouvrages, romans ou recueils de nouvelles :* l'Excommunicateur *(1967),* la Princesse de Portugal *(1969),* Jeu de bascule *(1969). Dans son dernier livre traduit en français,* Cher beau-père *(1975), Tibor Dery était revenu au récit personnel.*

STUDIO CUJAS
à 14 h - 16 h 25 - 18 h 50
21 h 25
L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES
de François Truffaut
20, RUE CUJAS 5e - 033-89-22

Formes

De l'amitié

Conviée à une coexistence temporaire, ou définitive, la photo fait bon ménage avec la peinture, fût-elle abstraite. Au milieu de la vaste rétrospective Robert Motherwell, et visibles comme elle tout l'été (1), deux ensembles d'images en noir et blanc forcent à leur tour les barrages de l'indifférence. Il est vrai que l'ensemble *New-York Art Scène*, baignant dans une atmosphère merveilleusement recréée, est dû à Renate Ponsold, la femme du peintre américain, dont le portrait figure aux côtés de celui de ses pairs : Rothko, de Kooning, Calder, Man Ray et sa femme, etc. Que de fantômes déjà !

Fantôme lui aussi, le grand artiste russe Alexandre Mikhaïlovitch Rodtchenko, puisqu'il est mort il y a plus de vingt ans ; il revit, avenue du Président-Wilson, avec une cinquantaine de photographies, dont les moins émouvantes ne sont pas celles qui évoquent son ami Maïakovski. Maïakovski et son crâne aigu, Maïakovski coiffé, Maïakovski et son chien Scorik... Mais, venu des expériences quintessenciées à une réalité plus objective, ce qui paraît naturel chez un photographe, il ne s'est pas contenté de faire des portraits, celui de sa mère ou de Dovjenko. Ses reportages des années 30, *Parade sportive, Manœuvres de l'armée rouge*, notamment, et ses vues statiques de monuments — un escalier basculant, comme maints « paysages urbains », semble un défi à l'équilibre — témoignent de recherches fort audacieuses pour l'époque. J'ai admiré aussi un village sous la neige, immobilisé dans sa torpeur blanche. On ne s'attardera pas ici aux polémiques, auxquelles il fut mêlé, relatives au « formalisme » et au réalisme. C'est du passé. Qu'il nous suffise de prendre conscience, à travers ce choix portant sur un millier de photos, d'un magnifique tempérament de créateur. Mais oui.

* * *

Les vacances invitent à relire des pages trop rapidement parcourues dans la bousculade de ces derniers mois. Le plaisir se double d'un apport enrichissant quand on rouvre la correspondance échangée entre André Suarès et André Bourdelle, poursuivie par la veuve du grand sculpteur, après la disparition de ce dernier, le 4 novembre 1929 (2). Les lettres de l'auteur du *Voyage du condottiere* à Paul Claudel ou à Georges Rouault nous avaient révélé un épistolier extraordinaire. Elles regorgent de vues originales sur toutes choses : les œuvres et les hommes, et, surtout, mettent à nu l'âme d'un être douloureux, écorché vif, enthousiaste et assoiffé de tendresse. Mais il s'agit encore une fois d'un dialogue, et les « répliques » de Bourdelle, aussi passionné, sont de la même veine. Quand il prend la défense de Delacroix, par exemple.

Et c'est la Grèce, c'est l' « incendie de l'esprit » qu'à Paestum le pèlerin des villes italiennes retrouve avec délices. Ces lettres ont été rassemblées sous le titre : *De l'amitié*. Pareil titre ne pourrait-il pas patronner les rencontres de Renate Ponsold avec les artistes américains, de Rodtchenko avec Maïakovski ? Car l'amitié est féconde, qui s'alimente d'admirations communes et qui se maintient au niveau le plus élevé.

JEAN MARIE DUNOYER.

(1) ARC 2, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson.

(2) André Suarès - Albert Bourdelle. *De l'amitié*. Editions Arted.

ELYSEES LINCOLN (v.o.) QUINTETTE (v.o.) - SAINT-LAZARE PASQUIER (v.o.) MONTPARNASSE 83 (v.o.)
more
Barbet SCHROEDER
PINK FLOYD

Théâtre

SHAKESPEARE A BUSSANG

Le Théâtre du peuple de Bussang, pour beaucoup, c'est avant tout une scène ouverte sur la nature, des comédiens recrutés sur place et formés par tante Camm (la compagne de Maurice Pottecher, décédée en 1957) et une œuvre remplie de nains, de croquemitaines et de fées, l'œuvre du « Padre » de Pottecher.

Pendant quarante ans, Pierre Richard-Willm s'était chargé de la mise en scène. L'ensemble tenait, consacré par le public, et sacré, même, pour certains. Pourtant Maurice Pottecher avait écrit un jour : « *Au cas où les organisateurs manqueraient de pièces inédites, on se proposerait de donner sur cette scène un chef-d'œuvre classique d'un grand auteur populaire au sens où l'ont été Eschyle, Molière ou Shakespeare, adapté à l'intelligence du public, pour qu'il retrouve ce qu'il y a en ces auteurs de profondément et éternellement humain.* »

Après le « Padre », disparu en 1960, et Pierre Richard-Willm, qui s'est retiré en 1969, la transition s'imposait, au risque de voir le Théâtre du peuple devenir un lieu de pèlerinage. C'est Tibor Egervari qui, courageusement, allait assumer la responsabilité de l'orientation à prendre. Il n'était pas question pour lui de remettre en cause ni l'esprit ni la vocation du Théâtre de Bussang (qui y songerait ?), mais de changer radicalement le répertoire.

Depuis deux ans, Tibor Egervari travaille sur Shakespeare.

Au début, désarmé comme quelqu'un qui perd une habitude, le public n'est pas venu. Il s'était au contraire précipité aux représentations du *Château de Hans*, chef-d'œuvre de Pottecher, en 1975.

Mais aujourd'hui Tibor Egervari a gagné. Le public est revenu, aussi nombreux, aussi composite qu'autrefois. L'étudiant en vacances côtoie le Vosgien revenu en voisin. Des Lorrains et surtout des Alsaciens se déplacent aussi. En voyant *Roméo et Juliette* à Bussang, on tient la preuve que l'on peut faire du théâtre, trouver un public, loin de la capitale — un peu loin de tout, même.

A Bussang, la fête a repris, et si l'on entend à l'entracte quelques spectateurs s'étonner du changement de décor, le public est malgré tout conquis, auditoire à nul autre semblable, qui manifeste sa présence quand on ne l'attend pas, qui rit et pleure plus fort qu'ailleurs. La magie du Théâtre du peuple est là, c'est voir les spectateurs applaudir au réveil de Juliette et sentir les comédiens ravis et complices.

STUDIO MÉDICIS
3, rue Champollion (5e) - Tél. 633-25-97
15e SEMAINE DE SUCCÈS
Le film le plus comique de l'année
OMAR GATLATO
de Merzak Allouache
PALME D'ARGENT AU FESTIVAL DE MOSCOU 1977
Sélectionné à l'unanimité à la semaine de la critique à Cannes 1977

GAUMONT Evry - MULTICINE Champigny - GAMMA Argenteuil
AVIATIC Le Bourget - PARLY 2 - ULIS Orsay - EPICENTRE Epinay - ARIEL Rueil
MARIGNAN VO / GAUMONT RICHELIEU VF / GAUMONT MADELEINE VF
CLICHY PATHÉ VF / MONTPARNASSE 83 VF / GAUMONT SUD VF
CAMBRONNE VF / GAUMONT GAMBETTA VF / 3 MURAT VF / CLUNY PALACE VO
BLACK SUNDAY
un dimanche terrifiant
PARAMOUNT présente • une production ROBERT EVANS • un film de JOHN FRANKENHEIMER
avec ROBERT SHAW • MARTHE KELLER • BRUCE DERN dans "BLACK SUNDAY" avec FRITZ WEAVER et BEKIM FEHMIU
musique de JOHN WILLIAMS • directeur de la photographie JOHN A. ALONZO • A.S.C. • producteur exécutif ROBERT L. ROSEN
d'après le roman de THOMAS HARRIS • scénario de ERNEST LEHMAN, KENNETH ROSS et IVAN MOFFAT
produit par ROBERT EVANS • réalisé par JOHN FRANKENHEIMER
un Film Paramount distribué par Cinéma International Corporation
INTERDIT AUX MOINS DE 13 ANS

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Hors de la représentation

On faisait d'eux « des hommes, pas de théâtre, mais publics », *on leur demandait de* « faire faire des choses à des gens qui n'y croyaient même plus ». *Cette représentation, deux prêtres, rencontrés en 1968 par Marie-Claire Schaeffer, l'ont démasquée, dénoncée, rejetée. Chacun à leur manière, ils ont voulu regagner leur vérité, redonner un sens et une vie à ce qui n'en avait plus, et dans le torrent des prises de paroles, en mai 1968, ont jailli des pages d'Evangile.*

Retrouvés en 1975 (c'est le principe de l'émission), ils ont donc fait leur autocritique : le présent par rapport au passé, l'un vis-à-vis de l'autre. Jacques est marié et s'occupe d'alphabétisation, il a un enfant, tandis que Ferdinand travaille comme prêtre-ouvrier. Sans chercher à revendiquer leur propre choix comme le seul possible et le seul nécessaire, ils ont prouvé que c'était pour eux une façon d'avoir « une vie humaine telle que la vivent tous les hommes », *en renonçant ou non à leur spécificité de prêtre. Ils ont changé, depuis mai 1968, ça se voit sur les visages, et ça s'entend. Le langage n'est plus le même, ni le ton. Sur le document de mai, ils semblent encore prêcher, même si le vocabulaire est déjà bousculé par les expressions de l'époque. Leur discours devant une caméra était encore de la représentation. Tandis que dans* « Autocritique 68-75 », *on retrouve l'authenticité de la discussion que n'ont plus les débats politiques.* « Maintenant, mes centres d'intérêt, ce sont mon travail, mon engagement, mes luttes avec les camarades pour changer cette société », *a déclaré le prêtre-ouvrier. Il a ajouté :* « Aujourd'hui, j'en parle peu, j'en dirais moins qu'en mai 1968. » *Permettre aux gens de se remettre à parler, avec les hésitations et les contradictions de la spontanéité, c'est bien le rôle de la télévision.*

CL. D.

SPORTS

CHAMPIONNATS D'EUROPE DE NATATION

Le naufrage de Pierre Andraca

De notre envoyé spécial

Sergeï Rusin (Union soviétique) a gagné, jeudi 18 août, la finale du 400 mètres nage libre des championnats d'Europe, en 3 min. 54 sec. 83 (record d'Europe amélioré de 93/100e de seconde), devant Franz Wennmann (R.F.A.) et Frank Pfütze (R.D.A.). Pierre Andraca, qui portait dans cette course la seule chance pour l'équipe de France de ne pas revenir bredouille de Jönköping, a été éliminé dès les séries.

Jönköping. — Voici un peu plus d'un an, à Montréal, Pierre Andraca réussissait un coup d'éclat dans les séries olympiques du 400 mètres nage libre (4 minutes 0 sec. 34). Il prenait rang parmi les bons nageurs de demi-fond et il n'était écarté de la finale que pour 14/100 de seconde. Malgré l'enjeu, il avait prouvé qu'il était capable de surmonter toutes ses appréhensions, contrairement à ce que font la plupart des nageurs français dans les grandes compétitions. Sur le moment, chacun s'accordait donc pour reconnaître qu'il aurait un rôle à jouer aux championnats d'Europe 1977.

En un an, avec une progression normale, il devait être capable de réaliser un temps nettement inférieur à 4 minutes.

En fait, Pierre Andraca a fait naufrage à Jönköping dès les séries du 400 mètres. Le champion en herbe, neuvième des Jeux de Montréal, a échoué au-delà de tout ce qu'on pouvait imaginer.

Que s'est-il donc passé pour que Andraca accomplisse à ces championnats d'Europe sa plus médiocre performance de l'année (4 min. 5 sec. 11), et comment expliquer son absence de réaction, cette sorte de démission, toute en contradiction avec l'idée que l'on s'était faite de son personnage ? Il semble, en réalité, que Pierre Andraca avait été jugé trop vite, et que, à Jönköping, il a été paralysé par le trac. Aux Jeux olympiques, l'année dernière, il n'avait aucune responsabilité, tout à prouver, rien à défendre. Au contraire, à Jönköping, il portait sans doute trop d'espoirs, les siens, comme ceux entretenus par son entourage, et il a tout simplement craqué.

Andraca n'a pas été le seul à connaître ce genre de mésaventure. Le Soviétique Rastokov, médaille de bronze à Montréal, détenteur du record d'Europe (3 min. 55 sec. 76), l'a accompagné dans son infortune, et n'a pu faire mieux que 4 min. 2 sec. 88. Pas plus que Andraca, Rastokov n'a pu expliquer la raison pour laquelle il avait perdu tout ressort dans la finale du 400 mètres.

Au regard de l'échec de Pierre Andraca et de celui de Vladimir Rastokov, la progression d'autres nageurs, depuis les Jeux de Montréal, est significative. Strobhach (R.D.A.), dix-huitième aux Jeux olympiques (4 min. 2 sec. 24), s'est classé quatrième de la finale de Jönköping, en 3 min. 57 sec. 42, et Petric (Yougoslavie) a fait encore mieux : il est passé de 4 min. 7 sec. 54 à 3 min. 58 sec. 23, c'est-à-dire de la trente-deuxième place aux Jeux à la cinquième place aux championnats d'Europe. Le vainqueur du 400 mètres de Jönköping, le Soviétique Rusin, comme le deuxième, l'Allemand de l'Ouest Wennmann, n'avaient pas été retenus pour le 400 mètres des Jeux olympiques de Montréal.

FRANÇOIS JANIN.

LES RESULTATS

MESSIEURS

200 mètres brasse. — 1. Moerken (R. F. A.), 2 min. 16 sec. 76 ; 2. Miskarov (U. R. S. S.), 2 min. 18 sec. 24 ; 3. Kusch (R. F. A.), 2 min. 21 sec. 5.

400 mètres libre. — 1. Roussine (U. R. S. S.), 3 min. 54 sec. 83 (record d'Europe) ; 2. Wennmann (R. F. A.), 3 min. 55 sec. 47 ; 3. Pfutze (R. D. A.), 3 min. 56 sec. 46.

100 mètres dos. — 1. Rolko (Tchécoslovaquie), 58 sec. 35 ; 2. Verraszto (Hongrie), 58 sec. 48 ; 3. Steinbach (R. F. A.), 58 sec. 60.

DAMES

200 mètres papillon. — 1. Fiebig (R. D. A.), 2 min. 12 sec. 77 ; 2. Pollack (R. D. A.), 2 min. 15 sec. 55 ; 3. Jenner (G.-B.), 2 min. 15 sec. 45 ; ...8. Clug (France), 2 min. 19 sec. 65.

400 mètres quatre nages. — 1. Tauber (R. D. A.), 4 min. 45 sec. 22 ; 2. Kahle (R. D. A.), 4 min. 50 sec. 77 ; 3. Davies (G.-B.), 4 min. 54 sec. 95.

Football

PAS DE LEVER DE RIDEAU POUR PARIS-F.C.

Paris Football Club (P.F.C.) ne devait pas rencontrer Rennes au Parc des Princes vendredi 19 août, en lever de rideau de Paris Saint-Germain (P.S.-G.)-Bordeaux. Malgré une intervention de M. Jacques Chirac, maire de Paris, favorable au déroulement du match, M. Daniel Hechter, président du P.S.-G., ne l'a pas voulu, soutenu dans sa position par la Fédération française de football et le Groupement du football professionnel.

Au cours de sa réunion du 8 juillet, la commission de contrôle du Parc des Princes, composée des représentants de la municipalité de Paris et des Fédérations de football et de rugby, avait fixé à cinq le nombre des matches que le Paris F.C. pourrait éventuellement jouer en lever de rideau du Paris S.-G., sous réserve de l'accord de ce dernier. La municipalité de la capitale, qui souhaite la réussite d'un deuxième grand club de football professionnel à Paris, aurait demandé au Paris S.-G. de verser alors 25 % des recettes au Paris F.C.

M. Daniel Hechter, qui n'a pas oublié le dédain que lui manifestèrent les dirigeants du Paris F.C. — alors en première division, — quand il fit ses premiers pas de dirigeant dans le football professionnel, n'entend pas faire de sacrifice financier pour un club rival. A moins que la municipalité ne lui accorde de nouvelles compensations... — G. A.

D'un sport à l'autre...

JEUX UNIVERSITAIRES. — L'Union soviétique a remporté, le 18 août, à Sofia, la première médaille d'or des Jeux universitaires en gagnant l'épreuve de gymnastique par équipes masculines devant le Japon et la République populaire de Chine. La France a terminé dixième.

VOILE. — Dans la cinquième régate qui l'oppose à *Gretel-II*, *Sverige* s'est imposé de 2 min. 11 sec. Les Suédois mènent par trois victoires à deux.

AUTOMOBILE

LES GAMMES 1978

Citroën : un nouveau moteur 6 CV pour la GS

Après Renault et Peugeot (*le Monde* des 18 et 19 août), Citroën aborde l'année automobile 1978 sans modification majeure de sa gamme. Les GS 6 CV bénéficient toutefois d'un nouveau moteur plus économique.

● LES 2 ET 3 CV : les « petites » Citroën sont quasiment inchangées. Notons cependant l'adoption de freins à disque à l'avant sur la Dyane 6, ainsi qu'une présentation spéciale « luxe métallisé » en option pour ce modèle, un volant de plus petit diamètre sur la 2 CV spéciale et la Méhari (qui reçoit également des freins à disque), enfin, un siège conducteur inclinable sur la LN.

● GS : les 6 CV (GS spéciale et GS X) ont désormais un moteur de 1 129 cm³ (au lieu de 1 015 cm³). Cette augmentation de cylindrée est surtout bénéfique — avec l'allongement de la quatrième vitesse — à la consommation, puisque les normes conventionnelles pour la GS X sont désormais de 6,5, 8,7 et 8,5. La consommation en ville, notamment, est inférieure de 2 litres à celle enregistrée sur l'ancien modèle. La puissance du nouveau moteur, 4 cylindres à plat et opposés, est de 56 ch DIN à 5 750 tours/min. et son couple maximum est de 8,1 mkg à 3 500 tours/min.

Tous les modèles de la gamme adoptent de nouveaux enjoliveurs de roues, les GS X et X 2 bénéficiant en plus d'un encadrement noir des glaces latérales, de phares anti-brouillard sous le pare-chocs et d'un accoudoir central sur la banquette arrière. La GS X 2 reçoit en outre un becquet arrière et des phares à iode H 4. Les G Spécial et GS Club peuvent être équipées, en option, d'une banquette arrière rabattable.

● CX : après le lancement de la CX 2400 GTI, il était normal que la CX Prestige s'empare à son tour de l'injection et de la boîte cinq vitesses. C'est désormais chose faite. Mais le modèle le plus luxueux de la firme bénéficie également de nombreuses améliorations, notamment un pavillon plus haut et quelques retouches d'ordre esthétique.

Sur tous les modèles de la gamme apparaît un essuie-glace à trois positions, dont une intermittente, et de nouvelles roues. La Pallas adopte un rétroviseur électrique extérieur et un éclairage de la serrure de contact. Enfin, la boîte cinq vitesses est disponible en option sur les berlines 2 400 Super et Pallas, et toutes les berlines, sauf la Prestige, peuvent être équipées d'un toit ouvrant à commande électrique. — M. B.

SOCIÉTÉ

CORRESPONDANCE

Les nomades de Vaulx-en-Velin (Rhône)

A propos de l'édification d'un mur autour d'un camp de nomades à Villeurbanne (Rhône), nous avions rapporté, dans le Monde *du 21 juillet, ces propos de M. Bernard Rivalta, adjoint au maire (P.S.) de la ville, M. Charles Hernu :* « La municipalité communiste voisine de Vaulx-en-Velin, qui nous a critiqués à propos du mur, a dû elle-même fermer un camp de nomades. » *Dans une lettre qu'elle nous a adressée, la municipalité de Vaulx-en-Velin s'élève contre cette affirmation. Elle ajoute :*

« Sur le territoire de notre commune, un terrain est actuellement réservé à l'accueil des « gens du voyage » ; seule la lenteur administrative a fait que le département du Rhône, responsable de l'aménagement, n'a pas encore porté les travaux à leur terme. En attendant, malgré les difficultés que cela engendre, les nomades trouvent accueil dans la cité ouvrière de la TASE (Textiles artificiels du Sud-Est) à Vaulx-en-Velin. »

VENDREDI 19 AOUT

CHAINE I : TF 1

20 h. 30. Au théâtre ce soir : Enquête à l'italienne, de J. de la Forterie. Mise en scène D. Crouet. Avec J. Raymond. G. Sylvia. P. Fromont.

Une réception mondaine, deux coups de feu, un mort et cinq suspects !

22 h. 30. Allons au cinéma.
23 h., Journal.

CHAINE II : A 2

20 h. 30. Feuilleton : La chasse aux hommes, de L. Iglesis (d'après Vialar) ; 21 h. 25. Littéraire : Ah ! vous écrivez, de B. Pivot.

Interviews de MM. Guy des Cars (le Château du clown), et Noël Delvaux (le Lézard d'immortalité et le Cirque à l'ancienne) et de Mme Lemercier (les Fanas du ciné).

Guy des Cars
LE CHATEAU DU CLOWN
un très grand roman
PLON

22 h. 20. Journal.
22 h. 30. Sport : Super stars.

CHAINE III : FR 3

20 h. 30. Découverte : Le monde secret des reptiles, de B. Burud, texte de M. Miller (prix du meilleur documentaire américain au Festival mondial de télévision à Hollywood en 1976). 21 h. 25. Documentaire : Planètes indigènes, planète Baroya, réal. Y. Dunlop, version française de M. Godelier et M. Treguer.

L'initiation des garçons dans une tribu de Nouvelle-Guinée australienne.

22 h. 15. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h., Fernand Deligny, par F. Estebe et J. Couturier : « la Brèche aux loups », avec Betty Pons et Jacques Lin ; 21 h. 30, Musique de chambre... Récital d'orgue donné par A. Pagenel au studio 103 de la Maison de Radio-France : œuvres de Couperin, Bach, Lubeck, Tartini, P. Arma et Weber ; 22 h. 30, Entretiens avec François Mauriac (rediffusion) ; 23 h., Jean Carteret ou la transparence, par E. Driant.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30, Escalades en Bulgarie : Stambolousko, Vladigerov, Izvorousko ; 21 h. 20, Nouvel Orchestre philharmonique, avec Thérèse Dussaut, pianiste, direction J.-P. Jacquillat : « le Tricorne », deuxième suite (de Falla), « Concerto pour piano en do majeur » (Roussel), « Dolor » (Rivier), « Bacchus et Ariane », deuxième suite (Roussel) ; 23 h. 30, Huit jours à Washington... La tradition blanche américaine ; 0 h. 5, Les fouleurs de paroles ; 0 h. 10, En direct du Festival de jazz de Châteauvallon ; 1 h., Le pays de personne, voyage musical d'un buveur de thé, par G. Condé.

SAMEDI 20 AOUT

CHAINE I : TF 1

12 h. 27. Le monde merveilleux de la magie ; 12 h. 47, Jeunes pratiques ; 13 h., Journal ; 13 h. 35, Sports : Championnat d'Europe de natation (en Suède) ; 13 h. 50, Le monde de l'accordéon ; 14 h. 5, Restez donc avec nous ; 18 h. 40, Magazine auto-moto ; 19 h. 13, Dessin animé ; 19 h. 43, Candide caméra ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Des magiciens ; 21 h. 33, Série : Sergent Anderson ; 22 h. 25, Les comiques associés ; 22 h. 50, Journal.

CHAINE II : A 2

14 h. 45, Journal des sourds et des malentendants ; 15 h., Série : L'aube de l'histoire. (Les Celtes aux têtes coupées, rediffusion) ; 17 h. 10, Des animaux et des hommes ; 18 h. 5, La télévision des téléspectateurs en super-8 ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 44, Souvenirs : La joie de vivre.

20 h. 32, Dramatique : « Messieurs les jurés » (l'affaire Lieutort) ; 22 h. 30, Magazine de l'image : Voir.

23 h. 25, Journal.

CHAINE III : FR 3

19 h. 40, Pour les jeunes : Le lièvre et la tortue et Carroyage ; 20 h., Magazine outre-mer : Les terres australes antarctiques françaises.

20 h. 30, Série historique : Eleanor et Franklin. (Quatrième partie.)

21 h. 30, Emission de l'INA : Le choc des cultures. (Quatrième partie : Le goût de la faune.)

Des intellectuels blancs confrontés à la réalité brutale d'une réserve indienne au Canada. Le désœuvrement, l'alcoolisme, le désespoir sont les facettes de ce qu'on appelle aujourd'hui l'ethnocide.

22 h. 55, Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Parallèles : A propos du Deuxième Festival de musique et traditions populaires des peuples méditerranéens ; 8 h., Les chemins de la connaissance... (rediffusions) : L'esprit de la main ; 8 h. 32, La terre est notre maison ; 9 h. 7, L'Afrique de l'Est, avec le président Kaunda de Zambie, Samora Machel, président du Mozambique, et le leader du Front patriotique rhodésien, Robert Mugabe ; 11 h. 2, Musique ; 12 h. 5, Le pont des arts ;

14 h., A la rencontre de Mario Praz, par S. de Vergennes et C. Mettra, avec M. Praz, C. Muschetta, I. Calvino, J.-J. Mayoux et P. Jullian ; 16 h. 20, Un grand interprète : Le flûtiste Franz Brueggen ; 17 h. 30, Rencontres québécoises internationales des écrivains : Les littératures nationales, avec G. Martin, C. Buch et D. Fernandez ; 18 h. 30, Peinture ancienne : « l'Escamoteur », de J. Bosch ; 19 h. 25, Lettres du Québec, par A. Major ;

20 h., Théâtre ouvert... « le Jour et la Nuit », d'Elie Pressmann, avec C. Evrard, C. Minazzolli et l'auteur ; 21 h. 55, Ad lib, avec M. de Breteuil ; 22 h. 5, Mi-fugue, mi-raisin, divertissement de B. Jérôme.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Puisque c'est ainsi ; 8 h., Autour de la chapelle royale de Versailles : H. du Mont, Lully, Charpentier ; 10 h., Musiciens amateurs et chasseurs de son ; 10 h. 30, Les classiques favoris : Haydn, Mozart, Chopin, Schumann ; 12 h. 40, France-Musique à Bayreuth... Concert donné par les ensembles régionaux : musique franconienne et viennoise ;

13 h. 30, Jazz : Paul Witheman ; 14 h., Au pays des maringouins ; à 14 h. 10, En dents de scie : Petite histoire érotique de la musique ; 15 h., Traverso ; 15 h. 30, La même encre : Skorkochevitch ; 16 h. 30, Journal inédit d'Alabama, par V. Schmidt ; 17 h. 45, Portrait d'un jeune musicien hongrois : Istvan Matur, flûtiste ; 18 h. 30, Conte musical : « le Miroir et le Hibou », de Philippe Leroux ; 19 h., Jeunes solistes... Gery Montier et Olivier Gardon, pianistes : œuvres de Beethoven, Debussy, Liszt, Haydn ;

20 h. 30, Off-Bayreuth... Rencontres internationales de la jeunesse : Musique de chambre du vingtième siècle (Schœnberg, D. Einfeldt, M. Stibilj) ; 23 h., En direct du Festival de jazz de Châteauvallon ; 0 h. 5, Les fouleurs de paroles ; 0 h. 10, Festivals d'Europe : Italie.

DIMANCHE 21 AOUT

CHAINE I : TF 1

9 h. 15, Emissions religieuses et philosophiques ; 12 h., La séquence du spectateur ; 12 h. 30, Jeu : La bonne conduite ; 13 h., Journal ; 13 h. 35, Jeu : L'homme qui n'en savait rien ; 14 h. 10, Feuilleton : Guerre et Paix, d'après Tolstoï (septième épisode : Borodino) ; 15 h. 35, Concert : « Suite Scythe, opus 20 », de Prokofiev, par l'Orch. national de France, dir. M. Le Roux ; 16 h., Sports : Direct à la une ; 17 h. 40, Téléfilm : « la Terre de Sannikov » ; 19 h. 15, Les animaux du monde ; 19 h. 45, Journal.

20 h. 30, FILM : PRETRES INTERDITS, de D. de La Patellière (1973), avec R. Hossein, Cl. Jade, Cl. Pieplu, P. Mondy, L. Seigner.

De 1936 à 1945, l'histoire de deux prêtres de campagne frappés d'exclusion, le premier pour avoir eu une liaison et un enfant avec une jeune fille qu'il voulait épouser, le second pour avoir fait alliance avec les communistes pendant la Résistance. Célibat et engagement politique des prêtres : deux problèmes traités de façon très mélodramatique dans un film à thèse, qui finalement ne démontre pas grand-chose.

22 h., Documentaire : Aux racines du mal.
22 h. 50, Journal.

CHAINE II : A 2

15 h., Le cirque du monde : Les Chipperfields ; 16 h., Téléfilm : Tom Sawyer ; 17 h. 13, Aventures : Panorama inconnu ; 17 h. 35, Chanteurs et musiciens des rues ; 17 h. 46, Magazine de la magie : Abracadabra, avec Majax ; 18 h. 35, Série : Shazzan ; 19 h., Sports : Stade 2 ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Jeux sans frontières ; 22 h., Feuilleton : La dynastie des Forsyte (rediffusion) ; 22 h. 50, Lecture : Les vaches de la nuit. Texte Ch. de Rivoyre lu par Nicole Courcel. Réal. G. Patris.

Prototype d'une nouvelle série qui propose des textes littéraires lus devant la caméra. Ici, Nicole Courcel, vivante, émue, lit une histoire d'amour qui n'est malheureusement pas à la hauteur de son interprétation magnifique.

23 h. 10, Journal.

CHAINE III : FR 3

20 h., Pour les jeunes : *Lassie*.

20 h. 30, L'homme en question : M. Jean d'Ormesson ; 21 h. 30, Le court métrage à l'INA.

Cinq courts métrages de fiction : du conte de fées au théâtre de la cruauté. Un générique original et quelques talents nouveaux.

22 h. 20, Journal.

22 h. 30, FILM (cinéma de minuit, cycle : A la découverte de Maurice Tourneur) : IMPASSE DES DEUX ANGES, de M. Tourneur (1948), avec P. Meurisse, Si Signoret, M. Herrand, J. Castelot, D. Delorme, F. Patrice. (N., rediffusion.)

Une vedette de music-hall qui est sur le point d'épouser un aristocrate retrouve l'homme qu'elle a aimé jadis. Elle part avec lui, la nuit, en pèlerinage sentimental, sans savoir que c'est un gangster. Un romanesque désuet que le talent des acteurs n'arrive pas à faire passer. Cette œuvre mineure de M. Tourneur fut aussi son dernier film.

FRANCE-CULTURE

7 h. 15, Horizon ; 7 h. 40, Chasseurs de son ; 8 h., Emissions philosophiques et religieuses ; 11 h., La musique et les mots : A propos de « l'Enlèvement au sérail », de Mozart ; 12 h. 5, Agora ; 12 h. 45, Musique de chambre ;

14 h., « les Caprices de Marianne », d'A. de Musset, avec D. Lebrun, R. Coggio, B. Girardeau, réal. G. Peyrou (rediffusion) ; 16 h. 5, Récital Jean-Marie Gravouin, violon, au Théâtre de la Plaine, avec B. Haudebourg, clavecin : J.-S. Bach, Rameau, J. Gilles, Mozart, Cimarosa, J.-M. Leclair ; 17 h. 30, Amour d'Armor, par G. Perros ;

19 h. 10, Les opéras français : « les Troyens », opéra en cinq actes et neuf tableaux de Berlioz, par les Chœurs et l'Orchestre de l'Opéra royal de Covent Garden, dir. C. Davis, avec J. Vickers, J. Veasey, B. Lindholm, P. Glossop, H. Begg, et les Chœurs de garçons de la Wandsworth School.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, C'est dimanche ; 9 h. 2, La route des cadences ; 11 h., Une heure espagnole ; 12 h., Festival de Salzbourg 1977... Orchestre de Mozarteum, dir. Theodor Guschlbauer : Mozart ;

14 h., Les mémoires d'Anne : Mahler, Schubert, Schœnberg, Schumann, F. Bridge, Brahms ; 17 h., Musique au théâtre : Gesualdo, G. Dufay, G. de Machaut, A. Berg ; 19 h. 35, Jazz vivant ;

20 h. 30, Huit jours à Washington : La tradition scandinave ; 21 h., En direct, off Bayreuth... Orchestre des Rencontres internationales de la jeunesse : « Symphonie n° 5 en ré majeur » (R. Vaughan Williams), « Concert pour deux orchestres à cordes, piano forte et timbales » (B. Martinu), « l'Oiseau de feu » (Stravinski) ; 23 h., Nouveau monde... Le rêve américain : Billing, Reinage, Hopkinson, Parker, Ives, Luening, Phill Glass ; 0 h. 5, Les fouleurs de paroles ; 0 h. 10, Baissez les pianos ou les artisans de la musique ; 0 h. 45, Charlemagne Palestine.

● *Une journée de débats et de projections* sur le thème « l'opéra à la télévision » aura lieu à Salzbourg le 22 août. Organisé par le Centre international de la musique, ce colloque accueillera cent quarante participants venus de vingt-quatre pays ; il sera présidé par M. Pierre Wozlinky, directeur des programmes des services musicaux de Radio-France.

TRIBUNES ET DÉBATS

VENDREDI 19 AOUT

— *M. François Mitterrand*, premier secrétaire du P.S., est l'invité du journal de TF 1, à 20 heures.

SAMEDI 20 AOUT

— *M. Lionel Jospin*, secrétaire national du P.S. est le rédacteur en chef du Journal inattendu de R.T.L., à 13 heures.



هكذا من الأصل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET S

COMMERCE EXTÉRIEUR

DÉMOGRAPHIE

La forte augmentation de la pop
est due, pour l'essentiel, aux

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

COMMERCE EXTÉRIEUR

Le redressement des échanges français se confirme

Mais l'équilibre reste très difficile à atteindre

Les résultats du commerce extérieur de juillet confirment l'amélioration de la balance commerciale française enregistrée depuis avril dernier, qui avait été interrompue en juin par un très mauvais résultat, dont les prochains mois devraient confirmer qu'il s'agissait d'un accident de parcours sans signification durable (*le Monde* du 19 août).

Les exportations ont atteint 25 876 millions de francs (— 1,6 % par rapport à juin) et les importations 26 673 millions de francs (— 6,8 %) soit un taux de couverture des achats par les ventes de 97 %. En valeur absolue, le déficit de juillet s'élève à 797 millions de francs et à 9,1 milliards de francs depuis le début de l'année. En un an, c'est-à-dire par rapport à juillet 1976, les exportations progressent de 12,4 % et les importations de 10,2 %. Tous ces chiffres sont corrigés des variations saisonnières, méthode employée par les statisticiens pour éliminer les facteurs irréguliers tels que les vacances, les jours fériés... et dégager une tendance profonde.

En données brutes, les exportations ont atteint 25 558 millions de francs (— 13,9 % par rapport à mai) et les importations 25 664 millions de francs (— 15,2 %). Le taux de couverture des achats par les ventes a donc été de 99,6 % et le déficit de 106 millions de francs.

Quelles indications tirer des résultats de juillet ? A l'évidence, le commerce extérieur de la France s'est nettement redressé depuis avril. Mais — et cela doit être souligné — ces résultats, pour favorables qu'ils soient, demeurent extrêmement fragiles. Tout d'abord parce que la progression de nos exportations sur les marchés extérieurs dépendra étroitement de la santé des économies étrangères. De ce point de vue, l'attitude de Bonn et de Tokyo, qui hésitent encore à relancer l'expansion, sera très importante pour la France. Côté américain, Washington ne peut maintenant que freiner l'activité, tant sont importants les déficits extérieurs et budgétaires des Etats-Unis.

Autre *motif* d'inquiétude : malgré la quasi-stagnation de l'activité économique, les importations restent élevées. Les achats de produits énergétiques (pétrole, gaz, charbon) notamment ont atteint 6,3 milliards de francs en juillet, comme en juin. Tout laisse penser que la note pétrolière demeurera lourde au cours des prochains mois, même si elle reste compatible avec le plafond de 55 milliards de francs fixé par M. Barre pour les achats de pétrole en 1977. Si la croissance économique reprenait — même lentement — vers la fin de l'année, les importations augmenteraient donc un peu plus vite.

Pour toutes ces raisons, on peut penser que, jusqu'à la fin de l'année, le taux de couverture des importations par les exportations restera voisin de 98 %, frisant l'équilibre, sans l'atteindre. S'il en était ainsi, le déficit commercial atteindrait — compte tenu des très mauvais résultats enregistrés au premier trimestre — 12 ou 13 milliards de francs en 1977, contre 18,3 milliards en 1976. C'est un progrès. Ce n'est pas encore l'équilibre. — Al. V.

LES EXPORTATIONS SOUTIENNENT L'ACTIVITÉ déclare M. Rossi

Commentant les résultats du commerce extérieur de juillet, M. André Rossi a déclaré :

« *Ces résultats confirment la tendance à l'amélioration régulière de la balance commerciale de la France : le déficit du mois de juillet est inférieur de 200 millions de francs au déficit mensuel moyen du deuxième trimestre, et de 900 millions de francs à celui du premier trimestre.*

» *Cette amélioration résulte du maintien des exportations à un niveau sensiblement supérieur à celui atteint à la fin de l'année 1976 et de la relative stabilisation des importations. Le déficit énergétique s'élève au mois de juillet à 5 600 millions de francs, soit un niveau identique à celui du mois de juin. La tendance à la baisse des importations d'automobiles observée depuis un an semble se poursuivre, tandis que les exportations se stabilisent après les niveaux exceptionnellement élevés atteints au second trimestre. Enfin, le solde des échanges de biens de consommation, redevenu positif depuis avril, poursuit son redressement.*

» *Ces résultats montrent que le commerce extérieur reste un élément dynamique de la conjoncture. Le niveau des exportations contribue à soutenir l'activité.* »

RÉPLIQUE DU MAROC AUX MESURES PROTECTIONNISTES FRANÇAISES

Le gouvernement marocain a pris des décisions pour réduire le déficit de ses échanges avec la France et la C.E.E. à la suite des mesures protectionnistes adoptées par la Communauté à l'instigation de la France, annonce-t-on de source officielle à Rabat. Aucune précision n'a été fournie dans le communiqué publié à ce sujet, mais on peut penser qu'il s'agit de restrictions sur les exportations du Marché commun vers le Maroc.

Des démarches officielles sont en cours auprès des autorités françaises et auprès de la Commission de Bruxelles pour expliquer le point de vue marocain, ajoute le communiqué qui conclut : « Les autorités compétentes estiment que le Maroc, étant associé à la C.E.E., ne peut être traité sur le même pied que les pays non associés. » — (A.F.P.)

DÉMOGRAPHIE

LES RÉSULTATS DU RECENSEMENT DE 1975

La forte augmentation de la population active est due, pour l'essentiel, aux femmes

L'étude sur l'évolution des catégories sociales de la population française entre 1968 et 1975, basée sur le sondage au 1/5 des données fournies par le dernier recensement et que vient de publier l'INSEE, indique que l'accroissement de la population active est resté fort (+ 0,9 % par an). En sept ans, l'augmentation du salariat (2 millions de salariés supplémentaires) s'est accompagnée d'une chute du travail indépendant (un million d'actifs en moins).

C'est aux femmes que l'on doit, pour près des 3/4, l'augmentation de la population active entre 1968 et 1975. Elles sont désormais plus souvent salariées que les hommes : 84,1 % de la population active féminine occupe un emploi salarié (la progression est de 8 points par rapport à 1968) alors que la proportion n'est que de 81,8 % chez les hommes (+ 4 points).

La part des femmes dans la population active, qui était restée très stable au cours des périodes précédentes, a de ce fait progressé, passant de 34,9 % en 1968 à 37,3 % en 1975 (+ 2,4 %). Les catégories professionnelles où la proportion des femmes a le plus augmenté sont celles de cadres moyens (+ 4,6 %, et même + 10 % chez les cadres administratifs), de cadres administratifs supérieurs (+ 3,7 %), des professions libérales (+ 2,9 %), d'employés (+ 2,9 %), mais aussi d'OS (+ 3,8 %). A l'inverse, la proportion des femmes a baissé parmi les commerçants (— 2 %), ainsi que dans les services médicaux et sociaux (— 4,2 %).

Tous les emplois salariés se féminisent, et certains métiers (dans l'électronique, le textile...) restent presque exclusivement féminins. Parallèlement, les femmes subissent lourdement le chômage : le taux des sans-emplois est deux fois plus élevé pour elles que pour les hommes.

Parmi les 83 % de salariés (hommes et femmes), les employés et cadres prennent une importance croissante : leur part dans la population active s'est accrue d'environ 8 %. Il ne faudrait pas en conclure que l'économie se « bureaucratise » : le « tertiaire » est une catégorie floue et hétérogène, et le travail de certains employés de banque ou de l'informatique se rapproche du travail en usine.

L'augmentation de la population ouvrière s'est poursuivie à un rythme plus modéré qu'auparavant (0,9 % par an), mais cette évolution recouvre les modifications structurelles significatives : 70 % des actifs de moins de vingt ans sont ouvriers, et la moitié de ces jeunes ouvriers n'ont pas de qualification.

Il y avait déjà plus de femmes que d'hommes dans les emplois non qualifiés (manœuvres, O.S.) et moins dans les emplois qualifiés (O.Q., contremaîtres) ; cette répartition s'est accentuée. Quant à la qualification des ouvriers dans leur ensemble, on ne peut conclure à son élévation, mais le rapport souligne les difficultés statistiques attachées à une telle évaluation.

La population agricole française se rapproche de celle de ses voisins ; chaque année, 5,6 % des agriculteurs exploitants disparaissent. On constate parallèlement le vieillissement de ces derniers : 43 % d'entre eux avaient plus de cinquante ans en 1975.

★ *Economie et Statistique*, n° 91, juillet-août 1977. INSEE, tour Gamma A, 195, rue de Bercy, 75582 Paris Cedex 12.

La nouvelle répartition de la population active (en 1975)

CATEGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES	EFFECTIFS	VENTILATION en %	VARIATION annuelle depuis 1968 (en %)
AGRICULTEURS EXPLOITANTS..	1 650 865	7,6	— 5,6
SALARIES AGRICOLES	375 480	1,7	— 6,1
PATRONS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	1 708 925	7,8	— 1,9
Industriels	59 845	0,2	— 4,2
Artisans	533 635	2,5	— 2,1
Patrons pêcheurs	15 835	.—	— 2,1
Gros commerçants	186 915	0,9	— 1,7
Petits commerçants	912 695	4,2	— 1,7
PROFESSIONS LIBERALES ET CADRES SUPERIEURS	1 459 285	6,7	+ 5,6
Professions libérales	172 025	0,8	+ 2,9
Professeurs, professions littér. et scientif.	377 215	1,7	+ 8,5
Ingénieurs	256 290	1,2	+ 4,7
Cadres administratifs supérieurs.	653 755	3	+ 5,3
CADRES MOYENS	2 764 950	12,7	+ 4,7
Instituteurs	737 420	3,4	+ 4
Services médicaux et sociaux	298 455	1,4	+ 8,1
Techniciens	758 890	3,5	+ 5,2
Cadres administratifs moyens ..	970 185	4,4	+ 3,9
EMPLOYES	3 840 700	17,7	+ 3,6
Employés de bureau	3 104 105	14,3	+ 3,9
Employés de commerce	736 595	3,4	+ 2,4
OUVRIERS	8 207 165	37,7	+ 0,9
Contremaîtres	443 305	2	+ 2,9
Ouvriers qualifiés	2 985 865	13,7	+ 1,8
Ouvriers spécialisés............	2 946 860	13,6	+ 1,4
Mineurs	73 440	0,3	— 9,2
Marins et pêcheurs	38 280	0,2	— 1,8
Apprentis ouvriers	106 690	0,5	—11,8
Manœuvres	1 612 725	7,4	+ 0,1
PERSONNELS DE SERVICE	1 243 490	5,7	+ 0,9
Gens de maison	234 355	1,1	— 2,6
Femmes de ménage	154 100	0,7	— 5,4
Autres personnels de service	855 035	3,9	+ 3,8
AUTRES CATEGORIES	524 000	2,4	— 0,1
Artistes	59 075	0,3	+ 2,4
Clergé	116 945	0,5	— 2,2
Armée et police	347 980	1,6	+ 0,4
TOTAL	21 774 860	100	+ 0,94

SUISSE
VILLARS-SUR-OLLON
altitude 1.300 m
A VENDRE
dans domaine privé avec environnement protégé
APPARTEMENTS DE LUXE
dans
CHALETS TYPIQUES
de 5 à 10 appt. seulement
VUE PANORAMIQUE
Crédit 80% sur 20 ans intérêt 6%
Directement du constructeur
IMMOBILIÈRE DE VILLARS SA
Case postale 62
CH-1884 VILLARS-s.-OLLON
Tél. 025/31039 et 32206

ANNONCES CLASSÉES

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux

Importante Sté V.P.C. en développement rech. pour ROUEN chef de département ACHETEURS DYNAMIQUES bons négociateurs, bons gestionnaires, ayant une solide expérience de la distribution et de la connaissance des sources d'achat, de production et d'importation, dans un ou plusieurs des secteurs suivants :
- Hifi-son, optiq., photo-ciné ;
- Bricolage, outillage, jardin ;
- Ménager, électro-ménager, décoration ;
- Linge de maison, textile ameublement.

Ecr. avec référ. et prétentions n° 703.599 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75081 Paris, qui transm. Discrétion assurée.

AVIS DE CONCOURS
Un concours sur titres et sur épreuves sera ouvert le 26 oct. 1977 à l'hôtel de ville de Montpellier pour le recrutement d'un **PROFESSEUR PLASTICIEN** pour le département Art à prédominance peinture de l'Ecole régionale des beaux-arts. Date limite d'inscript. 8 oct. 77. Renseignements : mairie de Montpellier-Polygone, bureau du secrétariat général (5e étage).

Importante Sté V.P.C. en développement rech. pour ROUEN chef de département CHEF DE PRODUIT
Il devra avoir une solide expérience de la V.P.C. de préférence ou de distribution directe consommateurs dans l'un des secteurs suivants :
- Hifi-son, optique, cinéma ;
- Bricolage, outillage, jardin ;
- Ménager, électro-ménager, décoration ;
- Linge de maison, textile en ameublement.

Il sera chargé de concevoir et de suivre les actions commerciales afin de promouvoir les ventes et de suivre leur rentabilité. Ecr. av. réf. et prétent. n° 703.598 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75081 Paris, qui transm. Discrétion assurée.

G. E. T. I. recrute
1 PROGRAMMEUR SYSTEME débutant, diplômé IUT, dégagé O.M.
2 PROGRAMMEURS dipl. IUT connaiss. COBOL indispens., FORTRAN souhaitée, orient. gestion. Dégagés O.M.
B.P. n° 15, 60104 CREIL Cedex.

annonces diverses

Part. rech. personnes du 28 août au 12 sept. pr CROISIERE EN TURQUIE. 285-39-77, sauf w.-e.

autos-vente

104 - 304 - 504 - 604 Modèles 77. Peu roulé. Garanties Auto Paris XV - Tél. 533-69-95. 63, rue Desnouettes, Paris-15e.

enseignement

L.T.C. SCHOOL OF ENGLISH NORWICH, NORFOLK NR1 1LG
Cours intensifs d'anglais à tous niveaux.
Cours spécialisés d'anglais : pour études scientifiques ; pour études commerciales ; pour secrétariat.
Trimestres commencent septembre, janvier, avril.
Cours d'été de 4 semaines chacun entre 27 juin et 16 septembre. Logement dans familles anglaises.
A partir de septembre préparation aussi aux examens « G.C.E. « O » and « A » levels » pour l'anglais ; math. ; physique ; chimie et autres disciplines.

Ecrire à LTC SCHOOL OF ENGLISH (L.M.) Crusader House, 38-40 Prince of Wales Rd., Norwich Norfolk NR1 1LG, Angleterre.

ESPAGNOL INTENSIF sur la Costa del Sol par petits groupes.
ACADEMIA OXFORD, Comedias, 11 MALAGA (Esp.). Téléph. 21-23-09.

cours et leçons

COURS AUDIO VISUEL PRIVE ANGLAIS, ESPAGNOL, FRANÇ. DEMONSTRAT. GRATUITES SESSIONS INTENSIVES D'ETE Venez, 46, bd St-Michel, Paris-6e Tél. 326-08-70 - 329-02-88 Tous les jours 9 h à 21 h.

offres d'emploi

Sté DISTRIB. de PROD. FRAIS **BANLIEUE SUD** recherche **OPÉRATEURS PUPITREURS** sur C II - HB - 61/60
Envoyer C.V. et prétentions, à n° T 75.877 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

occasions

ENTREPOTS BENARD-MARTEL, MAISON MARTEL, fondée en 1863, vendrait ses vieux vins. Visible de 14 h. à 17 h. chaque jour, sauf le dimanche. Téléph. (35) 27-51-74.

L'immobilier

appartem. vente

Paris Rive droite

AV. KLEBER, près Etoile Appt 230 m2 + atelier en duplex, étage élevé, balcon, gd confort. 1 million 850.000 F. Visite sur rendez-vous : 329-35-85.

MADELEINE Propriétaire vend dans bel imm., asc., 2/3 P. et 5 P., possib. prof. lib. 734-99-75, de 10 à 12 h 30 et 15 à 17 h.

HALLES Duplex 170 m2, living + 5 ch., 5e étage sans ascens., parf. état. Tél. 589-20-97

20e Mo JOURDAIN Original 105 m2 dont living 30 m2 sur terrasse, 3 chbres, cuis. équipée, jolie sal. de bains, ascenseur part., tél. 450.000 F - Tél. 366-45-29.

PLACE des ETATS-UNIS près Dans hôtel part. grand standing 2, 3, 4 p., entrée, cuis., w.-c., s. bains, chauff. cent. Surface de 50 à 150 m2. - Tél. 734-73-88.

20e Mo JOURDAIN Imm. récent gd stg, 77 m2, liv. 38 m2 s/balc., chbre, jolie s. bains, cuis. équip., tél., parking, vue. 380.000 F. Tél. 797-93-21.

DEVENEZ INVESTISSEUR
Avec 30.000 F (PEL POSSIBLE)
SOYEZ RASSURE TS RISQUES
Placer son argent est un acte sérieux
Sélection de programmes d'investissement dans PARIS
— Haute rentabilité immédiate
— Accroissem. rapide du capital
— Fiscalité avantageuse
— Location et gestion assurées
Pour une étude personnalisée GROUPE VRIDAUD - 261-52-25+ 15, rue de la Paix - PARIS Ouvert tous les jours sur R.-V.

RANELAGH, en un lot, 3 appts 180, 100, 20 m² judicieux, jamais habités, imm. 1931, de standg, 4 asc., calme absolu, vue impren., 7e ét., terrasse de plain-pied sur 2 appts 100 m². Vu urg. vis. sur place ts les jours, 19 h. à 20 h., 23, av. Léopold II, Paris (16e). Faire offre de prix direct. au propriétaire : 15 (93) 01 - 33 - 52.

Paris Rive gauche

Dernier étage sur terrasse 150 m2, gde classe. - 960-06-02.

XVe Imm. récent, séjour, chbre, tt cft, tél., 4e ét., balcon. 566-02-85.

13e PEUPLIERS. Petit imm. nf **5 ATELIERS D'ARTISTE** de 100 à 110 m2. Const. originale. Livrais. sept. 78. Tél. apr. 18 h : 589-20-97.

ALMA Rive gauche 169, r. de l'Université Superbe 2/3 P., 77 m2, tt conft. 540.000 F. Samedi après 14 h.

GOBELINS Part. vend 3 pièces, s. eau, poss. bains, tél., chauff. gaz, 5e ét. sur cour, asc., clair - Tél. 222-11-13.

Région parisienne

LE VÉSINET CENTRE 4e ét., asc., jolie vue, 2 pièces, 40 m2 + terrasse, 190.000 F. AG. TERRASSE, Le Vésinet. 976-05-90

Province

CANNES (région). Appts, villas, commerces. - BOURSE FRANC. de la CONSTRUCTION et du COMMERCE, 122, rue d'Antibes, 06400 CANNES

LA BAULE A vendre Appt 4 pers., 56 m2, séj., 2 chbres, tél., avec GRAND BALCON PLEIN SUD, habitable tte l'année, ds centre, à 150 m mer. Prix 245.000 F. Tél. (54) 84-11-80.

appartem. achat

Père achète compt. dans Paris pour doter enfants appt ancien, libre janvier. Px indifférent si justifié. Ecr. Eupa-Aboumawas, B.P. 34, GAMMART (Tunisie).

bureaux

DOMICILIATION. TEL. SECR. **TELEX** Frais 100 F par mois APEPAL - 228-56-58

locations meublées Offre

Paris

PRES TOUR EIFFEL **MACSON** 43, r. Saint-Charles, 75015 Paris loue à la SEMAINE, QUINZAINE ou MOIS, studios et appts. - Tél. 577-54-04.

CHAMPS-ÉLYSÉES BEAUX APPTS DE CLASSE. 2, 3 ET 5 PIECES, TEL. Belle récept. Imm. standg. 727-84-24.

6e Mo ST-SULPICE Bel immeuble Ascens. Living dble, chambre, bien meublé. 2.500 F c.c. Tél. 366-45-29

locations non meublées Demande

Paris

Partic. ch. 3-4 p., tt cft, clair, calme, de préfér. Buttes-Chaumont, Marais, Halles, Opéra. — Téléph. 887-35-09 (sauf matin).

Ch. GD STUDIO ou 2 PIECES, cuisine + salle de bains, dans quartiers Ouest et Sud-Ouest de Paris. Max. 1.400 F/ mois TTC. Agences s'abstenir. — Téléph. 225-53-00, poste 366, heures bur.

Région parisienne

CHELLES RECH. PAVILLON à louer avec jardin. Loyer mensuel 1.500 F maxim. Ecr. n° 6.536, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Pour Société européenne cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 2 à 6 ans. - 283-57-02.

fermettes

130 km. NORMANDE ACTUALISEE, séj. 30 m², cuis., w.-c., bs, étage, 3 ch. mansard., sanit., carrelage, moquette, poutres, solives, cheminée, façade colombage, pierre grès, chauffage central radiateurs par feu de cheminée, électricité possible éolienne. 1.950.000 F + terrain, à partir de 25.000 F. BAGLAND, 1, route de Sainte-Marguerite, 27190 CONCHES. Tél. 34-21-14.

MARTEL près **SOUILLAC (LOT)** 5 km DORDOGNE. Bel. fermette rest. tt cft, s/1.200 m2. 310.000 F. Tél. (65) 37-31-74, mal., repas.

ISOLÉE VUE IMPRENABLE
ALLIER. Prox. montagne bourbonnaise, site sauvage, région boisée et de pêche. Fermette 3 p., pl.-pd, chemin., poutr. app., gren. mansardé av. accès intér., grange atten. 100 m² au sol. Terrain attenant 2.500 m². Eau potable par puits. Electr. branch.
PRIX 60.000 F CREDIT 80 %
PROGECO, 11, avenue Sinturel, 03 - Saint-Pourçain-sur-Sioule. Tél. 15 (70) 45-40-66 et 45-30-68.

Immobilier (information)

LOCATIONS SANS AGENCE OFFICE DES LOCATAIRES 18, r. La Michodière, Mo Opéra Frais abonn. 310 F. - 742-78-93.

constructions neuves

ISSY-LES-MOULINEAUX « LES MARRONNIERS »
DU STUDIO AU 3 PIECES
STUDIO 157.000 F
2 PIECES 241.500 F
3 PIECES 352.500 F
PRIX NON REVISABLES A LA RESERVATION
Livraison Hiver 77-78
GECOM - 747-59-50

SAINT-MANDÉ 20-22, rue Jeanne-d'Arc « JEANNE DU LAC »
IMMEUB. PIER. DE TAILLE Confort total électrique DU STUDIO AU 5 PIECES PRIX FERME ET DEFINITIF A LA RESERVATION
Ts les jrs, 11 à 18 h., sf mardi ou GECOM, 747-59-50.

maisons de campagne

TARN Gde MAIS. CAMPAGNE pierre, poutres appar., cheminée, terrain. 160.000 F. Crédit 100 %. Tél. (63) 57-56-87.

MAS PROVENÇAL Dans 1.500 m2 de terrain, au pied du sud Lubéron Grand séjour 80 m2, cuisine, 4 chbres dont 2 avec terrasse, garages, chauffage central. Prix 735.000 F.
LES MAS DE PROVENCE place Mirabeau, 84160 CADENET. T. (90) 68-06-59

G E R S ANCIEN MOULIN A EAU bordé par petite rivière, prairie ombragée 8.000 m2, vue dégagée, très ensoleillée, 4 à 8 pièces possible. Prix 200.000 F. PROPINTER S.A., B.P. 33, 24103 BERGERAC Téléph. (53) 57-53-75.

35 MINUTES MER **prox. UZÈS (30)** Sur 7.000 m2 terrain arborisé, au pied village pittoresq., authent. mas provençal de caract. comprenant partie habitation avec cheminées + fenil + très belle bergerie, aménageables à peu de frais. Puits + eau de la ville. Gros œuvre très bon état.

AFFAIRE EXCEPTIONNELLE A saisir avec 50.000 F compt., solde sur 20 ans possible. Total 250.000 F. Tél. ce jour CATRY (91) 37-09-27. Jours suivants, Uzès. (66) 22-25-06, heures repas.

110 km. Paris. Ferme à rénover, 5.400 m², bordure étang et bois. Becquigny, 7 km. 80-Montdidier. M. Pilgot. Px 200.000 F, à déb.

pavillons

FRANCONVILLE 8e GARE Pav. pl.-pied, 330 m2 terrain, garage, chff. cent., 4 p., cuis., wc, bains, cave. Px 279.000 avec 56.000 F. 964-59-92.

MONTMORENCY Résidentiel - Villa meulière, 300 m2 terrain, sssol total, gar., chff. cl, 6 p., cuis., s. bains, wc. EXCEPTIONNEL. Prix 485.00 F, avec 81.000 F. Tél. 964-59-92.

villégiatures

Loue SEPTEMB., 500 m. plages Antibes et Juan-les-Pins, villa F 2, quart. résident. et calme, jardin ombragé. Tél. propriét. : 577-28-47, de 19 hres à 22 hres.

RANDONNÉE AU NÉPAL REGION EVEREST - 8/31 oct. QUELQ. PLACES DISPONIBL. BILLET GROUPE, SEUL. poss. Ecr. M. Leblanc, 618, route des Pèlerins - 74400 CHAMONIX TEL. (50) 53-10-72

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES 296-15-01

propriétés

ANCIEN MANOIR NON RESTAURE sur 1 hectare, possibilité plus **COLLINES DU PERCHE** près NOGENT-LE-ROTROU 3 cheminées d'époque, dont l'une dans une pièce de 65 m² environ, vaste grenier, cave voûtée aménagée, salle de bains. Prix sur 1 hectare, y compris acte enregistrement et agence : 365.000 F

HERBAGE 15 HA eau sous pression et source électr. en limite. Prix TOUS FRAIS COMPRIS : 565.500 F.
Agence A. BUISSONNIER. Téléph. jusqu'à 9 h. 30 et après 20 heures : 15 (37) 09-91-11, demander le 44 à CETON.

Part. vd Béarn mais. de caract. anc., bon état, 9 p., 2 s. de bns, w.-c., 300 m² habit., gd grenier, grange, chais. Vue. Ter. 2 ha 87. Puits, source. Prix 35 U. Ecrire n° 1.389, « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

PROVENCE, SUD LUBERON FERME anc., tr. bien restaurée, pierres appar., confort, téléph., 140 m² habitab., vue très belle, calme. 480.000 F. — AGENCE CATIER, 84360 LAURIS. Tél. 46.

Près GRASSE. Très belle ppté 1 ha 1/2. Mas 1780, tr. b. état, pisc., mais. gard., tr. beau sous-bois, parc fleuri av. nombrx arbres ess. variées. Calme absolu, vue sup. Px 2.300.000. Ecr. Max PETIT, les Pommes de Pins, 06 - GRASSE - LES ASPRES.

OISE - 60 km PARIS Part. vd SPLEND. PPTE orée forêt, 7 p., tt cft, jdin 2.500 m². Ecr. n° T 75.870 M, Régie-Pr., 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Près RAMBOUILLET SUPERBE PROPRIETE SUR 1 HA ARBORISE style pavil. de chasse Franç. Ier ETAT IMPECCABLE **10 PIÈCES, 5 SAL. DE BAINS** cuis., office + maison gardien F 5, garage, à saisir 1.500.000 F. Téléph. 461-74-43.

domaines

FLORIDE 2.680 HECTARES DE TERRE AGRICOLE Bien drainé. Altitude élevée. Façade de 1.600 m. sur route. Dans la zone du pays dont la croissance est la plus rapide. Centre ccial régional à 19,2 km. Electricité sr place. La région a des ressources pétrol. prouvées. Droits pétrol. et miniers dispon. Potentiel de revente élevé. Vente par propriétaire. Renseignem. : Wildcat Farms, Ltd, P.O. Box 247, Naples, Florida 33940, Etats-Unis.

villas

LE VESINET Très résidentiel 5 R.E.R. - Villa pierre de taille, surf. habitable 200 m2, récept., bur., 3 chbres + chbre serv., greniers aménageables, gar. 3 voit., beau jardin d'angle. AGENCE TERRASSE, LE VESINET - 976-05-90.

5' ENGHIEN VILLA ILE-DE-FRANCE 1971 550 m2 terrain, ss-sol total, gar., chff. central, 7 p., cuis., wc, s. de bains. Très belle affaire. Px 550.000 F av. 110.000 F. 964-59-92.

Beaujolais. Mais. récente 11 p., 3 bns, 4.600 m², vue impren., à 600 m. bourg, poss. 2 logts. Aff. à saisir vu urg. 33 km. Lyon. 595.000 F. Me MEAUDRE, not. 69620 LE Bois-d'Oingt. Tél. 10.

A louer superbe villa F 6 (3 km. rte de Moutte, entrée I.F.A.C.), magnifiq. panor. sur baie Fort-de-France. S'adr. Me Maurice DUVAL, 35, rue Victor-Sévère, 972000 Fort-de-France, Martiniq.

terrains

MONTMORENCY 10' gare, résidentiel. Terrain à bâtir, surf. 550 m2, 21 m large, viabilité s/rue. Prix 198.000 F, avec 39.000 F. Tél. 964-59-92.

Terrain à vendre centre GOUVIEUX-CHANTILLY (60), viab., perm. constr., 628 m²; faç. 30 m. Px 110.000 F. — (4) 457-29-53 ou 837-37-37. de 9 à 17 h., poste 2.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

EMPLOI

La C.G.T. s'inquiète des licenciements d'immigrés dans la sidérurgie

Les dirigeants de la fédération C.G.T. de la métallurgie, qui ont été reçus jeudi 18 août par M. Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, s'inquiètent des licenciements de travailleurs immigrés dans la sidérurgie. Six mille travailleurs étrangers de ce secteur sont menacés de perdre leur emploi au cours des prochains mois, ont-ils déclaré au cours d'une conférence de presse. Selon les dirigeants cégétistes, huit cents immigrés employés dans la sidérurgie lorraine, parmi lesquels deux cent soixante à Usinor-Thionville et trois cent cinquante à la Chiers de Longwy, ont déjà reçu leur lettre de licenciement.

Cent dix immigrés qui logent au foyer d'Usinor à Thionville, tous licenciés, ont été mis en demeure de quitter les lieux. Sur les 12 000 à 13 000 francs qui leur sont dus au moment du licenciement (deux mois de préavis, congés payés, indemnités, prestations diverses), Usinor retient 6 000 F, qui ne seront versés qu'à la restitution des clés du logement, affirme la C.G.T. Le téléphone du foyer a déjà été coupé.

Selon la C.G.T., la très grande majorité des travailleurs étrangers n'ont pas reçu une formation professionnelle qui pourrait leur être utile au cas de retour dans leur pays d'origine. Ainsi, moins de 5 % des Algériens travaillant dans la sidérurgie lorraine sont des ouvriers qualifiés. « *Ce que nous voulons*, ont déclaré au cours de la conférence de presse des immigrés algériens, *c'est une garantie d'emploi, ici ou en Algérie, et la liberté de choisir entre les deux pays.* »

CHOMAGE PARTIEL DANS LE SECTEUR TÉLÉVISION DU GROUPE THOMSON

Les employés des usines Orega (groupe Thomson-Brandt) d'Auxonne, et Genlis (Côte-d'Or) et de Gray (Haute-Savoie) ont été mis en chômage technique total pour la semaine du 16 au 21 août. En outre, certains ateliers resteront fermés pendant trois semaines. Dans ces usines sont fabriqués des composants et des ensembles pour radios et télévisions (noir et blanc et couleurs). Déjà, en juillet, l'usine d'Angers de Thomson-Brandt, spécialisée dans le montage des postes T.V. couleur avait connu une semaine de chômage technique partiel.

Pour le groupe Thomson, ces mesures sont nécessaires en raison de la faiblesse de la demande *enregistrée depuis quelques mois* sur le marché français de la T.V. couleurs.

En 1976, on a vendu, en France, 1 135 000 postes TV couleurs dont 350 000 pour Thomson) et 1 023 000 postes noir et blanc : compte tenu des importations (320 000 en couleur et 247 000 en noir et blanc), et des — faibles — exportations (40 000 en couleur et 50 000 en noir et blanc), les productions réalisées en France ont été respectivement de 955 000 TV couleurs et 825 000 postes noir et blanc. Les industriels tablaient sur une décroissance du noir et blanc et sur une augmentation des ventes de postes couleurs. Or, les prévisions, au regard des résultats des derniers mois, sont révisées en baisse, et la vente de TV couleurs ne devrait être que très légèrement supérieure, voire égale, à celle de 1976.

AFFAIRES

● *La firme horlogère DIFOR vient de se voir accorder, par le tribunal de commerce de Nancy*, une suspension provisoire des poursuites pendant trois mois. Deuxième groupe français de ventes par correspondance de produits horlogers, de bijouterie et de cadeaux divers, avec un chiffre d'affaires de 90 millions de francs, le groupe DIFOR éprouve depuis le début de l'année des difficultés financières. Il devra soumettre au tribunal de commerce de Nancy un plan de redressement visant à apurer le passif dans un délai de trois ans. Le plan de redressement à court terme (six mois) établi avant la nomination d'un curateur, prévoit le maintien des effectifs (deux cent quinze personnes environ). — (*Correspondance.*)

AGRICULTURE

LA RÉCOLTE DE FRUITS DE 1977 SERAIT LA PLUS FAIBLE ENREGISTRÉE DEPUIS 1962 DANS LA C.E.E.

La récolte de fruits dans les neuf pays de la Communauté européenne serait en 1977 la plus *faible depuis 1962. Selon* les experts de l'office européen de statistiques, la récolte ne devrait pas dépasser 15 millions de tonnes contre 18,1 millions de tonnes en 1976 et une moyenne de 77,7 millions entre 1972 et 1976.

La production de pommes baisserait, selon les experts européens, de 20 % pour l'ensemble de la C.E.E. (— 27 % en France) et celle de poires de 25 % (— 40 % en France). Pour les fruits à noyau, les baisses de production par rapport à 1976 sont également sensibles : — 31 % pour les prunes ; — 30 % pour les abricots ; — 26 % pour les cerises ; — 19 % pour les pêches. Là encore c'est en France que la diminution a été la plus importante : — 43 %.

Cette très faible récolte de fruits est due aux conditions climatiques très défavorables du printemps 1977 ainsi qu'aux conséquences de la sécheresse de l'été 1976.

D'une façon générale, on constate que ce recul de la production est particulièrement spectaculaire en France, en Allemagne fédérale et en Belgique, et nettement moins important en Italie et aux Pays-Bas.

A L'ÉTRANGER

AUX ÉTATS-UNIS

Quinze mille mineurs de fer sont en grève depuis trois semaines

La grève des mineurs de fer aux Etats-Unis en est maintenant à sa troisième semaine (*le Monde* du 3 août). Si ce mouvement se prolonge au-delà d'octobre, les aciéries américaines devront importer du minerai de fer pour maintenir leur activité et le niveau de leur production.

Que va-t-il se passer ? Les grévistes, au nombre de quinze mille, paraissent déterminés à obtenir des améliorations matérielles substantielles. Officiellement, le conflit est catégoriel et même sectoriel. Les revendications sont présentées dans le cadre des sections syndicales d'entreprise, et les grévistes se défendent de mener une action au plan national. Cette tactique leur est imposée par les accords particuliers intervenus il y a plusieurs années entre les aciéries et le Syndicat des travailleurs de la sidérurgie. Ces accords imposent une solution arbitrale aux revendications salariales et interdisent une grève à l'échelon national pour les faire aboutir. Ils répondent au souci de ne pas perturber périodiquement l'activité des aciéries américaines, en faisant l'économie de grèves coûteuses et prolongées tous les trois ans, lors du renouvellement de la convention collective, et de contrecarrer ainsi la concurrence des aciers de l'étranger.

Les mineurs de fer appartiennent au Syndicat unifié des *travailleurs de la sidérurgie, car les* mines de fer sont contrôlées par les firmes de Pittsburgh. Ils sont donc liés par les accords signés par le syndicat. Mais ils estiment que les dernières augmentations de salaires ne sont pas suffisantes. Ils cherchent à contourner l'obstacle de l'accord national — arbitrage obligatoire — par le biais de revendications locales, posées au niveau de la section d'entreprise. Ces revendications portent sur le relèvement des primes à la production, mais elles présentent beaucoup de similitudes, malgré la diversité des mines où elles sont formulées. Elles tendent, en fait, à entraîner une augmentation de 10 % des salaires.

Les aciéries propriétaires des mines s'appuient sur ces similitudes pour dénoncer le caractère anticontractuel des revendications. Elles ont l'intention de saisir les tribunaux et de demander non seulement une ordonnance de reprise du travail, mais des dommages et intérêts pour grève illégale.

La machine judiciaire américaine étant non seulement lente, mais encore très riche en possibilités d'appels et de contre-appels, le conflit risque de se prolonger. — (*Agefi.*)

● *Au Canada*, le chômage a légèrement augmenté en juillet : compte tenu des variations saisonnières, il atteint 8,1 % de la population active contre 8 % en juin. Dans la *province du Québec*, le chômage est passé de 9,7 % à 10,3 % en juillet. — (*A.F.P.*)

RELANCE EN ALLEMAGNE : DÉCISION LE 14 SEPTEMBRE

Bonn (*A.F.P.*). — « *Le gouvernement fédéral ouest-allemand prendra une décision sur une éventuelle relance de léeconomie le 14 septembre prochain* », a déclaré, jeudi 18 août, à Bonn, le porte-parole du groupe parlementaire social-démocrate, M. Knut Terjung (*le Monde* daté du 19 août). La réunion du gouvernement sera précédée par une série de consultations au niveau des groupes parlementaires et interministériel, a souligné M. Terjung.

Le catalogue de mesures évoquées par le gouvernement fédéral prévoirait un abaissement de 7 ou 7,5 % des impôts sur les revenus des particuliers et les bénéfices des sociétés, ainsi qu'une augmentation de l'abattement à la base pour les salariés. En outre, le gouvernement envisagerait d'abaisser l'âge de la retraite pour libérer des emplois. Selon les calculs de la Confédéra*tion des syndicats* (D.G.B.), un abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite anticipée (contre soixante-trois actuellement) permettrait l'embauche de 180 000 chômeurs.

Une réduction de 7 % des impôts priverait l'Etat fédéral d'une dizaine de milliards de deutschemarks (environ 20 milliards de francs français). Une étude de l'institut économique suisse « Prognos », publiée jeudi 18 août à Stuttgart, souligne l'urgence des décisions à prendre : entre 1980 et 1985, il y aura peut-être 1,5 millions de chômeurs en R.F.A.

Actuellement, le nombre des sans-travail frôle de million.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars		Deutschemarks		Fr. suisses		Fr. français	
48 heures.	5 1/2	6 1/2	3 5/8	4 5/8	5/8	1 5/8	8 1/2	8 3/4
1 mois ..	6 1/8	6 5/8	3 5/8	4 1/8	2	2 1/2	10 1/4	10 1/2
3 mois ..	6 1/8	6 5/8	3 5/8	4 1/8	2 1/8	2 5/8	11	11 1/4
6 mois ..	6 3/8	6 7/8	3 5/8	4 1/8	2 3/4	3 1/4	11 3/8	11 9/16

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ ANONYME DES BAINS DE MER ET DU CERCLE DES ÉTRANGERS A MONACO

AVIS DE CONVOCATION D'UNE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

Les actionnaires sont convoqués en assemblée générale extraordinaire à Monte-Carlo, au siège social (Sporting d'hiver, salle François-Blanc), le 30 septembre 1977, à 11 heures, avec l'ordre du jour suivant :

— Mise à jour et modifications des statuts de la société.

Seuls les propriétaires d'actions dont le transfert aura été effectué à leur profit au moins dix jours avant le jour de l'assemblée pourront assister à celle-ci ou se faire représenter dans les conditions prévues aux statuts.

AVIS DE CONVOCATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

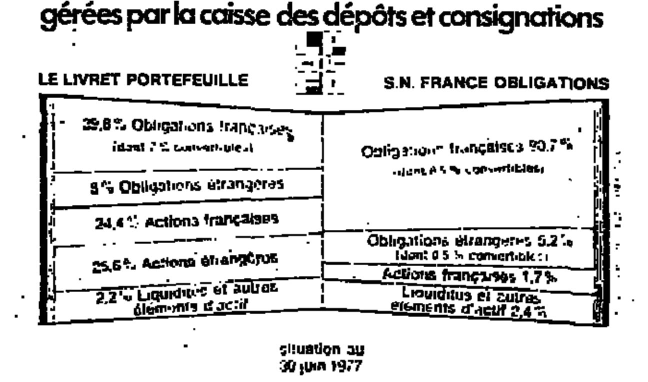
Les actionnaires sont convoqués en assemblée générale ordinaire à Monte-Carlo au siège social (Sporting d'hiver, salle François-Blanc), le 30 septembre 1977, à 10 heures, avec l'ordre du jour suivant :

1) Rapport du conseil d'administration ;
2) Rapport des commissaires aux comptes ;
3) Approbation des comptes ; quitus à donner aux administrateurs ;
4) Affectation des résultats de l'exercice clos le 31 mars 1977 ;
5) Renouvellement de mandats d'administrateurs ;
6) Autorisation à donner par l'assemblée générale aux membres du conseil d'administration de traiter personnellement ou ès qualités avec la société dans les conditions de l'article 24 des statuts.

Seuls les propriétaires d'actions dont le transfert aura été effectué à leur profit au moins dix jours avant le jour de l'assemblée pourront assister à celle-ci ou se faire représenter dans les conditions prévues aux statuts.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

LES SICAV DES CAISSES D'EPARGNE
gérées par la caisse des dépôts et consignations



F 1 111 248 043	ACTIF NET	F 2 026 125 066,16
6 229 299	NOMBRE D'ACTIONS EN CIRCULATION	7 874 568
F 178,39	VALEUR LIQUIDATIVE	F 257,30
F 8,44 + 1,92	DIVIDENDE NET + AVOIR	F 19,50 + 1,98

Avis financiers des sociétés

Trade Development Bank Holding S.A.

Rapport du Président du Conseil d'administration aux actionnaires

Au 30 juin 1977, le total des actifs consolidés du Groupe atteignait US $ 3.586,9 millions contre US $ 2.865,8 millions au 30 juin 1976. Les dépôts augmentaient de 26%, passant de US $ 2.424,7 millions à US $ 3.051,7 millions. Le total des fonds propres utilisés s'élevait au 30 juin 1977 à US $ 327,4 millions contre US $ 258,1 millions à la même date de l'année précédente.

Dans mon rapport lors de l'Assemblée Générale Annuelle du mois de mai, j'avais indiqué que l'année 1977 avait débuté de façon prometteuse. Les résultats du premier semestre sont venus confirmer mes propos. Le bénéfice net après impôts, intérêts minoritaires et transfert aux réserves internes s'élève à *US $ 13,2 millions*, soit *0,80* par action contre *US $ 11,1* millions, soit 0,68 par action pour la période correspondante de 1976.

L'augmentation régulière du total du bilan reflète les efforts fructueux du Groupe, soucieux de mettre à la disposition de sa clientèle des services de haute qualité, les bénéfices venant quant à eux de l'élargissement du domaine de nos activités. Au cours du premier semestre 1977, les prêts sous forme de syndicats, les souscriptions, le commerce des billets de banque, les transactions de change et de métaux précieux ont contribué au bénéfice et se sont ajoutés aux revenus réguliers du Groupe provenant de la marge d'intérêt et de l'escompte sans recours d'effets représentatifs d'exportation.

Republic New York Corporation (« *RNYC* »), dont le Groupe détient 62% du capital-actions, a participé efficacement aux résultats de ce premier semestre. Son bénéfice net pour les six premiers mois de 1977 s'est élevé à US $ 9,2 millions, soit US $ 2,94 par action contre US $ 8,1 millions, soit US $ 2,60 par action pour la période correspondante de 1976. Republic National Bank of New York dont le capital appartient entièrement à RNYC est maintenant, par le niveau de ses dépôts, la 52e banque américaine et la structure conservatrice de son bilan la place en bonne position pour poursuivre son expansion. Le 1er août 1977, Republic National Bank of New York a ouvert à Tokyo un nouveau bureau de représentation répondant ainsi à l'élargissement de son activité au Japon.

Durant les cinq dernières années, le total de nos actifs consolidés et de nos fonds propres utilisés a plus que doublé. Nos bénéfices se sont également considérablement accrus au cours de cette période particulièrement difficile pour le monde bancaire international bien que nous ayons consciemment sacrifié la rentabilité à court terme, à la liquidité et à la diversification de nos risques géographiques. Les résultats du premier semestre 1977 nous confirment qu'avec l'élargissement de notre champ d'activité et le renforcement de notre équipe de Direction nous évoluons vers une nouvelle période de croissance.

Le 2 août 1977

EDMOND J. SAFRA
Président du Conseil d'administration

Bilan consolidé intérimaire au 30 juin 1977

Actif	30 juin 1977 (US $ 000)	30 juin 1976 (US $ 000)
Caisse et avoirs en banques	832.954	887.951
Certificats de dépôt auprès des banques, effets financiers et obligations	1.042.515	663.676
Métaux précieux	75.841*	100.046*
Obligations de gouvernements et de municipalités (USA et Grande-Bretagne)	285.777	263.410
Comptes courants, avances à la clientèle et effets de change	1.233.566	837.832
Autres postes de l'actif	70.551	63.535
Goodwill de consolidation	—	3.183
Investissements	9.647	9.378
Immobilisations	36.089	36.818
	3.586.940	2.865.829

*dont $ 98.115.000 en 1976 et $ 70.881.000 en 1977 sont vendus à terme

Passif	30 juin 1977 (US $ 000)	30 juin 1976 (US $ 000)
Dépôts, comptes courants créanciers et réserves internes	3.051.683	2.424.748
Autres engagements	207.824	182.980
FONDS PROPRES UTILISÉS :		
Obligations à fonds d'amortissement échéance 2001	50.000	—
Emprunt convertible subordonné échéance 1997	12.500	12.604
Autres emprunts de capital	40.808	40.808
Part des actionnaires minoritaires	44.715	38.463
Fonds propres des actionnaires :		
Capital-actions	24.605	24.605
Réserves	141.639	130.511
Bénéfice net	13.166	11.110
Total des fonds propres des actionnaires	179.410	166.226
Total des fonds propres utilisés	327.433	258.101
	3.586.940	2.865.829
Lettres de crédits et garanties	163.226	115.143

Bénéfice net du premier semestre

	1977	1976
Bénéfice net après taxes, intérêts minoritaires et transfert aux réserves internes (US $ 000)	13.166	11.110
▲ Bénéfice par action	$ 0,80	$ 0,68

▲ Nombre d'actions en circulation 16.403.300

Principales filiales :

Trade Development Bank, Genève – Republic National Bank of New York, New York

Autres filiales et bureaux de représentation à : Beyrouth, Bogotá, Bruxelles, Buenos Aires, Caracas, Chiasso, Francfort, Londres, Luxembourg, Mexico City, Montevideo, Nassau, Panama City, Paris, Rio de Janeiro, São Paulo, Tokyo.

هكذا وجد الأصل

LES MARCHÉS FIN
LONDRES
PARIS
BOURSE DE PARIS 18 AOUT

CIALE

A L'ÉTRANGER

ÉTATS-UNIS

Les mineurs de fer ... depuis trois semaines

...ent Bank Holding S.A.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
18 AOUT

Reprise

L'annonce d'un retour à l'équilibre de la balance commerciale française en juillet (voir d'autre part) a provoqué jeudi un sensible mouvement de reprise à la Bourse de Paris. La nouvelle n'a pas été connue immédiatement. Mais quand elle a commencé à se répandre, soit un peu après 13 heures, le marché, déjà mieux orienté à l'ouverture, a du coup accéléré son avance et, en fin de séance, les différents indices enregistraient une hausse un peu supérieure à 1 %.

Presque tous les compartiments ont profité de ce mouvement de reprise, les plus avantagés étant toujours le matériel électrique et le bâtiment, suivis par les pétroles, la construction mécanique et l'alimentation. Seules les métallurgiques ont été franchement irrégulières.

Au total, sur les cents quatre-vingts valeurs inscrites à terme, une bonne soixantaine ont monté de manière significative (2 % et plus), la palme revenant, pour le deuxième jour consécutif, à Jacques Borel, avec un gain de 8 %. En quarante-huit heures, le titre a progressé de plus de 18 %. Moins de vingt baisses, en revanche, ont été enregistrées, la plus forte concernant T.R.T. (— 4 %).

Les bons résultats du commerce extérieur n'ont pas été seuls à remettre un peu de baume sur le cœur des boursiers. La reprise de la production industrielle en juin (+ 2,4 %) et le roman à épisodes désormais quotidiens de la querelle P.S.-P.C. ont contribué, eux aussi, à revigorer un peu la Bourse. Il reste que les échanges sont demeurés malgré tout assez maigres dans l'ensemble.

Sur le marché de l'or, un peu plus actif que la veille, le lingot a reproduit son cours précédent de 23 500 F, le napoléon progressant de son côté de 0,20 F à 245,60 F.

Aux valeurs étrangères, irrégularités des américaines et des mines d'or. Effritement des pétroles internationaux. Meilleure tenue des allemandes.

LONDRES

Déçu par l'annonce d'une baisse de 1 % du P.I.B. pour le deuxième trimestre, le marché fléchi légèrement vendedi à l'ouverture. Une demi-heure après, cependant, quelques signes de reprise étaient enregistrés aux industrielles. Stabilité des fonds d'Etat et des pétroles. Léger raffermissement des mines d'or.

OR (ouverture) (dollars) : 144 48 contre 143 55

VALEURS	CLOTURE 18/8	COURS 19/8
Beecham	588 ...	588 ...
British Petroleum	916 ...	914 ...
Courtaulds	114 ...	113 ...
De Beers	259 ...	259
Imperial Chemical	407 ...	409 ..
Rio Tinto Zinc Corp.	218 ...	215
Shell	586 ...	585
Vickers	195 ...	195
War Loan 3 1/2 %	31 7/8	31 3/4
*West Driefontein	20 ...	20 1/4
*Western Holdings	17 1/16	17 5/16

(*) En dollars U.S., net de prime sur le dollar investissement

NOUVELLES DES SOCIETES

BEECHAM. — Le groupe pharmaceutique britannique a décidé d'augmenter son dividende de 200 %, qui passera de 9,4 pence pour 1976 à 28 pence pour l'exercice en cours. Un intérimaire de 13 pence sera versé en février 1978. Cette considérable augmentation du coupon, autorisée à titre exceptionnel par la Trésorerie britannique — la loi interdit toute majoration supérieure à 10 %, — est destinée à assurer le succès de l'émission de 30 millions de dollars d'obligations convertibles à 6,75 % lancée jeudi par la filiale hollandaise Beecham Financiering N.V. pour le compte du groupe et dont le produit servira à financer l'acquisition aux Etats-Unis de la firme Calgon, récemment rachetée à Merck. L'action Beecham, dont la cotation avait été suspendue jeudi à l'ouverture de la Bourse de Londres, a fortement monté pour s'inscrire à 588 pence (après 598) contre 546 pence la veille.

GROUPE ROYAL DUTCH - SHELL. — Bénéfice du deuxième trimestre : 307 millions de livres contre 286 millions, compte tenu d'une perte de changes de 31 millions de livres. Pour le premier semestre, le résultat net atteint 723 millions de livres contre 555 millions.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	18/8	19/8
1 dollar (en yens)	266 98	267 08

Taux du marché monétaire
Effets privés .... 8 9/16 %

NEW-YORK

Une tentative de reprise échoue

Après trois séances de repli, le marché a tenté, jeudi, de se redresser. Mais son essai s'est soldé par un échec et, après avoir progressé d'un peu plus de 9 points, l'indice des industrielles est retombé en clôture à 864,26, soit à 0,43 point au-dessous de son niveau de la veille, le nombre de baisses (695) et de hausses (650) s'équilibrant à peu de chose près. L'activité s'est encore un peu accrue, 31,04 millions de titres changeant de mains contre 20,82 millions.

Cette reprise, favorisée par des rachats de vendeurs à découvert mais aussi par quelques acquisitions d'investisseurs soucieux de reprendre position dans l'espoir d'un ralentissement de l'inflation — l'indice des prix de détail pour juillet doit être publié ce vendredi, — n'a finalement pas résisté à la crainte tenace d'un renchérissement des taux d'intérêt. Autre facteur dépressif : les mauvais résultats annoncés par Woolworth. Les opérateurs n'ont appris qu'après la clôture que la masse monétaire pour la semaine du 18 août s'était sensiblement contractée.

VALEURS	COURS 17/8	COURS 18/8
Alcoa	45 1/8	45 1/8
A.T.T.	63 1/8	63 ...
Boeing	56 1/2	57 .
Chase Manhattan Bank	32 1/8	32 1/8
Du Pont de Nemours	113 3/8	113 1/4
Eastman Kodak	61 3/4	62 1/4
Exxon	49 7/8	49 5/8
Ford	41 1/2	41 3/4
General Electric	54 3/4	54 3/4
General Foods	34 ...	34 1/4
General Motors	65 ...	65 1/8
Goodyear	19 1/4	19 3/8
I.B.M.	268 3/4	267 5/8
I.T.T.	33 1/8	33 ...
Kennecott	24 3/8	24 ...
Mobil Oil	65 ..	63 ...
Pfizer	25 1/2	25 5/8
Schlumberger	69 1/2	67 3/4
Texaco	28 5/8	28 3/8
U.A.L. Inc.	18 1/8	18 1/4
Union Carbide	46 3/8	46 3/4
U.S. Steel	32 1/2	31 3/4
Westinghouse	20 1/8	20 5/8
Xerox	54 ...	54 3/8

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE. Base 100 : 31 déc. 1976.)

	17 août	18 août
Valeurs françaises	87	88,1
Valeurs étrangères	100,4	101

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	57,6	57,9

BOURSE DE PARIS - 18 AOUT - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
3 %	36 10	2 647	France I.A.R.D.	160 ..	160 ..	Locabail immob.	177 ..	177 ..	Immoinvest	84 ..	84 ..
5 %	52 38	2 726	France (La)	...	328 ..	Locafinancière	123 50	123 50	Cie Lyon. Imm.	82 ..	82 ..
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
E.D.F. parts 1958	481 50	492 ..
E.D.F. parts 1959	... ..	... ..
Ch. France 3 %	141 ..	140 ..
[illegible]	[illegible]	[illegible]

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

SICAV

	Emission frais inclus	Rachat net
[illegible]	[illegible]	[illegible]

*Cours précédent

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
659	4,5 % 1973	656 80	657 ..	658 80	656 90
1890	C.N.E. 3 %	2018 50	2015 ..	2013 80	2017 ..
315	Afrique Occ.	334 ..	335	337 50	335 10
265	Air liquide	284 80	284	285 ..	284 ..
59	Als.Part. ind.	58 60	58 60	58 60	58 50
125	Als. Superm.	130 ..	130 ..	130	128 ..
53	Alsthom-Atl.	53 ..	52 20	52 20	51 50
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
187	E.J. Lefebvre	195	199 ..	198 50	198 ..
51	Esso S.A.F.	58 70	60	59 60	59 10
158	Euratrance	173 ..	174	174 ..	175 ..
345	Europe no 1	357	358 50	358 50	362 ..
340	Ferodo	338	348	339 90	340 ..
146	Fin. Pari. PB	148 40	149 50	149 10	150 ..
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
115	Olida-Caby	118 90	119 20	119 20	118 ..
82	Opfi-Paribas	89	89 60	89 50	89 90
59	Paris-France	61 20	63 ..	63 50	61 80
64	Pechelbronn	63 90	64 ..	64 ..	64 ..
76	P.U.K.	84 70	85 90	85 90	85 10
119	— (obl.)	123 90	124	124	122 80
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
185	Tél. Ericsson	176	177 90	178 20	179 ..
58	Terres Roug.	62 ..	63	63 ..	64 ..
166	Thomson-Br.	160 70	161 40	163 80	161 40
215	— (obl.)	215	213 ..	213	213 ..
198	U.I.S.	202 50	202 50	202 50	202 50
162	U.C.B.	173 ..	172 50	172 50	169 10
192	Un. F. Bques	203 50	202 ..	202	200 ..
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
330	Gen. Motors	327 50	325 50	325 50	327 80
12	Goldfields	13 50	13 65	13 65	13 60
19	Harmony	20 70	20 95	20 85	20 50
290	Hoechst Akt.	296 10	293 20	298 20	298 ..
32	Imp. Chem.	35 45	35 45	35 30	35 40
125	Inco Limited	111 ..	110 80	111 20	110 20
1389	I.B.M.	1314 ..	1323	1336	1325 ..
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

o : offert ; C : coupon détaché ; d : demandé ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 18/8	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 915	4 927	4 870
Allemagne (100 DM)	211 300	210 750	211 ...
Belgique (100 F.)	13 770	13 763	13 625
Pays-Bas (100 fl.)	199 760	199 660	198 ...
Danemark (100 krd)	81 890	82 150	81 500
Suède (100 krs)	111 690	111 670	110 500
Norvège (100 k.)	93 280	93 300	92 250
Grande-Bretagne (£ 1)	8 560	8 575	8 500
Italie (1 000 lires)	5 564	5 574	5 600
Suisse (100 fr.)	202 800	202 230	202 ...
Autriche (100 sch.)	29 760	29 690	28 850
Espagne (100 pes.)	5 806	5 818	5 750
Portugal (100 esc.)	12 705	12 680	12 ...
Canada ($ can. 1)	4 572	4 576	4 535

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 18/8
Or fin (kilo en barre)	23460	23450 .
Or fin (kilo en lingot)	23580	23500
Pièce française (20 fr.)	245 40	245 65
Pièce française (10 fr.)	202 50	203 50
Pièce suisse (20 fr.)	215 10	215 10
Union latine (20 fr.)	206 30	203 50
Souverain	221 10	223 .
Pièce de 20 dollars	1098 ..	1104 ..
Pièce de 10 dollars	552 .	560 .
Pièce de 5 dollars	317 ..	308 ..
Pièce de 50 pesos	955 ..	956 ..
Pièce de 10 florins	216 ..	214 ..

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

LIRE ÉGALEMENT

M. JEAN-PIERRE SEGUIN QUITTE LA BIBLIOTHÈQUE DU CENTRE BEAUBOURG

Un décret paru au *Journal officiel* du 19 août nomme M. René Fillet, conservateur en chef des bibliothèques, à la direction de la bibliothèque publique d'information du centre Beaubourg en remplacement de M. Jean-Pierre Seguin, appelé à d'autres fonctions.

[Conservateur en chef des bibliothèques, M. Jean-Pierre Seguin avait étroitement collaboré, dès 1970, au côté de M. Robert Bordaz, à la réalisation du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou, et plus particulièrement à celle de sa bibliothèque, dont il avait conçu l'organisation et dont il était devenu directeur en janvier 1976.]

[M. René Fillet, né le 15 avril 1921, à Saint-Marcellin (Isère), était conservateur en chef de la bibliothèque municipale classée de Tours et directeur de la bibliothèque centrale de prêts d'Indre-et-Loire.

Il a fait toute sa carrière dans les bibliothèques municipales de province, comme sous-bibliothécaire, puis bibliothécaire, puis conservateur et, enfin, conservateur en chef depuis 1971.]

A Paris

QUATRE MALFAITEURS EN FONT ÉVADER UN CINQUIÈME

Quatre hommes ont fait évader, jeudi 18 août, en plein Paris, un repris de justice que transportait un fourgon de la gendarmerie. M. Michel Lepage, trente-deux ans, plusieurs fois condamné pour vol à main armée et soupçonné de tentative d'homicide, qui avait été arrêté le 9 juin 1975, avait été interrogé dans l'après-midi au palais de justice d'Evry-Corbeil (Essonne).

Le fourgon de gendarmerie, qui le ramenait à la prison de la Santé, fut immobilisé peu avant 18 heures, avenue Denfert-Rochereau, à proximité de la place du même nom, par une voiture de marque Simca 1307, de couleur rouge. Au même moment, une estafette blanche se rangeait à gauche du fourgon de gendarmerie.

Quatre hommes armés, le visage dissimulé par des cagoules, se précipitèrent vers l'avant du fourgon. Le gendarme qui conduisait le véhicule et son accompagnateur du siège avant ayant répondu, à l'injonction d'avoir à donner les clefs, qu'ils ne les avaient pas, les quatre hommes se portèrent à l'arrière du fourgon. Là, ils parvenaient à ouvrir de force la porte arrière du fourgon (il existe un système de blocage, commandé par le chauffeur, qui sert à éviter la fuite de l'intérieur du véhicule). Frappé au visage à coups de crosse, l'unique gendarme, qui surveillait M. Michel Lepage, était contraint de laisser ce dernier aux mains des attaquants, qui l'emmenaient aussitôt à bord de la voiture. Dans l'estafette blanche abandonnée les policiers devaient trouver un pistolet mitrailleur.

Le numéro du « Monde » daté 19 août 1977 a été tiré à 489 549 exemplaires.

A B C D E F G

LA FIN DU CONFLIT AU « PARISIEN LIBÉRÉ »

M. Barre s'indigne des propos du secrétaire général du P.C. sur les cellules d'entreprise

Les ouvriers du *Parisien libéré* ont fêté la fin du conflit le jeudi après-midi 18 août à la Bourse du travail à Paris, en présence de M. Georges Séguy et de nombreux responsables du Livre C.G.T. Au cours de ce « verre amical », un message de M. Georges Marchais a été lu.

Le secrétaire général du P.C. déclarait notamment : « *Vous avez vaincu parce que vous avez su, en ouvriers conscients, vous donner les moyens de défendre vos intérêts sur tous les terrains où le grand patronat et son pouvoir agissent pour atteindre leur but. Vous avez pu lutter activement sur le plan économique, idéologique et politique parce que vous disposez avec votre Comité intersyndical, et toute la C.G.T., d'une puissante et combative organisation syndicale de classe et de masse, et aussi parce que vous disposez, avec vos cellules communistes implantées dans tous les quotidiens de Paris, de l'organisation politique d'avant-garde sans laquelle rien ne peut changer réellement.*

» *Votre lutte a bénéficié de la solidarité agissante de notre peuple parce qu'elle était légitime et nécessaire pour défendre le droit des ouvriers et la démocratie, notamment la liberté de la presse. Notre parti communiste, ses élus et son quotidien* l'Humanité *sont fiers de s'être placés au premier rang de cet actif soutien. Votre succès confirme qu'il est possible, par les luttes unies et bien organisées, de faire reculer patronat et gouvernement, d'obtenir des résultats appréciables dans l'immédiat et utiles au changement démocratique.* »

En réplique à ce message, M. Raymond Barre a fait publier un communiqué dont voici les principaux extraits :

« *Ainsi, le secrétaire général du parti communiste reconnaît l'existence d'une organisation implantée dès maintenant dans de nombreux organes de la presse française et ne laisse le moindre doute sur des objectifs qui sont de nature à constituer une très grave menace contre la liberté de la presse en France.*

» *A la suite de cette déclaration, intervenant après la récente tentative d'intimidation menée par des militants du parti communiste à l'encontre de TF 1, le premier ministre tient à rappeler que le gouvernement veillera à faire respecter la liberté et le pluralisme des moyens d'expression en France. C'est notamment pour cette raison qu'il n'a accepté de contribuer à la solution du conflit du* Parisien libéré *qu'après avoir obtenu que l'accord entre les parties respecte en droit et en fait les principes fondamentaux de la liberté de l'embauche et du pluralisme syndical.* »

[M. Barre ne manque pas de répéter qu'il est imperméable à toute « considération électoraliste » et qu'il déteste la démagogie. Faut-il donc prendre ses derniers propos au pied de la lettre ? Ce serait, dans ce cas, considérer le premier ministre comme un naïf, doublé d'un ignare politique.

A l'en croire, le premier ministre vient, en effet, de découvrir ce qui est un principe constant et publiquement affirmé par le P.C. depuis plus d'un demi-siècle, à savoir que la « base d'organisation » du parti communiste est l'entreprise. « Le communiste travaillant dans une entreprise a pour premier devoir d'être adhérent à la cellule d'entreprise, d'y militer, de contribuer à créer la cellule quand elle n'existe pas encore », précise clairement l'article 19 des statuts du P.C. On ne voit pas pourquoi les entreprises de presse devraient échapper à cette règle, qui s'applique aussi dans les administrations, y compris celle de l'économie et des finances.

Selon M. Jean Colpin, membre du bureau politique et responsable de ce secteur d'activité du parti, le nombre des cellules d'entreprise est passé de 4 250 en 1961 à 6 500 au printemps 1975 et à 9 980 à la fin de 1976, *l'objectif du P.C. étant* d'atteindre 10 000 cellules cette année.

Si le parti communiste est de loin le mieux organisé dans les entreprises, les organisations d'extrême gauche, les socialistes et même *les gaullistes* ont, de tout temps, cherché à regrouper leurs militants dans des sections ou groupes d'entreprise. (« Le Monde » des 1er, 2 et 3 mars 1977.)]

● *Le secrétaire général de la C.F.T.*, M. Auguste Blanc, estime que « *le règlement du conflit du* Parisien, *au-delà du triomphalisme justifié de la C.G.T., a fait deux victimes : le contribuable* [puisque l'Etat va verser des indemnités] *et la justice (...). Durant plus de deux ans, la C.G.T. a multiplié des commandos d'intervention et les exactions pour empêcher* le Parisien *de paraître ou d'être mis en vente. Ces méthodes de gangstérisme, qui ont fait l'objet de poursuites judiciaires, seront, d'après l'accord signé mardi, « oubliées ». Donc, c'est le ministre du travail lui-même qui accepte cette violation de la justice et de la liberté* ».

Enfin, pour M. Blanc, « *l'annonce de la suppression du monopole cégétiste est un leurre : en plus de trente ans de régime sans partage dans cette branche, la C.G.T. a mis en place des structures quasi militaires et un réseau d'appuis et de complicités tel que ce monopole demeurera de fait* ».

LE CHIFFRE D'AFFAIRES DE MANUFRANCE A PROGRESSÉ DE 11 % PENDANT LE PREMIER SEMESTRE

Le chiffre d'affaires réalisé par pendant le premier semestre 1977 a atteint 316 246 028 F contre 281 993 481 F pendant la même période de 1976 (+ 11 %). Les deux curateurs qui doivent présenter, le 31 août, un plan de redressement de la célèbre firme, qui traverse de grosses difficultés, la Manufacture d'armes et cycles de Saint-Etienne (Manufrance) poursuivent actuellement les négociations avec les différentes parties intéressées (municipalité, syndicats, pouvoirs publics). Rien n'a transpiré jusqu'à présent de ces négociations. — *(Corr. part.)*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT LES PRÉFETS DE LA CORSE

M. Giscard d'Estaing a reçu, le vendredi 19 août en fin de matinée, les préfets des départements de la Corse, M. Yves Burgalat, préfet de région et de la Corse du Sud, et M. Yves Bentegeac, préfet de la Haute-Corse. L'entretien s'est déroulé en présence de M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur.

REPLI DU DOLLAR

Toujours peu d'affaires ce vendredi 19 août sur les places financières internationales, où le dollar s'est de nouveau orienté à la baisse contre toutes monnaies après sa légère reprise de la veille. Le repli de la devise américaine a été particulièrement net vis-à-vis du franc français, favorisé par le redressement de la balance commerciale en juillet.

Le dollar s'est ainsi traité à 4,9070 F contre 4,9215 jeudi en fin d'après-midi. Il a, d'autre part, valu 2,3250 DM contre 2,3376, 2,4560 florins contre 2,46825 et 2,4195 F.S. contre 2,4283.

Pour le troisième jour consécutif, la Banque d'Angleterre a continué d'intervenir pour empêcher la livre sterling de monter. Cette dernière s'est échangée à 1,7403 dollar sans variation notable. L'institut d'émission britannique a fait savoir qu'il n'abaisserait pas son taux d'escompte.

Le voyage du chef de l'État yougoslave à Moscou

Les entretiens entre MM. Brejnev et Tito n'ont pas aplani les divergences idéologiques

De notre correspondant

Moscou. — *Le maréchal Tito* devait, ce vendredi 19 août, quitter Moscou pour Irkoutsk, où il se reposera au bord du lac Baïkal jusqu'au 24 août avant de se rendre à Pyongyang, puis à Pékin. Le président yougoslave a eu, le jeudi 18 août, un second entretien avec M. Brejnev. Leurs pourparlers auront duré cinq heures au total. Un long communiqué devrait être publié le 19, dans la soirée.

Les entretiens se sont déroulés, selon l'agence Tass, « *dans une atmosphère d'amitié, de camaraderie et de compréhension réciproques. Ils ont permis de poursuivre l'examen des questions relatives au développement et à l'approfondissement de la coopération amicale multiforme* » entre les deux partis communistes et les deux Etats. Les interlocuteurs ont aussi poursuivi « *leur échange de vues sur certains problèmes du mouvement communiste et ouvrier international* ». Le communiqué final évoquera, selon des sources yougoslaves, outre les relations bilatérales, des problèmes internationaux tels que la situation en Afrique et au Proche-Orient, la course aux armements, la conférence de Belgrade, etc.

On estime toutefois dans la capitale soviétique que cette visite, dont le président Tito s'est déclaré « *très satisfait* » en recevant le 18 août la colonie yougoslave de Moscou, n'a pas permis d'aplanir le différend idéologique entre les deux partis. Le maréchal Tito l'a implicitement confirmé à ses compatriotes en déclarant : « *La politique de notre parti et de notre pays à l'égard de tous les Etats se fonde sur le principe d'une égalité totale (...). Nous menons une politique extérieure totalement indépendante. Telle est la base durable de notre coopération fructueuse avec l'Union soviétique.* »

Selon certaines indications, les dirigeants nord-coréens et chinois s'apprêteraient à réserver un accueil particulièrement chaleureux au chef de l'Etat yougoslave, un accueil qui trancherait sur celui, essentiellement protocolaire, que lui a réservé Moscou. La *Pravda*, qui n'a toujours pas informé ses lecteurs des étapes ultérieures du voyage du chef de l'Etat yougoslave, publie en revanche, ce vendredi matin, une brève information aigre-douce sur la visite que M. Cyrus Vance doit faire à Pékin, du 22 au 26 août.

(Intérim.)

Breguet

CONSTRUIT DES MAISONS A ST-WITZ ET A BOUFFEMONT

"Frêne", 184 m², 6 pièces, à St-Witz. Autres modèles (de 121 à 278 m²).

A 2 KM de la sortie Ermenonville de l'A. 1. Et à 21 KM de Paris, en lisière de la forêt de Montmorency.

Les Maisons du **Domaine de Montmélian** ont de 135 à 278 m², 5 à 8 pièces, des garages 1 et 2 voitures, des jardins de 700 à 2.800 m². Sur le Domaine, piscine chauffée, tennis, écoles. Environnement prestigieux (forêts de Chantilly et d'Ermenonville). Accès rapide par l'A1.

Les maisons individuelles du **Domaine de Bouffémont**, sont en lisière de la plus belle forêt proche de Paris, celle de Montmorency. Elles ont de 121 à 156 m², 5 à 7 pièces, des garages 1 voiture, de grands jardins. Gare à 1 km. Écoles sur place. Accès depuis Paris : A1 (sortie N°3), puis N 1 direction Beauvais (sortie Moisselles).

Domaine de Montmélian

cartes d'accès depuis Paris

Domaine de Bouffémont

Sortie Survilliers Ermenonville — Domaine de Montmélian (St Witz) — Bd Périphérique — S.N.C.F. — A1 — A3 — PARIS — Roissy — Porte de la Chapelle — Porte de Bagnolet

Sortie Moisselles — Domaine de Bouffémont — Montmorency — Enghien — N1 — A1 — Sortie N3 — PARIS — Bd Périphérique — S.N.C.F.

VISITE DES MAISONS MODÈLES, TOUS LES JOURS DE 10 H A 19 H.
DOMAINE DE MONTMELIAN 95470 ST WITZ (TEL. 471.56.55)
DOMAINE DE BOUFFÉMONT 95570 BOUFFÉMONT (TEL. 991.35.59)

M. SUAREZ SE RENDRA EN VISITE EN FRANCE A LA FIN DU MOIS

Le chef du gouvernement espagnol, M. Adolfo Suarez, se rendra en visite à Paris le 31 août, a annoncé un communiqué de l'hôtel Matignon. A cette occasion, M. Suarez sera reçu par le président de la République et aura des entretiens avec le premier ministre.

Avec une majorité réduite

LE PARTI TRAVAILLISTE CONSERVE LE SIÈGE DE BIRMINGHAM-LADYWOOD

(De notre correspondant.)

Londres. — Le parti travailliste a conservé son siège, jeudi 18 août, lors de l'élection partielle de Ladywood, circonscription de Birminghan qui compte 40 % d'électeurs de couleur. Ladywood était considéré comme l'un des sièges sûrs du Labour, les immigrés indiens, pakistanais et asiatiques votant traditionnellement pour lui. Mais l'avance du candidat du parti gouvernemental sur son adversaire conservateur est tombée de dix mille à trois mille cinq cents voix.

Le nouveau député de Ladywood, *M. John Sever*, n'obtient que huit mille voix (53 %) alors que son prédécesseur, M. Bryan Walden, qui avait démissionné pour devenir présentateur à la télévision, en avait remporté quatorze mille aux élections générales de 1974. Un report de voix de près de 10 % s'est effectué sur le nom du candidat conservateur, M. John Quentin-Davie, qui a eu quatre mille cinq cents voix (28 %).

Huit autres candidats, dont trois « non blancs », se partagent le reste des suffrages alors que seuls les trois principaux partis — conservateur, travailliste et libéral — étaient représentés en 1974. Le Front national (extrême droite) recueille 6 % des voix et devance ainsi le candidat libéral qui n'a que 5 % des suffrages.

La campagne électorale s'était déroulée dans une atmosphère de tension. Le week-end dernier, de violentes émeutes avaient mis aux prises la police et des manifestants d'extrême gauche, qui tentaient d'empêcher une réunion du Front national (*le Monde* du 17 août).

Birmingham, principal centre industriel des Midlands, connaît un chômage six fois plus élevé que la moyenne britannique. C'est ce qui explique, sans doute, cette avance d'un parti, à caractère fascisant, qui avait déjà beaucoup progressé lors des élections municipales du printemps dernier, surtout à Londres.

(Intérim.)

LE POÈTE ALGÉRIEN MOUFDI ZAKARIA EST MORT

Le poète algérien Moufdi Zakaria est mort le 17 août à Tunis d'une crise cardiaque. Il était âgé de soixante-quatre ans.

[Moufdi Zakaria était considéré comme le poète de langue arabe de la révolution algérienne. Il est l'auteur du chant révolutionnaire de la lutte de libération algérienne « Kassam », qui fut adopté comme hymne national de l'Algérie indépendante.]



TRENTIÈME ANNÉE (1977) — N° 1 498 SÉLECTION HEBDOMADAIRE DU JEUDI 14 JUILLET AU MERCREDI 20 JUILLET 1977

DIRECTEUR : Jacques FAUVET
FONDATEUR : Hubert BEUVE-MÉRY

DIRECTION
RÉDACTION ET ADMINISTRATION
5, RUE DES ITALIENS, 75009 PARIS

TELEPHONE : 246-72-23
Adresse télégraphique : JOURMONDE PARIS



N° 1498

Canada, 0,50 $ can. ; Côte-d'Ivoire, 80 fr. ; Egypte, 30 p. ; Grèce, 20 dr. ; Hollande, 1,15 fl. ; Indonésie, 250 Rp. ; Israël, 3,50 L.I. ; Liban, 150 P.L. ; Sénégal, 100 fr. ; Singapour, 2 $ sing. ; Tunisie, 90 m. ; Turquie, 6 L.T. ; U.S.A., 0,50 $ U.S.

ABONNEMENT :	Six mois	Un an
France	F 35	F 60
Etranger	F 48	F 85

(Tarifs avion page 9.)
CHEQUE POSTAL : PARIS N° 4207-23

L'AGGRAVATION DES CRISES AFRICAINES

TCHAD : des avions français ont été utilisés dans le Tibesti

Un geste politique

Dans un monde où les grandes puissances fournissent à leurs amis et clients des matériels militaires ultra-modernes et des chars par centaines, l'aide logistique de la France au Tchad, révélée par M. de Guiringaud trois semaines après l'opération en cause, peut sembler singulièrement modeste. Les vols de deux appareils basés à Dakar et utilisés à acheminer quelques cargaisons dans le Tibesti ne peuvent être sérieusement comparés aux dispositifs mis en place naguère pour le bénéfice des régimes angolais, éthiopien ou, à un moindre degré, zaïrois.

Toutefois, l'assistance accordée à N'Djamena par Paris comporte deux enseignements. Le premier touche aux faits : il est désormais évident que, en dépit d'années de guérilla coûteuse où la France s'était directement engagée, toute la partie septentrionale du Tchad demeure en dissidence. Les rebelles toubous se sont même emparés récemment de l'important oasis de Bardaï, où Mme Claustre — héroïne d'une affaire qui eut d'importantes conséquences sur les relations entre les deux pays — fut faite prisonnière. Les forces tchadiennes ne parviennent pas à les en déloger.

Face à cette aggravation de la situation, le gouvernement français a accepté de fournir une aide logistique limitée, qui paraît surtout, et c'est là le second enseignement des déclarations de M. de Guiringaud, avoir valeur de geste politique. En effet, Paris applique ainsi les accords de coopération conclus en 1976 entre le général Malloum et M. Jacques Chirac. La France, qui avait fourni une aide au Zaïre, pouvait difficilement refuser d'entendre la requête d'un Etat africain à l'égard duquel elle avait pris des engagements. L'apparition d'un « problème du Sahara oriental » — dans lequel sont impliqués à des titres divers le Tchad, le Niger et la Libye — met d'ailleurs Paris dans une situation délicate, la diplomatie française souhaitant rester en bons termes avec ces trois pays.

Si la matérialité de l'intervention libyenne aux côtés des rebelles toubous, récemment dénoncé par N'Djamena, n'est pas en effet formellement établie, l'ingérence du gouvernement de Tripoli dans les affaires tchadiennes ne fait plus de doute depuis 1973. C'est à cette date que les troupes libyennes se sont installées dans la bande d'Aouzou, occupant par la force une partie du territoire tchadien revendiquée par le colonel Khadafi. Les autorités de Tripoli ont beau se déclarer toujours prêtes à discuter du statut définitif de la région d'Aouzou, il n'en demeure pas moins qu'elles se refusent à évacuer une zone où elles ont établi des garnisons depuis quatre ans.

Bien qu'ayant mesuré, à l'occasion de la quatrième conférence franco-africaine tenue en avril dernier à Dakar, la popularité dont bénéficiait auprès des dirigeants africains « modérés » l'intervention française au Zaïre, M. Giscard d'Estaing a agi au Tchad de façon prudente.

C'est que la France possède une expérience du bourbier tchadien. Après s'y être engagée une première fois dès 1968, l'armée française fut contrainte, sur la demande du gouvernement de N'Djamena lui-même, en septembre 1975, de quitter les dernières installations militaires qu'elle conservait en territoire tchadien. Même s'il entend rassurer les régimes africains « modérés » qui sont en place en Afrique sud-saharienne, et avec lesquels il veut continuer à entretenir des rapports privilégiés, le gouvernement français ne souhaite pas encourir la réprobation de l'opinion internationale. Enfin et surtout, il est trop bien informé des affaires tchadiennes pour ignorer l'extrême fragilité du régime du général Malloum, aux côtés duquel il est résolu à ne s'engager qu'avec circonspection.

(Mercredi 20 juillet.)

De notre envoyé spécial

La France a fourni récemment une « aide logistique », en prêtant des avions de transport, aux autorités et à l'armée tchadiennes, menacées par une aggravation de la situation militaire dans le Tibesti, où combattent les rebelles toubous, soutenus par la Libye. Cette information a été donnée, le 18 juillet, par M. Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères en visite officielle à Abidjan (Côte-d'Ivoire).

Le 20 juin dernier, une offensive générale avait été lancée par les toubous contre les postes militaires du Tibesti. Les plus violents combats se seraient déroulés à Bardaï, au sud-est d'Aouzou, près de la frontière libyenne. M. de Guiringaud a précisé, à Abidjan, qu'aucun soldat français ne se trouvait à l'heure actuelle au Tchad.

On confirme, d'autre part, dans l'entourage du ministre, la conclusion par la France d'un contrat d'achat, sur dix ans, de 1 000 tonnes d'uranium sud-africain.

Abidjan. — M. de Guiringaud a révélé, lundi 18 juillet, à Abidjan, que, à la demande du général Malloum, chef de l'État tchadien, la France avait récemment fourni une aide « logistique » aux autorités de Ndjamena, qui, dans le nord du pays, tentent de réduire la rébellion toubou, soutenue par le gouvernement libyen. Ces moyens « logistiques » ont été accordés dans le cadre des accords de coopération militaire franco-tchadiens signés au printemps 1976, après le dénouement de l'affaire Claustre. Ils remplaçaient les accords de défense dénoncés précédemment par les dirigeants tchadiens et prévoyaient notamment la présence d'instructeurs français. L'aide de Paris a consisté, cette fois, à mettre à la disposition de l'armée de Ndjamena des « *moyens de transport aériens* », des véhicules, des pièces de rechange et des munitions.

Cette assistance ponctuelle n'a évidemment ni la même nature ni la même ampleur que celle accordée en mars dernier au gouvernement zaïrois aux prises avec l'invasion des gendarmes katangais. Elle témoigne de la volonté française d'appliquer à tout moment et intégralement les conventions d'assistance militaire prévues par les accords de coopération, mais sans aller au-delà. « *Il n'y a aucun soldat français engagé sur le sol tchadien*, a affirmé M. de Guiringaud, *ni aucun avion Transall dans le ciel tchadien.* » Ce n'est pourtant peut-être pas un hasard si l'aide au Tchad est rendue publique dans une des capitales africaines les plus hostiles à la diplomatie libyenne.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(Lire la suite page 6.)

RHODÉSIE : M. Smith met en échec le plan anglo-américain de règlement

Le Parlement est dissous

Le premier ministre rhodésien, M. Ian Smith, a annoncé, le lundi 18 juillet, la dissolution immédiate du Parlement de Salisbury et la tenue d'élections générales le 31 août.

Cette décision marque un durcissement de la position de M. Smith, qui entend faire confirmer son autorité par ses compatriotes blancs et aboutir à une « solution interne » pour faire échec au plan anglo-américain de règlement du problème rhodésien.

(Mercredi 20 juillet.)

M. Raymond Barre et le C.N.P.F. réagissent avec vigueur aux attaques de M. Mitterrand contre le pouvoir et le patronat

Dès mardi soir 12 juillet, M. Barre et le C.N.P.F. ont réagi avec vigueur aux déclarations faites quelques heures plus tôt par M. Mitterrand. Le premier ministre a reproché à ce dernier de « n'avoir pas parlé des vrais problèmes de la France » et de s'en être tenu à « des propos partisans et polémiques ». Le C.N.P.F. s'est élevé contre des « assertions » qu'il juge sans fondement et « inacceptables ».

Dans la conférence de presse très vigoureuse qu'il avait tenue le 12 juillet après-midi à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du P.S. avait reproché à M. Giscard d'Estaing de s'être comporté en « partisan » le 8 juillet à Carpentras, et il avait accusé le grand patronat de consacrer une somme de 1 milliard de francs à sa campagne contre le programme commun de gouvernement de la gauche.

Face à M. Raymond Barre, le 12 mai, dans les studios de la première chaîne de télévision, M. François Mitterrand s'était montré si conciliant et si peu combatif que le premier ministre n'avait guère eu de mérite à le manœuvrer et à le dominer.

Le 19 juin, devant le congrès de son parti, le premier secrétaire du P.S. avait retrouvé une part de son souffle et de son dynamisme d'autrefois pour attaquer sans ménagement un pouvoir et une majorité dont la commune incapacité avait été dénoncée en quelques mots cinglants : « *Il est impossible de faire plus mal.* » Mardi 12 juillet, au Palais-Bourbon, on en a entendu bien davantage encore.

Un opposant que l'on n'avait plus vu depuis bien longtemps aussi incisif et qui n'avait jamais été aussi agressif pendant la campagne présidentielle de mai 1974 s'est employé pendant un peu plus d'une heure à contester — et avec quelle vivacité — l'essentiel des propos que M. Giscard d'Estaing avait tenus le 8 juillet à Carpentras.

Estimant à juste titre que le chef de l'Etat avait ce jour-là procédé à « l'ouverture de la campagne électorale », M. Mitterrand ne s'est pas contenté de l'exercice convaincant, mais sans péril, qui consiste à opposer aux « promesses sans cesse renouvelées » du président de la République des réalités économiques et sociales infiniment moins souriantes. Il s'est élevé également contre le principe même de l'intervention présidentielle du 8 juillet : « *La France a besoin d'un président pour les Français et non d'un partisan... Le chef de l'Etat part en campagne contre ce que les élections municipales m'autorisent à appeler la majorité des Français... J'ai déjà observé qu'il ne pouvait exercer à la fois la fonction de capitaine d'une équipe et celle d'arbitre sur le terrain.* »

Alors que huit mois nous séparent encore des élections législatives, la préparation de cette épreuve décisive place dès maintenant le chef de l'Etat dans une situation très inconfortable, qui met une fois de plus en lumière les redoutables insuffisances des institutions que les Français se sont données à l'automne 1958.

Se référant à la manière dont ces institutions ont été interprétées et « vécues » par Charles de Gaulle et Georges Pompidou, M. Chirac était fondé à exiger de M. Giscard d'Estaing qu'il s'engageât aux côtés de la majorité et indiquât sans plus tarder ce que serait « le bon choix » en mars 1978.

Se réclamant de la lettre de la Constitution, M. Mitterrand, de son côté, est justifié à relancer la querelle sur le sens qu'il convient de donner au mot « arbitre ». A partir du moment où M. Giscard d'Estaing agite l'épouvantail du « changement brutal de société » qu'impliquerait l'application du programme commun et charge de tous les péchés et d'arrière-pensées de « coup d'Etat » une opposition que les municipales de mars et les sondages ne font pas apparaître minoritaire, il n'est guère contestable qu'il se comporte en « partisan ».

Il ne peut, de ce fait, prétendre que « le président de la République n'est pas un chef de parti » et qu'il aspire toujours et avant tout à « refaire l'unité de la France ».

La réponse virulente qui a été faite le 12 juillet au discours de Carpentras incite à douter fortement que l'on renoncera bientôt à « *parler en termes de combat, de « guerre totale »* », comme le souhaitait le 8 juillet M. Giscard d'Estaing, et à craindre au contraire une progression dans l'« escalade » dont il est permis de penser qu'elle ne déplairait pas à M. Chirac.

RAYMOND BARRILLON.

(Lire la suite page 7.)

1958, 1968... 1978 ?

par PIERRE VIANSSON-PONTÉ

Jusqu'où ira-t-on ? Au virulent réquisitoire prononcé le 8 juillet à Carpentras par M. Giscard d'Estaing contre la gauche, M. François Mitterrand réplique par les plus fermes accusations contre la droite. On se lance mutuellement à la tête l'unité nationale et le grand capital, le programme commun et le programme d'action, les milliards et les prévisions apocalyptiques. Il y a bien longtemps que la vie publique française n'avait retenti des accents d'une telle fureur, d'une telle colère, d'une telle rage. Et nous sommes en plein mois de juillet, en pleines vacances, à huit mois encore, en principe, de l'échéance électorale qui provoque cette escalade d'imprécations.

Sans doute, au fond de la Corse où il se repose, M. Georges Marchais a-t-il pu se réjouir de voir son associé et son adversaire s'empoigner aussi durement. Et dans son bureau de l'Hôtel de Ville, M. Jacques Chirac peut, lui aussi, se frotter les mains : les deux duellistes travaillent à coup sûr pour lui, quel que soit le vainqueur de l'assaut.

Les Français, médusés, assistent en silence à cette bataille de l'été. En silence, assurent les uns, parce qu'ils s'en moquent, qu'ils sont blasés et las de ces querelles et de ces affrontements. A moins que leur silence recouvre, comme l'affirment les autres, un choix déjà arrêté. Mais quel choix, et qui peut prétendre interpréter sans se tromper ce silence de l'opinion ?

Oui, jusqu'où ira-t-on ? On a assez déploré la coupure du pays en deux camps irréconciliables et prêts à s'affronter. On a assez accusé le système constitutionnel, le régime électoral et, bien entendu, pour chacun, le camp d'en face, d'être responsables de cette division. Jusqu'à présent toutefois les chefs de l'un et de l'autre s'efforçaient, sauf à l'heure même de la décision, de garder leur sang-froid et de maîtriser leurs propos, sinon de modérer leur pensée.

Au combat d'idées voilà qu'ils substituent aujourd'hui l'échange d'imputations graves, presque d'injures. Le risque de voir les discussions dégénérer et, faute d'être arbitrées, se transporter dans la rue, ne doit jamais être oublié dans un pays qui fait peu de réformes s'il en parle beaucoup, mais s'offre volontiers tous les dix ans environ, une petite révolution. Oh ! Une révolution sèche et généralement non sanglante, car c'est un pays très civilisé. Mais tout de même : 1958, 1968... 1978 ?

(Jeudi 14 juillet.)

Découverte de la Corée du Nord

Un hélicoptère militaire américain a été abattu jeudi 14 juillet, au-dessus de la Corée du Nord, par des batteries anti-aériennes. Trois occupants de l'appareil ont été tués et un quatrième fait prisonnier.

Les autorités nord-coréennes — assurant faire preuve de « magnanimité » — ont annoncé, le samedi 16 juillet, qu'elles allaient restituer le seul survivant de l'équipage ainsi que les corps de ses trois camarades.

A Washington, le porte-parole de la Maison Blanche s'est félicité de ce que « les deux parties soient restées calmes par rapport à des situations comparables dans le passé ». Les plans de retrait des forces américaines de Corée du Sud ne seront pas affectés par l'incident.

André Fontaine, qui revient de Corée du Nord, commence ci-dessous une série de cinq articles sous la forme d'un carnet de voyage.

I. — Le pays du perpétuel sourire

De notre envoyé spécial
ANDRÉ FONTAINE

Vendredi. — La sérénité du paysage sied à ce qui se veut celui du « matin calme ». Les piles d'un pont, dont le tablier a disparu, à quelques dizaines de mètres de celui qu'emprunte la voie ferrée pour franchir le fleuve large de près d'un kilomètre, sont seules à rappeler que le Yalou marquait la limite de ce « sanctuaire » chinois dont Mac Arthur voulait, il y a un quart de siècle, liquider l'impunité à coups de bombes atomiques ; ce qui lui valut d'être destitué par Truman.

Le Yalou, que les Coréens appellent Amnok, sépare toujours deux Républiques également populaires et socialistes. On ne le traverse pas pour autant comme la Manche ou le Rhin. Le « train international » qui relie deux fois par semaine Pékin à Pyongyang, et auquel on rajoute, à Chang-Chen — l'ancienne Moukden, — trois wagons venus de Moscou, stationne une heure et demie du côté chinois de la frontière et autant de l'autre côté avant de reprendre son élan.

Une motrice électrique a remplacé la locomotive Diesel chinoise. Ce n'est pas le seul changement que l'on puisse constater : les villages au long des sages rizières et des collines verdoyantes sont beaucoup plus soignés ; ils enserrent dans une même clôture de jolies maisons basses presque toutes semblables, avec leurs toits de tuiles aux arêtes recourbées. Les agglomérations présentent d'impressionnants alignements de bâtiments neufs dans le style H.L.M. La vareuse au col boutonné des Chinois cède le plus souvent la place à la cravate, et l'on ne voit pratiquement plus de femmes en pantalon. Beaucoup portent la robe nationale, composée d'une longue jupe de couleur vive attachée sur la poitrine par un gros nœud à longs rubans et complétée par un court corsage ; d'autres de petites robes de coton à fleurs ou des jupes bien sages. Les vélos, que l'on compte par millions en Chine, sont pour ainsi dire presque absents. Il n'y pas non plus de ces adorables charrettes à enfants qu'on voit en Chine : tous les bébés sont portés sur le dos par leur maman.

Les portraits, bien entendu, ne sont pas les mêmes. A la gigantesque statue de Mao, qui domine la ville-frontière chinoise d'An-tung, répond, à Sinydjou, du côté coréen, une statue de dimensions égales de Kim Il Sung, « *Grand Leader, secrétaire général du comité central du parti du travail de Corée et président de la République populaire et démocratique de Corée* », pour reprendre le vocabulaire officiel. A chaque pas, désormais, nous verrons son effigie, et nous n'en verrons pas d'autre.

(Lire la suite page 5.)

Le nouveau profil de la défense

Le chef de l'Etat a présidé, le mardi matin 12 juillet à l'Elysée, un conseil de défense au cours duquel sont, traditionnellement, examinées les grandes orientations de la politique militaire. Le projet de budget de la défense pour 1978 était au centre de ces discussions. Ce conseil précédait le défilé militaire du 14 juillet à Paris qui a présenté, juste devant l'Ecole militaire, des détachements des trois armées et des éléments de la force d'intervention, dont la Légion étrangère, soit au total neuf mille hommes survolés par soixante-neuf appareils, avions ou hélicoptères.

Depuis la suggestion — rejetée à l'époque — de la France d'envoyer une force de contrôle au Liban, en 1976, et depuis le pont aérien du Zaïre de 1977, la doctrine militaire française s'infléchit progressivement vers la mise sur pied d'unités mobiles et classiques d'action extérieure, et la conception de la dissuasion nucléaire semble évoluer lentement de la stratégie d'interdiction — la menace d'une utilisation — à une stratégie de l'emploi effectif des armes nucléaires.

Une évolution lente de la doctrine officielle

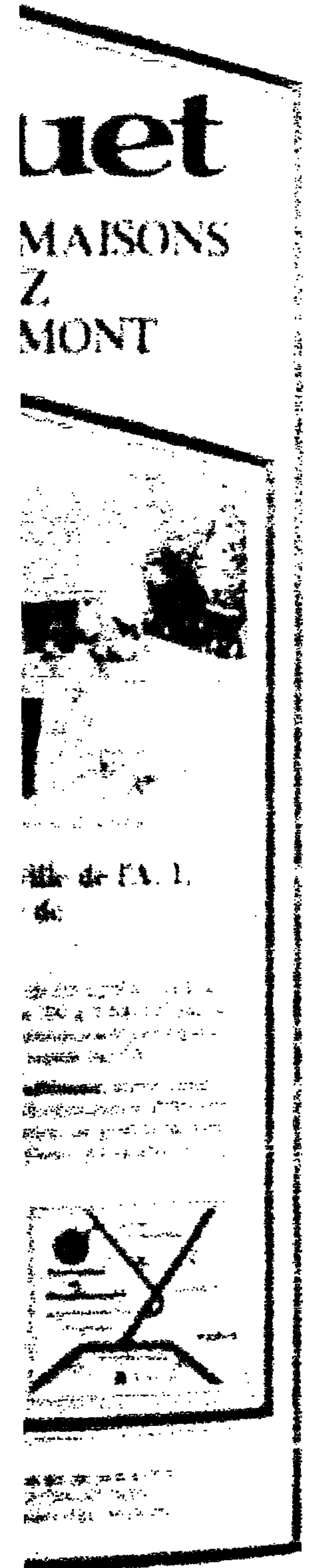
par JACQUES ISNARD

A l'un de ses interlocuteurs qui touche de près aux problèmes de la défense nationale, M. Valéry Giscard d'Estaing a confié, récemment, qu'il n'entendait pas laisser le souvenir d'un chef de l'Etat qui aurait porté atteinte à l'indépendance de la République. De son côté, le ministre de la défense, M. Yvon Bourges, aime à dire qu'à la différence de ses prédécesseurs, qui parlaient volontiers de la défense tous azimuts sans jamais la pratiquer, il la mettait en œuvre sans publicité et malgré les critiques dont il était la cible.

Cette double confidence illustre, en réalité, l'embarras du président de la République et de son ministre de la défense devant les attaques dirigées, depuis un an, contre la politique militaire du gouvernement. Il est vrai que les ambiguïtés de cette politique, accumulées au fil de discours plus ou moins cohérents des responsables officiels tant civils que militaires, ont progressivement enlevé du crédit à une construction qui porte la marque personnelle du général de Gaulle. Le chef de l'Etat a pris sans doute conscience, lui-même, de ce trouble. Depuis une année environ, ses interventions publiques en la matière se sont faites très rares, comme s'il n'avait pas voulu ajouter à la confusion.

Seuls, le premier ministre et le ministre de la défense ont continué d'exposer — non sans quelques contradictions — les grandes lignes de la politique militaire de la France. Le président de la République s'est même dispensé, cette année, de rendre visite à l'Institut des hautes études de défense nationale, devant lequel le chef de l'Etat, chaque année, rappelle traditionnellement sa politique.

(Lire la suite page 8.)



« Vos vacances... votre séjour en France »

Guide touristique et gastronomique

Alsace

Hôtel KASTELBERG *** N.N., tél. (88) 08-97-83 à 67140 ANDLAU. Ses 140 chambres avec bain, w.-c., sa salle de confér. Son restaur. AU CANON connu par son excellente cuis. et ses spécial. Hors saison, réduction pour groupes.

Côte d'Azur

HOTEL RÉGENCE
** N.N.
21, rue Masséna, NICE
Rue piétonne.
40 chambres.
Bains-douches - w.-c. privés
Plein centre - Près MER.

Mer

17200 ROYAN-PONTAILLAC
Hôtel *** « LE DOMINO »
Chambres - Demi-pension - Pension disponibles saison et hors saison.
B.P. 530 - Tél. (46) 38-02-22.
Chaîne « Relais du Silence ».

Normandie

CABOURG
**** L
GRAND HOTEL
L dernier hôtel le plus romantique du monde
ACCES DIRECT A LA MER
PROMENADES
ET PÊCHE EN MER
Tél. : 31/91-01-79 - 91-02-43
Télex : 170 187 F (109)

Paris

HOTEL OBSERVATOIRE *** N.N.
Qu. Latin - Face jardin Luxembourg
36 chambres - Restaurant - Grill.
Confort, calme et détente.
107, bd Saint-Michel - 75005 PARIS
Tél. : 033-32-00 et 033-24-90

LE MONDE diplomatique

PUBLICATION MENSUELLE
du
Monde
Au sommaire du numéro de juillet

L'ESPAGNE AU CENTRE
(Eduardo Haro Tecglen)

L'économie à l'heure de vérité
(J.R. Lasuen)

LA POLOGNE EXEMPLAIRE ?
(Daniel Singer)

LA GAUCHE FRANÇAISE, LA CONFÉRENCE DE BELGRADE ET LES DISSIDENTS A L'EST
(Pascal Gabel et Yves Hardy)

LES DROITS DE L'HOMME ET LES RELATIONS ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET L'AMÉRIQUE LATINE
(Philippe Labreveux)

●

RIVALITÉS IRANO-SAOUDIENNES DANS LE GOLFE
(Marc Pellas)

LA CRISE DU MOUVEMENT TRAVAILLISTE EN ISRAËL
(Amnon Kapeliouk)

LE DÉSARROI DE LA COMMUNAUTÉ JUIVE AUX ÉTATS-UNIS
(T.D. Allman)

LA CRISE DU POUVOIR EN U.R.S.S.
(Marc Ferro, Hélène Carrère d'Encausse, Robert Daniels, Bernard Féron et René Girault)

LES SEIGNEURS DE LA CRISE
(Frédéric Langer et Jean-Louis Sarbib)

●

L'Ethiopie, clef du nouvel équilibre en mer Rouge (**Gérard Chaliand**). — L'île Maurice, où « le gauchisme est près de prendre le pouvoir » (**Sélim Turquié**). — Dix-huit mois de guerre à Timor-Oriental (**José Ramos-Horta**). — Au Brésil, des colonels critiquent la dictature militaire (**Marcelo Dias**). — Les milieux libéraux argentins et l'ouverture au capital étranger (**Thierry Maliniak**). — La décolonisation de Belize dans l'impasse (**Jean-Claude Buhrer**).

LIVRES : Les moyens du changement en Afrique australe (**Denis Martin**). — Charles Bettelheim contre le « mythe des origines » (**Maria Antonietta Macciocchi.**) — « Seule une écologie socialiste... », de René Dumont (**Yves Florenne**).

CINÉMA POLITIQUE : IMAGES D'ENFANTS

L'activité des organisations internationales.

●

Le numéro : 5 F
(en vente dans les kiosques)
Abonnement et vente au numéro
5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

LES RAPPORTS ENTRE LES ÉTATS-UNIS

La confrontation Carter-Begin

III. — Le défi du « lobby » pro-israélien

De notre envoyé spécial ÉRIC ROULEAU

Les divergences fondamentales qui opposent le président Carter à M. Begin sur les termes d'un règlement au Proche-Orient ont suscité désarroi et angoisse dans la communauté juive des Etats-Unis. Pour préserver leur unité, les dirigeants israélites sont parvenus à un compromis qui consiste à s'opposer au « plan Carter », sans pour autant soutenir explicitement les thèses maximalistes de Jérusalem. (Notre précédent numéro.)

Washington. — Quelques jours après son entrée en fonctions, en janvier dernier, le président Carter réunissait son état-major à la Maison Blanche pour examiner le conflit du Proche-Orient. Le dossier contenait, entre autres, un *« rapport de transition »* préparé par un groupe d'experts du département d'Etat. Ceux-ci concluaient que le nouveau président avait le choix entre deux voies : une action énergique pour susciter une solution globale du conflit serait risquée mais aurait quelque chance d'aboutir ; sa passivité, en revanche, déboucherait à coup sûr sur une catastrophe.

L'argumentation était virtuellement la même que celle que n'ont cessé de développer les conseillers les plus écoutés, en matière de politique étrangère, du candidat démocrate avant et après son élection. MM. Henry Owen et Zbigniew Brzezinski, tous les deux signataires du *« rapport Brookings »* — projet de règlement pour le Proche-Orient — soutiennent qu'une impasse prolongée conduirait à une nouvelle guerre qui risque fort cette fois-ci d'impliquer directement les superpuissances.

Ils estiment qu'une grave menace pèse sur les régimes arabes modérés qui ont choisi la conciliation, en misant sur la médiation américaine. L'échec de leur politique les contraindrait, dans la meilleure des hypothèses, à durcir leurs positions, faute de quoi ils pourraient être renversés par des éléments révolutionnaires. Un coup d'arrêt brutal serait ainsi donné au processus de paix au Proche-Orient. Les bouleversements politiques, économiques et sociaux qui s'ensuivraient infligeraient de très graves préjudices au monde occidental. L'édifice de l'influence des Etats-Unis dans le monde arabe s'effondrerait.

Jamais sans doute les intérêts de Washington dans la région n'ont été aussi étendus. Les profits tirés d'investissements considérables, en particulier dans le domaine pétrolier, les ventes massives de biens d'équipement et de consommation, l'afflux de pétro-dollars, renflouent la balance des paiements américaine au rythme d'une quinzaine de milliards de dollars par an. En trois ans, les exportations vers les pays arabes *(sans compter les armements)* ont plus que doublé, tandis que triplaient les importations, ce qui donne la mesure de la dépendance croissante des Etats-Unis pour leurs approvisionnements en hydrocarbures.

Déjà préoccupé par le risque de pénurie qui menace, à terme, le ravitaillement pétrolier mondial et, dans l'immédiat, par le déficit croissant de la balance énergétique des Etats-Unis, le président Carter s'inquiète des répercussions éventuelles d'une crise majeure au Proche-Orient. L'avis unanime à Washington est que les Etats producteurs imposeront bon gré mal gré — surtout en cas de conflagration — un embargo sur les livraisons d'« or noir ». M. James Akins, expert pétrolier et ancien ambassadeur en Arabie Saoudite, nous disait craindre la fermeture du détroit d'Hormuz, mesure qui aurait comme effet d'étrangler les économies de l'Europe et du Japon, tout en plongeant les Etats-Unis dans le marasme.

Rien d'étonnant dès lors que le président Carter ait annoncé à ses proches collaborateurs, lors de la réunion qu'il tint à la Maison Blanche fin janvier, qu'une solution du problème israélo-arabe était, à ses yeux, *« cruciale »* et *« urgente »*. C'est ce jour-là encore qu'il décida que les Etats-Unis ne pouvaient plus se payer le luxe de jouer seulement aux *« médiateurs »* et agiraient désormais en *« catalyseurs »*, euphémisme pour désigner un rôle actif et déterminant. N'est-il pas significatif qu'il ait formulé les « grandes lignes » d'un règlement dès le début de mars, un mois avant d'entamer ses « consultations » avec les chefs d'Etat arabes ?

Le chef de l'exécutif américain s'est toujours défendu de vouloir « imposer » ses conceptions. Mais, dans l'administration, un nombre croissant de responsables, et non des moindres, partagent largement les opinions de M. Georges Ball, ancien sous-secrétaire d'Etat et ex-ambassadeur aux Nations unies, qui estime qu'un règlement dicté par Washington est inéluctable compte tenu de l'impuissance des belligérants à parvenir, par leurs propres moyens, à un compromis. Dans un article retentissant publié en avril dernier par la revue *Foreign Affairs* et intitulé : « Comment sauver Israël malgré lui », l'ancien diplomate écrivait : « (intervenir pour mettre un terme à l'impasse) *n'est pas une simple option, mais un devoir impératif si le monde doit être sauvé d'un désastre dont les conséquences ne pourraient être circonscrites sur le plan géographique* ». M. Ball — très estimé par le président Carter, qui avait songé à lui confier les affaires étrangères — va jusqu'à s'indigner : *« Jusqu'où irait notre témérité de laisser à la paranoïa israélienne le soin de dicter la politique américaine ? »*

Si nombre de responsables partagent l'avis de l'ancien sous-secrétaire d'Etat, ils ne considèrent pas tous qu'une épreuve de force soit, dans l'immédiat, à recommander. Certains font valoir que le président essuierait une défaite humiliante s'il devait croiser le fer prématurément avec le « lobby » pro-israélien.

Séduction et brutalité

Le terme est souvent utilisé pour désigner tout à la fois le personnel pléthorique de l'ambassade d'Israël, la multitude des organisations juives américaines, les groupes de pression que certaines d'entre elles entretiennent à Washington, le vaste réseau d'alliés auquel ont accès les uns et les autres à travers le pays et dans les principaux centres du pouvoir, notamment dans l'administration, au sein des mass media, et surtout au Congrès (Sénat et Chambre des représentants).

Cependant, le « lobby » à proprement parler, et enregistré officiellement comme tel, est l'American-Israel Public Affairs Committee (AIPAC), qu'anime avec de remarquables qualités de compétence et d'énergie M. Morris Amitay, Américain d'origine israélienne. Cet ancien fonctionnaire du département d'Etat, âgé d'une quarantaine d'années, coordonne en quelque sorte l'action de la plupart des groupements pro-israéliens. Il a servi les gouvernements travaillistes qui se sont succédé à Jérusalem avant de se convertir aux thèses de M. Begin, le jour où celui-ci l'emporta aux élections de mai dernier.

On lui prête des pouvoirs étendus et occultes ; son nom est prononcé au Capitole avec respect, crainte ou irritation. *« La force de séduction de ses offres*, nous a dit un sénateur, *n'a d'égale que la brutalité de ses avertissements.* » Intervenant le plus souvent par personnes interposées, il s'est montré capable, selon le cas, de porter préjudice ou de faciliter la carrière de nombre de politiciens. Un avis de sa part risque d'influer tout autant sur la générosité des bailleurs de fonds des campagnes électorales que sur le choix des votants (1).

Entre deux consultations, l'une des armes favorites du directeur de l'AIPAC est la plume. Un parlementaire qui prend ou qui se propose de prendre une position jugée « anti-israélienne » est submergé par des lettres et des télégrammes (et aussi des coups de téléphone) provenant de ses électeurs, d'amis, de personnalités marquantes, lui demandant de faire amende honorable ou l'exhortant à renoncer à son projet. La Maison Blanche a reçu ces dernières semaines des milliers de lettres protestant, pour la plupart, contre le « plan Carter » concernant un règlement au Proche-Orient.

M. Amitay fait figure de chef d'un parti aux contours imprécis, dont la « base » populaire s'étendrait à l'ensemble de la communauté juive. Grâce à deux noyaux de parlementaires inconditionnellement pro-israéliens — une dizaine au Sénat et une cinquantaine à la Chambre des représentants. — il noue et dénoue les alliances pour favoriser ou, au contraire, pour mettre en échec telle ou telle autre législation, en échange de quoi il obtient le soutien de ses obligés pour la défense des intérêts israéliens. Les *congressmen* conservateurs — les nostalgiques de la guerre froide, les adversaires d'une normalisation avec Cuba ou d'un désengagement militaire en Corée du Sud, par exemple — offrent d'appréciables « paquets » de voix aux amis de M. Amitay.

Les succès de ce dernier ne se comptent plus. Mais son plus beau fleuron est sans doute la lettre que soixante-seize sénateurs (sur cent) adressèrent en avril 1975 au président Ford pour lui demander *de renoncer* à faire pression sur Israël. *« Il était plus aisé de souscrire à cette démarche que d'affronter le lobby »*, nous a dit l'un des signataires les plus éminents.

Ceux qui poussent le président Carter à exercer des pressions décisives sur l'Etat d'Israël, en réduisant notamment l'aide à Jérusalem, estiment — tout comme les dirigeants juifs américains — que le « lobby » est certes, *« puissant, mais non omnipotent »*. Ils concèdent que le Congrès, jaloux de son autonomie et de son pouvoir accrus depuis l'affaire du Watergate, commencerait par résister à la volonté du chef de l'exécutif. Mais ils avancent, à leur tour, plusieurs arguments pour soutenir que ce dernier finirait par l'emporter.

A en juger par les réactions de la presse et les résultats de certains sondages, les Américains seraient, dans leur majorité, favorables au « plan Carter » si celui-ci devait se porter garant, au-delà de tout doute, de la sécurité d'Israël. D'autant plus que les déclarations intempestives de M. Begin auraient aliéné à ce dernier une bonne partie de l'opinion, notamment juive, et que les préjugés anti-arabes sont en régression depuis que les voisins d'Israël se déclarent disposés à conclure la paix.

L'évolution est encore plus nette au Capitole. Depuis la guerre d'octobre 1973, quelque deux cent cinquante parlementaires, dont plusieurs personnalités juives, se sont rendues dans divers pays arabes, Arabie Saoudite comprise, où ils ont eu droit à un accueil empressé et chaleureux, alors qu'auparavant les *congressmen* n'allaient le plus souvent qu'en Israël. Nombre d'entre eux ont désormais une vision « plus équilibrée » du conflit et, ayant pris conscience de l'étendue et des potentialités de l'influence américaine dans la région, souhaitent qu'un règlement tienne compte des intérêts arabes.

Le sénateur Abraham Ribicoff, dont on associait volontiers le nom au « lobby » de M. Amitay (qui fut l'un de ses collaborateurs), a été sévèrement pris à partie, dans la presse juive, pour ses déclarations au retour d'une tournée qui l'avait conduit notamment en Egypte et en Jordanie. *« J'ai pu constater*, nous a-t-il déclaré, *que les pays arabes concernés veulent sincèrement la paix. Celle-ci est urgente, car le conflit est ruineux tant pour Israël que pour ses adversaires (...).* » Le sénateur du Massachusetts, qui est l'une des personnalités les plus respectées de la communauté israélite, concluait : *« Les organisations juives aux Etats-Unis ne sont pas représentatives. Leurs dirigeants, dont aucun n'a été élu, ne reflètent pas l'opinion de mes coreligionnaires quand ils s'en prennent aux propositions de paix de M. Carter, lequel est un ami sincère de l'Etat d'Israël. Bien que je pense qu'une épreuve de force soit exclue, je peux vous assurer que le président est plus puissant que le « lobby » juif.* »

Le sénateur Eagleton, ancien candidat à la vice-présidence des Etats-Unis, a toujours été, comme M. Ribicoff, un partisan inébranlable de la cause israélienne (l'un et l'autre ont signé, en 1975, la « lettre des 76 » au président Ford). *« Comme beaucoup de mes électeurs juifs*, nous dit-il, *j'ai été choqué par les déclarations de M. Begin. (...) Les propositions de M. Carter constituent la seule voie raisonnable qui conduit à la paix. Si nous devons prévenir une nouvelle guerre, Israël devrait revenir à ses frontières de 1967, assorties de garanties de sécurité, et les Palestiniens devraient pouvoir disposer d'une patrie en Cisjordanie.* »

Estimant qu'une confrontation — qui aurait été probable si les travaillistes israéliens s'étaient maintenus au pouvoir — est inéluctable avec les maximalistes du Likoud, certains observateurs, à Washington, pensent que le président Carter devrait agir sans tarder. Dans quelques mois, il serait peut-être trop tard, puisque, à l'approche du renouvellement du Congrès (un tiers du Sénat et la totalité de la Chambre des représentants) prévu pour novembre 1978, nombre de parlementaires seront tentés, sous la pression du « lobby », d'adopter des positions contraires à leurs convictions.

Le président Carter, qui veut éviter l'épreuve de force, assure-t-on, multipliera les déclarations et les gestes d'apaisement. Mais, étant vivement préoccupé par les *« conséquences désastreuses »* qu'aurait une impasse prolongée au Proche-Orient, étant un homme *« obstiné »*, il n'hésiterait pas, le cas échéant, à *« relever le défi du lobby »*, au besoin en s'adressant directement au peuple américain, pour lui expliquer l'importance des enjeux. C'est du moins ce qu'il aurait confié à de hautes personnalités arabes.

M. Begin, attendu à Washington le 19 juillet, réussira-t-il à convaincre le chef de l'exécutif américain qu'il ne cherche pas seulement à gagner du temps en proclamant que *« tout est négociable »* ?

FIN

(Lundi 11 juillet.)

(1) Stephens Isaacs, journaliste au *Washington Post*, dans son ouvrage *Jews and American politics* (Doubleday, 1974), rapporte que les juifs fournissent aux parti démocrate et républicain respectivement 60 % et 40 % des fonds consacrés au financement des campagnes électorales.

Sélection immobilière France

Campagne - Mer - Montagne

03 - Allier

Région VICHY. Résidence style bourbonnais, 8 pièces, gr. conft, restaurée par décorateur. — Prix : 450.000 F. Cabinet DELEST & Cie, 26, rue de Paris à 03200 Vichy, tél. (70) 98-54-37.

06 - Alpes-Maritimes

CANNES QUARTIER RESIDENTIEL PRES PLAGE
vue mer imprenable - VILLA 2 appartements + service, dans jardin, avec barbecue, garage, piscine. Prix : 870.000 F.
Cabinet CHARPIOT, 6, av. de la Plage 06400 CANNES. - Tél. (93) 47-39-97

27 - Eure

B. Propriété NORMANDE, gd séjour, 4 ch. conf. 1 400 m2 plantés. ROLLET, 51, bd Gambetta Evreux T (32) 33-47-51

30 - Gard

LES HAUTS DE NIMES
TENNIS VILLAGE
ROUTE D'ANDUZE - NIMES
8 km ouest des arènes.
Centre de sports et de loisirs sur un domaine boisé de 43 hectares avec
24 COURTS DE TENNIS
Restaurant - Bar - Salle de réunions - Piscine chauffée 25×12,5 mètres.
Activités sportives et jeux divers.
Direction sport. et stages, G. DENIAU.
Ouvert toute l'année.
— Mas 1 pce 27 m2 avec cuis. install., s. bains, w.-c. séparé, séj. 128.000 F
— Mas 2 pces 40 m2 ...... 165.000 F
— Mas 3 pces 52 m2 ...... 210.000 F
Votre mas peut être loué, lorsque vous ne l'occupez pas, par le service Gestion sur place (frais 30 %).
Loyer mas 1 pce . 600 F par semaine Hte saison ; 500 F par semaine Basse s.
Bureau de vte et hameau modèle s/pl.
Renseign. et docum. par correspond. : SOPREX S.A., Promoteur Constructeur Membre F.N.P.C.
7, quai des Bateliers,
67000 STRASBOURG.
Tél. : (16-88) 36-21-33.

A VENDRE pour raison santé, Hôtel-Restaurant - Bar - Tabac. Village en Cévennes. Entrée Parc National. Construction neuve. 18 chambres. Confort Grande Terrasse. Terrain bordure rivière. Fonds 850 000 + Murs 1 650 000 F Tél. 91-00-42. Ag. Im. Cévenole BP 36 LE VIGAN 30120.

34 - Hérault

A PEROLS, 3 km de la mer (Palavas), 10 km de MONTPELLIER 34000. Parcelles de terr. viabilisées 610m2, 98.000 F T.T.C. Construction libre. GUIRAUDON, 5, rue J.-Prévert, MONTPELLIER. Tél (67) 92-64-42.

MONTPELLIER

En centre ville dans le nouveau quartier du POLYGONE, à proximité immédiate Centre Commercial. Administrations. Ecoles. Lycée...
RESIDENCES DU NOUVEAU MONDE
du studio au 6 pièces
prestations de classe
PISCINE TENNIS
Livraison octobre 1977 et fin 1978.
Prix fermes et non révisables.
Documentation sur demande à SOCRI, Centre Commercial Polygone, 34000 MONTPELLIER. T. (67) 58-51-51

74 - Haute-Savoie

CHAMONIX
Vend. en cours de construction 2 chalets avec 2.500m2 terr. 460.000 F l'un.
Ecrire Chalets NOR'ALP
74310 Les Houches - Tél. (50) 54-41-17.

MEGEVE, 65 km GENEVE, altitude 1.100 m., au cœur des Alpes françaises. Retenez dès maintenant directement au constructeur dans chalet collectif de 2 étages sur rez-de-chaussée situé à 800 m du Casino, 400 m du télécabine du Jaillet, 900 m du centre, 500 m du Palais des Sports, votre appart. de 3 p. ou studio, 4 p. à la demande, au total 9 appart. à constr. dès août 1977. Achèvem. prévu oct. 78. Cft mod., chauff. électr. indiv. Prix très étudiés, fermes et définitifs.
Renseignem. sur demande auprès de
S.A.R.L. I.R.A.L.P.,
(Réalisations Immobilières Rhône-Alpes) - B.P. 59 - 73200 Albertville.

81 - Tarn

Station Touristique du Grand Lac du LAOUZAS Site protégé par le Parc Naturel Régional du Haut-Languedoc (Michelin 83 pli 3). Altitude 800 m Chalet bois. 8 couch. avec terrain et vue panoramique sur le lac. Prix 165 000 F.
AGIMO. 81430 Ballegarde.

PROCHE-ORIENT

ET ISRAËL

Les atouts de Jérusalem

A la veille de la rencontre entre le président Carter et M. Menahem Begin, premier ministre israélien, qui devaient avoir, le mardi 19 juillet, leur premier entretien, les milieux proches des gouvernements de Washington et de Jérusalem affichent un relatif optimisme quant à l'issue des pourparlers.

En visite privée à New-York, M. Begin a reçu, les 16 et 17 juillet dans sa suite au Waldorf Astoria, une foule d'admirateurs venus d'Amérique du Nord et du Sud, ainsi que les dirigeants d'organisations juives américaines.

Le rabbin Schindler, qui fait figure de président de la communauté israélite, s'est déclaré convaincu que MM. Carter et Begin « s'entendront parfaitement ». Sans aller jusqu'à prendre à son compte ce pronostic, la grande presse américaine exclut une confrontation entre les deux hommes.

M. Begin espère obtenir du président Carter la reconduction de l'aide américaine après les sérieuses mesures d'austérité annoncées le 17 juillet par le ministre israélien des finances et mises en vigueur sur-le-champ.

M. Menahem Begin est tout le contraire d'un « *sabra* ». Le terme, qui sert à désigner les Israéliens nés dans le pays, est le nom hébreu du fruit d'une variété de cactus dont la peau est piquante et le cœur tendre. Le chef du gouvernement de Jérusalem, émigré de Brest-Litovsk dans les années 40, a été surnommé « *le parfait gentleman polonais* ». Habillé avec recherche, il est d'une chaleureuse courtoisie et prodigue une rhétorique quelque peu désuète. Ces apparences engageantes dissimulent mal cependant une volonté indomptable, des convictions inébranlables et une détermination qui frise l'obstination. « *Il a l'envergure d'un prophète* », disent ses admirateurs. « *Les prophètes ignorent jusqu'au sens du compromis* », rétorquent ses adversaires.

Le « plan de paix » que M. Begin présentera au président Carter — du moins tel qu'il a été esquissé par la presse israélienne — est à l'image de son auteur : conciliant dans la forme et conforme, sur le fond, aux dogmes qui ont guidé l'action du chef du Likoud depuis une quarantaine d'années. M. Begin s'est rallié à la résolution 242 du Conseil de sécurité mais pour mieux l'adapter à ses vues. Ce texte, à l'en croire, n'engage pas Israël à restituer tous les territoires conquis en 1967 puisque la résolution stipule que l'Etat juif devrait être doté de frontières « sûres ».

La Cisjordanie (« *la Judée et la Samarie* »), en particulier, qui fait partie intégrante de la « *patrie historique* » du peuple juif, ne sera pas rendue. N'a-t-elle pas été « *annexée de force* » par la Transjordanie, à l'issue de la guerre de 1948 ? En tout cas, la résolution 242 ne peut s'appliquer à ce territoire puisque le tracé qui séparait Israël de la Jordanie, lors de la guerre de 1967, n'était en réalité que des « *lignes d'armistice* ».

Le président Carter s'écarte encore de la résolution 242, soutient, d'autre part, M. Begin, puisque celle-ci ne prévoit pas la création d'une « *patrie palestinienne* », mais seulement une solution au « *problème des réfugiés* ». Or ces derniers peuvent très bien être intégrés dans les divers pays arabes, en Transjordanie, s'ils le souhaitent. Quant aux habitants de Cisjordanie, selon le projet prêté à M. Begin, ils auraient la possibilité de conserver leur nationalité jordanienne, de bénéficier d'une certaine autonomie administrative, sur une terre qui relèverait de la souveraineté israélienne. Puisque « *tout est négociable* », pourquoi une telle solution « *fonctionnelle* » serait-elle moins légitime que le règlement territorial proposé par les Arabes et les Américains ?

Isoler les Palestiniens

M. Begin est moins intransigeant en ce qui concerne les autres territoires conquis par Tsahal en 1967. Le premier ministre israélien, assure-t-on, est disposé à rendre la majeure partie du Golan à la Syrie et la quasi-totalité du Sinaï à l'Egypte. Là encore, il demeure fidèle à ses convictions. Les stratèges du Likoud, en particulier le général Ezer Weizmann, nouveau ministre de la défense, se distinguent des travaillistes en estimant que ces deux territoires, une fois démilitarisés, ne seront pas indispensables à la sécurité d'Israël. « *Soutenir que Charm-el-Cheikh ou les détroits d'Akaba sont nécessaires à notre survie est ridicule* », nous confiait, en avril dernier, le général Weizmann.

Ces considérations s'insèrent harmonieusement dans la stratégie diplomatique, qui paraît être celle de M. Begin. Celui-ci, de toute évidence, n'apprécie guère le « *règlement global* » (*package deal*) que propose M. Carter, et qui consiste à inciter Israël à rendre la quasi-totalité des territoires occupés en échange d'une pleine normalisation avec les pays arabes. A ces conditions, M. Begin préférerait une procédure plus modeste des « *accords intérimaires* » — chers à M. Kissinger, — voire des traités de paix bilatéraux qui lui permettraient de dissocier l'Egypte et la Syrie — à l'égard desquelles il est disposé à se montrer « *très généreux* » — de la Jordanie et des Palestiniens. Abandonnés à leur sort, ces derniers n'auraient plus alors qu'à se résigner à la perte de « *la Judée et la Samarie* ».

Tout indique que les Etats arabes concernés ne sont pas en mesure d'accepter le « *plan de paix* » de M. Begin. Son projet heurte aussi de front celui qu'a élaboré le président Carter, en tenant compte des « *intérêts cruciaux* » de fidèles alliés que comptent les Etats-Unis dans la région. Les entretiens Carter-Begin sont-ils dès lors voués à l'échec ?

Il est presque certain que le chef de la Maison Blanche essaiera, dans un premier temps, d'éviter une rupture qui risquerait de susciter une épreuve de force. Théoriquement, il est en mesure d'asphyxier l'Etat juif, dont les finances, l'économie, les approvisionnements en armements, dépendent de la bonne volonté de Washington. L'assistance américaine, publique et privée, s'est élevée l'année dernière à plus de 3 milliards de dollars, soit un millier de dollars pour chaque Israélien. Cependant, les atouts que détient M. Begin empêchent le président Carter d'exercer des pressions brutales, ou mêmes subtiles, du moins dans la présente conjoncture. La réduction de l'aide financière, le ralentissement des livraisons de matériel militaire pour des « *raisons techniques* », par exemple, pourraient susciter de la part d'Israël des représailles non moins préjudicables aux Etats-Unis.

Le spectre de la guerre

« *En cas de pressions américaines,* nous disait le général Weizmann, *nous serions en mesure de mobiliser derrière nous l'ensemble des Israéliens, leur faire admettre des sacrifices matériels, faire appel à la solidarité de la Diaspora juive et résister indéfiniment à la volonté de Washington.* » En interrompant le dialogue, Jérusalem favoriserait un « pourrissement » au Proche-Orient risquant de conduire, notamment, à l'effondrement de certains régimes pro-américains du monde arabe.

Le même objectif pourrait être atteint si, « *à l'occasion d'un grave incident* », par exemple sur la frontière israélo-libanaise, une nouvelle guerre devait éclater. « *Nous avons stocké suffisamment d'armements, d'une technologie avancée, pour l'emporter à bref délai, sans avoir besoin du soutien américain* », nous assurait encore l'actuel ministre de la défense, avant d'ajouter : « *A l'ère nucléaire, un Idi Amin* (le chef de l'Etat ougandais) *peut se payer le luxe de se comporter impunément comme un fou. Jusqu'à quel point pouvons-nous en faire autant, alors que notre existence est en jeu ? La question mériterait d'être méditée avant que l'on nous pousse dans nos derniers retranchements...* »

Un autre homme politique, proche du Likoud, qui souhaite garder l'anonymat, nous disait encore avec le sourire : « *Les Américains redoutent qu'une nouvelle guerre n'incite les Arabes à priver l'Occident de pétrole. Mais ne savent-ils pas que les champs et les installations pétrolières du Proche-Orient sont à la portée de nos bombardiers lourds ?* »

Le chroniqueur militaire bien connu du journal *Haaretz*, M. Zeev Shiff, qui puise son inspiration à bonne source, écrivait le 10 juin dernier que, « *la guerre étant inévitable* », « *la population israélienne, sous la direction du Likoud pourrait être plus facilement persuadée de l'opportunité d'une guerre ou d'une attaque préventive (...)* ».

Ces menaces, formulées le plus souvent en privé, ne sont pas prises à la légère à Washington. Le « *triumvirat des généraux Weizmann-Sharon-Dayan* », au sein du gouvernement, dit-on dans la capitale fédérale, est capable de tout. S'il est vrai qu'un conflit armé offrirait aux Etats-Unis l'occasion d'intervenir énergiquement pour imposer un règlement, ajoute-t-on, sait-on jamais sur quoi pourrait déboucher un tel conflit ? M. George Ball n'exclut pas, pour sa part, une confrontation soviéto-américaine.

L'ancien sous-secrétaire d'Etat, dont l'opinion est partagée par nombre de responsables américains, évoquait dès avril dernier dans *Foreign Affairs* la possibilité de l'envoi de parachutistes soviétiques en Syrie dans le cas où l'armée israélienne investirait Damas et d'une intervention militaire américaine, à l'inverse, si l'Etat juif courait le risque d'une invasion arabe. « *Devant le danger de destruction, Israël pourrait avoir recours à ses armes nucléaires ou du moins menacer de les utiliser* », ajoutait-il.

Si le spectre de la guerre constitue pour M. Begin un atout majeur, il dispose, au préalable, d'une panoplie de moyens — le *lobby* pro-israélien du Congrès n'étant pas le moindre — pour dissuader le président Carter d'engager une épreuve de force avec Israël.

Habile, le chef du Likoud se rend cependant à Washington une branche d'olivier à la main. Il proclame sa volonté de favoriser la reprise de la conférence de la paix à Genève. Il propose même que celle-ci se réunisse le 10 octobre. Il s'assure ainsi un succès de prestige, quelle que soit la réaction des Etats arabes. Si ceux-ci acceptent de négocier « *sans conditions préalables* », c'est-à-dire de discuter le « *plan de paix* » israélien, en excluant une participation palestinienne, il aura démontré que « *la fermeté est payante* ». Si, au contraire, les dirigeants arabes refusent d'engager le dialogue sur de telles bases, « *ils assumeront l'entière responsabilité de l'impasse et de ses conséquences* ».

Le dilemme posé au président Carter est de taille. L'avortement de la conférence de Genève ou son échec, probable, si elle devait se tenir, ne manqueraient pas de susciter des bouleversements dans le monde arabe, même s'il était possible d'éviter de nouvelles hostilités.

La manière dont le chef de l'exécutif américain saura naviguer entre Charybde et Scylla donnera la mesure de son imagination et de sa volonté de susciter, à bref délai, comme il en a maintes fois exprimé le vœu, un règlement « *global et définitif* » au Proche-Orient.

ERIC ROULEAU.

(Mardi 19 juillet.)

LES PARTENAIRES EUROPEENS D'UN IMPORTANT GROUPE D'INVESTISSEMENTS SPECIALISE DANS L'AGRO-INDUSTRIE TROPICALE

recherche pour le **BRESIL** leur :

REPRESENTANT-RESIDENT

Il sera chargé de :
- la recherche et de la négociation de contrats souvent à niveau Gouvernemental
- la constitution de structures opérationnelles des projets.
- la liaison entre les opérations locales et le siège installé en Europe.

Pour cette fonction, le candidat intéressé devra avoir, dans un domaine analogue, un haut niveau de connaissances spécifiques et d'expérience pratique confirmée.

Diplômé de Grandes Ecoles et/ou de hauts niveaux Universitaires spécialisé, intéressé par les techniques, rompu à la gestion, ses connaissances effectives de l'anglais et, éventuellement du portugais, seront vivement appréciées.

Les rémunérations ne constitueront pas un obstacle.

Adresser dossier de candidature avec photo, salaire de base, sous référence 37 SM 180
30, rue de Mogador 75009 PARIS
Discrétion assurée

Centre de Psychologie Appliquée

AMÉRIQUES

Guatemala

L'armée s'éloigne de l'oligarchie foncière

L'attention a été récemment attirée sur le Guatemala, dont les dirigeants laissaient planer une menace d'invasion militaire sur Belize (l'ancien Honduras britannique). Le territoire, malgré un statut d'autonomie interne accordé en 1964, dépend en effet toujours, juridiquement, du Royaume-Uni et le Guatemala le revendique.

La tension a beaucoup diminué dans la région, et M. Ted Rowlands, ministre d'Etat au Foreign Office, se rendra du 19 au 21 juillet au Guatemala pour poursuivre les négociations anglo-guatémaltèques sur l'avenir de Belize commencées les 6 et 7 juillet à Washington.

Notre envoyé spécial décrit la situation actuelle au Guatemala, où une partie de l'armée aspire à ne plus être seulement le garant du pouvoir de l'oligarchie foncière.

De notre envoyé spécial

Ciudad-Guatemala. — Il dénonce l'Organisation des Nations unies, « *dominée par les communistes* », dont presque tous les membres sont favorables à l'indépendance de Belize — l'ex-Honduras britannique — considéré au Guatemala comme partie intégrante du territoire national. Il refuse aux Bélizéens, « *des descendants d'esclaves importés d'Afrique* », le droit à l'autodétermination. Il s'insurge contre les Etats-Unis, coupables, à son gré, de flirter avec le régime de M. Fidel Castro. Il fustige le général Omar Torrijos, l'homme fort de Panama, « *un alcoolique invétéré, porté de surcroît sur la drogue* », qu'il accuse de s'immiscer dans les affaires guatémaltèques. Il vitupère l'Eglise, « *infiltrée par des éléments marxistes* »... Pour M. Mario Sandoval, vice-président de la République du Guatemala, la politique semble n'être qu'un jeu de massacre. Au figuré et — beaucoup de ses compatriotes en sont à peu près convaincus — au sens propre.

« El Mico » (le singe), comme ils l'ont surnommé, n'est pas seulement le principal dirigeant du Mouvement de libération national (M.L.N.), le parti des propriétaires terriens, grands et petits, qui, en 1974, a porté à la présidence le général Kjell Laugerud, et, auparavant, en 1970, le colonel Carlos Arana Osorio. Il est aussi, et surtout, le chef d'une petite armée qui fait, depuis plus de vingt ans, la loi dans le pays, avec l'accord des chefs militaires, et parfois contre leur avis.

Formé en 1954 pour renverser le gouvernement progressiste du colonel Jacobo Arbenz et mettre un terme à la réforme agraire, le M.L.N. servit, à partir de 1966, de force d'appoint à l'armée engagée contre les guérilleros dans les montagnes d'Izabal et de Zacapa, à l'ouest du pays. Des milliers de paysans furent massacrés. Mais la déroute des insurgés ne marqua pas la fin du combat. Le Mouvement étendit les opérations au pays tout entier et à tous ses adversaires politiques. Dix, quinze, vingt mille morts ? Il est difficile d'évaluer le nombre des victimes de ses bandes opérant sous divers sigles : Mano (la main), Noa, Codeg, Ojo por Ojo (œil pour œil)...

Tous les moyens sont bons contre les guérilleros

Dans sa villa, coquette et fortifiée, de Ciudad-Guatemala, gardée comme aucun ministère ne l'est, M. Sandoval assume ses responsabilités avec une franchise qui est à la mesure de son immunité : « *Tous les moyens sont bons pour combattre les guérilleros* », dit-il en caressant les boucles blanches d'un caniche nain. « *J'oserais même dire,* ajoute-t-il dans un chuchotement, *qu'il faut se montrer plus cruels qu'eux.* »

Enlèvements, tortures, mutilations, assassinats, exécutions massives : toutes les méthodes mises au point au Guatemala, avec la coopération de l'armée américaine, ont été, par la suite, reprises et perfectionnées dans d'autres pays du continent. « *En Amérique du Sud, les militaires ont compris,* dit encore M. Sandoval : *un général uruguayen, M. Queirolo, a d'ailleurs bien voulu reconnaître devant moi que les forces armées de son pays s'étaient largement inspirées de l'exemple guatémaltèque.* »

L'armée, de son côté, entretient des rapports pour le moins ambigus avec le M.L.N., qui l'a souvent entraînée plus loin que les chefs militaires ne l'auraient souhaité. Le colonel Arana Osorio, responsable de la lutte contre la guérilla, dont les méthodes ne furent guère moins expéditives et cruelles que celles du Mouvement, a lui-même tenté d'en freiner les excès. Le général Laugerud, pour sa part, a amorcé un rapprochement avec le parti démocrate chrétien — la première formation politique du pays, le Front révolutionnaire unifié (FUR), sociaux-démocrates — fortement implantés dans la capitale, et d'autres groupements, afin de réduire l'influence du M.L.N. sur le gouvernement. Mais il est loin d'y être parvenu. En tout cas, il n'a pas osé désarmer le Mouvement. Et, à l'approche de l'élection présidentielle prévue en 1978, les dirigeants de l'opposition redoutent « *une nouvelle vague de violence* ».

Une façon de parler illustre l'état des esprits accoutumés désormais à ce qui est, de fait, une guerre civile permanente. « *Il y a eu un assassinat toutes les dix heures* », dit un journaliste qui, « *par curiosité* », a voulu dresser, sur la base des seuls communiqués de police consignés dans la presse, le bilan de la violence en 1976, une année pourtant réputée « *calme* » : huit cent vingt-six morts, hommes, femmes, vieillards, enfants. Et, de l'avis général, on est encore loin du compte. Sans doute faut-il faire la part des crimes de droit commun. Mais comment faire la distinction, dans un pays livré au gangstérisme, où tous les conflits politiques, sociaux, économiques, voire personnels, se règlent par les armes ? On cite comme un « accident » l'affaire de M. Jorge Kong, ce puissant homme d'affaires, qui a été inculpé d'homicide et arrêté pour une vétille : il avait déchargé son revolver sur trois jeunes gens de bonne famille...

La presse, qui jouit pourtant d'une certaine liberté, n'enquête pas davantage que la police. La justice n'intervient qu'exceptionnellement. Il n'y a pas, dit-on, de prisonniers politiques au Guatemala.

Près de la moitié des victimes de la violence — les statistiques l'attestent — sont des paysans. Un quart d'entre elles sont des ouvriers et des « *marginaux* » des bidonvilles. Mais personne ne se considère à l'abri des mauvais coups, et rares sont ceux sortant sans un revolver. « *On peut ainsi éviter d'être achevé à courte distance* », explique, non sans un brin d'humour, un jeune professeur d'université. Le nombre de ses gardes du corps donne la mesure de l'influence politique ou de la fortune d'un personnage.

« *Je ne dors pas chez moi.* » Secrétaire général de la Confédération nationale des travailleurs (C.N.T.), M. Miguel Angel Albizurez sait que sa vie est menacée. Successivement maçon, vendeur de journaux, de billets de loterie, puis employé de pharmacie, il a ensuite travaillé dans une fabrique de cosmétiques, où il a organisé le premier syndicat. Cela suffirait sans doute à le condamner au chômage, s'il ne s'était, de surcroît, consacré au syndicalisme. « *Former un syndicat au Guatemala,* explique-t-il, *est une tâche nécessairement clandestine : il faut d'abord convaincre des travailleurs apeurés et réticents de s'unir pour formuler leurs revendications ; attendre ensuite que le ministre du travail leur concède la personnalité juridique. Cela prend parfois de longs mois. Pendant ce temps, les patrons manœuvrent pour tuer l'organisation dans l'œuf. Presque toujours, ils font en dernier recours appel à la police ou à leurs propres groupes de choc.* »

L'aspiration à la démocratie

Dans les campagnes, où vivent les deux tiers de la population, les conditions sont encore plus dures. Des paysans du département de Quezaltenango attendent depuis bientôt sept ans que le gouvernement veuille bien reconnaître la ligue qu'ils ont formée. Les coopératives, qui se développent pourtant, sous l'impulsion des autorités, sont en butte aux attaques des propriétaires. Ceux-ci n'hésitent pas, non plus, à user de la force. Las de tant de violence, le peuple aspire à la paix dans le respect des lois.

C'est l'opinion, en tout cas, de M. René de Léon Schlotter, chef du parti démocrate-chrétien, la seule formation politique qui jouisse d'une certaine audience parmi les indigènes, majoritaires dans le pays. « *La démocratie,* dit-il, *n'est pas ici un concept dénué de contenu : c'est une aspiration populaire.* » Pour rétablir l'état de droit « *il faut,* explique-t-il, *désarmer les extrémistes, mais, afin de contenir les débordements du M.L.N. et de l'oligarchie terrienne, il est nécessaire de conquérir une part au moins du pouvoir, avec l'appui d'une fraction respectable de l'armée* ».

Voilà un programme modeste, qui implique pourtant de lourdes concessions. Car il ne suffit pas, au Guatemala, de gagner les élections pour accéder au gouvernement. On a pu le constater en 1974 : arrivé en tête, le général Efrain Rios Montt, candidat des démocrates-chrétiens et des sociaux-démocrates du FUR, a été battu au cours... des opérations de dépouillement des voix. Les chefs militaires, véritables arbitres des élections, n'étaient pas tous disposés à truquer les résultats. Mais le M.L.N. a trouvé les moyens, financiers surtout, pour calmer les remords des plus légalistes et faciliter l'accès à la présidence du général Laugerud.

A l'approche des élections de 1978, les démocrates-chrétiens ont déjà choisi leur candidat : un militaire, bien sûr, qui semble compter sur de solides appuis parmi les grands électeurs de l'armée. Le général Ricardo Peralta Mendez fera-t-il mieux que son prédécesseur ? Il en est convaincu. « *Si la D.C. n'a pu accéder au gouvernement en 1974, c'est,* nous a-t-il expliqué..., *parce qu'elle avait proposé des changements trop brusques et, de ce fait, inspiré de trop vives craintes aux nantis.* » Le général a déjà révisé un programme que le parti démocrate-chrétien se prépare encore à mettre à jour.

A l'entendre, aucune réforme agraire ou fiscale n'est plus nécessaire au Guatemala, où les disparités sociales restent pourtant énormes. « *La terre ne manque pas ici : il s'agit avant tout d'améliorer les rendements et d'accélérer la colonisation des départements d'Alta-Verapaz et du Peten, la partie septentrionale du pays.* » Pourquoi, dans ces conditions, l'oligarchie foncière s'oppose-t-elle encore aux démocrates-chrétiens ?

Le M.L.N. n'entend pas céder la place sans lutter, par tous les moyens. Certes, ses relations avec les militaires se sont détériorées : « *L'armée déteste M. Sandoval et ses partisans* », nous a dit un ambassadeur en poste à Ciudad-Guatemala. Le fait est qu'aucun officier supérieur d'active n'a accepté d'être le candidat du Mouvement. M. Sandoval a dû se rabattre sur le colonel Peralta Azurdia, ancien président de la République, plus proche des caudillos de jadis que des technocrates d'aujourd'hui.

« *Plus que n'importe quelle autre institution, l'armée guatémaltèque a profondément changé,* affirme le général Peralta, ancien élève de l'école de guerre du Pérou, fondateur en 1970, et premier directeur, du Centre d'études militaires (CEM) ; *les officiers reçoivent aujourd'hui sur place une formation humaniste complète, qui dépasse largement leurs activités professionnelles.* » Tandis que les forces armées formulent ce que le général décrit comme « *une doctrine militaire nationale* », l'influence des Etats-Unis, où près de trois mille officiers ont, depuis 1950, été instruits, tend à décroître. Au point que le général Laugerud a pu, en mars dernier, rejeter l'aide militaire américaine — que le gouvernement de M. Carter subordonne au respect des droits de l'homme.

Cette évolution ne débouche pas nécessairement sur un « *dégagement politique* » souhaité par certains civils. Certes l'hostilité « *viscérale* » au communisme n'est plus la marque distinctive des nouvelles générations d'officiers. Ceux-ci sont plus ouverts aux idées de réformes sociales. C'est, en tout cas, ce qui ressort d'une enquête récente. Mais, à en juger par ce sondage, ils n'ont que mépris pour les partis politiques et leurs dirigeants et manifestent une grande confiance dans leurs propres capacités à diriger le pays. M. de Leon Schlotter a perçu le danger : « *Raison de plus,* dit-il, *pour nous dépêcher.* »

PHILIPPE LABREVEUX.

(Samedi 16 juillet.)

Le Monde
dossiers et documents
NUMERO DE JUILLET, AOUT, SEPTEMBRE
- LES DROITS DE L'HOMME
- VACANCES EN FRANCE

Le numéro : 2,50 F

Les limites du paternalisme au Japon

I. — Les oubliés de la croissance

Tokyo. — Un petit sourire triste éclaire parfois le visage tout ridé de M. Uno, retraité japonais de soixante-douze ans. Vêtu de l'humble yukata — robe de chambre traditionnelle — et chaussé de sandales en bois, M. Uno raconte, sans la moindre acrimonie, sa vie d'ingénieur devenu concierge jusqu'à soixante et onze ans pour « joindre les deux bouts ». Aujourd'hui, sa retraite mensuelle atteint 54 100 yens (environ 870 F) ; il en consacre 15 000 (270 F) à son loyer et aux charges annexes ; le reste suffit à peine pour survivre dans la capitale, où le coût de la vie est très élevé.

M. Uno est un exemple typique de ces millions de Japonais qui n'ont pas eu la chance de travailler toute leur vie dans une grande entreprise. Ingénieur en électricité, il quitte la mine après quinze ans de présence, pour mieux profiter, pense-t-il, de la croissance économique. Il fonde une entreprise au lendemain de la guerre. Au bout de trois ans, c'est la faillite et le voilà condamné à la condition des salariés en P.M.E., avec un faible salaire, dans une imprimerie. Quand arrive la cinquantaine, l'âge souvent fatidique au Japon, l'ancien ingénieur se retrouve sur le pavé ; il n'obtient comme emploi que celui de concierge. Il le sera pendant vingt-deux ans, et quand, à soixante et onze ans, il réclame une aide, celle-ci lui est refusée.

L'ingénieur-concierge, qui voudrait pourtant pouvoir encore travailler, est condamné à l'inactivité et à une maigre pension. Vivant seul, M. Uno, dont l'unique plaisir est de cultiver les fleurs de l'immeuble collectif où il habite, admet qu'il a du mal à s'en sortir, mais il estime que ce n'est pas trop pénible. Il y a pis. Son frère, un paysan âgé de soixante-cinq ans, ne reçoit qu'une pension égale à 18 300 yens par mois, à peine 330 F ! « *Il continue à travailler... durement* », ajoute M. Uno.

Effectivement, comme le frère de M. Uno, des millions de Japonais âgés perçoivent une allocation ridiculement basse : dans le régime d'assurance-vieillesse des indépendants (25 millions de cotisants), 3 120 000 personnes ne recevaient en moyenne, en 1976, que 14 200 yens par mois, parce que dans ce régime, créé seulement en 1959, les retraités ont peu cotisé. Pis, plus de cinq millions de personnes âgées, dont beaucoup ont plus de soixante-dix ans, ne reçoivent que l'allocation minimale, car elles n'ont jamais bénéficié d'un système de retraite : elles ne percevaient en 1976 que 10 800 yens (13 500 actuellement), soit environ le septième seulement du minimum vieillesse en France ! Au total, près des trois quarts des 11,7 millions de personnes âgées ne peuvent subvenir seules à leurs besoins.

La situation des anciens salariés n'est pas pour autant satisfaisante. A cinquante-cinq ans, en principe — le plus souvent vers cinquante-sept ans, selon la coutume en vigueur, — le salarié est renvoyé de son entreprise avec une indemnité de départ variable selon la firme où il travaille : 20 % des entreprises, les plus prospères, versent dans le meilleur des cas (trente ans de présence) 8 millions de yens. Pour la majorité des ouvriers, l'indemnité est bien plus faible.

La plupart des « pré-retraités à la japonaise » cherchent un nouvel emploi, qui, s'il est trouvé, est rémunéré de 20 % à 30 % au-dessous du traitement antérieur. Quand arrive l'âge de la véritable retraite — cinquante-cinq ans pour les femmes, soixante ans pour les hommes, — la pension varie selon l'origine professionnelle (il y a huit systèmes d'assurance). Les mieux nantis appartiennent évidemment aux secteurs publics ou spéciaux, comme les 300 000 retraités des chemins de fer, des tabacs, des forêts, qui reçoivent en moyenne 1 million 60 000 yens par an, les 280 000 fonctionnaires âgés (1 million de yens), les enseignants en retraite (750 000 yens), soit en général de 50 % à 60 % du dernier salaire.

Quant au régime des salariés du secteur privé (23,6 millions de cotisants), il assure une pension égale en théorie à 50 % ou 60 % du salaire — soit, toujours en principe et en moyenne, 100 000 yens par mois si la personne âgée a cotisé régulièrement. En fait, la pension moyenne pour les 2 370 000 retraités du privé n'atteignait que 55 800 yens par mois en 1976, soit à peine le minimum vital à Tokyo pour une personne qui possède son logement. Selon le ministère de la santé, qui donne d'autres chiffres, la pension moyenne serait de 68 000 yens par mois, soit 49 % du montant du salaire moyen perçu pendant toute la vie. Si l'on ajoute à la rémunération de base le « bonus » versé deux fois par an, et sur lequel le salarié ne verse pas de cotisation, la pension ne représente que 41,6 % du salaire total... et seulement 25 % du salaire prévu en fin de carrière ou à cinquante-cinq ans, selon les cas...

Une histoire sociale très récente

Sauf exception, tout le monde admet l'insuffisance du système des retraites. Pour M. Ohishi, directeur du JETRO (Centre japonais du commerce extérieur), « *le Japon a un retard considérable dans ce domaine* » ; au ministère de la santé, M. Kaneda reconnaît que « *par rapport à l'Europe, les différences les plus importantes dans le domaine social portent sur les pensions* ». Et les dirigeants du syndicat Sohyo ne mâchent pas leurs mots pour dénoncer la situation scandaleuse des personnes âgées. S'il est vrai que la solidarité entre générations et la formule des cadeaux existent encore, certains observateurs notent cependant que la vie urbaine et moderne ébranle de plus en plus la société traditionnelle. « *Au moins 30 % des personnes âgées vivent seules*, indique M. Ota, syndicaliste de la Sohyo, *et les journaux signalent trop souvent la mort sordide d'un vieillard dont on a découvert le cadavre plusieurs semaines, voire trois ou quatre mois, après le décès.* »

Mais les dirigeants du JETRO, du ministère de la santé comme certains responsables du Conseil de la Sécurité sociale rappellent que « *l'histoire sociale du Japon est toute récente* » et que « *en conséquence les anciens n'ont pas eu la possibilité de participer à un système d'assurance. Des efforts importants ont été accomplis ces dernières années, notamment en introduisant depuis 1973 le système de l'indexation* ». « *Désormais*, ajoutent-ils, *et cela depuis 1959, la quasi-totalité de la population peut cotiser dans l'une des huit institutions existantes.* »

Progressivement, les régimes de retraite vont entrer en régime de croisière et le problème du financement se posera en termes assez graves. « *Les vieux, qui ne représentent actuellement que 8 % de la population active, pèseront de plus en plus lourd* », indique le professeur Chabuchi : 14 % dans dix ans, bien davantage à la fin du siècle. Selon les spécialistes, le taux de cotisation, qui a déjà été relevé depuis quelques années (6,4 % en 1971, 9 % actuellement), devra passer à 12,7 % en 1990 et dépasser 20 % en 2010 si l'on veut maintenir le taux des pensions.

Mais d'autres réformes plus rapides et fondamentales sont souhaitées. Déjà un certain nombre d'entreprises ont transformé la formule du versement d'une indemnité unique de départ à la retraite en un système de retraites mensuelles complémentaires. Certains partis — socialistes néo-libéral — et des syndicats réclament une harmonisation, voire l'unification des régimes d'assurance et en tout cas un renforcement de l'aide collective. Le sydicat Sohyo, qui demande que les cotisations soient versées en deux tiers par les employeurs et non plus selon la formule 50-50, veut, en outre, obtenir des entreprises le maintien de la main-d'œuvre jusqu'à soixante ans.

Les professeurs Chabuchi et Saguchi soulignent la nécessité de réforme, mais ajoutent qu'il faudra aussi modifier les conditions de travail et la rémunération à l'ancienneté, qui incite les employeurs à se débarrasser des anciens salariés. Les Japonais, qui cotisent peu pour les retraites (mais épargnent beaucoup), sont-ils prêts à la solidarité nationale ?

Les syndicalistes admettent que la population — très jeune dans son ensemble — n'est pas disposée à se battre vraiment pour défendre les personnes âgées, oubliées de la croissance. Lorsque, en 1973, le Sohyo a lancé une grève de vingt-quatre heures, un tiers des adhérents seulement ont arrêté le travail, le plus souvent pour quelques heures seulement. A tous les niveaux de responsabilité cependant, les états-majors commencent à prendre conscience qu'un effort est nécessaire, ce qui les incite à proposer le maintien d'un taux de croissance économique assez élevé.

(Lundi 11 juillet.)

De notre envoyé spécial J.-P. DUMONT

II. — La querelle des charges sociales

Tokyo. — « *Nous sommes des incompris. Le Japon ne jouit pas d'une bonne réputation, mais nous sommes attaqués sur la base de rumeurs ou de statistiques erronées.* » Cette déclaration du directeur du JETRO (Centre japonais du commerce extérieur), le premier jour d'une enquête officielle puis officieuse au Japon, a été répétée plusieurs fois par des dirigeants patronaux ou gouvernementaux, à propos du difficile et complexe problème des prestations sociales et du coût de la main-d'œuvre.

La sécurité sociale, au sens européen du terme, est effectivement peu développée, exception faite de la protection contre la maladie. Les régimes de retraite sont peu généreux. Les aides publiques à la famille sont encore très réduites. Votée seulement en 1971 et appliquée en 1972, la loi sur les prestations familiales financées par l'Etat ne prévoit le versement d'allocations assez faibles (5 000 yens par mois, soit 90 F) qu'à partir du troisième enfant. En revanche, l'assurance-maladie est plus avantageuse qu'en France, du moins pour les salariés, en ce qui concerne les frais pharmaceutiques et médicaux : gratuité pour le cotisant, remboursement à 70 % pour l'épouse et les enfants. Une participation forfaitaire est cependant exigée pour la première consultation de médecin (200 yens : 3,50 F), et en cas d'hospitalisation pour les frais hôteliers.

Service spécial pour le mariage des soldats

Comme en Europe, la rapide croissance des dépenses maladie (+ 20 % par an) est à l'origine d'un déficit chronique que l'État essaie de combler par des mesures classiques : subventions, augmentation des cotisations, menace de la création d'une cotisation sur le fameux « bonus » (l'indemnité égale à quatre ou cinq mois de salaire qui est versée moitié en été, moitié à Noël..., et qui n'est pas assujettie à cotisations). Comme en Europe aussi, il existe différents systèmes d'assurance : cinq au total. Le premier, pour les non-salariés, est moins avantageux (remboursement à 70 % au lieu de 100 %) ; il est en partie subventionné par l'Etat (1 400 milliards de yens en 1976), mais n'arrive pas toujours à équilibrer recettes et dépenses ; les quatre autres, destinés aux salariés, connaissent des sorts divers. L'un d'entre eux, géré par le secteur privé — surtout les grande entreprises ou des associations de P.M.E. — tient bien la mer avec un taux de cotisations égal à 7,4 % des salaires, alors que celui des salariés des petites entreprises isolées (cotisations égales à 7,8 %) et celui des journaliers, reçoivent des subventions non négligeables (310 milliards de yens dans le premier cas et 31 milliards dans l'autre) sans pour autant éviter le déficit.

Au total, l'ensemble des prestations sociales (maladie, famille, vieillesse) est beaucoup moins développé que le système français de sécurité sociale. En dépit de progrès indéniables, les dépenses de sécurité sociale représentaient, en 1974, 7,95 % du revenu national (5,76 % en 1964), contre 20 à 22 % en France; en cotisations sociales, cela représente 10 à 12 % des salaires seulement ! Faut-il en conclure que les charges sociales des entreprises sont, de très loin, inférieures à celles des firmes françaises, même si l'on tient compte des salaires un peu plus importants, en moyenne, que chez nous ?

« *Erreur colossale* », nous ont affirmé des professeurs, des hauts fonctionnaires et des patrons, au cours de visites d'entreprise. « *Bien sûr*, admet M. Ino, patron d'une petite entreprise qui emploie quinze ouvriers, *les charges obligatoires sont faibles, mais il faut tenir compte des dépenses sociales annexes.* » Effectivement, M. Ino loge chez lui, gratuitement, six jeunes salariés ; il emmène ses « compagnons » en vacances durant quelques jours et, cette année, pour conserver son « plus vieil » ouvrier — âgé de trente-quatre ans — il partira avec lui pour un joyeux et coûteux voyage aux Philippines et en Corée. Même son de cloche dans une moyenne entreprise métallurgique (six cent cinquante salariés), chez un dirigeant d'association de P.M.E. ou dans la grande firme Matsushita. Tous affirment que le coût total d'un salaire est égal à près de deux fois — parfois plus — celui du salaire de base. Encore faut-il pénétrer avec prudence dans les arcanes de la comptabilité des entreprises.

Les installations sociales ? Elles coûtent cher, en effet. A deux pas de l'aciérie ou de l'usine de vis que nous avons visitées, des foyers de célibataires offrent à faible prix des chambres confortables, des salles de repas ou de loisir. Tout près de l'établissement de montage de postes de télévision Matsushita, un centre social domine le quartier industriel avec ses tennis, son parc à jeux et ses jardins ; le groupe en possède quatorze. Dans un coin du jardin, un bâtiment est en partie consacré... au mariage des employés : une salle de maquillage attend l' « heureuse élue » pour la longue séance d'habillage ; à côté, une salle spéciale est prête pour prendre la famille en photo ; plus loin une pièce dotée de nombreux objets religieux shintoïstes et, à côté, la salle des banquets ; à l'étage supérieur, des chambres pour loger les parents.

Formation continue, logement, restaurant, terrains de sport, hôpitaux parfois, cadeaux très souvent en cas d'heureux événements tout cela effectivement coûte cher. La Chambre américaine de commerce prévient les candidats à l'investissement : pour un salaire de base égal à 100, il faut estimer le coût total de la main-d'œuvre à 200, voire 220. Un professeur d'économie qui semble très prisé des milieux patronaux et gouvernementaux, M. Nishiyama termine une étude sur ce problème. Selon ses premiers résultats, les charges sociales sont effectivement très lourdes : pour une rémunération mensuelle moyenne de 900 dollars (4 400 F) dans une grande entreprise, le coût social supplémentaire est de 1 200 dollars (5.880 F) ; pour une entreprise moyenne, les chiffres sont respectivement de 700 et 900 dollars ; pour une société de cinquante à cent cinquante salariés, de 650 et 600 dollars ; pour une petite entreprise (dix à quinze salariés), le salaire moyen serait de 700 dollars et le coût social de 800 dollars. « *Ce sont des arguments et des chiffres que l'on vend aux étrangers* », nous ont déclaré des syndicalistes, mais aussi des professeurs. A moins, nous ont dit certains d'entre eux, que l'on ne précise le contenu du coût social.

Tout dépend de la définition que l'on donne au salaire : s'agit-il du salaire mensuel de base ? Le calcul est exact : aux 100 yens versés à un Japonais, il faut, en effet, ajouter de 90 à 100 autres yens, dont 30 à 40 yens au titre du « bonus » et de l'indemnité de départ en retraite ; ces 30 à 40 yens doivent-ils être considérés comme un salaire ? C'est l'avis des statisticiens européens comme des spécialistes du ministère du travail ou de l'organisation patronale chargée des questions sociales, la NIKKEIREN.

Selon M. Narouse, un permanent de cette institution, les charges sociales — légales et facultatives — représentent de 18 à 20 % du salaire (base et « bonus ») dans les grandes sociétés, 15 % dans les firmes de cent à mille personnes et 13 % au-dessous de cent personnes. Si l'on raisonne en tout compris — salaires et charges, — ces dernières ont représenté en 1974-1975, 10,8 % du coût global de la main-d'œuvre, au lieu de 32,8 % en France. Si l'on compare le coût salarial total japonais (indice 100) à celui d'autres pays, on constate, toujours selon cet organisme patronal, qu'il était à l'indice 131 en France, à 141 en Allemagne et à 169 aux Etats-Unis.

Le ministère du travail aboutit à des résultats semblables : selon ses dernières statistiques — pour 1975, — un salarié japonais coûtait en moyenne 198 042 yens par mois à son employeur (3 600 F) et les charges sociales représentaient en moyenne 13,6 % de ce total.

Comment expliquer les différences entre les sources statistiques japonaises ? La prise en compte du « bonus » et le calcul des coûts d'un logement et des installations immobilières pour le sport, les loisirs, la santé, sont vraisemblablement à l'origine de ces écarts. Même si l'on accepte la thèse d'un coût social égal à 100 % du salaire mensuel, celle-ci renforce-t-elle les arguments selon lesquels les charges totales seraient aussi élevées au Japon qu'en France ? Il ne le semble pas, car il faudrait aussi intégrer, dans les charges salariales françaises, les mêmes coûts immobiliers pour l'activité du comité d'entreprise, le logement, etc.

Le gouvernement et les entreprises japonaises ont certes accru sensiblement leurs charges depuis plusieurs annees : en trois ans, les cotisations maladie et vieillesse, ainsi que les provisions en vue de l'indemnité de départ ont doublé. Mais, comme l'admettent les services officiels, le Japon est encore « *en retard* » ; « *très en retard* », si l'on retient le point de vue de syndicalistes ou d'universitaires. Tout au plus peut-on parler, comme le Centre japonais du commerce extérieur l'indique lui-même, d' « *un début d'alignement du Japon sur la politique sociale des entreprises des autres pays industrialisés* ». Un début d'alignement qui intervient dans une période économique difficile et dans une situation démographique qui deviendra de plus en plus défavorable. Durant de nombreuses années, les entreprises japonaises ont bénéficié de cette situation : des charges sociales relativement faibles et un coût salarial restreint, dans la mesure où, l'âge moyen des salariés étant de vingt-sept à vingt-huit ans, le poids de la rémunération à l'ancienneté était réduit. Cette belle époque ne va pas se prolonger longtemps. En outre, les pays européens et les organisations internationales — O.C.D.E., C.E.E. — demandent au Japon d'accroître les transferts sociaux.

Le Japon est-il prêt, pour autant, à calquer les méthodes européennes et les institutions de nos sécurités sociales ? La majorité des Japonais, très attachés à la solidarité familiale et au système particulier des relations dans l'entreprise, ne réclament, pour le moment, aucun bouleversement social.

L'alignement ? Sans doute, mais il sera progressif et marqué du label « made in Japan ».

FIN

(Mardi 12 juillet.)

D'AUTRES EXCLUS

Elle gagne 80 000 yens par mois, lui 200 000, soit 1 440 F et 3 600 F. Pourtant tous les deux travaillent depuis dix ans dans l'une des entreprises les plus avancées dans le domaine social, Matsushi. Cet écart entre deux ouvriers ne s'explique pas seulement par une durée de travail et une affectation différentes. Lui, M. Asahi, contrôleur sur une chaîne de production de postes de télévision, est présent huit heures par jour à l'usine, tandis que la jeune Mme Abeyama ne travaille que sept heures par jour, elle aussi sur la chaîne. Cette différence d'une heure par jour fait perdre à l'ouvrière le bénéfice de l'augmentation des salaires à l'ancienneté. Mme Abeyana ne fait pas partie de la catégorie des salariés dits réguliers.

M. Nahuda a quitté l'école à seize ans, sans diplôme, sans qualification. A vingt et un ans, il a déjà essayé plusieurs métiers : aide-chauffeur, manutentionnaire sur un marché au poisson, salarié d'un petit artisan. Actuellement, il travaille au « noir », comme chauffeur de camion, pour un petit entrepreneur de transports dans les chantiers. Aucune cotisation, aucune protection. M. Nahuda gagne, à vingt et un ans, 150 000 à 160 000 yens par mois, selon le nombre de trajets effectués. Il commence le travail à 6 h. 30 et termine souvent à 20 heures. « Les bons jours, dit-il, je n'arrête pas, même la nuit, quitte à dormir une heure ou deux dans la cabine du véhicule. » Mais, en pareil cas, lorsque les affaires marchent bien, le patron lui remet une enveloppe supplémentaire et il « arrive parfois à 300 000 yens par mois ». Epargner ? Tant bien que mal, il y arrive, mais il dépense beaucoup en loisirs divers. Son rêve ? « Prendre un commerce de poissons. »

Outre les personnes âgées, les femmes et certains jeunes, d'autre personnes pâtissent du système japonais, où seuls les salariés des grandes entreprises sont vraiment sûrs de leur avenir — même si l'usine doit réduire son activité, car on affecte alors les ouvriers en surnombre à d'autres tâches, quitte à élever des anguilles dans une aciérie, comme cela nous a été indiqué. Mais il y a les autres, ceux qui peuvent être licenciés, quand ils appartiennent à de petites firmes ou travaillent comme saisonniers dans les grandes firmes.

Combien y a-t-il de chômeurs ? Officiellement, 2 % de la population active. En fait, beaucoup plus : le professeur Nishiyama estime que la proportion atteint 5 %. M. Ota, responsable syndical, parle, lui, de 8 % : 1 million de chômeurs complets et 1,3 million qui ne travaillent que quatorze heures par semaine...

La productivité humaine de la « grande famille »

« Quelle surprise lorsqu'on vit le nouveau chauffagiste arriver huit jours avant son embauche pour simplement se préparer à son futur travail... et gratuitement. » Cette anecdote racontée par un Français vivant au Japon n'a rien d'exceptionnel. « Dans les entreprises, raconte un syndicaliste, M. Ota, les salariés arrivent fréquemment une demi-heure, voire une heure, en avance pour se mettre en tenue et préparer le poste de travail. » Les congés payés ? Beaucoup de Japonais, comme la plupart des ouvriers ou cadres que nous avons rencontrés, ne les prennent pas en totalité. A la société de production de vis Katsura Gawa (six cent cinquante salariés), « vingt personnes ne prennent jamais de congés, 40 % à dix jours sur quinze et les anciens dix jours environ sur vingt... Au bout de deux ans, les droits au congé sont perdus mais, en général, je fais un cadeau en versant une prime », déclare le directeur, M. Ishi.

Chez Matsushita, M. Asayi, ouvrier de vingt-huit ans qui a dix ans d'ancienneté, n'a pris que cinq jours de congé sur quinze, et « il n'a pas l'intention d'en prendre cette année ». Pourquoi ? La réponse toute simple tombe : « Parce qu'il aime son travail. » « Dix pour cent des salariés prennent tout leur congé », déclare un contremaître, avant d'ajouter : « Certains trouvent leur joie dans les vacances, d'autres dans le travail. La compagnie est pour ces derniers une grande partie de leur vie. » Et le fondateur du groupe, M. Matsushita lui-même, estime que donner plus de temps libre « ne serait pas utile » car « les salariés ne sauraient pas l'utiliser ».

Travailleurs acharnés et disciplinés, les salariés japonais acceptent cette situation. Ils forment une grande famille, qui, massée dans une île, veut préserver sa puissance économique. Encore faut-il évoquer l'aspect négatif de cette « productivité humaine ». « Bien sûr, admet M. Ota, les salariés arrivent en avance ou ne prennent pas leur congé parce qu'ils sont exigeants et hésitent à laisser leur travail au voisin, mais l'employeur fait le maximum pour réduire le temps perdu et éviter la contestation. » Et de citer le cas de cette entreprise où l'on a tracé, à la peinture blanche, le trajet le plus court pour se rendre aux toilettes. Et d'évoquer la mainmise des chefs d'entreprise sur les syndicats : « Dans 80 % des grandes firmes, déclare-t-il, il n'est pas possible d'élire un dirigeant syndical sans l'accord du patron. »

Y a-t-il des pressions ou des liens financiers entre le patron et les responsables syndicaux ? « Directement non », affirme M. Ota, mais il ajoute : « Souvent des leaders syndicaux sont invités dans des restaurants ou des cabarets ; ailleurs, des entreprises achètent pour le responsable syndical une carte de golf. Il y a même cette histoire d'une organisation qui a dû se séparer d'un syndicaliste qui avait huit maîtresses payées par la direction... »

Relations sociales étranges ? La lecture d'une feuille de paye où l'on constate que le salarié paye chaque mois une cotisation pour participer au cadeau des mariés de l'année est une autre source d'étonnement...

COMMANDEZ DIRECTEMENT
TOUS VOS LIVRES FRANÇAIS
Librairie
DELAMAIN
155, rue Saint-Honoré,
75001 PARIS
Sur simple demande, envoi gratuit de notre bulletin
« Les livres du mois »

DÉCOUVERTE

II.-La fête et le drame

مطابقة للأصل

DÉCOUVERTE DE LA CORÉE DU NORD

(Suite de la première page.)

Alors qu'en Chine les portraits de Hua Kuo-feng accompagnent de plus en plus souvent ceux de Mao, et qu'il leur arrive fréquemment de faire face au quatuor Marx - Engels - Lénine - Staline, nous n'aurons rencontré, en dix jours de Corée, qu'un seul portrait de Marx et un de Lénine, alors que Kim Il Sung est véritablement omniprésent.

Partout, aussi, s'étalent les slogans, dont certains inscrits en grosses lettres découpées, sur le flanc des collines. Souvent, ils figurent sur des panneaux verticaux plongeant dans une énorme corbeille de fleurs artificielles.

Des fleurs, il y en a beaucoup, et notamment sur le quai de la gare de Pyongyang, dans les bras des dizaines de pionniers en foulard rouge et de jeunes beautés en costume national venus attendre les délégations dont le train est toujours chargé. Pas un sourire ne manque à ce tableau idyllique. Les Bolcheviks de jadis, à commencer par Staline, « l'homme d'acier », se complaisaient dans l'exaltation du héros dur, dont les traits virils se retrouvaient sur des milliers d'affiches et de monuments.

Le régime du Grand Leader ne manque pas de célébrer l'héroïsme de la résistance anti-japonaise et de la guerre de 1950, et les enfants apprennent, dès leur plus jeune âge, à défiler d'un pas martial ; mais il entend nettement composer l'image d'une vie souriante. Dans le documentaire, au demeurant fort réussi, que ses services ont réalisé sur Pyongyang, par exemple tous les hommes, les femmes, les enfants que filme la caméra sont également habités par la grâce quand le président lui-même apparaît sur l'écran, entouré d'écoliers avec lesquels il s'entretient familièrement, son expression irénique fait un peu penser au charmant Bon Dieu Noir des *Verts Pâturages*. Aussi bien n'hésite-t-on pas à répéter, du matin au soir, aux Nord-Coréens, qu'ils vivent dans un « paradis ».

Samedi. — De la terrasse de l'école du parti, le panorama est impressionnant, surtout si l'on songe qu'il y a vingt-quatre ans, à l'époque de la fin de la guerre de Corée, il ne restait debout, de toute la ville, que trois maisons. Elle avait reçu, assure-t-on, quelque vingt mille bombes, soit un peu plus d'une par habitant. Non seulement, aujourd'hui, il ne reste plus trace des ruines, mais c'est une véritable forêt de bâtiments neufs qui, de part et d'autre du fleuve Daïdong, large de 1 kilomètre, émergeant de la verdure abondamment répandue au long des avenues.

Au loin, on aperçoit le gratte-ciel de l'université Kim-Il-Sung et la tour de la télévision. Plus près, l'immense Musée de la révolution devant lequel se dresse une statue du président, haute de 25 mètres et dorée à la feuille, sur fond de montagnes neigeuses et illuminée le soir venu. Rompant la monotonie du béton et des revêtements de céramique, les toits de tuiles, aux angles recourbés, conformes au type traditionnel, du théâtre Mankyeungdaï et de quelques édifices de moindre prétention. Mais l'allure générale de la ville est beaucoup plus européenne — disons est-européenne — qu'asiatique. On ne retrouve à aucun moment trace du grouillement fabuleux des rues de Pékin, de Tokyo ou de Calcutta. Chacun étant au travail, les passants sont, la plupart du temps, rares dans ces artères larges comme les avenues de New-York, et la conviction avec laquelle les policiers y règlent une circulation automobile sagement insignifiante est parfaitement superflue.

Pour l'heure, la ville paraît abandonnée aux enfants, qui portent, dès la fleur de l'âge, le foulard rouge des pionniers. Un copieux réseau de crèches et de jardins d'enfants, pleins d'attractions martiales, libère les mères de famille, qui travaillent toutes, et, pour assurer la scolarisation totale, des écoles ont été ouvertes dans les villages les plus reculés, si bien que certaines n'ont que neuf élèves.

Les enfants, nous allons les retrouver à Mankyeungdaï, où des autocars les déversent par fournées, et où ils écoutent, au garde-à-vous, les explications qui leur sont données sur la vie de Kim Il Sung, né en ces lieux il y a soixante-cinq ans, dans une modeste maison au toit de chaume. Un peu plus loin, une fillette débite avec conviction, devant ses camarades, face à un vaste horizon, le récit des hauts faits du héros national qui, à l'école de son père, s'engagea dès l'âge de huit ans dans la lutte patriotique et révolutionnaire contre l'occupant japonais. Au retour, nous visitons le métro, à la profondeur vertigineuse, et dont les mosaïques à la gloire dr Grand Leader apportent une note difficilement imaginable ailleurs. Et comme nous demandons la traduction des trois mots qui figurent sur les sacs bleus, tous pareils, que portent au dos des gamins en uniforme, sagement alignés dans l'attente de la rame, la réponse vient tout de suite : « *Savoir, Vertu, Santé.* »

Dimanche à Pyongyang

Dimanche. — Bien que la Constitution garantisse la liberté religieuse, la journée n'est marquée par aucune espèce de célébration liturgique, en tout cas au sens habituel du terme. Les églises ont été détruites par les bombardements américains, nous dit-on, et n'ont pas été reconstruites, personne ne l'ayant demandé. Quant au bouddhisme, il ne survit que sous la forme d'un petit parti confessionnel, associé à l'omniprésent parti du travail. Comme nous nous étonnons de l'apparente contradiction entre la survivance, au moins théorique, de cette formation et l'absence de culte quel qu'il soit, on nous répond qu'elle regroupe « d'anciens croyants ». La matinée commence par la visite du Musée des beaux-arts. Sur trois étages, les salles sont consacrées au nouveau régime. Il n'y en a aucune qui ne contienne trois ou quatre portraits du Grand Leader, exaltant son inlassable activité. Autour, des scènes de la guérilla contre le Japon, de la guerre de 1950 ou de la reconstruction économique. C'est le style du réalisme socialiste, sur lequel tout a été dit, mais traité par des gens dont il faut reconnaître qu'ils savent dessiner et peindre. L'habileté des brodeurs sur soie n'est pas moindre. Inutile de chercher une œuvre étrangère ou même une simple référence à l'étranger.

Il fait beau. Sur les rives du fleuve, désormais à l'abri des inondations, des enfants jouent au ping-pong sous la verdure, là où s'étalaient autrefois des marécages abandonnés aux moustiques.

La présence de nombreuses jeunes filles aux jupes de couleur vive, assises sur l'herbe, contribue à donner à cette journée de repos une allure de fête. Mais lorsque, au hasard d'une promenade en bateau, au milieu des canoteurs et des sportifs qui s'entraînent en skiff, notre petit groupe est applaudi par un essaim de beautés massées dans un pavillon de type traditionnel, dominant le fleuve, ou par des gamines qui ont apporté dans leur barque, à toutes fins utiles, des violons et des foulards qu'elles agitent avec conviction, comment ne pas soupçonner nos hôtes d'avoir voulu faire un peu trop bien les choses...

Entracte qui permet d'assister, dans l'immense palais des sports, flambant neuf, au début d'un match de basket féminin Chine-Corée, où les compatriotes de Kim Il Sung résistent efficacement aux assauts de celles de Mao, qui ont pourtant pour elles l'avantage de la taille. Et nous voilà dans un autre palais, celui des pionniers : 20 000 mètres carrés de surface bâtie. C'est l'orgueil d'un régime dont le chef a dit que les enfants étaient les « rois ». Dix mille d'entre eux, nous dit-on, fréquenteraient chaque jour cet ensemble, où, dans un climat politisé, dès l'âge de trois ans, à 100 %, on complète sur tous les plans la formation de l'école. La visite des lieux laisse pantois : à huit ans, dix ans, des gamines composent des ensembles d'accordéon, de danse classique ou de harpe coréenne, pour ne prendre que des exemples, dont bien des groupes adultes, chez nous, pourraient envier la sûreté d'exécution et l'entrain.

Ailleurs, des télégraphistes, des mécaniciens, des électriciens en herbe, s'affairent sur des machines dont ils paraissent parfaitement posséder les techniques. Les garçons ont tous la casquette sur le crâne. Si vous les interrogez, ils se découvrent d'un geste saccadé, inclinent la tête, répondent, un peu intimidés tout de même, remettent leur casquette et reprennent leur travail. Si vous posez une seconde question, ils se redécouvrent, et ainsi de suite. Il y aurait eu quelque cruauté à aller au-delà de la troisième question.

Puis c'est l'apothéose avec le spectacle de variétés, sans doute unique au monde, et que Pyongyang aimerait montrer en Occident, présenté à un public où beaucoup de parents et de visiteurs étrangers se mêlent à la foule des pionniers en chemise blanche et foulard rouge, par des artistes dont aucun n'a plus de seize ans. Là encore, on est confondu par l'autorité, le métier, l'entrain et la discipline de cette troupe qui démontre que, en y mettant le prix, on peut très bien réaliser avec des enfants ce que l'on a parfois du mal à faire avec des professionnels. Du ballet sur le cerf-volant qui franchit la ligne de démarcation au chœur final, culminant, au milieu du fracas des applaudissements, par le dépôt d'une immense corbeille de fleurs au pied d'un portrait de Kim Il Sung en guide de la jeunesse, tout chante la gloire du régime et de son chef.

Aucun morceau du programme cependant ne nous a paru plus significatif que le ballet au cours duquel on voit de mignonnes abeilles venir à bout, grâce à leur courage et à leur unité, du méchant ours qui voulait voler leur trésor de miel. Combien de fois n'a-t-on pas comparé la société communiste à la fourmilière ? C'est plutôt une ruche bourdonnante que Kim Il Sung et les siens paraissent avoir voulu bâtir. Mais l'huile dans lequel baigne ce pays du perpétuel sourire n'est-elle pas un peu artificielle ? Quand, le soir, après la projection d'un film sur les tournées du maréchal en province, au cours desquelles il ne se départit jamais de son sourire, nous nous risquons à demander s'il ne lui arrive jamais d'« engueuler » quelqu'un, l'interprète nous désarme du premier coup en nous demandant ce que veut dire ce mot. Une fois surmontée cette difficulté sémantique, nous apprendrons que non, que le Grand Leader explique toujours et ne se fâche jamais. « *Mais si quelqu'un a fait une bêtise ?* » « *Il lui montre comment ne pas recommencer...* »

(Samedi 16 juillet.)

II. — La fête et le drame

Pyongyang, lundi. — La capitale se prépare à accueillir le dirigeant d'un pays frère, en l'espèce M. Kaysone Phom Vihane, premier ministre et secrétaire général du Parti populaire révolutionnaire du Laos. L'arrivée est prévue pour midi, mais, dès 9 heures du matin, des groupes, composés surtout de femmes en robe nationale et d'enfants, se forment pour aller prendre position sur le trajet du cortège. Pour notre part, nous nous rendons à l'université Kim-Il-Sung, où nous avons demandé à visiter notamment une classe de français. Bâtiments superbes, étalés sur un campus qu'envieraient toutes nos universités, au pied d'une tour qui domine la ville. Il n'y manque que des étudiants, ceux-ci aidant actuellement aux travaux des champs. A défaut, nous rencontrerons le recteur qui nous donne quelques chiffres : la Corée populaire compte 150 établissements supérieurs : 1 000 000 d'intellectuels ont été formés depuis la libération ; 30 000 étudiants sont sortis de l'université, qui en compte actuellement 17 000. Ils portent tous l'uniforme : complet bleu marine, chemise blanche, cravate noire et casquette pour les garçons, tailleur d'hôtesse de l'air des années 50 pour les filles, à vrai dire beaucoup moins nombreuses.

Pour entrer à l'Université, au terme de onze ans d'études primaires et secondaires, on passe un concours. Il y a quatre ou cinq candidats pour une place. Les reçus feront cinq ans d'études pour acquérir un diplôme. S'ils veulent une licence, cela leur prendra quatre ans de plus, et un doctorat encore deux ans. Ce qui fait vingt-deux ans d'études au total, si l'on veut devenir docteur. Pas question de se marier avant d'avoir terminé : une étudiante de français qu'on a fini par trouver nous le confirme. Il est fortement déconseillé de se marier avant trente-deux ans pour les garçons et trente pour les filles. Cette jeune personne se débrouille parfaitement en français. Elle nous confesse avoir beaucoup aimé « *la pipe de Maigret* » ce qui, dans le paysage culturel local, paraît déjà passablement insolite. Mais elle nous interroge sur un autre auteur contemporain, dont elle a oublié le nom, et auquel elle avoue ne pas comprendre grand-chose. Renseignements pris, il s'agit de San Antonio !

Mlle X... nous apprendra encore que le service militaire, qui dure quatre ou cinq ans, est exclusivement volontaire et que, parmi les étudiants, notamment, beaucoup n'en font pas. Nous visitons en sa compagnie une partie de l'énorme bibliothèque : parmi les auteurs étrangers, les Soviétiques dominent de manière écrasante. Et lorsque nous demandons si l'on reçoit des journaux français, on nous amène au bout de quelque temps... *les Nouvelles de Pyongyang* ! Nous dénichons tout de même dans un coin une revue française de mathématiques.

L'université compte douze facultés, dont six de sciences exactes, où vont la majorité des étudiants, et six de sciences sociales : histoire, économie, droit, philosophie, langue et littérature coréennes, langues et littératures étrangères (d'abord l'anglais, puis le russe, le français, le chinois et l'allemand ; on n'enseigne pas le japonais). On apprend la philosophie depuis les origines. Aristote, nous assure-t-on, au même titre que Platon. Marx et Lénine, bien sûr. Et Staline ? Oui, on étudie Staline. Et Mao ? « *Seulement comme référence.* »

Il est temps de partir pour l'aérodrome, accueillir le numéro un laotien. Nous nous arrêtons tout de même quelques instants dans une avenue pour jeter un coup d'œil sur les boutiques : il y en a beaucoup, mais le moins qu'on puisse dire des étalages est qu'ils sont pauvrets, qu'il s'agisse de nourriture, d'articles ménagers ou d'outillage léger. Visiblement, l'équipement collectif reçoit une priorité absolue par rapport à l'individuel

... et circenses

La cérémonie à l'aérodrome est conforme au protocole des démocraties populaires, lui-même copié sur celui de Moscou. Uniformes à la soviétique, y compris les bonnets blancs à rubans des marins, manœuvre à pied et maniement d'armes impeccables. Le président arrive au même moment que l'avion. Il est tel que nous l'avons vu du matin au soir dans les films, à la TV ou sur les tableaux et les affiches. Grand, un peu bedonnant, le visage souriant derrière des lunettes à grosses monture d'écaille, le cheveu de jais, il porte sa traditionnelle vareuse grise à col boutonné, analogue à celle des dirigeants chinois.

Pas de discours. Le Grand Leader escorte son hôte, qui passe les troupes en revue, salue ministres et corps diplomatique, et tout le monde embarque dans un cortège de Mercedes étincelantes, dont certaines à rideaux tirés ou à vitres opaques. Les 20 kilomètres qui séparent l'aérodrome de la capitale sont vides : c'est tout juste si, de loin en loin, un milicien en veste blanche indique la direction. Mais, tout d'un coup, l'on s'arrête. Un arc de triomphe de carton barre la route. Les deux présidents montent dans une voiture décapotable, et c'est le grand spectacle. Des dizaines, et plus probablement des centaines, de milliers de Coréennes aux jupes de toutes les couleurs agitent au-dessus de leur tête des fleurs de papier orange, en répétant inlassablement : « *Manzé !* » (Vive !).

Qui sait ce qui peut se passer dans la tête de ces femmes de tous âges, qui sont là à attendre sous le soleil depuis deux heures ? Nous roulons assez lentement pour pouvoir les regarder attentivement : beaucoup ont l'air à la fête, l'expression de certaines confinant à l'extase.

Il y a des hommes dans la foule, non moins exaltés, mais beaucoup plus rares : le travail continue dans les usines et aux champs. Aux carrefours, des orchestres d'enfants, des danses traditionnelles, des acrobaties. *Panem et circenses* : dans aucun régime socialiste, sans doute, on n'a fait une telle place aux jeux publics.

L'après-midi est en principe consacrée à la visite d'une coopérative agricole. Quarante minutes de voiture à travers les rizières verdoyantes, les champs de maïs et de choux, les vergers qui grimpent à flanc de colline. Nous apprenons en route que, comme en U.R.S.S., il existe côte à côte des fermes d'Etat et des coopératives, autrement dit des sovkhozes et des kolkhozes, mais que, si ici aussi le paysan possède son lopin individuel, les produits qu'il y récolte sont pratiquement réservés à la consommation de sa famille, malgré la possibilité qui lui est théoriquement reconnue de les vendre au marché. C'est le système chinois. Autrement, nous dit-on, la restauration du capit·lisme serait inévitable

Les fermes coopératives, où le paysan est rémunéré en fonction de la production, reculent peu à peu au profit des fermes d'Etat, dont les membres touchent des salaires. A parcourir les routes, les cultures paraissent extrêmement soignées, le moindre espace étant utilisé au maximum. Mais nous n'en saurons guère plus. Si le président de la ferme collective, une femme, ingénieur agronome d'une quarantaine d'années, est là pour nous accueillir, s'il y a tout ce qu'il faut comme enfants dans les crèches pour applaudir et chanter, les travailleurs sont absents : c'est leur jour de congé. Après l'université sans étudiants, la ferme sans paysans : nous n'avons pas de chance.

Le soir, nous sommes conviés au dîner d'Etat en l'honneur du premier ministre laotien, au *palais du gouvernement*. *Luxe* écrasant, profusion de lustres, décoration de stuc mauve et glace au chocolat. Les convives sont rassemblés autour de petites tables rondes. Ils écoutent et applaudissent à chaque pause la parole du président Kim Il Sung, qui a une belle voix de bronze et beaucoup d'aisance

Mardi. — Départ pour la ligne de démarcation. Nous embarquons dans un gros hélicoptère qui porte partout des inscriptions en russe. Quand nous demanderons au pilote de quel type d'appareil il s'agit, il ne trouvera à nous répondre, après un moment d'hésitation, que « soviétique ». Pourquoi vouloir cacher que c'est un Mi-8 à biturbine ?

Le temps est superbe. La pureté du ciel n'est atténuée que par les fumées de nombreuses usines, souvent étalées au bord de larges fleuves, composant autant de paysages de l'école du réalisme socialiste. Dans les campagnes, le bleu des choux, nourriture préférée des Coréens, tranche sur le vert des rizières.

Atterrissage à Kaesong, où débutèrent, en 1951, les négociations de l'armistice, et qui, pour cette raison, a été neutralisée, ce qui lui a évité les destructions massives subies par les autres villes. On peut imaginer, en parcourant le vieux quartier, composé de maisons basses à tuiles, construites en carré autour d'une cour à ciel ouvert, ce qu'était la grâce des cités coréennes d'autrefois.

L'ensemble est d'une grande propreté, et on a peine à comprendre pourquoi nos accompagnateurs paraissent si agacés de nous voir nous y attarder. Ils feront tout de même un effort pour nous montrer, un peu plus tard, quitte à retarder le sacro-saint déjeuner, deux tombes anciennes situées à une quinzaine de kilomètres de la ville : huit statues de pierre, qui rappellent, avec de plus modestes proportions, la célèbre allée des tombeaux Ming, près de Pékin, veillent sur les deux tertres hémisphériques ceints de pierre sculptée, où reposent un roi et sa reine. On ne peut, malheureusement, pour des raisons de conservation hygrométrique, entrer dans les hypogées ornés de fr·sques merveilleuses. Mais l'harmonie et la paix de cet endroit ont quelque chose de saisissant. Moment de grâce.

Quand les Américains se caricaturent eux-mêmes

Il en va tout autrement, on s'en doute, à Panmunjom, seul point de contact entre les deux camps, sur une ligne de démarcation longue de 240 kilomètres. De part et d'autre, la ligne est théoriquement démilitarisée sur une profondeur de 2 kilomètres. Les Nord-Coréens ne se font pas faute de vous montrer à la jumelle un petit poste américain, dans lequel ils affirment voir une mitrailleuse et des armes lourdes. Et surtout d'insister sur le contraste entre le morceau de zone démilitarisée qu'ils tiennent, et qui est cultivé comme le reste du pays, et celui qui est aux mains des « agresseurs », couvert de bois.

Autour de Panmunjom se trouve une zone dite de « défense commune », où sont stationnés trente-cinq nordistes et autant de soldats des Nations unies. Ce n'est pas, en effet, le moindre paradoxe de l'affaire que l'un des camps antagonistes soit aux ordres du commandant de l'ONU, alors que dans l'autre se trouve la Chine, elle-même membre, depuis plusieurs années, de l'organisation internationale.

Jusqu'à l'incident qui a opposé, le 18 avril 1976, Américains et Nord-Coréens à propos de l'émondage d'un arbre, les soixante-dix soldats des deux camps pouvaient circuler dans l'ensemble de la zone commune. Maintenant, chacun se tient de son côté. Les sièges principaux des deux délégations se font face, séparés par six petits bâtiments perpendiculaires, dans lesquels se tiennent chaque jour des réunions de routine et, en cas de besoin, des réunions plénières auxquelles participent, du côté Nord, un officier chinois et, du côté Sud, toujours dirigé par un Américain, la Corée du Sud, la Grande-Bretagne, la Colombie, la Thaïlande et la Turquie, comme représentants des pays engagés en 1950 dans l'action des Nations unies en Corée. La France a retiré son délégué à l'époque du général de Gaulle.

Entre-temps, on se regarde, on se photographie, on s'écoute aussi sans doute, et il faudrait que les Américains puissent venir au Nord pour prendre conscience de l'image d'eux-mêmes que leurs « M.P. » donnent à ceux qui les contemplent, de l'autre côté de la ligne de démarcation. Avec leurs allures dégingandées, leurs casques à mentonnière et leurs lunettes noires, peu de retouches sont nécessaires pour camper la silhouette de ces gendarmes de l'impérialisme dont raffolent les caricaturistes du monde socialiste

L'hôte étranger ne voit, du côté nordiste, et pour cause, que des Coréens. Avant d'arriver dans la zone commune, on lui a fait visiter la bâtisse, aujourd'hui aménagée en musée, où le général américain Clark a signé, avec son homologue nord-coréen Nam Il, l'armistice du 27 juillet 1953. Les Etats-Unis y sont naturellement présentés comme l'agresseur, l'ennemi, dont la présence empêche la réunification du pays, face à une nation dont à aucun moment on ne rappelle, au moins en ces lieux, qu'elle a dû faire appel à la Chine, à la fin de 1950, pour redresser une situation devenue désespérée. Les idées simples étant les seules qui soient efficaces, comment le visiteur ne rapporterait-il pas de sa visite à Panmunjom la conviction que les Américains sont là illégalement, qu'ils ont abusé du pavillon des Nations unies, qu'ils sont les vrais maîtres du Sud — à Panmunjom les soldats sudistes font figure de comparses — et qu'au nom d'une indéfendable volonté de puissance ils s'opposent à l'aspiration légitime de tout un peuple à la réunification ?

ANDRÉ FONTAINE.

(Lundi 18 juillet.)

Prochain article :

SE SUFFIRE A SOI-MÊME

AFRIQUE

LES TENSIONS DANS LA « CORNE »

• La Somalie dément l'expulsion prochaine des conseillers soviétiques
• Nouveau succès des nationalistes en Érythrée

Selon des « sources diplomatiques » citées par le « Daily Telegraph » et le « Washington Post », les six mille conseillers militaires et techniciens soviétiques se trouvant en Somalie auraient reçu l'ordre de quitter le pays cette année. Cette rupture entre la Somalie et Moscou, qui a été démentie par un porte-parole officiel somalien en visite à Nairobi, serait l'aboutissement de dissensions intervenues entre les deux capitales après l'engagement inconditionnel des Soviétiques aux côtés de l'Ethiopie.

Pour l'U.R.S.S., cette décision marquerait, si elle se concrétisait finalement demain, l'échec d'une politique dans la corne de l'Afrique, politique déjà compromise par la détérioration de la situation en Erythrée et dans le sud de l'Ethiopie, où les maquisards pro-somaliens ont remporté de nouveaux succès militaires contre l'armée d'Addis-Abeba. Dans un article publié le 16 juillet à Moscou, la « Pravda » dénonçait, sur un ton particulièrement grave, la « conjuration impérialiste anti-éthiopienne » et les « manœuvres néo-coloniales » dans la Corne orientale.

L'U.R.S.S. paraît subir de nouveaux — et graves — revers dans la corne orientale de l'Afrique. Engagée depuis le mois de février aux côtés de l'Ethiopie révolutionnaire du lieutenant-colonel Menguistu Haïlé Mariam, elle n'était déjà pas parvenue, malgré les démarches de MM. Podgorny et Fidel Castro en mars et avril, à réconcilier ses nouveaux alliés avec, d'une part, la Somalie socialiste revendiquant les provinces de l'Ogaden, d'autre part, les nationalistes érythréens luttant depuis dix-sept ans pour l'indépendance de l'ancienne colonie italienne rattachée en 1962 à l'Ethiopie.

L'échec de ces tentatives de conciliation, qui avaient buté sur la vigueur des nationalismes somalien et éthiopien, avait conduit Moscou à accroître son aide militaire à Addis-Abeba pour tenter de freiner un processus de désintégration qui, du sud au nord, menace l'ancien empire abyssin. L'U.R.S.S. misait ainsi délibérément sur une Ethiopie forte de trente millions d'habitants engagée selon la *Pravda* du 16 juillet dans une « *authentique révolution socialiste* ».

Or sur tous ces « fronts », la situation n'a cessé de se détériorer depuis deux semaines au détriment de l'Ethiopie prosoviétique et au profit du « bloc » arabe conservateur, conduit par l'Arabie Saoudite qui ne ménage aucun effort diplomatique et financier pour éliminer l'influence soviétique en mer Rouge.

En Erythrée, la grande contre-offensive militaire lancée par Addis-Abeba avec l'appui des nouvelles unités régulières et des « milices paysannes » armées par le camp socialiste n'a pas empêché les fronts de libération de remporter de nouvelles et spectaculaires victoires. La prise des villes de Keren et Decamere la semaine dernière, la chute d'Agordat présentée comme « *imminente* », les menaces qui pèsent sur Asmara, la capitale provinciale elle-même, cela conduit à tirer deux conclusions provisoires. D'abord les fronts érythréens, qui ont reçu du camp arabe de nouveaux armements, ont pu passer avec succès de la guérilla à la guerre conventionnelle. Ensuite, la chute de deux des quatre premières villes de la province crée en Erythrée une situation militaire quasi irréversible qu'Addis-Abeba ne saurait désormais retourner en sa faveur qu'au prix d'une aléatoire guerre d'extermination qui disqualifierait encore un peu plus la sanglante « révolution » conduite par le *Derg* et appuyée par Moscou.

Au sud, les combats qui opposent les maquisards pro-somaliens à l'armée et à la milice éthiopiennes se sont encore intensifiés. Des sources officielles à Addis-Abeba, citées par *The Guardian* de ce lundi 18 juillet, ont admis pour la première fois qu'un « état de guerre » existait désormais entre la Somalie et l'Ethiopie et qu'une bataille décisive était en cours autour de la ville de Dire-Daoua, principale gare ferroviaire entre Addis-Abeba et Djibouti.

A Mogadiscio, enfin, le président Syaad Barre, malgré les multiples déclarations — d'une ambiguïté calculée — de ces derniers mois, paraît bien céder peu à peu aux sollicitations saoudiennes et s'acheminer, en dépit des derniers démentis officiels, vers une rupture avec l'U.R.S.S. Après avoir ostensiblement écarté à plusieurs reprises l'hypothèse d'une telle rupture (notamment au cours d'une conférence de presse, le 15 mai, puis dans des interviews à *Afrique-Asie* et à *Newsweek*), le président somalien a effectué une série de visites dans les Emirats du Golfe (le 27 juin) et à Ryad (la semaine dernière). Son retour à Mogadiscio a coïncidé avec l'annonce par des « sources africaines » à Washington, citées par le *Daily Telegraph* du 17 juillet, le *Washington Post* et le *Guardian* du 18 juillet, du départ prochain des six mille « conseillers » soviétiques stationnés en Somalie.

Cette information a été démentie par un repréentant du ministère somalien des affaires étrangères en visite, le 18 juillet à Nairobi. Elle n'en constitue pas moins un « indice » supplémentaire qui prouve que le président Barre, inquiet jusqu'ici des risques politiques et militaires que ferait courir à son régime un brusque « renversement d'alliance », a reçu maintenant du camp arabe et occidental les assurances nécessaires. Ryad se serait notamment engagé à fournir à la Somalie une aide économique et militaire de 1,7 milliard de francs. Sur le plan intérieur, le président somalien se serait en outre assuré l'appui des éléments les plus nationalistes de l'armée pour tourner la résistance du petit clan prosoviétique qui demeure hostile à toute rupture avec Moscou.

Le départ éventuel des Soviétiques de Somalie — et notamment de Berbera, où ils disposent de « facilités navales » — représenterait, s'il était confirmé, un beau succès pour la « diplomatie des pétrodollars » menée par l'Arabie Saoudite. Cela, au moment même où les nouveaux accords financiers et militaires entre Ryad et Le Caire (voir l'article de notre correspondant au Caire) sont venus spectaculairement démentir les espoirs de « réchauffement » des relations soviéto-égyptiennes qu'avait fait germer le voyage de M. Fahmi à Moscou, le 9 juin dernier.

Menacée de perdre pied en Somalie — après avoir été expulsée d'Egypte et du Soudan — l'U.R.S.S. n'est pas pour autant assurée de réussir en Ethiopie. La lutte idéologique très serrée qui — en dépit des menaces extérieures — se poursuit à Addis-Abeba fait apparaître en effet une coupure de plus en plus profonde entre les militaires prosoviétiques et les civils — ceux du « bureau politique » et du parti Meison — qui affirment ne pas vouloir « *remplacer un impérialisme par un autre* ». Ceux-ci ne font pas mystère de leurs préférences pro-chinoises. Pékin est sans doute aujourd'hui, avec Washington, la capitale qui suit le plus attentivement les redoutables remous qui agitent la corne de l'Afrique...

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

(Mardi 19 juillet.)

Tchad

Des avions français dans le Tibesti

(Suite de la première page)

Le ministre des affaires étrangères a salué en termes élogieux (« *la plus grande réussite en Afrique* ») l'expérience politique ivoirienne, à l'issue des entretiens et d'un déjeuner en tête à tête, lundi 18 juillet, avec le président Houphouët-Boigny. Auparavant, il s'était entretenu avec MM. Usher Assuan, son homologue ivoirien, et Mohammed Diawara, ministre du plan.

Ces conversations ont permis de constater une « *complète identité de vues* » entre Paris et Abidjan sur tous les problèmes de l'heure : Afrique australe, Proche-Orient, Erythrée, présence soviétique sur le continent noir. Un voyage officiel de M. Giscard d'Estaing en Côte-d'Ivoire couronnera, en novembre, cette bonne entente.

Si le gouvernement ivoirien semble préoccupé par les grandes manœuvres de Moscou dans la corne de l'Afrique, il se réjouit, en revanche, de l'évolution politique récente de l'ouest et du centre du continent. Aux yeux des dirigeants d'Abidjan, champions d'une Afrique « réaliste » et « modérée », la tenue en échec des ambitions russo-cubaines lors de la crise du Shaba, l'insuccès relatif de la tournée africaine de M. Podgorny, les difficultés accrues auxquelles doit faire face le régime de Luanda, la mise en minorité des gouvernements « radicaux » au sommet de l'O.U.A. à Libreville, sont autant de signes qui témoignent du refus de l'influence soviétique en Afrique. Parallèlement, Abidjan approuve pleinement l'initiative des cinq pays occidentaux du conseil de sécurité — dont la France — en vue de favoriser un règlement négocié au sud du continent, notamment en Namibie.

L'achat d'uranium à l'Afrique du Sud

En ce qui concerne les relations économiques entre Paris et Pretoria, on confirme implicitement, dans l'entourage du ministre, la conclusion par la France d'un contrat d'achat sur dix ans de mille tonnes d'uranium sud-africain, tout en relevant qu'il s'agit d'une « affaire purement commerciale » qui a été négociée par une société privée française, la COGEMA. On rappelle, en outre, que le gouvernement français a cessé, depuis novembre 1976, toute fourniture d'armes à l'Afrique du Sud et qu'il entend respecter son engagement.

Enfin, M. de Guiringaud a confirmé que, dans le cadre de sa tournée en Afrique orientale au mois d'août, il se rendrait au Mozambique.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(Mercredi 20 juillet.)

EUROPE

Grande-Bretagne

Les épreuves se multiplient pour le cabinet Callaghan

M. Callaghan devait solliciter, le 20 juillet, la confiance de la Chambre des Communes sur sa politique économique. Le gouvernement britannique devrait passer cette épreuve, puisque le 18, les députés libéraux ont annoncé qu'ils lui apporteraient leurs suffrages. Mais ils se réuniront le 26 juillet pour décider s'ils renouvelleront ou non, en septembre, au gouvernement travailliste leur accord de soutien qui doit expirer en septembre.

L'horizon reste sombre pour le premier ministre. Son équipe est attaquée de l'extérieur par l'opposition conservatrice. Elle est aussi minée de l'intérieur puisque la gauche du Labour, y compris un certain nombre de membres du gouvernement, critique la politique européenne. Et alors que le chancelier de l'Echiquier demande que la progression des revenus ne dépasse pas 10 % en un an, des syndicats réclament de fortes augmentations de salaires allant jusqu'à 90 % pour les mineurs. Ils souhaitent le retour à la liberté des négociations salariales, ce qui aurait pour effet d'annuler le « contrat social ». Néanmoins, l'Office central des statistiques a annoncé qu'en mai la production industrielle avait progressé de 1,46 % par rapport au mois d'avril.

Londres. — Les Anglais aiment parfois comparer les péripéties de leur vie politique à celles d'une épreuve sportive. Le système de Westminster, expliquent-ils, met deux équipes face à face. De temps en temps l'arbitre, c'est-à-dire le corps électoral, siffle la mi-temps et les joueurs échangent leurs places sur les bancs de l'opposition et du gouvernement.

L'impopularité de l'équipe travailliste ne fait guère de doute. Sans parler des sondages d'opinion qui donnent à Mme Thatcher une avance de dix points au moins sur M. Callaghan, la récente élection partielle de Saffron-Walden, dans l'Essex, a montré à quel point la cote du Labour est tombée depuis 1974 ; alors que les votes en faveur des tories sont passés de 43 à 55 %, ceux des travaillistes sont tombés de 26 à 14 %. En fait, l'intérêt de cette bataille électorale dans une circonscription rurale très prospère dominée traditionnellement par les conservateurs portait sur le résultat des libéraux, sans le soutien desquels le cabinet travailliste ne survivrait pas aux Communes. Les stratèges du Labour ont donc pu trouver un certain réconfort dans le fait que leurs alliés du troisième parti n'ont pas enregistré en cette occasion un désastre tel que leurs représentants à Westminster auraient été incapables de maintenir leur pacte avec le gouvernement.

Vingt-quatre heures avant leur défaite humiliante à Saffron-Walden, les travaillistes avaient donné aux Communes le spectacle d'un parti en proie aux plus profondes divisions à propos de l'Europe. Le projet gouvernemental prévoyant des élections directes pour le Parlement de Strasbourg a, certes, été approuvé — de façon très provisoire — par les Communes. Mais, sans parler des cent vingt-six députés travaillistes qui espèrent plus que jamais rouvrir tout le débat sur l'appartenance de la Grande-Bretagne au Marché commun, vingt-six ministres, dont six membres du cabinet ont voté contre la politique de leur gouvernement. Une telle « abdication » de la part du premier ministre est sans précédent à Westminster. Encore n'est-elle pas incompréhensible. M. Callaghan avait été contraint de présenter son projet pour satisfaire ses alliés libéraux. Chacun savait, toutefois, que le désaccord profond sur le mode de scrutin, pour ces élections européennes, empêcherait le Royaume-Uni de respecter l'échéance du printemps prochain.

La « désintégration » gouvernementale se manifeste encore de bien d'autres manières.

Après des mois de discrétion, le cabinet enterre le programme qui devait introduire plus de « démocratie » au sein des entreprises. Les désaccords entre la gauche et la droite travailliste, plus encore que les réserves du patronat, ne permettent pas, désormais, d'envisager cette réforme, qui figurait pourtant en bonne place dans le manifeste électoral du Labour.

Une confiance artificielle

Même dans le domaine de la politique étrangère, le cabinet se montre aujourd'hui déchiré. Personne, certes, n'a pris trop au sérieux le rapport d'une commission du Labour Party qui recommande une réduction substantielle et immédiate du budget de la défense, grâce notamment à l'abandon des sous-marins nucléaires. Mais le règlement de l'affaire rhodésienne élaboré par le secrétaire au Foreign Office, en coopération avec les Américains, a été torpillé par la majorité du cabinet, qui préfère, semble-t-il, une victoire des rebelles noirs à Salisbury plutôt qu'une transition pacifique engageant la responsabilité de la Grande-Bretagne.

Compte tenu du fait que le contrat social avec les syndicats vient d'être enterré, il est difficile de ne pas voir M. Callaghan comme un boxeur « groggy » qui cherche désespérément à rester debout jusqu'à la fin du round. Aussi est-il assez surprenant que le premier ministre réussisse malgré tout à jouer ce rôle difficile avec une confiance, artificielle peut-être, mais suffisamment convaincante pour dérouter et exaspérer des adversaires incapables de porter le coup de grâce à un gouvernement « moribond ».

Le principal terrain de bataille reste en effet celui de l'inflation.

En fin de compte, l'avenir politique immédiat du Royaume-Uni dépend de son niveau de vie. Sur ce point d'ailleurs, les conservateurs partagent la responsabilité avec les travaillistes. Ces dernières années, personne n'a vraiment eu le courage de dire aux citoyens qu'ils ont trop longtemps vécu « à crédit » et qu'après la hausse des prix du pétrole notamment leur standard de vie ne pouvait plus être maintenu. Cette vérité élémentaire commence à peine à être reconnue par des dirigeants syndicaux, qui n'en continuent d'ailleurs pas moins de réclamer le « retour au bon vieux temps ».

La stratégie gouvernementale consiste à vouloir gagner du temps jusqu'à ce que la « manne pétrolière » permette au Royaume-Uni de reprendre ses vieilles habitudes de nonchalance ou de confort. Incapable d'obtenir l'accord du TUC pour une troisième année de limitation des hausses de salaires, M. Healey a été contraint la semaine dernière de présenter sa propre conception d'un « *retour ordonné aux libres négociations salariales* ». L'objectif essentiel du chancelier de l'Echiquier est de faire respecter la « *règle des douze mois* », autrement dit la non-dénonciation des contrats collectifs actuellement en vigueur avant la date normale d'expiration. De cette manière, bon nombre d'affrontements possibles avec les syndicats seraient renvoyés au printemps et même à l'été prochain.

Il n'est pas encore exclu que les chefs modérés du TUC parviennent, lors de son congrès au mois de septembre, à faire entériner cette règle des douze mois. C'est là, en effet, la seule contribution efficace qu'ils peuvent encore apporter à un gouvernement travailliste dont ils souhaitent pourtant le maintien au pouvoir. Les résistances sont nombreuses et puissantes. Après deux ans de restrictions salariales et une chute indéniable du niveau de vie des travailleurs, les revendications s'intensifient, qu'il s'agisse des mineurs qui demandent 90 % d'augmentation ou des cheminots qui se contenteraient de 60 %.

On se demande jusqu'à quel point le gouvernement est résolu à tenir bon lorsque le chancelier de l'Echiquier affirme que les hausses globales de salaires pour l'année à venir ne devraient pas dépasser 10 %, faute de quoi la lutte contre l'inflation serait une fois de plus perdue. M. Healey peut, certes, refuser les crédits nécessaires aux entreprises nationalisées pour payer des rémunérations dépassant la norme des 10 %. Jusqu'ici, toutefois, personne n'est prêt à croire que le gouvernement Callaghan pourrait s'engager dans une bataille comme celle qui a provoqué la chute de M. Heath en 1974.

Les perspectives ne sont pas plus encourageantes dans le secteur privé. Le gouvernement affirme qu'il refusera toute assistance aux firmes récalcitrantes, que grâce au contrôle des prix il leur interdira de payer des salaires excessifs. En fait, beaucoup de grandes entreprises — surtout les multinationales — ne sont pas directement touchées par de telles menaces. Dans le cas d'un automne chaud, certaines d'entre elles préféreront sans aucun doute satisfaire les revendications ouvrières plutôt que d'accepter des grèves beaucoup plus ruineuses.

Le véritable problème est donc de savoir quand se produira la brèche inévitable dans les défenses que le gouvernement s'efforce d'établir contre une explosion salariale. Conformément à un très vieux principe, il s'agit pour le cabinet de « *muddle through* », c'est-à-dire de patauger à travers les obstacles jusqu'à ce que le ciel s'éclaircisse. De façon plus pratique, cela signifie que M. Callaghan et ses collègues vont opérer un retrait élastique sur le front des salaires et sont préparés à tenir des élections générales avant que l'inflation ne redevienne galopante et que le nombre des chômeurs n'approche des deux millions.

L'aspect le plus paradoxal de cette situation est que les conservateurs pourraient être moralement contraints d'appuyer la manœuvre gouvernementale. Si, comme on peut le craindre, une crise grave éclatait dès l'automne sur le front des salaires et si le cabinet devait faire face à une grève des mineurs par exemple, comment les tories pourraient-ils ne pas soutenir dans une épreuve aussi décisive un gouvernement qui est en train d'appliquer leurs propres principes en vue de faire reculer l'inflation ?

JEAN WETZ.

(Mercredi 20 juillet.)

D'UNE SEMAINE A L'AUTRE...

Mercredi 13 juillet

SAN-SALVADOR. — *Les forces populaires de libération (F.P.L.), une organisation d'extrême gauche, revendique l'assassinat, la veille, à San-Salvador, de M. Osmin Aguirre y Salinas, qui fut président de la République d'octobre 1944 à mars 1945. Ce dernier avait joué un rôle important en qualité de chef de la police, en 1932, dans l'écrasement d'une révolte paysanne. Il y avait eu environ trente mille morts. Les F.P.L. avaient enlevé et assassiné en mai M. Mauricio Borgonovo, ministre des affaires étrangères.*

Jeudi 14 juillet

PARIS. — *Selon les statistiques que le ministère du travail publie sur la situation de l'emploi, le chômage en données corrigées des variations saisonnières a atteint, en juin, le chiffre record d'un million cent cinquante mille.*

Au même moment, le ralentissement de l'activité se confirme. Ainsi la production industrielle a reculé de 1,6 % en mai, après avoir déjà baissé de 1,5 % en avril. L'indice ne se situe plus qu'à 2,5 % au-dessus de son niveau de mai 1976. Cependant, le prix des matières premières importées a diminué de 10,5 % en juin, après avoir fléchi de 6,2 % en mai. L'indice, se situant à 338,8, est toutefois en hausse de 25,3 % par rapport à juin 1976.

NEW-YORK. — *Une panne d'électricité plonge la ville dans l'obscurité. Le courant est progressivement rétabli le lendemain. M. Jimmy Carter demande à la commission fédérale de l'électricité d'ouvrir une enquête.*

Des quartiers tels que Greenwich Village ont présenté un air de fête pendant la panne, mais des scènes de violence et de pillage ont eu lieu dans les zones les plus pauvres telles que le Bronx, où de nombreuses vitrines ont été brisées. Trois mille personnes ont été arrêtées.

PYONGYANG. — *Un hélicoptère militaire américain est abattu au-dessus de la Corée du Nord par des batteries anti-aériennes. Selon la radio nord-coréenne captée à Tokyo, trois occupants de l'appareil ont été tués et un quatrième a été fait prisonnier.*

Les Etats-Unis, qui avaient révélé l'incident quelques heures avant l'émission de la radio de Pyongyang, demandent une réunion d'urgence de la commission militaire d'armistice à Panmunjom.

Vendredi 15 juillet

BRUXELLES. — *Le gouvernement français considère comme « inacceptables, parce qu'insuffisantes, les mesures de limitation des importations de certains produits textiles — filé de coton, tee-shirts, chemises hommes et chemisiers pour femmes — prises par la Commission européenne pour se substituer à celles qu'il avait arrêtées unilatéralement le 18 juin ».*

La réaction de la France a été accueillie avec consternation à Bruxelles. Sauf rectification de tir au niveau politique, à Paris, elle signifie en effet que la France est décidée à faire cavalier seul si elle n'obtient pas des dispositions plus protectionnistes que celles acceptées par la Commission, autrement dit qu'elle est disposée à se placer délibérément en infraction à la légalité communautaire.

DJIBOUTI. — *La composition du premier gouvernement de la République de Djibouti est rendue publique.*

Ce gouvernement, présidé par M. Ahmed Dini, ancien président de l'Assemblée nationale, nommé premier ministre le 12 juillet dernier, comprend seize membres. M. Hassan Gouled, chef de l'Etat, est en même temps chef du gouvernement.

LA HAYE. — *M. Joop den Uyl, premier ministre démissionnaire, renonce à former le nouveau gouvernement néerlandais. La reine l'a déchargé de sa mission. Il était en désaccord avec les démocrates-chrétiens, les partenaires principaux de la coalition qu'il voulait reconstituer, sur les modalités de la participation des salariés aux bénéfices des entreprises.*

TRIPOLI. — *Le différend frontalier entre Tripoli, qui occupe une bande de territoire au nord du Tchad, et N'Djamena aurait pris un tour d'affrontement armé, selon diverses informations diffusées notamment au Caire par le journal Al Ahram et à Tunis dans des « milieux diplomatiques » cités par l'A.F.P. Toutefois, un porte-parole officiel libyen dément que les troupes du colonel Kadhafi soient engagées dans des opérations militaires dans le pays voisin.*

Samedi 16 juillet

PARIS. — *Les inscriptions en première année d'université — officiellement ouvertes jusqu'au 26 septembre — sont déjà closes dans un certain nombre d'établissements parisiens. Les présidents d'université, en effet, ont été autorisés à arrêter les inscriptions dès que leur nombre atteindrait celui de l'an dernier. En même temps, la « sectorisation », qui affectait obligatoirement certains étudiants parisiens dans les universités de banlieue en fonction de leur domicile, a été supprimée.*

Une sélection par la rapidité s'est donc instaurée, les « candidats étudiants » n'ayant eu que quelques jours, voire quelques heures, pour s'inscrire dans la plupart des universités de la capitale. Les moins rapides peuvent encore tenter leur chance dans les établissements périphériques, qui, eux, n'ont pas fait le plein.

NOUAKCHOTT. — *Cinq militaires mauritaniens sont tués à Zouérate au cours d'un accrochage avec des éléments du Front Polisario qui venaient de harceler au mortier la cité minière, apprend-on de source digne de foi, à Noukchott.*

ROME. — *La motion parlementaire commune des six partis constitutionnels italiens (démocrate-chrétien, communiste, socialiste, social-démocrate, républicain et libéral) pour un programme commun de gouvernement a été adoptée dans la nuit du 15 au 16 juillet par 442 voix contre 87 et 16 abstentions. La majorité aurait dû obtenir 581 voix, mais 139 élus n'ont pas suivis les consignes de leurs partis, soit en ne prenant pas part au vote, soit en se retranchant derrière le secret de l'urne.*

M. Andreotti, président du conseil, a déclaré que son gouvernement sort « renforcé » du vote. Les socialistes constatent de leur côté la naissance d'une « majorité de programme », mais regrettent qu'il lui « manque un gouvernement adapté ».

Dimanche 17 juillet

BEYROUTH. — *De violents accrochages entre Palestiniens se déroulent dans le principal camp de Beyrouth, celui de Sabra, et en banlieue dans le camp de Bourj-Brajneh. Ils opposent la Saïka prosyrienne à des militants palestiniens appartenant au « Front du refus ».*

Ces accrochages auraient fait, selon les chiffres communément cités, dix-huit morts et plus de vingt blessés. La force arabe de dissuasion n'est pas intervenue sur le terrain, bien qu'elle ait fait mouvement.

SALISBURY. — *Une foule de cent mille à deux cent mille personnes, la plus importante qui ait jamais accueilli un dirigeant nationaliste noir en Rhodésie, acclame l'évêque Abel Muzorewa, président du Conseil national africain, rentrant à Salisbury après un voyage à l'étranger.*

L'évêque a accusé M. Joshua Nkomo, dirigeant de l'Union populaire du Zimbabwe (ZAPU), d'avoir « déclenché une guerre civile » *et de mener une* « campagne sanglante d'intimidation ». *Il a assuré que le révérend Sithole, fondateur de l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU),* « était frappé de cécité politique ». *Enfin, en proclamant qu'il n'accepterait de s'entretenir avec le premier ministre, M. Ian Smith, que pour « transférer le pouvoir de la minorité à la majorité », il a exigé un « règlement immédiat », réclamé en particulier la démission du gouvernement de Salisbury, une amnistie, la libération de tous les détenus politiques, le démantèlement des villages protégés, la fin des exécutions pour raison politique et des élections immédiates au suffrage universel.* — (A.F.P., A.P.)

Lundi 18 juillet

ABIDJAN. — *M. Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, commence à Abidjan (Côte-d'Ivoire) une visite officielle de cinq jours en Afrique occidentale, qui le conduira ensuite à Accra (Ghana) et à Yaoundé (Cameroun). Il aura notamment des entretiens avec les chefs d'Etat de ces trois pays, M. Houphouët-Boigny, le général Acheampong et M. Ahidjo. Ce voyage constituera une « première » dans les annales du Quai d'Orsay, aucun chef de la diplomatie française ne s'étant rendu, jusqu'à présent, ès qualités, en Afrique noire. Ainsi Paris entend-il prendre acte, une nouvelle fois, du rôle accru que joue l'Afrique dans les affaires mondiales.*

FRANCE

LE POUVOIR ET LE PATRONAT RÉAGISSENT AVEC VIGUEUR

Révélations ?



La conférence de presse de M. Mitterrand

LE POUVOIR ET LE PATRONAT RÉAGISSENT AVEC VIGUEUR

(Suite de la première page.)

Confirmant une fois de plus que la « perspective » de la gauche n'est nullement d' « ouvrir une crise de régime », et s'indignant non sans raison que M. Giscard d'Estaing ait accusé le P.C.F. de songer à un « coup d'Etat », le premier secrétaire du P.S. a indiqué qu' « à son avis » l'opposition victorieuse devrait procéder dès la première session de la nouvelle législature, « c'est-à-dire dès le printemps 1978 », aux réformes institutionnelles que propose le programme commun : *retour au scrutin proportionnel, suppression du « domaine réservé » du chef de l'Etat, rééquilibrage des pouvoirs.* Cette réforme serait opérée dans le strict respect de l'article 89 de la Constitution, qui définit la procédure de révision, et que de Gaulle avait souverainement ignoré en 1962.

La gauche ne s'étant jamais intéressée prioritairement, et ce fut son tort, aux problèmes institutionnels, et ayant souvent expliqué qu'en cas de succès elle aurait à régler bien d'autres affaires plus graves et plus urgentes, cette prise de position personnelle de l'ancien candidat à l'Elysée constitue l'un des éléments dominants de la conférence de presse de mardi, mais ce n'est pas le seul.

Alors qu'en octobre 1976, devant le « Forum de *l'Expansion* », MM. Mitterrand et Rocard avaient *tenté, sans grand succès, il est vrai,* de convaincre les patrons du bien-fondé du programme commun et notamment des nationalisations, le chef du parti socialiste s'est livré à une très violente attaque contre eux. Affirmant disposer « d'informations suffisamment sérieuses », il a accusé « les milieux gouvernementaux » de fermer les yeux sur les fraudes fiscales des entreprises industrielles et commerciales, récemment dénoncées par le Conseil des impôts, ce qui permet notamment au C.N.P.F. de consacrer 1 milliard de francs à « *des campagnes massives de propagande et de publicité contre la gauche et son programme commun* ». Il a d'autre part dénoncé sans ménagement, et avec autant de vigueur que la section de Radio-France du Syndicat national des journalistes (*le Monde* du 13 juillet), les conditions dans lesquelles les documents sonores de cette société nationale de programmes avaient été mis à la disposition de l'Association pour la démocratie au lendemain du discours présidentiel de Carpentras.

La dénonciation d'un « *système dont l'arme dernière est l'argent, l'argent distribué par le grand patronat et l'argent détourné des contribuables* » est à la fois trop spectaculaire et trop grave pour que l'on puisse penser que l'on en restera là. M. Mitterrand ne sera-t-il pas conduit à aller plus loin dans son procès puisqu'il annonce « des actions judiciaires » contre les « abus de droit » ? M. Barre pourra-t-il se contenter de stigmatiser comme il l'a fait dès mardi soir « des propos partisans et polémiques » ? Le C.N.P.F. ne sera-t-il pas contraint de faire plus et mieux que de juger « *dépourvus de tout fondement et inacceptables* » des propos qu'il qualifie d' « *assertions* » ?

La vaste campagne qui se développe effectivement depuis le mois de mai a, certes, de quoi exaspérer M. Mitterrand et rend compréhensible sa contre-offensive, mais encore conviendrait-il d'observer que les milieux qu'il incrimine ne sont pas les seuls artisans des attaques dont est l'objet le programme commun. Ceux qui sont avant tout « unitaires » et voudraient croire aujourd'hui comme hier à la « dynamique » de l'union de la gauche n'ont-ils pas été atteints dans leur confiance par la récente polémique P.C.F.-P.S. ? Cette polémique n'a-t-elle pas apporté beaucoup d'eau au moulin de la droite, qui en avait grand besoin ? Ira-t-on jusqu'à considérer comme des complices ou des stipendiés du grand patronat tous ceux qui à gauche, et nous ne pensons pas seulement aux « nouveaux philosophes », n'ont depuis plusieurs semaines que le « Goulag » à la bouche et sous la plume ?

Toutes ces questions, M. Mitterrand les a passées sous silence ou les a éludées mardi, se contentant de décharger son propre part: de toute responsabilité et de se présenter comme un « unitaire » nullement « désespéré ».

Si cette « discrétion » n'est pas à inscrire à l'actif du premier secrétaire du P.S., on ne saurait sans injustice, compte tenu de sa grande modération des derniers mois, lui faire porter l'entière responsabilité des conditions détestables dans lesquelles se préparent les législatives. Les « termes de combat » de Carpentras ne pouvaient demeurer sans réplique, et c'est à l'Elysée que l'on doit demander si le discours présidentiel du 8 juillet était compatible avec la volonté de « décrispation » cent fois affirmée par M. Giscard d'Estaing.

RAYMOND BARRILLON.

(Jeudi 14 juillet.)

Révélations ?

Il y a belle lurette que le mythe de la « neutralité » du patronat en matière politique a volé en éclats. L'intervention financière du patronat, par l'intermédiaire de ses instances régionales et professionnelles, le soutien apporté à certains candidats — pas toujours de la majorité — sont des secrets de polichinelle. Le sujet a été maintes fois évoqué. Mais jamais un leader politique ne l'avait fait avec autant d'éclat que M. Mitterrand, lors de sa conférence de presse du 12 juillet. « *Nous disposons d'informations suffisamment sérieuses pour nous permettre de révéler que, depuis le mois de mai dernier, un plan a été mis au point par le grand patronat en vue des élections législatives de 1978. Je puis vous dire que les fonds mis à la disposition de ce plan sont de l'ordre de un milliard de francs (nouveaux évidemment). Les patrons de combat espèrent-ils, avec ce milliard, acheter la conscience des Français ?* » a déclaré le premier secrétaire du parti socialiste, qui n'a pas manqué l'occasion de mettre en parallèle ce « milliard de francs » avec les insuffisances de la fiscalité française, dénoncées par le récent rapport du conseil

Le C.N.P.F. a réagi par un sec communiqué : « *Les assertions de M. Mitterrand concernant le C.N.P.F. sont dépourvues de tout fondement et sont inacceptables. Il y a des limites à ne pas dépasser dans la polémique politique.* »

La réplique est un peu courte tant il est vrai que jamais le patronat n'est intervenu autant dans le débat politique, soit par l'intermédiaire de ses représentants officiels, soit encore par celui de dirigeants des entreprises « nationalisables » pour condamner un programme commun de gouvernement qu'au demeurant ses instances ont publiquement dénoncé à maintes reprises. Au reste, en privé, certains responsables du C.N.P.F. ne cachent pas qu'ils entendent bien dans les mois à venir alimenter et développer cette campagne — qui, de toute façon, coûte de l'argent — contre un programme dont ils jugent l'application économiquement « suicidaire ».

Ce durcissement patronal n'est pas surprenant. Jamais, depuis vingt ans, la gauche n'avait paru si menaçante à quelques mois d'élections décisives. Jamais, non plus, elle n'avait formulé des propositions aussi précises touchant d'immenses intérêts particuliers. Au reste, faut-il s'indigner, même si l'on déplore que les moyens mis à la disposition des adversaires pour faire connaître leur point de vue soient disproportionnés, que des grands dirigeants d'entreprise ou des responsables patronaux interviennent directement dans un débat qui les concerne ?

Débattre publiquement est une *chose, mettre en place un plan précis, pour défendre les circonscriptions menacées ou en conquérir, en est une autre.* M. Mitterrand a porté, à cet égard, des accusations graves en se fondant sur des « informations suffisamment sérieuses ». Sans mettre en doute l'actualité des informations dont dispose le premier secrétaire du parti socialiste, le débat démocratique ne gagnerait-il pas à ce que le procès soit plus précisément instruit ?

Sur le fond, on constate une fois de plus, combien le système de financement des partis politiques et des campagnes électorales est, en France, dommageable à la vie publique et finalement dangereux. Nul ne peut croire que les partis, tous les partis, vivent des seules cotisations de leurs adhérents ; ni que les campagnes coûteuses des grandes consultations soient payées par les candidats eux-mêmes, par leurs formations et par les seules souscriptions publiques. Cela pour ne rien dire des publications tirées à des millions d'exemplaires, des affiches et des gadgets de toutes sortes diffusés par des officines de propagande qui, à l'approche des scrutins, pullulent, se dépensent et... dépensent.

Certes, l'argent va bien davantage, par une pente naturelle, à ceux qui le défendent. Mais, pour tous, les « contributions volontaires », les cotisations de soutien, les aides sur fonds privés et parfois, de façon occulte, sur fonds publics, doivent être rendus transparentes. Après chaque campagne, des propositions de loi visant à moraliser la vie politique, sont rituellement déposées. Pourquoi le Parlement n'innoverait-il pas et n'examinerait-il pas, cette fois, ces propositions avant les élections ? S'il ne le fait pas, comment éviter que les partis et les élus n'encourent le soupçon d'être tacitement d'accord pour observer sur ce sujet brûlant la loi du silence ?

PHILIPPE LABARDE.

(Jeudi 14 juillet.)

LA MAJORITÉ ET LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Quatre mois pour parvenir au «sommet»

Quatre mois après la crise que les élections municipales avaient provoquée dans les rangs de la majorité, la réunion « au sommet » de ses dirigeants a eu lieu le a eu lieu mardi 19 juillet, à partir de 19 juillet au siège du Centre des démocrates-sociaux. Les délégations du C.D.S., du R.P.R., du parti républicain et du C.N.I.P. étaient respectivement conduites par MM. Jean Lecanuet, Jacques Chirac, Jean-Pierre Soisson et Bertrand Motte. Le M.D.S.F. de M. Max Lejeune était représenté par M. André Martin, député de la Seine-Maritime et membre de la délégation du C.D.S. (Seules les formations disposant d'un groupe parlementaire et d'un temps d'antenne lors des campagnes électorales ont été admises.) Le parti radical avait confirmé le lundi 18 juillet qu'il ne participerait pas à cette rencontre (les radicaux « fauristes » et M. Péronnet sont hostiles à cette attitude). M. Barre devait recevoir M. Servan-Schreiber ce même lundi après-midi. M. Poniatowski, ancien ministre d'Etat, a déclaré, dimanche 17, que « le temps de l'ambiguïté et des zizanies est passé pour la majorité ».

De son côté, M. Georges Marchais, interviewé dimanche 17 en Corse par TF 1, a porté un jugement favorable sur la dernière conférence de presse de M. Mitterrand. « Elle témoigne, a-t-il dit, de l'efficacité de la discussion que nous avons eue ensemble. » Cette discussion, engagée pour l'actualisation du programme commune de la gauche, devait reprendre le 19 juillet.

Si l'on prend pour origine la *crise provoquée au sein de la* majorité par l'élection municipale de Paris, et si l'on se souvient que trois jours après ce scrutin M. Giscard d'Estaing avait demandé, le 23 mars, à ses partisans de « *s'organiser sur la base d'un pacte majoritaire franc et loyal* », on constate qu'il a fallu près de quatre mois aux chefs des principales formations gouvernementales pour se retrouver autour de la même table.

Quatre mois pour une réunion qui paraîtrait aller de soi, compte tenu des intérêts communs par lesquels sont liés ces partis et compte tenu de la proximité des élections législatives, c'est beaucoup.

En fait, si un tel délai a été nécessaire, c'est que la préparation de cette rencontre a donné lieu à une nouvelle manifestation *de la concurrence qui oppose* MM. Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing. Le maire de Paris, au sortir d'une bataille électorale où il s'était plus que jamais opposé à la volonté du chef de l'Etat, ne voulait et ne pouvait admettre une réorganisation de la majorité qui se fît au détriment de sa liberté d'action et de sa position dominante. Le président de la République, chaque jour un peu plus ouvertement contesté par son ancien premier ministre, ne pouvait et ne voulait admettre une détente qui pût paraître renforcer le R.P.R.

Un contentieux alourdi par le scrutin de mars, l'affrontement de deux volontés politiques : ce sont là les raisons de fond qui expliquent le long délai. A cela s'ajoutent des causes plus particulières qui tiennent au défaut d'autorité *dont souffre la coalition gouvernementale.* C'est à l'occasion de la bataille de Paris et depuis lors que cette carence là est apparue de la manière la plus évidente.

Incertitude et indécision

M. Chirac a joué l'intransigeance, opposant un refus déterminé, sans appel, à tout processus qui l'obligerait à reconnaître une autorité supérieure à la sienne en ce qui concerne le jeu des partis entre eux. En face, MM. Giscard d'Estaing et Raymond Barre ne disposaient pas des moyens de leurs ambitions. Ils ne sont pas véritablement parvenus à faire triompher leur volonté et à établir leur *leadership*. En témoignent les hésitations et les atermoiements qui marquèrent leur démarche. Jamais leurs admonestations ne furent véritablement prises en compte, jamais le « fait présidentiel » ne fut aussi clairement mis en cause.

Le débat dont le président, le premier ministre, giscardiens, centristes et gaullistes ont failli ne pas sortir avait plusieurs thèmes : qui est le chef de la majorité ? Le président de la République peut-il encore prétendre à ce titre — et avec lui, par délégation, son premier ministre — alors qu'il a admis qu'il demeurerait à son poste si la gauche l'emportait en 1978 ? Le chef du gouvernement est-il autorisé à arbitrer la négociation préélectorale ? A animer la campagne ? Autant de questions auxquelles le R.P.R. répondait invariablement « non » et auxquelles MM. Giscard d'Estaing et Barre auraient souhaité que l'on *répondît « oui »*.

Une ouverture pourtant avait semblé se faire le 29 avril, quand le président de la République avait admis une claire répartition des tâches : à M. Barre la responsabilité du redressement économique, aux « grands leaders » des formations majoritaires la préparation des élections.

Puisqu'il n'était pas question dans ces propos d'une quelconque autorité du premier ministre sur les partis, puisque aucune mission d'organisation pré-électorale ne paraissait lui être confiée, sans doute une possibilité d'entente était-elle créée. C'est en tout cas ainsi que l'on comprit les choses du côté du R.P.R. : les responsables discuteraient entre eux de la préparation du scrutin, hors *de la tutelle du chef du gouvernement.*

C'était compter sans l'incertitude et l'indécision affectant la stratégie élyséenne. Neuf jours plus tard, alors que déjà les contacts étaient renoués entre responsables, alors que les uns et les autres multipliaient les manifestations de bonnes intentions, M. Giscard d'Estaing « gelait » ce début des négociations en réaffirmant quelque peu abruptement, dans une interview à *l'Express* le 8 mai : « *Le leader de la campagne majoritaire sera M. Barre.* »

A ceux qui, en coulisse, commençaient à renouer les liens rompus par les polémiques des derniers mois, cette initiative du chef de l'Etat parut quelque peu intempestive. Chez les giscardiens comme chez les centristes, on était depuis longtemps déjà au *contact de la réalité : un président* du R.P.R. intransigeant dans le refus qu'il opposait à toute intervention de Matignon, un parti gaulliste déjà engagé dans la bataille électorale et sur le point de distancer ses partenaires dans de nombreuses circonscriptions, des militants sceptiques sur l'opportunité de faire campagne derrière un président de la République dont la cote était en baisse et des fédérations départementales déjà engagées dans des tractations avec les partenaires gaullistes locaux. A cela s'ajoutait chez les dirigeants du C.D.S. et des républicains indépendants un doute réel sur les capacités de M. Barre, homme seul, sans parti, sans passé politique, de jouer un rôle dans la négociation préélectorale.

M. Chirac allait accroître le trouble en proposant publiquement à ses partenaires, le 18 mai, de s'entendre pour jeter les bases d'un « *pacte majoritaire* ».

Bientôt renforcé par le succès de son face-à-face télévisé avec M. François Mitterrand, le premier ministre lui-même parut se prendre au jeu. Il chercha à multiplier les contacts politiques, organisa quelques déjeuners, tint en privé sur M. Chirac des propos fort critiques, et fit étudier par son cabinet les possibilités de convoquer une grande réunion de la majorité. Toutefois, le chef du gouvernement se trouva rapidement convaincu des difficultés de l'entreprise et sembla ne pas vouloir insister.

Pourtant, le 21 mai, le président de la République revenait à la charge en déclarant dans une interview publiée par douze quotidiens de province que c'était à M. Raymond Barre de « *conduire la majorité* » et en relançant l'idée — à laquelle le premier ministre avait renoncé — d'une « *délibération commune de la majorité sur le contenu et l'élaboration des principes* ».

Les giscardiens, qui, à ce moment-là, s'appliquaient, dans leurs offres de concertation, à laisser dans le flou le rôle que pourrait tenir le premier ministre, se trouvèrent à nouveau pris à contre-pied, et ce au moment même où ils relançaient la négociation avec le R.P.R. en proposant un « *code de bonne conduite* » dont le contenu était fort proche du « *pacte majoritaire* » suggéré par M. Chirac.

Tentative de front commun

Un raidissement se faisait alors sentir. « *Je conduirai le combat électoral, qu'on le veuille ou non* », lançait, le 3 juin à Nice, M. Barre. Il apparaissait peu à peu que, sans doute sous l'injonction de l'Elysée, se développait une autre tentative : celle de dresser face au R.P.R. et aux ambitions de son chef une sorte de « front commun » des partis non gaullistes

Centristes, radicaux et giscardiens tentèrent en effet de s'entendre pour pouvoir éventuellement présenter des candidats communs, au côté des candidats R.P.R., dans les circonscriptions où le parti gaulliste souhaiterait qu'il y ait des élections « primaires » au sein de la majorité.

Cette tentative tourna court le 24 juin quand M. Chirac proposa à ses partenaires une réunion « au sommet » et quand on constata que le leader gaulliste pouvait compter, dans une large mesure, sur l'appui de M. Lecanuet. Celui-ci en effet se démarqua nettement le 25 mai du projet de « front commun » et offrit ses bons offices pour l'organisation de la rencontre souhaitée par M. Chirac.

Les autres partis, à l'exception des *radicaux, firent rapidement* connaître leur acceptation, et l'on ne parla plus de « front commun » ni d'organisation de « deuxième courant », sauf du côté de la place de Valois.

Il y eut toutefois quelques manœuvres de retardement sans doute inspirées par un président et un premier ministre inquiets de l'avantage que trouverait M. Chirac à avoir été l'inspirateur du « sommet ». On reparla alors de la nécessaire participation du premier ministre, on retarda la date initialement prévue. Mais il apparut peu à peu que les références des uns et des autres à l'autorité et au rôle de M. Barre étaient plus des incantations destinées à satisfaire l'Elysée et à sauver les apparences que des énoncés de conditions.

La situation ne se débloqua *véritablement que le 8 juillet* à Carpentras. En admettant une procédure en deux épisodes, M. Giscard d'Estaing permettait enfin au « sommet » d'avoir lieu. Mais c'était, une fois de plus, au détriment de la logique de son discours. Il admettait en effet que l'accord de la majorité avait besoin d'être préparé et que M. Barre n'interviendrait qu'après les premiers travaux de débroussaillage. Autrement dit, il acceptait que M. Barre fût absent de la réunion « au sommet », ce qu'il avait refusé jusque-là.

Le premier ministre donna suite immédiatement en faisant savoir qu'il ne comptait pas intervenir avant septembre. Seuls les radicaux « schreibériens » et M. Olivier Stirn sont demeurés depuis lors fermement sur les positions élyséennes initiales : pas de « sommet » autre que celui que convoquera le premier ministre.

Il paraît désormais probable que les responsables présents mardi 19 juillet au siège du C.D.S. vont s'employer à rattraper le temps perdu et à avancer les accords électoraux le plus loin possible avant la rentrée. Sans doute s'appliqueront-ils à ne laisser à M. Barre que le soin de « bénir » l'accord ou de lancer officiellement la campagne, étant entendu qu'ils auront fait en sorte de lui demander son arbitrage le moins souvent possible.

Le jeu de M. Chirac est, en la *circonstance, de ne pas paraître* vouloir multiplier les « primaires » et de ne pas pousser ses partenaires à se lier contre lui. La confiance que semblent d'ailleurs lui faire M. Lecanuet ou M. Motte rend peu vraisemblable une reconstitution du « front ».

Quant au programme, la question reste encore en suspens. L'opposition du R.P.R. à ce projet demeure, mais un compromis sur ce point pourrait bien constituer le pendant de l'absence du premier ministre au « sommet » du 19 juillet.

Défaut de commandement et hésitations en haut lieu, exigences difficilement acceptables et volonté hégémonique du R.P.R. : on a vu à quoi avaient tenu les difficultés de la majorité à organiser une simple rencontre de ses dirigeants. Une autre explication *peut être prise en considération :* une explication qui porte à plus long terme et qui tient à la nature même de nos institutions. Il est pratiquement impossible à un premier ministre de la Ve République d'échapper à une ambition : celle d'être un jour président de la République. M. Chirac n'y a certainement pas échappé, qui conduit en fait toute son action pour être, le moment venu, le candidat de la majorité à la magistrature suprême. M. Barre se refuse-t-il à étudier cette perspective-là ? Rien ne permet de le dire. Mais rien ne permet non plus de le nier. Et c'est là sans doute qu'il faut chercher les raisons qui poussent M. Chirac à contrecarrer avec tant d'insistance et de pugnacité toutes les initiatives politiques que pourrait prendre son successeur à Matignon. C'est là qu'il faut trouver une des motivations essentielles du président du R.P.R. : empêcher qu'un autre que lui n'apparaisse, au lendemain des élections législatives, soit — si elles sont gagnées — comme l'agent principal de la victoire, soit — si elles sont perdues — comme le leader naturel d'une majorité devenue opposition. L'objectif est de conserver, dans un cas comme dans l'autre, le premier rôle.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

(Mardi 19 juillet.)

LISEZ

Le Monde des Philatélistes

Le Monde de l'éducation

Le numéro de juillet-août est paru

AU SOMMAIRE

«LE PALMARÈS 77 DES UNIVERSITÉS»

Pour la seconde année consécutive, « le Monde de l'éducation » publie un « palmarès des universités », en étendant l'éventail des disciplines analysées : outre les lettres, les sciences, les sciences sociales et humaines, y figurent la médecine (pour Paris) et les classes préparatoires aux grandes écoles d'ingénieurs et de commerce.

La domination parisienne se renforce. Les universités de la capitale « produisent » à elles seules plus du tiers des doctorats en lettres et en sciences. Plus de la moitié des élèves qui entrent à l'Ecole polytechnique proviennent des classes préparatoires parisiennes. Les établissements parisiens sont presque toujours en tête pour les sciences sociales et humaines (Dauphine pour l'économie ; Sciences-Po Paris pour les sciences politiques ; l'Ecole des hautes études en sciences sociales pour la sociologie : Paris-VII pour la linguistique : Paris-V pour la psychologie).

Malgré cela, certains établissements de province obtiennent des résultats remarquables. Ce sont, en particulier, ceux des « grandes métropoles universitaires » du Midi — Aix-Marseille, Lyon, Grenoble, Montpellier, Toulouse, Bordeaux — ainsi que Strasbourg. Parmi les établissements de moindre taille, il faut citer Nice, Lille ou Dijon. Les universités les plus récentes ont du mal à « décoller ». Certaines, toutefois, y parviennent dans quelques secteurs spécialisés, comme Orléans, Brest, Mulhouse ou Le Mans.

● La tribune des législatives : les points de vue de Jean-Pierre Soisson (P.R.), Louis Mexandeau (P.S.), Jacques Guyard (P.S.-Ceres).

● Un choix de livres d'enfants pour les vacances.

Egalement au sommaire :

Une interview du responsable des questions d'enseignement au P.C. italien ; Conte : histoire de l'éléphant qui s'était enrhumé ; Les nouveaux manuels de sixième ; Les métiers de l'esthétique ; Que faire avec un B.E.P. : « carrières sanitaires ou sociales » ?

« LE MONDE DE L'ÉDUCATION »

Le numéro : 5 F

Abonnements (11 numéros) : France, 50 F, Etranger, 68 F.

5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

Téléphone : rédaction 246-72-23

et administration, abonnements 820-63-03.

Les forces d'intervention extérieure, vedettes du défilé du 14 Juillet

A la demande du président de la République, des éléments interarmées de la force d'intervention ont participé, le 14 juillet à Paris, au défilé. Ils ont formé l'essentiel des troupes présentées sur l'esplanade des Invalides et la place de l'Ecole militaire. Le chef de l'Etat avait annoncé sa décision après que la France eut apporté son aide militaire au Zaïre en transportant des unités marocaines.

Toutes les forces armées françaises sont en mesure de participer à de telles opérations, mais il existe des troupes plus spécialement orientées vers l'intervention extérieure. Elles sont composées, pour l'essentiel, de la 11e division parachutiste stationnée dans le Sud-Ouest et en Corse, de la 9e division d'infanterie de marine cantonnée en Bretagne et de régiments de la légion étrangère appuyés par les moyens d'intervention de l'armée de l'air et de la marine nationale.

Une grande partie de ces forces est formée de personnel engagé sous contrat, ce qui permet une disponibilité immédiate et permanente.

Les interventions envisageables peuvent aller de la simple assistance technique à un Etat menacé jusqu'à l'engagement opérationnel aux côtés d'un pays ami et attaqué de l'extérieur. Ces opérations peuvent se situer dans un cadre purement national ou dans un cadre international — au service de l'ONU par exemple — ou en coopération multinationale. Mais, d'une façon générale, les forces dites d'actions extérieures ont pour mission de garantir la sécurité des départements ou territoires d'outre-mer, de contribuer à la protection du trafic maritime indispensable aux approvisionnements de la France et de participer à la défense des pays, notamment en Afrique, auxquels la France est liée par des accords militaires ou par une solidarité de fait.

Ce n'est pas par hasard si le chef de l'Etat, chef des armées, a voulu, cette année, attirer l'attention sur le rôle des forces armées françaises dans des actions extérieures, surtout après le convoi aérien du Zaïre. Depuis son élection à l'Elysée en 1974, M. Valéry Giscard d'Estaing insiste sur la nécessité de disposer de forces classiques, mobiles et polyvalentes, au point qu'il lui a souvent été reproché de négliger le développement des forces nucléaires de dissuasion.

L'accent mis sur les forces classiques le serait au détriment du dispositif nucléaire. L'an dernier, le chef d'état-major des armées, le général Guy Méry, avait douté que la volonté nationale d'avoir recours à la menace nucléaire subsisterait au cas où tout en Europe se serait écroulé autour de la France.

Paradoxalement, les partis de l'opposition, le P.C.F. en particulier, justifient leur ralliement récent à la dissuasion par la faiblesse actuelle des forces classiques. Le gouvernement est rendu responsable de cette inefficacité de l'arsenal classique et de l'abandon de la stratégie tous azimuts au profit d'une coopération accrue avec l'OTAN. A l'heure où les signataires du programme commun tentent de rajeunir leur doctrine militaire, il sera intéressant d'observer, en définitive, l'attitude du P.S. et des radicaux de gauche sur l'armée nucléaire, face à un P.C.F. dont l'évolution rapide sur ce sujet particulier a surpris, y compris ses propres militants de base.

(Mercredi 13 juillet.)

Une évolution lente de la doctrine officielle

(Suite de la première page.)

Dire que les conceptions stratégiques de la France n'ont jamais varié avant l'élection de M. Giscard d'Estaing, en 1974, à la présidence de la République serait inexact. Les premières évolutions sont apparues dès 1968, sous la présidence de Charles de Gaulle, avec cette distinction entre la dissuasion « absolue », destinée à répondre à des actions hostiles mettant en cause l'intégrité du territoire national, et la possibilité d'agir militairement en tous points du globe, au niveau nucléaire si cela était nécessaire, pour marquer le stade ultime de la capacité d'action extérieure de la France.

Le glissement s'est encore accentué avec Georges Pompidou. L'introduction de l'arme nucléaire tactique dans la panoplie française a entraîné l'adoption du concept d'actions graduées — au détriment des représailles massives inadaptées aux nouvelles techniques — et l'élargissement de la notion même de sanctuaire national de moins en moins réservée à la seule protection des frontières hexagonales.

Livrer bataille

Avec la présidence de M. Giscard d'Estaing, la doctrine a continué d'évoluer. Sur deux points principaux : le développement des forces classiques destinées à livrer bataille ; une coopération accrue, sans complexes ni hypocrisie, avec l'alliance atlantique.

La Ve République en est, aujourd'hui, au point où il lui faut penser à mettre à jour sa force de dissuasion, avec la définition des systèmes d'armes de la génération suivante. Par ses précédentes responsabilités au gouvernement, M. Giscard d'Estaing n'avait pas été préparé à prendre de telles décisions, difficiles et lourdes de conséquences. Le moins qu'on puisse dire est qu'il a tergiversé et que, par tempérament ou sous la pression, en particulier, de l'armée de terre, il a été incité à donner la préférence à la modernisation de forces classiques, longtemps exsangues du fait de la priorité attribuée à l'arme nucléaire. C'est la raison pour laquelle le président de la République s'est prononcé, assez rapidement, pour la mise sur pied de forces classiques, rendues « manœuvrières », mobiles et polyvalentes.

Ces unités de l'armée de terre doivent être aptes à livrer bataille, a précisé M. Giscard d'Estaing, parce qu'on ne peut pas faire reposer la sécurité de la France sur l'hypothèse qu'il n'y aura jamais de bataille. Cette conception de la bataille classique est en contradiction avec la thèse gaulliste, pour laquelle le rôle essentiel des forces aéroterrestres ne consiste pas à livrer une bataille qu'elles n'ont aucune chance de remporter étant donné le rapport des forces en Europe. Première distorsion de la conception gaulliste.

En second lieu, le président de la République a contribué à « décrisper » les relations de l'armée française avec l'OTAN, sans pour autant renouer avec les commandements intégrés. Une coopération plus franche s'est établie. A la différence de ses prédécesseurs, qui demeuraient plus discrets sur la nature des liens de la France avec ses alliés, l'actuel chef d'état-major des armées, le général Guy Méry, n'hésite pas à exposer en public les conditions dans lesquelles cette collaboration devrait être réactivée sur le plan militaire, étant entendu que les hypothèses d'un engagement de la France aux côtés ou au sein de l'alliance relèvent de l'appréciation du pouvoir politique. L'ambiguïté que le gouvernement français laisse volontiers planer sur le moment d'une intervention concertée avec ses alliés reste cependant de rigueur, au point que les experts de l'OTAN ne cachent pas leur irritation devant ce « flou ».

A cette double exception près, qui concerne l'équilibre entre les forces nucléaires et les unités classiques, et les rapports de la France avec ses alliés atlantiques ou européens, les divergences entre M. Giscard d'Estaing et ses prédécesseurs à l'Elysée sur les problèmes de la défense tiennent aussi à l'expression publique de la doctrine. Des impropriétés de termes, des propos parfois insuffisamment mesurés, voire certaines contradictions internes, ont émaillé les discours du chef de l'Etat et suscité des interrogations.

On en prendra pour preuve la contradiction apparue en 1976 dans les allocutions publiques, à l'Institut des hautes études de défense nationale, de M. Giscard d'Estaing et du général Méry, pour lesquels la France n'a pas l'intention de faire usage de ses armes nucléaires contre un pays non nucléaire, et dans les propos récents, à Mailly-le-Camp, du premier ministre, M. Raymond Barre, pour lequel la force nucléaire stratégique doit être capable de dissuader tout agresseur, nucléaire ou non nucléaire, si puissant soit-il, de s'attaquer à la France. On en trouvera un autre exemple dans le désaccord, au moins verbal, entre le chef d'état-major des armées, partisan de l'idée que les armes nucléaires tactiques sont des armes de dissuasion, et le président de la République, qui décrit le missile nucléaire tactique Pluton comme un instrument de bataille, une artillerie, dans son discours improvisé de l'an dernier à l'I.H.E.D.N.

En réalité, le pouvoir politique a aujourd'hui du mal à concilier une thèse de la dissuasion absolue qui conduirait à l'insularité ou à l'isolement de la France si elle était poussée à l'extrême comme le souhaitent certains gaullistes avec le développement de l'arsenal nucléaire stratégique et tactique, qui bouleverse les concepts d'emploi partout dans le monde, et avec une politique extérieure fondée sur un rapprochement européen.

Avec un décalage de plusieurs années sur celles des autres puissances nucléaires, la doctrine de la France s'infléchit progressivement, et la notion même de dissuasion recouvr[illegible] sans que cela apparaisse toujours clairement, des réalités différentes sinon incompatibles.

Le général Méry explique que la dissuasion n'a pas véritablement changé depuis l'adage romain : « Si tu veux la paix, prépare la guerre », et que la France entend ne pas dissocier le couple arme nucléaire tactique-arme nucléaire stratégique du dispositif classique qui les sous-tend. La doctrine française continuerait de refuser l'escalade nucléaire.

Dans les faits, il en va différemment. Aux Etats-Unis, en Union soviétique et aussi en France, l'autorité politique et les états-majors assimilent parfois les armes nucléaires tactiques à des armes du théâtre d'opérations, c'est-à-dire des armes réellement utilisées sous certaines conditions dans des interventions extérieures. Dans ces trois pays, la recherche nucléaire semble s'orienter vers la mise au point de charges moins puissantes, miniaturisées, dont l'effet de destruction est limité ou sélectif et qui pourraient être multipliées à la différence des armes tactiques existantes, moins maniables.

Un tel perfectionnement serait une hérésie dangereuse de la dissuasion, dès lors qu'il n'existerait plus aucune discrimination dans l'emploi entre les armes nucléaires et les armes classiques.

JACQUES ISNARD.

(Mercredi 13 juillet.)

Des désaccords profonds à gauche

A ce jour, les partis de gauche n'ont pas réellement examiné les problèmes de la défense lors des discussions sur l'actualisation du programme commun qui, dans son état de 1972, se contentait d'avancer des propositions pour le moins sommaires. Seuls, des travaux en commissions ont permis, depuis lors, d'aborder certaines questions qui touchent à la défense nationale, comme le rôle de la France dans la sécurité européenne et la nationalisation des industries d'armement. En vérité, des points de désaccord nombreux et profonds subsistent en matière de défense entre les différents partenaires du programme commun. Les récentes prises de position, favorables à l'arme nucléaire, du P.C.F. les ont probablement accentués.

Le premier secrétaire du P.S., M. François Mitterrand, rappelle souvent que c'est à la demande expresse de son parti qu'il n'y a pas eu, en 1972, lors de la rédaction du programme commun de gouvernement, d'engagement des signataires sur la liquidation des stocks nucléaires.

Le premier secrétaire du parti socialiste reste prudent, personnellement, sur un sujet qui lui suggère, de toute évidence, des réflexions philosophiques, voire morales. Il n'a jamais livré sa pensée. Et même ses familiers hésitent à le ranger parmi les partisans de l'arme nucléaire. Il n'est pas sûr, d'ailleurs, que ceux-ci soient en majorité, au sein du P.S., malgré les conclusions des recherches entreprises, de longue date, par la commission de la défense nationale, animée par M. Charles Hernu, et réunissant tous les courants du parti.

Au sein même du P.S., une pétition se développe, actuellement, pour que les socialistes, au cours d'une convention nationale qui aurait lieu après l'été, se prononcent en toute clarté sur les problèmes de la sécurité de la France et sur la place de la dissuasion nucléaire

La réflexion stratégique a été plus rapide au parti communiste, du moins dans les états-majors. Car, de l'aveu même de plusieurs dirigeants communistes, des militants de la base continuent de renâcler après l' « aggiornamento » de la doctrine officielle de défense décrété par le comité central le 11 mai dernier. Le ralliement du P.C.F à la dissuasion nucléaire — même s'il ne doit durer que le temps de mettre sur pied des forces classiques importantes et de mener à bien des négociations internationales sur le désarmement général — a troublé bien des esprits, surtout ceux de vieux militants qui ont participé, autrefois, aux campagnes contre l'arme nucléaire. En tout cas, l'évolution récente du P.C.F. a pris à contre-pied les responsables socialistes.

Les dirigeants communistes ont préconisé un programme nucléaire et spatial qui s'éloigne des thèses de la gauche unie de 1972 et qui traduit, surtout, une conception d'ensemble de la sécurité nationale fondamentalement distincte de celle du P.S.

Ainsi, le P.C.F. manifeste, en ce domaine, son souci d'une certaine autarcie militaire de la France, que d'aucuns — analysant les déclarations de M. Jean Kanapa — ont déjà comparé à un ultra-gaullisme intransigeant mais peu cohérent. Le rappel de la stratégie tous azimuts, au besoin par le pointage des missiles sur d'autres cibles, la volonté de couper tous les liens avec le dispositif militaire allié, la préférence donnée à une dissuasion anti-forces ou l'engagement que la France n'emploierait pas ses armes nucléaires la première sont autant d'affirmations que les socialistes ne peuvent entériner sans débat

Le parti socialiste est traversé de courants favorables à l'alliance atlantique et à l'Europe qui s'accommoderaient difficilement d'une organisation de la défense conçue sur des bases proches de celles du P.C.F. On parle de la stratégie tous azimuts plus volontiers au P.C.F. qu'au P.S., où l'on s'interdit de vouloir renverser les alliances existantes de la France.

A vrai dire, le seul point d'accord important entre socialistes et communistes paraît être le maintien du service militaire, à la condition, toutefois, d'en modifier l'organisation ou les missions et d'en allonger quelque peu la durée (de neuf à douze mois) par rapport aux premières propositions du programme commun qui la limitait à six mois.

L'arsenal nucléaire de la France

FORCES STRATÉGIQUES

● **ARMEE DE L'AIR**

— *Trente-six Mirage-IV* opérationnels, répartis en sept bases (1) et porteurs d'une charge de 70 kilotonnes (2). D'une portée théorique de 3 000 kilomètres, leur rayon d'action est de plus de 4 000 kilomètres, grâce à onze appareils ravitailleurs en vol KC-135 F, groupés sur trois bases. Sur soixante-deux Mirage-VI fabriqués au total, près d'une vingtaine sont indisponibles à court terme (et, pour certains exemplaires, cette indisponibilité est définitive). Il en restera vingt-quatre en ligne vers 1985 ;

— *Dix-huit missiles sol-sol balistiques stratégiques (SSBS S-2)*, répartis en deux escadrons au plateau d'Albion (Haute-Provence). D'une portée de 2 800 kilomètres, avec une charge de 150 kilotonnes, ils seront remplacés, à partir de 1979, par dix-huit missiles S-3, d'une portée de 3 300 kilomètres, avec une charge MR-60 de l'ordre de 1,2 mégatonne (3). La mise en place d'un troisième escadron de neuf missiles a été suspendue en 1974.

Il est prévu, après 1985, de disposer d'un missile à tête nucléaire (ASMP ou air-sol à moyenne portée) d'une puissance de 100 kilotonnes, qui serait monté sur le nouvel avion de combat Mirage-2000 de l'armée de l'air, dans sa version destinée à la pénétration à basse altitude. L'ASMP aurait une portée de l'ordre de 100 kilomètres. Un missile de croisière est à l'étude, à partir de la technologie acquise par la France avec les engins-cibles.

● **MARINE**

— *Quatre sous-marins nucléaires lance-engins (S.N.L.E.)*, transportant au total soixante-quatre missiles mer-sol balistiques stratégiques (M.S.B.S.). Les trois premiers mettent en œuvre les missiles M-1 ou M-2, portant à 2 500 kilomètres une charge de 500 kilotonnes.

Le quatrième, *l'Indomptable*, est doté de seize missiles M-20 de 3 000 kilomètres de portée, à ogive thermonucléaire MR-60 mégatonnique. Un cinquième, *le Tonnant*, qui sera lancé en septembre prochain, entrera en service en 1979. En 1984-1985, devraient être prêts les missiles à ogives multiples M.R.V. (à bord d'un seul missile, six ou sept têtes à trajectoire non indépendante de 150 kilotonnes chacune). Le missile M.R.V. aura une portée de 4 000 kilomètres.

ARME NUCLÉAIRE TACTIQUE

● **ARMEE DE L'AIR**

— *Deux escadrons* (trente avions Jaguar à Saint-Dizier et trente Mirage-III E à Luxeuil) opérationnels depuis 1973. Ces appareils transportent des charges (AN-51 et AN-52) de 10 ou 25 kilotonnes, suivant la nature des cibles.

● **ARMEE DE TERRE**

— *Quatre régiments de six lance-missiles Pluton* chacun, basés à Mailly-le-Camp, Suippes, Belfort et Laon-Couvron depuis 1974. Un cinquième régiment devrait en être doté à Oberhoffen avant 1980, d'où un total de quarante lanceurs (dont la réserve) de missiles Pluton, d'une portée de 120 kilomètres environ (charges AN-51 et AN-52).

Un projet de missile Super-Pluton est à l'étude, avec une portée prévue de 180 kilomètres.

● **MARINE**

— *L'avion d'assaut Super-Etendard* sera doté de charges nucléaires tactiques. Plusieurs dizaines, entre 1978 et 1980, seront embarqués à bord du *Foch* et du *Clemenceau*.

(1) Les bases de Mirage-IV sont : Luxeuil, Saint-Dizier, Bourges-Avord, Bordeaux, Mont-de-Marsan, Cazaux et Orange. Les bases de KC-135 F sont : Bourges-Avord, Mont-de-Marsan et Istres.

(2) La bombe d'Hiroshima était de 18 kilotonnes. La kilotonne représente l'équivalent de 1 000 tonnes de trinitrotoluène (T.N.T.).

(3) La mégatonne représente l'équivalent de 1 million de tonnes de trinitrotoluène (T.N.T.).

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

OJD 1975

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 460

De Charles de Gaulle à Charles Ailleret

La dissuasion « tous azimuts »

Le 3 novembre 1959, à l'Ecole militaire, le général de Gaulle, président de la République, déclare : « *Il faut que la défense de la France soit française. Naturellement, elle serait, le cas échéant, conjuguée avec celle d'autres pays. Cela est dans la nature des choses. Mais il est indispensable qu'elle nous soit propre, que la France se défende par elle-même, pour elle-même et à sa façon. (...) La conséquence, c'est qu'il faut, évidemment, que nous sachions nous pourvoir, au cours des prochaines années, d'une force capable d'agir pour notre compte, de ce qu'on est convenu d'appeler une « force de frappe » susceptible de se déployer à tout moment et n'importe où. (...) Et, puisqu'on peut détruire la France, éventuellement à partir de n'importe quel point du monde, il faut que notre force soit faite pour agir où que ce soit sur la Terre.* »

Le général Charles Ailleret, alors chef d'état-major des armées, écrit un article dans la *Revue de défense nationale* de décembre 1967, qu'il intitule : « Défense dirigée ou défense tous azimuts ». C'est la première fois que le terme « *tous azimuts* » apparaît officiellement sous la plume de cet ancien polytechnicien, artilleur de formation.

« *La France doit faire l'effort de se constituer, avec ses moyens propres, un système de défense qui ne soit dirigé contre personne, mais mondial et tous azimuts ; qui ait la puissance maximum permise par ses ressources nationales, et qui, manié avec autant de sang-froid que de détermination, devrait, par la dissuasion, lui permettre d'échapper à certaines grandes guerres et, s'il n'y échappe pas, d'y participer aux meilleures conditions ; enfin qui, au cours des crises qui peuvent dans l'avenir ébranler le monde, mettrait la France en mesure de déterminer librement son destin* », écrit le général Ailleret.

Le 27 janvier 1968, c'est-à-dire deux mois après la parution de l'article du général Ailleret, le général de Gaulle déclare à l'Ecole militaire : « *Notre stratégie doit être tous azimuts. Il faut que vous le sachiez, que vous le voyiez et que vos études et votre état d'esprit s'y habituent. C'est un système nouveau destiné à une très longue période de temps. Vauban a fortifié toutes nos frontières, les Pyrénées, les Alpes, nos ports, et même la Belgique. Nous sommes allés partout, nous avons fait la guerre partout. Il n'y a pas de raison pour que cette stratégie, qui de tout temps nous a protégés contre tout, ne se perpétue pas.* »

Le domaine réservé du chef de l'État

La Constitution de 1958 attribue, en son article 15, au président de la République le titre de chef des armées. Il préside les conseils ou les comités de défense — chargés, après consultation de plusieurs ministres intéressés et des chefs d'état-major, de définir les grandes orientations de la politique militaire — et nomme aux emplois militaires sur la proposition du premier ministre et du ministre de la défense (ou des armées).

De surcroît, le décret du 14 janvier 1964 confie au président de la République la responsabilité du pouvoir d'engagement des forces aériennes stratégiques, limitées à l'époque aux seuls escadrons de bombardiers Mirage-IV, mais étendues, depuis, à l'ensemble de la panoplie nucléaire. D'une manière générale, le chef de l'Etat assure, le cas échéant, la conduite de la guerre au terme du décret du 18 juillet 1962.

L'article 21 de la Constitution attribue au premier ministre la responsabilité de la mise en œuvre de la politique de défense et la possibilité de remplacer le chef de l'Etat, en cas d'empêchement, pour la présidence des conseils de défense. A cette fin, le premier ministre dispose du secrétariat général de la défense nationale (S.G.D.N.) — sept cents fonctionnaires civils et militaires — et il a la responsabilité de la recherche du renseignement.

Le ministre de la défense (ou des armées) est chargé, au terme du décret du 18 juillet 1962, de la préparation des armées à la guerre. En conséquence, l'administration, l'organisation, l'emploi, le recrutement, l'armement, l'équipement, l'instruction, la discipline des armées ainsi que leurs liaisons avec les armées alliées, sont de son ressort. Le ministre de la défense a autorité sur le chef d'état-major des armées, les chefs d'état-major des trois armées, le secrétaire général pour l'administration des armées, le délégué général pour l'armement et le directeur de la gendarmerie.

Ce schéma est, bien sûr, assez théorique ou juridique, et l'usage — différent des textes officiels — peut consacrer, en réalité, d'autres types de rapports entre les divers responsables gouvernementaux de la défense. Traditionnellement, sous la Ve République, la défense appartient au domaine réservé du chef de l'Etat. Mais, selon l'intérêt qu'il porte à ces questions, le premier ministre peut jouer un rôle très important en donnant une impulsion aux activités d'animation et de coordination du S.G.D.N., qui assure, en outre, le secrétariat des conseils de défense. D'autre part, le chef d'état-major des armées peut devenir, par sa personnalité, un conseiller militaire particulièrement écouté du chef de l'Etat. Enfin, des ministres de la défense ont pu, selon leur tempérament, vu le rôle que leur a laissé, dans les faits, le chef de l'Etat, accroître leur influence aux dépens du premier ministre de l'époque.

La guérilla écologique

Alors que deux nouveaux attentats viennent d'être commis contre des bâtiments de l'E.D.F. à Saint-Malo et à Dinan, faisant suite à l'explosion d'une bombe au domicile de M. Boiteux, directeur général de cette entreprise nationale, la plupart des organisations écologistes continuent de désavouer tout recours à la violence. « Nos moyens de lutte ne comprennent pas et ne comprendront jamais ceux pouvant entraîner la perte de vies humaines », *a déclaré le Mouvement écologiste.*

Du 14 juillet au 15 août, ces différentes organisations ont mis au point une « longue marche », d'Alsace en Aveyron. Mais il ne se passe guère de week-end sans que soient organisées fêtes, marches, occupations qui agitent la province française dans une sorte de guérilla écologique permanente.

Chaque fois, de grands équipements d'intérêt national sont visés : le canal Rhin-Rhône, les centrales nucléaires, le barrage réservoir de Naussac, le camp militaire du Larzac. Mais, à travers eux, ce sont le centralisme, la technocratie, la société industrielle et l'autorité de l'Etat qui sont mis en cause. Ces jacqueries modernes mobilisent des éléments très disparates. Comment, pourquoi se rassemblent-ils ? Comment fonctionne la « mécanique contestataire » ? C'est ce que nous avons recherché sur le causse du Larzac, dans la cuvette de Naussac, sur la falaise de Flamanville.

par MARC AMBROISE-RENDU

I. — Le Larzac : l'armée derrière ses barbelés

Autour de la grosse ferme posée au creux du vallon courent les barbelés. L'arme à la bretelle, des sentinelles font les cent pas, nuit et jour. Du haut du mirador elles surveillent les fourrés d'où pourrait déboucher « l'adversaire ». S'éclairant à la lampe tempête, ravitaillés chaque jour en eau et en nourriture par un convoi, en liaison radio permanente avec leur P.C., une soixantaine d'hommes tiennent ici garnison sous le drapeau tricolore hissé en haut d'un mât. L'allure d'un poste militaire en zone dangereuse. Et pourtant nous sommes en France, dans l'Aveyron, plus précisément à la ferme de Cavaliès, sur le plateau du Larzac.

En octobre 1976, cette bâtisse abandonnée et les terres attenantes avaient été acquises par l'armée : une des opérations d'extension progressive du camp militaire. Immédiatement occupée par deux jeunes agriculteurs, elle devait être « dégagée », quarante-huit heures plus tard, par la troupe qui s'y est enfermée depuis. Car les paysans sont toujours là. Juste de l'autre côté des défenses, ils ont édifié un logement et une bergerie. Au volant d'un tracteur ils labourent et ensemencent les glacis du fortin, les haricots de leur potager grimpent dans les barbelés et les deux bergères qui ont rejoint deux pâtres de vingt-trois ans complètent le siège avec soixante brebis. Bientôt, dans un bâtiment en construction, elles auront deux cents bêtes.

Mais la situation de ce Fort-Alamo « à la française » est tellement grotesque que certaines nuits les appelés font le mur et viennent quémander une tasse de café chez leurs assiégeants qui sont pourtant aussi démunis et mal logés qu'eux. Ils oublient les recommandations de leurs officiers : *« N'acceptez pas de cigarettes, elles sont droguées, ne touchez pas aux femmes des paysans, elles ont la vérole. »*

Cavaliès résume éloquemment la situation de l'armée et de la paysannerie au Larzac : de longs face-à-face succédant à des coups de main, un harcèlement réciproque. Bref, une situation bloquée.

Pourtant les forces paraissent bien inégales. D'un côté l'armée, le gouvernement, l'administration, les tribunaux, la loi. L'extension du camp de 3 000 à 16 700 hectares a été déclarée d'utilité publique en décembre 1972 au terme d'une enquête menée tambour battant. Décision confirmée par le tribunal administratif de Toulouse et le Conseil d'Etat. Quatre ministres successifs — MM. Debré, Galley, Soufflet et Bourges — ont affirmé leur détermination de mener l'opération à son terme. L'armée a déjà réussi à acheter à l'amiable 5 700 hectares sur les 13 700 qu'elle convoite. Trois compagnies de fantassins et un escadron de gendarmes mobiles occupent les baraquements du camp et quatre fermes situées aux extrémités de la future zone d'extension.

Pendant ce temps le sous-préfet de Millau visite les agriculteurs un à un, parlemente, tente d'établir un compromis et peut-être de déceler un point faible. En vain. « *Les paysans demeurent solidaires*, reconnaît-il. *Ils affirment que l'argent ne les intéresse pas.* » L'armée confirme que les achats à l'amiable se font rares. Arrive-t-elle au noyau dur, aux fameux 103 qui, le 28 mars 1972, avaient fait serment de « repousser toute offre d'achat de terre par l'armée et toute indemnisation » ? En cinq ans, trois d'entre eux ont lâché et sont partis.

L'armée pourtant n'est pas seule sur le plateau. La municipalité de La Cavalerie, localité qui jouxte les cantonnements, lui est favorable. Un mouvement pour la paix et l'ordre sur le Larzac, recrutant parmi les commerçants locaux, mène une active campagne de presse pour l'extension. Ses membres, à l'occasion, donnent un coup de main aux militaires. Mais aux journalistes qui veulent les rencontrer, ils refusent de livrer leurs noms. Ils n'ont jamais osé organiser la moindre manifestation à Millau. Ces négociants n'ont pas vraiment peur de représailles, mais paraissent intimidés devant l'incroyable détermination des paysans.

Il est vrai qu'on rencontre sur le causse des personnalités de fort calibre. Est-ce ce plateau au décor de western, au climat rude, juché à 800 mètres au-dessus des gorges et des plaines où l'on n'a d'autre interlocuteur que ses moutons et le ciel, qui a « sélectionné » les hommes ? On l'avait oublié. Ce fut la magistrale erreur de Louis-Alexandre Delmas, député U.D.R. de l'Aveyron, et de Michel Debré, ministre de la défense nationale, à qui le premier vint proposer d'étendre le vieux camp du Larzac (3 000 hectares achetés en 1903), pour sauver le causse en voie de désertification et Millau en plein marasme économique. On ressortit une lettre de 1963 signée par huit paysans demandant que l'armée achète leurs terres.

Le parlementaire et le ministre ignoraient que, depuis 1965, le Larzac était en pleine renaissance. Des jeunes avaient succédé à leurs pères; d'autres, citadins ou coloniaux, séduits par les grands espaces, avaient racheté des propriétés. Equipés de puissantes machines — et donc endettés, — ils défrichaient, pulvérisaient la caillasse, répandaient de l'engrais, amélioraient la race des brebis, mécanisaient la traite et triplaient les ventes de lait aux caves de Roquefort. Les groupements d'exploitation et les coopératives de matériel étaient si nombreuses qu'on avait fait du Larzac une zone témoin agricole.

Ces nouveaux paysans, travailleurs, entreprenants, allaient à la messe et votaient à droite. En mai 1968, ils avaient applaudi les C.R.S., non les étudiants. Ils respectaient l'armée, bien que les blindés britanniques (à qui on louait le camp... et ses abords) eussent commencé à les irriter parce qu'ils évoluaient sans vergogne dans leurs pâturages.

Ces gaillards haussèrent les épaules quand des rumeurs d'extension du camp commencèrent à courir, en 1970. Les pouvoirs publics n'étaient pas assez stupides pour livrer aux tanks des terres qu'on venait justement de reconquérir à grands frais. Et, d'ailleurs, ne seraient-ils pas, eux, les premiers consultés ? On imagine leur surprise puis leur colère quand ils apprirent le 28 octobre 1971, au journal télévisé de 19 heures, que Michel Debré avait décidé de leur prendre près de 14 000 hectares pour que les brigades mécanisées (4 600 hommes, 1 200 véhicules) puissent tirer et se déployer à l'aise. Pour eux, c'était le départ forcé. Choqués par le mépris que les élus, l'administration, l'armée et le gouvernement leur témoignaient, ils dirent non. Réflexe de professionnel qui ne veut pas perdre son outil de travail, réflexe de citoyen outragé, réflexe d'amoureux de ce Larzac qu'on allait livrer à d'autres.

Déterminés mais sans fanatisme

Ces paysans-là ne ruminent pas pendant des mois entiers, comme les anciens. Ils réagissent très vite, très fort, et n'ont guère de révérence pour les notables. Ils vont en délégation à la chambre de commerce, au conseil municipal de Millau, au conseil général de Rodez, pour obliger les « responsables » à condamner le projet. Deux fois sur trois, ils gagnent.

Ils sont déterminés, mais sans fanatisme. Peu d'entre eux parlent de décrocher le fusil et de faire de leur ferme un fort Chabrol. En revanche, ils signent un engagement — le serment des « cent trois » — et s'y tiennent. Quand Michel Debré parle après coup de négociations *(« la décision est prise, il est clair qu'on peut négocier »)*, les agriculteurs envoient deux des leurs siéger à la commission *ad hoc*. Mais ils s'aperçoivent très vite que le machiavélisme ne paie pas. On ne peut à la fois parlementer pour « sauver les meubles » et déclarer qu'on est, par principe, contre le projet. Alors, ils coupent *les ponts, définitivement.* Quand le gouvernement, en 1973, leur envoie un médiateur, M. Michel Tournier, chargé de trouver un arrangement, ils lui mènent la vie dure, lui volent son rapport et le publient.

Ces « têtes de mule » sont loin d'être bornées. Les paysans apparaissent au contraire très souples dans l'action. Au départ, ce sont les maoïstes de Millau, rescapés de mai 68, qui leur ont donné des leçons. Les paysans ont appris à monter une « manif », mais ils ont compris que la violence était un cul-de-sac et ils ont éliminé les « maos ». Nombre d'élus, de syndicats, d'organismes professionnels, certains partis, des associations et même des évêques ont volé au secours du Larzac. Les paysans ont tout accepté, mais ils ont senti très tôt qu'ils ne pouvaient confier leur défense aux intermédiaires en place.

Les gens du Larzac sont si méfiants à l'égard des « structures » qu'ils ne se sont même pas réunis en association. Ils n'ont donc ni président ni porte-parole. Les décisions se prennent en collectif et les « coups » se préparent entre volontaires. C'est de la contestation autogérée.

Cependant, on se garde de se fermer sur soi. On reçoit tout le monde, et on écoute. On protège M. Mitterrand contre les provocateurs quand il monte sur le plateau, et même on vote pour lui. *Mais on ne démobilisera pas en* cas de victoire de la gauche, malgré les promesses du parti socialiste d'abandonner le projet d'extension.

On accueille le général de Bollardière, René Dumont, les sympathisants de l'IRA irlandaise et même les Indiens d'Amérique. Au cours des grandes fêtes sur le plateau, toutes les minorités peuvent s'exprimer et même se défouler. Les paysans laissent faire et, les lampions éteints, restent seuls maîtres à bord.

C'est alors, entre eux, qu'ils préparent leurs opérations, avec une intarissable imagination. La marche des tracteurs sur Paris, l'opération fermes ouvertes, les brasiers allumés sur les falaises de Millau, la moisson symbolique pour le tiers-monde, les labours sauvages, l'essaim d'abeilles lâché au bal des officiers, le défilé militaire transformé en joyeux chahut, les occupations de fermes abandonnées, l'adducteur d'eau en self-service : on ne compte plus les « coups » qu'ils ont montés.

Quant à l'opinion publique, les paysans en ont méticuleusement canalisé et organisé la sympathie. Chaque mois, depuis deux ans, trois mille exemplaires de *Gardarem lo Larzac* partent, jusqu'aux confins de l'Hexagone, porter les nouvelles du causse.

Dès le retour des beaux jours, des cars bondés de collégiens ou d'agriculteurs viennent visiter les *fermes. Les frères Burguières*, dont la bergerie est située à proximité de la nationale 9, avouent consacrer à ces visites une part de leur temps. Trois groupements fonciers agricoles (G.F.A.) — gérés par un moine franciscain, le Père Robert Pirault — ont été successivement créés. Ces sociétés par actions ont permis de récolter 5 millions de francs auprès de quelque trois mille sympathisants (dont 35 % d'enseignants !) et de souffler à l'armée 1 000 hectares. En cas d'expropriation, ce ne seront pas dix propriétaires mais trois mille qui seront mobilisés.

Dans la ferme de Montredon, à l'intérieur du camp futur, s'est créé « Larzac université populaire » (quatre cents adhérents), présidé par J.-L. Coulon, éleveur et conseiller général du canton. On y reçoit des stages de formation, des classes vertes, des séminaires. Qui oserait toucher à un tel centre d'animation rurale ? Une centaine de comités Larzac se sont fondés à travers la France, ainsi qu'une association pour la promotion de l'agriculture qui incite les contribuables à retenir 3 % de leurs impôts et à les lui envoyer. En 1976, 2 000 personnes ont ainsi versé une somme totale de 100 000 francs. La bergerie de la Blaquière, construite sans permis dans la zone où devraient exploser les obus de 155, a été financée de la sorte. C'est, en outre, un immense ex-voto auquel tous les contestataires de France sont venus apporter leur pierre. Quelle émotion si les canons la détruisaient un jour !

Mais, bien entendu, tout cela ne serait rien sans l'âme de la résistance : les paysans. Ils ont bien changé en cinq ans. *« Si nous ne défendions que nos intérêts, il y a longtemps que nous aurions vendu », disent-ils.* Ce qui fait leur force, c'est que leur refus s'appuie sur une idéologie, presque une foi. Ils ont été littéralement convertis à la non-violence active — et donc à la désobéissance civile — par Lanza del Vasto, venu jeûner sur le plateau, en voisin. Ils ont été séduits par le syndicalisme autogestionnaire des ouvriers de Lip, intéressés par la revendication occitane. De là une critique radicale — et tout à fait neuve dans le monde rural — de notre système de défense nationale, des ventes d'armes au tiers-monde, de la société industrielle, technocratique, centralisée.

Le pouvoir le sait et c'est pourquoi, lui non plus, ne peut pas reculer. L'intérêt général, la loi, l'armée doivent rester les plus forts. Pourtant celle-ci n'ose pas demander que l'on remette en marche la machine infernale de la procédure : arrêts de cessibilité puis, six mois plus tard, expropriation, puis expulsion. Elle recule devant l'épreuve de force. D'autant que la municipalité de Millau, qui avait tergiversé jusqu'ici, vient de se prononcer contre l'extension. « *Ce serait la ruine du tourisme*, dit M. Manuel Diaz (rad. gauche), le nouveau maire. *J'irai trouver le président de la République pour plaider mon dossier.* » Au minimum, on laissera donc passer certaines échéances avant d'aller plus loin. D'abord le rassemblement de la mi-août, organisé sur le causse par les paysans sur le thème « Vivre et travailler au pays ». Ce sera la dernière étape de la longue marche contestataire de l'été : l'Alsace, le canal Rhin-Rhône, Creys-Malville, Naussac, le Larzac. Ensuite les élections de 1978 seront vite là.

Mais quel qu'en soit le résultat, *quels que soient les partis au* pouvoir, la jacquerie du Larzac restera « le mauvais exemple », démontrant qu'un Etat démocratique moderne puissant ne peut pas grand-chose contre une poignée de citoyens décidés, habiles et non violents. Vertigineuse et, sans doute, intolérable leçon...

(Mardi 12 juillet.)

II. — Naussac : un château d'eau mal assiégé

Un pré de 7 kilomètres de long sur 2 kilomètres de large, ourlé de bois et surplombé de collines, où flambe l'or des genêts, quelques hameaux de granit fleurant la bouse de vache : voilà la haute plaine de Naussac. Un îlot d'excellents pâturages où s'engraissent neuf cents bovins et plus de mille brebis — une bénédiction, presque, un miracle — qui s'étalent à 900 mètres d'altitude aux confins de trois départements parmi les plus pauvres de France : la Lozère, l'Ardèche et la Haute-Loire. Deux douzaines d'éleveurs se partagent la cuvette. Pour leurs achats, ils vont en quelques minutes à Langogne, petite ville de trois mille huit cents âmes qui meurt d'inanition et d'ennui, à l'orée d'un trésor touristique inexploité, les gorges de l'Allier. Mais eux, au moins, les paysans, ils avaient une chance de rester : leur pré.

On va le leur noyer sur plus de 1 000 hectares. Fini l'élevage ; les ingénieurs voient la plaine de Naussac d'un tout autre œil. Pour *eux, c'est la cuvette idéale : un* sol étanche et, comme seule exutoire, une gorge étroite. Les gens de l'E.D.F. en rêvaient déjà il y a un quart de siècle. Il suffit d'ouvrir une carrière sur le site même du barrage, d'entasser 800 000 tonnes de rocs, et le tour est joué. La cuvette est prête à retenir 190 millions de mètres cubes d'eau. Cette eau dont, plus bas, sur les bords de l'Allier et de la Loire, les villes, les agriculteurs, les usines et les centrales nucléaires se plaignent de manquer en été.

Un « hic » cependant. Il n'y a pas d'eau dans la cuvette qu'un maigre ruisseau traverse. Qu'à cela ne tienne ; on ira la prélever aux alentours. Dans le Chapeauroux d'abord, d'où elle viendra d'elle-même, par une conduite souterraine. Puis, dans l'Allier, où on va la pomper juste en aval de Langogne. Bien sûr, le pompage consommera des kilowatts-heures, mais lorsqu'on ouvrira les vannes en été, la turbine tournant en sens inverse restituera du courant (20 % de plus qu'elle n'en aura consommé).

Les ingénieurs sont satisfaits. Au prix de ces quelques astuces et de 180 millions de francs, ils assurent pouvoir achever, en 1983, le premier des quatre châteaux d'eau que l'agence de bassin Loire-Bretagne réclame depuis des années pour régulariser les humeurs de la Loire.

Dès la fin de 1970, un comité interministériel leur avait donné le feu vert. C'est la Société mixte pour la mise en valeur de l'Auvergne et du Limousin — SOMIVAL — qui a été chargée des études et de la construction. L'opération a été déclarée d'utilité pu*blique en février 1976*, et les 300 hectares de terre situés à l'emplacement du barrage achetés à l'amiable peu après. Les engins de terrassement sont donc entrés en action. L'affaire paraît simple et même définitivement réglée. Elle ne l'est pas.

Les ingénieurs avaient simplement oublié qu'il y avait encore des hommes dans le futur château d'eau. On a prévu de les indemniser et même de les aider à reconstruire leur village en bordure du lac. On se souvenait de la construction par l'E.D.F. dans les années 50 des cinq réservoirs du Levezou, en Aveyron, à trois heures de voitures d'ici. L'un d'eux, le réservoir de Pareloup, est de même étendue et situé à la même altitude que celui de Naussac. Les agriculteurs — plus de deux cents — s'étaient laissé faire, et le Levezou transfiguré accueille aujourd'hui sur ses plans d'eau un tourisme populaire fort actif.

La révolte des trois frères Gaillard

Comparaison n'est pas raison, surtout à vingt-cinq ans de distance. Dès l'origine, se fonde à Naussac un comité de défense. Quelques jeunes éleveurs le composent dont les trois frères Gaillard qui exploitent ensemble une propriété de 150 hectares. L'un d'eux, Alain, vingt-cinq ans, barbe et cheveux noirs — le Fidel Castro de Naussac, disent ses adversaires — va en devenir le leader. Sa formation l'y préparait sans doute : lycée agricole, une année de sciences économiques, un poste d'animateur agricole puis le retour au pays.

Conformément aux lois, non écrites, de la néo-contestation, lui et ses copains — une vingtaine — ne déclarent pas leur association. On se moque — et on se méfie, des obligations légales. Mais, avec cent à deux cents sympathisants dans le canton, ils vont mener la danse. D'abord du « travail militant », comme ils disent. Information dans les fermes, tracts, pétitions ; panneaux sur le bord des routes du style « La terre aux paysans » ou « Gardarem Naussac ».

On s'efforce d'abord d'éveiller la conscience des agriculteurs directement visés : *« Ces terres sont les meilleures de Lozère, nous ne retrouverons jamais l'équivalent. »* C'est le levier de l'intérêt particulier. Puis on joue sur la corde sentimentale : *« C'est dur de voir noyer une maison dans laquelle on est né, une terre sur laquelle on a trimé. »* Voici maintenant le hideux profil de l'iniquité. *« Tous ces sacrifices au profit de qui? Des gens des basses vallées qui sont déjà nantis et qui, en contrepartie, ne nous accordent aucune compensation. »* Enfin, l'estocade technique : *« S'il faut de l'eau à la Loire, pourquoi la stocker dans notre cuvette où il n'y en a pas plutôt que de barrer les gorges de l'Allier? »*

Le comité de défense pose des questions, argumente, établit des dossiers, suscite des contre-projets. Celui des gorges de l'Allier justement que l'on pourrait barrer en cinq points pour avoir une retenue équivalente à celle de Naussac. Avantage : ces barrages ne léseraient personne (les gorges sont désertes et sauvages), et serviraient en outre à écrêter les crues. La SOMIVAL est obligée d'étudier la proposition. Réponse : les ouvrages coûteraient 300 millions (au lieu de 180 millions). Ils noieraient à la fois la voie ferrée Paris-Nîmes et un site écologique inestimable. En revanche, les ingénieurs reconnaissent que, plus tard, il faudra barrer l'Allier du côté de Vieille-Brioude pour retenir les débordements. *« Alors, pourquoi pas tout de suite ? »*, demandent les paysans.

Malheureusement, cet échange a mis des années à s'établir et lorsqu'il est venu, il n'a été qu'un dialogue de sourds. Il faudrait aujourd'hui une enquête minutieuse et quasi policière pour savoir comment se partagent les torts. Dès 1971 et en quelques mois, le comité des paysans réussit à semer l'inquiétude.

Aux villages situés sur le Chapeauroux, il n'a pas de peine à démontrer que le quasi-assèchement du torrent fera fuir les pêcheurs et les touristes qui font marcher le commerce de mars à septembre. A Langogne, au contraire, il fait valoir que les perspectives touristiques du réservoir sont illusoires, puisque celui-ci se videra en été. Aussi se crée une association de défense dûment déclarée, composée de professeurs et de commerçants, puis une association des sinistrés, enfin une fédération des organismes de défense.

Le début de l'escalade

Entre ces organismes et la SOMIVAL le contact a toujours été mauvais. Les ingénieurs, appuyés par l'administration, se montrèrent vite exaspérés par les objections et, après quelques séances houleuses, coupèrent les ponts. Les gens du cru les accusèrent alors de fomenter en secret une sorte de complot contre le canton. *« Il y a comme une impossibilité de communiquer entre les fonctionnaires, les techniciens et la population »*, reconnaît M. Michel Herson, conseiller d'Etat, qui, en 1976, fut désigné par le ministère de l'intérieur comme médiateur.

Ainsi « secondé » par des spécialistes et s'activant en coulisse, le comité a réussi, petit à petit, à ameuter l'opinion. A l'exemple de ceux du Larzac, les paysans suscitent la création de comités de soutien dans une dizaine de grandes villes, éditent un bulletin, *Gardarem Naussac*, organisent des manifestations groupant plusieurs milliers de personnes. Jamais vu en Lozère. La pression est telle que, peu après l'arrêt du Conseil d'Etat déclarant le barrage-réservoir d'utilité publique, trois conseillers municipaux, dont celui de Langogne, démissionnent, en février 1976.

Devant la fuite des notables, les citoyens n'ont plus qu'une ressource : prendre leurs affaires en main. L'escalade commence : barrages de tracteurs sur les routes, occupation du site, blocage de l'express Nîmes-Paris, vols de documents à la mairie de Langogne, plasticage des bureaux de la SOMIVAL, à Clermont-Ferrand, incendies d'engins de chantier, sciage de poteaux E.D.F., etc. *« Farem tot pétar »*, proclament les murs en occitan.

La gendarmerie et la P.J. ont beau se démener, elles ne rencontrent que des sourds et des aveugles dans ces campagnes où pourtant tout se sait. Indication supplémentaire : aux élections municipales de mars 1977, dans toutes les localités concernées — Langogne, Auroux, Naussac, — les listes d'opposition au barrage l'emportent. Le médiateur multiplie les réunions, la SOMIVAL promet des accommodements et des indemnités substantielles, le préfet envoie des mises en garde. La Lozère, l'un des déserts français, refuse de mourir pour le val de Loire.

Une juste compensation

Plusieurs parlementaires s'en sont émus. Jacques Blanc et Pierre Couderc, députés (R.I.) du département, Jules Roujon, sénateur (R.I.) de la Loire, ont déposé des propositions de loi qui établissent une solidarité financière entre les fournisseurs et les utilisateurs d'eau. Sage mesure qui apaiserait les inquiétudes de toutes les communes rurales dont on noie une fraction du territoire pour construire des barrages-réservoirs sans qu'elles puissent prélever la moindre taxe professionnelle. Les utilisateurs de l'eau en aval paieraient une taxe supplémentaire aux agences de bassin qui en redistribueraient le *montant en amont.*

Tout le monde reconnaît le bien-fondé de cette mesure. L'affaire de Naussac était une occasion de la mettre en application. Mais personne, ni le préfet, ni la SOMIVAL, ni les agences de bassin, ni les municipalités, ni M. Jacques Blanc, aujourd'hui bien placé, puisqu'il est secrétaire d'Etat à l'agriculture, ne semble pressé de faire avancer le dossier auprès des partis politiques et du Parlement. Comme dit M. Georges Brunel, maire (P.S.) de Langogne : *« Nous ne pesons pas lourd en Lozère face aux intérêts des basses vallées. »*

Naussac sera donc le théâtre d'une manifestation de masse les 6 et 7 août prochain : l'une des étapes de la longue marche contestataire de l'été 1977. Néanmoins, il y a gros à parier que Naussac sera noyé, sans que le canton en retire la juste, substantielle et durable compensation, qu'il était en droit d'obtenir, sans qu'on ait sérieusement préparé la mise en valeur touristique du plan d'eau, sans que l'énergie et l'imagination déployées pendant la jacquerie puissent être employées maintenant à revivifier le pays. Nouvelle illustration d'une société bloquée ?

(Mercredi 13 juillet.)

Prochain article :

FLAMANVILLE : UNE CHOUANNERIE ANTINUCLÉAIRE

TARIF DES ABONNEMENTS PAR AVION

(Les prix ci-dessous sont nets et ne peuvent en aucun cas être majorés.)

	6 mois	1 an
	(F.F.)	
Europe, Turquie d'Asie, Chypre, Açores, Canaries, Madère, Algérie, Maroc, Tunisie	59	108
D.O.M., Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Haute-Volta, Territoire français des Afars et des Issas	58	105
T.O.M. (sauf T.F.A.I.), République malgache, Poste navale, Etat Comorien	73	136
Libye, Egypte, Arabie Saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Syrie	66	122
Birmanie, Brunei, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon, Macao, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Taiwan, Thaïlande, Viet-nam, Australie, Nouvelle-Guinée, Fidji, Nouvelle-Zélande, Laos, Cambodge	93	175
Canada, Amérique du Nord, Amérique centrale, Amérique du Sud, autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie ..	92	153

Nous recommandons à nos abonnés résidant à l'étranger d'utiliser des chèques bancaires libellés à notre ordre et adressés directement au journal « le Monde ».

Nous leur serions reconnaissants pour les renouvellements de joindre à leur paiement la carte d'avis d'échéance.

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Rechute du dollar
Dévaluation de la peseta

Les marchés des changes se sont montrés à nouveau passablement agités et nerveux au cours d'une semaine marquée en son début par la dévaluation de la PESETA puis par un vif recul du DOLLAR, puis par un vif recul monnaie américaine à la veille du week-end en dépit de l'essai de redressement tenté par l'Allemagne fédérale et la Suisse.

La PESETA a donc été dévaluée, comme beaucoup la prévoyaient depuis un certain nombre de semaines. Il y a huit jours, nous faisions état du fléchissement sensible de la monnaie espagnole sur des rumeurs « d'ajustement ». Une telle opération était inscrite dans les astres : l'on pouvait seulement se demander si elle serait exécutée avant, pendant ou après les vacances d'été. C'est donc fait : 20 % « en dedans », c'est-à-dire pour la valeur de la PESFTA exprimée en DOLLAR, qui tombe de 1,42 cent à 1,16 cent environ, et 25 % « en dehors » : le dollar passe de 69.50 pesetas à 86,70-87 pesetas.

2,2750 DM à 2,29 DM à Francfort et de 2,4050 FS à 2,42 FS à Zurich, mais le redressement était de courte durée, et dès le début de l'après-midi du 15 juillet le glissement de la monnaie américaine reprenait, se confirmant à l'ouverture du marché des changes de New-York.

Comment s'en étonner ? Outre-Atlantique, non seulement on ne fera rien pour freiner ce glissement, mais on le souhaite (certains diront : on « l'exige »). A Washington, les responsables américains réclament avec insistance depuis des mois une revalorisation des monnaies fortes (deutschemark, franc suisse, yen), pour « rééquilibrer les échanges mondiaux » (lisez : pour réduire le déficit commercial américain). Or, comme le disait, le 14 juillet, une haute personnalité à Washington, la baisse récente du dollar ne correspond qu'à un « *modeste réajustement* » (3 % vis-à-vis des trois monnaies fortes et 1 % par rapport à l'ensemble des monnaies) : Et de réaffirmer que « *les Etats-Unis n'interviendront pas dans les circonstances actuelles pour soutenir le dollar sur les marchés des changes* ».

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(la ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	LIVRE	$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres..	—	1,7194	8,3545	4,1557	8,9262	61,3481	4,2073	1517,37
	—	1,7200	8,3789	4,1796	3,9680	61,6272	4,2312	1519,44
New-York.	1,7194	—	20,5803	41,3736	43,7924	2,8026	40,8663	0,1133
	1,7200	—	20,5275	41,1522	43,3463	2,7909	40,6504	0,1131
Paris.....	8,3545	4,8590	—	201,03	212,73	13,6182	198,56	5,5059
	8,3789	4,8715	—	200,47	211,16	13,5961	198,02	5,5144
Zurich....	4,1557	2,4170	49,7427	—	105,8462	6,7741	98,7740	2,7388
	4,1796	2,4300	49,8819	—	105,3315	6,7820	98,7804	2,7507
Francfort.	3,9262	2,2835	46,9952	94,4766	—	6,3999	93,3183	2,5875
	3,9680	2,3070	47,3570	94,9382	—	6,4387	93,7804	2,6115
Bruxelles.	61,3481	35,6800	7,3430	14,7621	15,6251	—	14,5811	4,0430
	61,6276	35,8300	7,3550	14,7445	15,5309	—	14,5650	4,0559
Amsterdam	4,2073	2,4470	50,3681	101,2412	107,1600	6,8581	—	2,7728
	4,2312	2,4600	50,4977	101,2345	106,6319	6,8657	—	2,7846
Milan....	1517,37	882,50	181,62	365,13	386,46	24,7337	360,64	—
	1519,44	883,40	181,34	363,53	382,92	24,6553	359,10	—

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à *Paris*, les prix indiqués représentent la contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 lires.

A Paris, le cours de la monnaie espagnole s'est établi à 5,6 centimes environ contre 7 centimes auparavant, tandis qu'en Espagne l'on donne 18 pesetas pour 1 franc contre 14,4 pesetas à la veille du week-end. Rappelons que cette opération a été effectuée uniquement vis-à-vis du dollar, dont le cours est maintenu dans une fourchette étroite par la Banque d'Espagne, la peseta flottant librement vis-à-vis de toutes les autres monnaies, de conserve avec la monnaie américaine.

L'ampleur de l'ajustement a surpris, mais il semble que les autorités de la péninsule Ibérique aient eu pratiquement la main forcée : un déficit commercial de 8 milliards de dollars et une inflation au taux actuel de 30 % ne laissent guère le choix. Certains ont critiqué cette décision : dans un premier temps, elle diminue les recettes en devises tout en ne stimulant les exportations que modérément, et elle majore fortement le coût des importations vitales (les fameux « *effets pervers* »).

Eternel problème que celui de la dévaluation, solution facile à des problèmes difficiles, et qui ne règle pas grand-chose si elle n'est accompagnée de mesures drastiques. En France, seuls les touristes s'en réjouiront : les industriels, déjà éprouvés par la concurrence espagnole, dans la sidérurgie notamment, font grise mine.

La chute de la PESETA, par un effet en chaîne bien connu des cambistes, ne pouvait qu'accélérer celle du dollar, qui continuait à glisser le 11 juillet, le 12 et surtout le 13, où il touchait à Francfort son plus bas cours historique (2,2750 DM contre 2,2785 DM le 3 mars 1975). Il tombait à Zurich jusqu'à 2,4050 FS et à Paris jusqu'à 4,8550 F. L'ampleur et surtout le rythme de cette chute ne faisaient guère l'affaire de la République fédérale d'Allemagne et de la Suisse, qui voyaient sans plaisir s'apprécier leurs monnaies et affluer les capitaux. Le 14, les banques centrales de ces deux pays essayaient de donner un coup d'arrêt en décidant une baisse concertée de leurs taux d'intérêt : un demi-point sur le taux d'avances sur titres (*Lombard*) de la Bundesbank, ramené de 4,5 % à 4 %, et sur le taux d'escompte de la Banque nationale suisse (1 1/2 % contre 2 % depuis le 8 juin 1976). « *Ces mesures*, expliquait M. Otmar Emminger, président de la Bundesbank, *devraient ramener le calme sur le marché des changes en freinant la hausse du deutschemark.* » Effectivement, le DOLLAR se raffermissait sur toutes les places, remontant de

On ne voit donc aucune raison pour laquelle la baisse du DOLLAR ne se poursuivrait pas. A Francfort, on le voit à 2,25 DM (certains vont même jusqu'à 2,20 DM), ce qui ne fait guère l'affaire de la R.F.A., qui jugerait suffisante une parité de 2,27-2,28 DM, et surtout de la Suisse, qui voit avec inquiétude le FRANC SUISSE monter, au grand dam de son tourisme et de ses exportations. Mais que faire vis-à-vis d'un « big brother » qui, en matière de monnaie, a toujours érigé le « benign neglect » en ligne de conduite ?

Déjà amorcé la semaine précédente, le « décrochement » du FRANC vis-à-vis des monnaies fortes s'est accentué. Le 13 juillet, le cours du deutschemark à Paris a battu tous ses records à 2,13 F, pour fléchir un peu et remonter le 15 au voisinage de ce sommet. Certains y ont vu un début d'attaque contre notre monnaie : c'est aller un peu vite en besogne. Contrairement à la LIVRE et à la LIRE, qui ont suivi le DOLLAR dans sa baisse, le FRANC avait épousé la hausse des monnaies fortes et s'était revalorisé par rapport à la monnaie américaine, pour le plus grand profit de notre balance pétrolière. Mais on ne peut lui demander de se comporter jusqu'au bout comme une véritable monnaie forte, celle de pays à taux d'inflation très faible et balance commerciale excédentaire. Il est donc plausible que le cours du deutschemark continue à monter à Paris.

Ailleurs, on notera quelques inquiétudes sur la livre, ébranlée par les exigences salariales des syndicats et soutenue par la Banque d'Angleterre, ainsi que la faiblesse persistante des monnaies scandinaves, vouées quelque jour à un nouveau « réajustement » en baisse. Relevons, enfin, *que la rumeur d'une réévaluation* du RIAL saoudien, née de la fermeture le 14 de la Banque centrale d'Arabie Saoudite, ont fait long feu, au grand désespoir de nombreux cambistes et de leurs clients, qui avaient pris position à la hausse du rial; le 11, la Banque centrale a rouvert ses portes sans aucun changement. Motif de la fermeture : le déménagement de quelques bureaux...

Sur le marché de l'or, le cours de l'once a progressé de 142 à 144 dollars, stimulé par la baisse de la monnaie américaine. Selon le Crédit suisse, il ne devrait pas dépasser *150 dollars à terme rapproché.*

FRANÇOIS RENARD.

(Lundi 18 juillet.)

SPORTS

AUTOMOBILISME

POUR LA FORMULE I RENAULT

L'apprentissage a commencé au Grand Prix de Grande-Bretagne

De notre envoyé spécial

Silverstone. — Toute l'équipe de course de la régie Renault a pu vérifier, à Silverstone, qu'en formule 1 la *pratique* est souvent fort loin de la théorie. En deux jours d'essais comme au cours du Grand Prix de Grande-Bretagne — enlevé, samedi 16 juillet, par James Hunt sur Mac Laren. — il lui a fallu résoudre bon nombre de problèmes techniques et, en définitive, la formule 1 Renault (RS 01) a vite été contrainte à l'abandon, turbocompresseur cassé. Si la pratique s'est révélée à ce point loin de la théorie, c'est que les ennuis qu'a connus la voiture, aussi bien aux essais qu'en course, n'étaient pas vraiment apparus au cours de la longue préparation à la compétition. Il y a fort à parier que, pendant un temps, d'autres difficultés inattendues surgiront chaque fois que la RS 01 sera engagée en grand prix. L'apprentis*sage ne fait que commencer.*

Les choses auraient d'ailleurs pu être pire. Le 14 juillet, après les premiers essais, beaucoup n'auraient pas parié cher sur les chances de la RS 01 de se qualifier pour le Grand Prix de Grande-Bretagne. Tout ou presque allait de travers et, le 15 juillet, c'est en fin de compte le vingt et unième temps — sur vingt-six voitures admises à prendre le départ — que réalisa Jean-Pierre Jabouille. Pendant les deux jours d'essais, un moteur avait été cassé, il avait été nécessaire de changer le turbocompresseur, et pour ne rien arranger quelque chose clochait dans l'injection.

Comme aux Vingt-Quatre Heures du Mans, avec les prototypes, un piston avait été la cause du bris de moteur, mais l'origine était différente. Au Mans, il s'agissait d'une rupture provoquée par une fatigue mécanique. A Silverstone, c'était un grippage thermique, dû, par conséquent, à une température excessive. Pour parer au plus pressé, un compromis avait été trouvé, mais la solution retenue affectait la voiture dans le domaine de la puissance. De sorte que la RS 01 avait perdu un peu de son potentiel.

Les ennuis de turbocompresseur confirmaient l'analyse déjà faite par les techniciens de la Régie. Le turbocompresseur utilisé pour la RS 01 comme pour les prototypes n'est en rien original, c'est-à-dire pas conçu pour la course. On le trouve sur des engins de travaux publics comme sur des poids lourds et il s'est vérifié qu'il ne répondait pas aux exigences d'un service aussi particulier que la formule 1. C'est la raison pour laquelle Renault a fait étudier et développer un autre type de turbocompresseur capable d'offrir une plus grande pression à bas régime et donc de réduire encore le temps de réponse. Le nouveau turbocompresseur, qui doit être prêt prochainement, devrait permettre à Jabouille de mieux maîtriser les difficultés inhérentes à une course en peloton et de disposer en quasi-permanence de toute la puissance de son moteur.

Le 16 juillet, le jour du Grand Prix de Grande-Bretagne, il semblait donc logique, eu égard à ces péripéties, que l'équipe Renault ait encore moins d'illusions que précédemment. Le *propos était de rouler le plus possible pour comprendre ce qui n'allait* pas. Au point où en sont les choses, la priorité est d'essayer de cerner vite les problèmes et de réagir aussi vite. C'est donc sans provoquer une trop grande surprise que Jean-Pierre Jabouille a dû s'arrêter dès le douzième *tour.*

C'était la première fois qu'un tel incident se produisait, et là encore l'épreuve de la course prenait toute sa signification. Le temps d'en changer et la RS 01 reprenait la piste mais pour quatre tours seulement. La voiture revenait à son stand, turbocompresseur cassé, ce que la remise en marche du moteur avait d'ailleurs laissé supposer. Le Grand Prix de Grande-Bretagne était terminé pour Renault, prématurément et dans la morosité.

FRANÇOIS JANIN.

Bourse de Paris

SEMAINE DU 11 AU 15 JUILLET

LE REFLUX SE POURSUIT

ECOURTÉE d'une séance en raison de la fête nationale du 14 juillet, cette semaine a sans doute été l'une des plus mornes que la Bourse ait connues depuis le début de l'année. Cela n'a pas empêché les valeurs françaises de subir un nouveau repli de 2 % environ.

La séance de lundi augurait pourtant assez bien des suivantes. Certes, le « discours de Carpentras » prononcé par le président de la République ne provoqua pas le « boom » auquel certains s'attendaient. Mais les cours se montrèrent néanmoins nettement mieux orientés que lors des précédentes séances, et si les indices restèrent « de marbre », l'indicateur instantané de la chambre syndi*cale afficha, lui, une hausse de 0,6 %. Le marché venait-il* de retrouver, grâce à M. Giscard d'Estaing, le ressort qui lui faisait défaut depuis plus d'une semaine ? Las ! Mardi, les marchés des changes redevenaient nerveux, provoquant simultanément une accélération de la baisse du dollar, le « décrochage » du franc par rapport aux autres monnaies fortes, puis une dévaluation de la peseta espagnole. A Paris, le loyer de l'argent au jour le jour subit une légère tension, *et les valeurs françaises se replièrent brutalement de 2 %.* Un recul que les deux séances suivantes n'allaient pas permettre d'effacer. D'abord, parce que le marché fut privé d'une bonne partie de sa « nourriture » habituelle mercredi, les banques ayant fermé leurs guichets à 12 heures, puis, vendredi, en raison d'une quasi-désertion des opérateurs, bien compréhensible au lendemain d'une fête nationale et à la veille d'un week-end.

La semaine qui vient de s'écouler constitue-t-elle, pour autant, celle des occasions manquées ? En d'autres temps, nul doute qu'un discours comme celui prononcé à Carpentras eût été salué par une hausse des cours.

Cette intervention, considérée comme importante dans l'entourage de M. Giscard d'Estaing, n'appelait-elle pas à une certaine unité dans la majorité ? Une entente ardemment souhaitée par les milieux financiers comme l'on sait... Mais la vigueur des attaques contre l'opposition a semblé donner le coup d'envoi d'une campagne électorale que les boursiers appréhendent quelque peu.

Si ces derniers ont néanmoins salué ce discours par l'une des rares hausses qui se soient produites après une intervention de l'actuel président de la République, ils ont conservé à ce mouvement une ampleur fort limitée, dont *le bénéfice fut d'ailleurs perdu, et au-delà, les jours suivants.* D'abord en raison de l'accès de fièvre des marchés des changes, mais aussi, peut-être, parce que les nouvelles en provenance de l'économie (chômage record et recul de la production industrielle en mai) n'étaient guère de nature à remonter le moral des habitués de la corbeille.

Tous comptes faits, les actionnaires peuvent se féliciter de la quasi-désertion des professionnels, observée cette semaine à la Bourse de Paris. Si tous avaient été présents, il est probable que les patrimoines auraient été amputés d'une plus grande part encore de leur valeur.

En revanche, les détenteurs d'or ne peuvent que se féliciter de la hausse du métal jaune. Le cours du lingot est passé de 23 090 F à 23 445 F en cinq séances, tandis que celui du napoléon a augmenté de 7,80 F, à 247,90 F. Une bonne orientation qui n'a pas manqué de se répercuter très favorablement sur la tenue des titres de mines d'or.

PATRICE CLAUDE.

ATHLÉTISME

LES DEMI-FINALES DE LA COUPE D'EUROPE

La France manque son premier examen de passage

Sept pays — l'U.R.S.S. la Grande-Bretagne, la R.F.A., la Pologne, la R.D.A., l'Italie et la Finlande — sont qualifiés pour participer à la finale de la Coupe d'Europe les 13 et 14 août à Helsinki. Il reste une place à pourvoir, ce qui obligera huit prétendants, dont la France, à disputer une seconde épreuve de qualification les 6 et 7 août à Göteborg (Suède). Elle y affrontera la Suisse, la Yougoslavie, la Roumanie, la Bulgarie, la Suède, la Tchécoslovaquie et la Hongrie.

De notre envoyé spécial

Londres. — La formule était simple : huit équipes en présence, dont deux seraient retenues pour la finale, les 13 et 14 août, à Helsinki, d'après les totaux obtenus en accordant dans chaque épreuve un nombre de points décroissant, allant de huit pour le premier à un pour le dernier. Les données ne l'étaient pas moins : l'U.R.S.S. gagnerait sans coup férir cette demi-finale londonienne de la Coupe d'Europe, cependant que la Grande-Bretagne et la France en découdraient pour la seconde place. Restait à procéder à l'application pratique sur le terrain. Le résultat final (U.R.S.S., 129 points ; Grande-Bretagne, 126 points ; et France, 120 points) permit de vérifier l'hypothèse de base. Toutefois, certaines interférences, constatées les 16 et 17 juillet, ont fait que les choses ne se sont pas produites tout à fait comme prévu.

A la vérité, l'observation ne vaut guère pour les concurrents français. Dans une compétition qui ne laissera pas une marque indélébile dans les annales de l'athlétisme européen — un Irlandais courut le 110 mètres haies en 16 sec. 38/100 et un Belge le *400 mètres haies en 57 sec.* 15/100. — ils firent, en effet, ce qu'on attendait d'eux, sans plus. Tout juste convient-il d'accorder une mention honorable à Jean-Pierre Corval (110 mètres haies), Philippe Gauthier (3 000 mètres steeple), Frédéric Piette (lancement du disque) et Jean-Paul *Gomez (10 000* mètres). *Le seul* qui se distingua vraiment, profitant d'un vent debout pour imposer dans le 200 mètres la puissance de ses 82 kilos de muscles roulant sur une taille de 1,90 mètre, fut, en définitive, Joseph Arame. Et le seul à ne pas s'acquitter de sa tâche, Jacky Boxberger, cinquième d'un 5 000 gagné par l'Anglais Rose.

A cette belle victoire s'ajoutèrent quatre autres premières places britanniques dans les courses, si bien que, du 400 mètres au 10 000 mètres, les représentants français perdirent 33 points sur leurs rivaux directs. Handicap insurmontable ! Vivement encouragés par le public, les athlètes bitanniques tinrent à se surpaser en maintes occasions. Sans la disqualification de leur équipe dans le relais 4 × 100 mètres, à la suite d'une mauvaise transmission du témoin, ils eussent même défrayé la chronique en battant l'équipe de l'U.R.S.S. Il est vrai que les responsables soviétiques avaient laissé au repos quelques-unes de leurs vedettes. S'agissant de livrer un match en territoire anglais, c'est une légèreté rarement sans conséquences.

Au demeurant, les Soviétiques éviteront difficilement la défaite face aux Allemands de l'Est au stade supérieur. Rien ne dit que, fait sans précédent, ils ne céderont pas la seconde place aux Allemands de l'Ouest. Quant à l'équipe de France, qui ne remporta à Londres qu'une seule victoire individuelle, elle devra s'efforcer d'obtenir sa qualification à Göteborg (Suède), les 6 et 7 août, au cours d'une épreuve de repêchage qui attribuera un unique droit de passage. Entreprise aléatoire ! Privée de champions d'exception, il se pourrait bien que, pour la première fois depuis 1965, elle ne participe pas à la sixième finale de la Coupe d'Europe.

RAYMOND POINTU.

LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

L'épreuve est enfin commencée

De notre envoyé spécial

Morzine. — Quatorze kilomètres de côtes ont effacé 3 000 kilomètres de course. Sur les hauteurs de Morzine, dimanche 17 juillet, Joop Zoetemelk s'est affirmé le grimpeur le plus efficace, et Bernard Thévenet a dépouillé Dietrich Thurau du maillot jaune. Le *Tour de France n'a pas seulement* changé de leader en l'espace d'une trentaine de minutes, après quinze jours d'une épreuve uniforme, sans grand intérêt par conséquent. Il a révélé les forces et les faiblesses d'un peloton aux multiples inconnues, il a condamné certains coureurs qui avaient pu faire *illusion* et il a *désigné de nouveaux* favoris.

Au nombre de ceux-là, il faut citer Zoetemelk qui a réalisé la meilleure montée de Morzine-Avoriaz contre la montre. Très doué pour ce genre d'exercice (on le savait), apparemment en super-forme (on ne l'aurait pas *juré*), le *Néerlandais* a *dominé* ses adversaires de bout en bout, pour battre Lucien Van Impe de 45 secondes, Thévenet de 1 minute 05, et Michel Laurent de 1 minute 07, ce qui lui vaut de remonter à la sixième place du classement général, avec 1 minute 13 secondes de retard : une marge inférieure, précisons-le, au temps qu'il avait perdu, il y a justement une semaine, à la suite d'une chute, près de Rennes.

Le premier contact avec les Alpes a coûté deux minutes à Merckx, souffrant, qui na pu se surpasser, contrairement à son habitude, et près de trois minutes à Thurau, en difficulté dès le cinquième kilomètre. Déconcerté par cet effort très particulier, incapable de trouver son rythme, le jeune Allemand a, de toute évidence, dévoilé ses limites en montagne, bien qu'il reste en compétition pour la victoire.

Les 14 kilomètres de Morzine on par ailleurs ruiné les espérances de Meslet qui occupait, le matin, la cinquième place du classement général et qui se retrouve en onzième position, Zoetemelk lui ayant repris quatre minutes huit secondes, soit dix-sept secondes par tranche kilométrique. En revanche, cette *étape, dite de vérité*, a mis en évidence les bonnes dispositions de Knettemann, de Galdos et du Français Raymond Martin, qui avait établi, ne l'oublions pas, un record du Puy-de-Dôme chez les amateurs.

Paradoxalement, elle a réduit les écarts entre les mieux placés, ce qui s'explique par le fléchissement de Thurau. A Thonon-les-Bains, la veille, après le succès du courageux Quilfen — 233 kilomètres d'échappée solitaire, — ce même Thurau précédait Eddy Merckx de 51 secondes, Thévenet de 1 minute 23 secondes, Van Impe de 2 minutes 15 secondes et Zoetemelk de 3 minutes 40 sec. Aujourd'hui, Thévenet compte une avance de 11 secondes sur Thurau, de 35 secondes sur *Merckx*, de 33 secondes sur Van Impe et, nous l'avons dit, de 1 minute 3 secondes sur Zoetemelk.

Tous ces hommes ont des raisons de croire en leur chance, surtout Thévenet qui occupe le commandement, Zoetelmelk et Van Impe qui pénètrent sur leur terrain préféré. On peut penser *que le Tour de France* est enfin commencé...

JACQUES AUGENDRE.

Classement général du Tour après la quinzième étape. — 1. Thévenet (Fr.), 88 h. 4 min. 58 sec. ; 2. Thurau (R.F.A.), à 11 sec. ; 3. Merckx (Bel.), à 25 sec. ; 4. Van Impe (Bel.), à 33 sec. ; 5. Kuiper (P.-B.), à 49 sec. ; 6. Zoetemelk (P.-B.), à 1 min. 13 sec. ; 7. Laurent (Fr.), à 1 min. 32 sec. ; 8. Galdos (Esp.), à 1 min. 56 sec. ; 9. Delisle (Fr.), à 3 min. 40 sec. ; 10. Villemiane (Fr.), à 3 min. 49 sec., etc.

LES RÉSULTATS

Automobilisme

CHAMPIONNAT DU MONDE DES CONDUCTEURS (formule 1)

Grand Prix de Grande-Bretagne à Silverstone

1. Hunt (Mac Laren) ; 2. Lauda, à 18 sec. 3 ; 3. Nilsson (Lotus), à 19 sec. 6 ; 4. Mass (Mac Laren), à 47 sec. ; 5. Stuck (Brabham - Alfa-Romeo), à 1 min. 11 sec. ; 6. Laffite (Ligier - Matra), à un tour, etc.

Classement du Championnat du monde. — 1. Lauda, 39 pts; 2. Scheckter et Andretti, 32 pts ; 4. Reutemann, 28 pts ; 5. Hunt, 22 pts ; 6. Nilsson, 20 pts ; 7. Mass, 17 pts ; 8. Depailler et Laffite, 10 pts, etc.

Escrime

Deux Suédois, Johan Harmenberg et Rolf Edline, ont pris respectivement la première et la deuxième place des championnats du monde d'épée à Buenos-Aires. Ils devancent le Suisse Patrice Gaille.

Chez les dames, trois Françaises se sont qualifiées pour le tableau final, qui se dispute ce lundi 18 juillet : Brigitte Latrille, Véronique Trinquet et Claudie Josland.

Football

Le Pérou, qui a battu la Bolivie par 5 à 0, s'est qualifié pour la phase finale de la Coupe du monde, qui se disputera en 1978 en Argentine.



LES QUATRE-VINGT-DIX ANS DE MARC CHAGALL

Peindre un tableau comme coule une vie entière

CHAGALL était âgé de vingt-trois ans lorsqu'il est arrivé à Paris pour la première fois. Il vient de fêter son quatre-vingt-dixième anniversaire à Nice, au cours d'un concert qui réunit Isaac Stern, Rostropovitch et Rampal, et dont il se souviendra longtemps. Près de trois quarts de siècle passés en France ne l'ont pas changé. Il le dit : « *Je suis un cas un peu drôle.* » Et il en rit franchement, étant convaincu que ce qu'il peint, il le peint, pour ainsi dire, malgré lui, « *sans grand mérite* ». Il ajoute : « *Nous portons des milliers d'années dans nos mémoires.* »

C'était une chance pour lui d'arriver à Paris en 1910. Dans un Paris qui était alors le centre incontesté des arts et des lettres, comme on dit. Tous les dix ans ou presque, depuis l'impressionnisme, une rupture esthétique faisait tout refleurir sur les bords de la Seine. Le cubisme est à peine là, que voici un nouveau venu nommé Chagall. Un monde à lui tout seul, hors des chemins battus. Il n'appartient à aucune école, n'a rien appris chez les uns et ne peut rien enseigner aux autres. Sa Russie natale, où il est né en 1887, dans le petit village de Vitebsk, ce n'était pas en réalité le paradis pour un enfant qui s'était très tôt et très confusément promis de conjurer le destin misérable de son père. Il voulait être peintre et avait tout de suite appris à voir autour de lui.

A voir et à reconnaître la réalité des choses. Ainsi, les mains de son père, mains douloureuses qui, à longueur d'année, manipulaient les tonneaux de harengs en saumure. « *Mon père ne parlait presque pas. Silencieux comme une pierre, dans un village sans horizon.* » Durant toute sa vie, Chagall a combattu le « réalisme », le spectacle réaliste du monde, celui-là même qu'on apprenait à voir et à peindre dans les écoles des beaux-arts du tsar. « *J'étais comme ça*, dit Chagall, *antiréaliste, antilogique, rêveur...* » Poète, en fait. Un poète qui allait construire un nouveau monde d'images et de sensations complexes et sauvages, inconnues, inédites...

Chagall avait étonné Paris, ses poètes et ses peintres. Son monde est inventé, mais en même temps il a existé, il est réel. Ces ânes qui courent sur les toits, ces violonistes au visage vert ou mauve, ces têtes qui flottent à côté des corps, ces villes à l'envers et ces fiancées couchées sur les nuages, il les a vus, bien sûr, et il les invente tout aussi sûrement, comme à plaisir, dans son petit atelier de la Ruche, où, d'emblée, il attire l'attention de Cendrars, d'Apollinaire. Voici un peintre qui n'a pas de système, mais il surprend avec son étrange petit univers venu d'ailleurs.

Aux ânes et aux autres

L'année d'après son arrivée, il est sur la place publique, au Salon d'automne, dans la salle des cubistes. Plusieurs de ces tableaux, qui avaient figuré dans ce premier salon parisien de Chagall, et parmi eux *A la Russie, aux ânes et aux autres* (aujourd'hui dans la collection du Musée national d'art moderne), sont parmi les toiles majeures qu'expose actuellement la galerie Pierre-Matisse à New-York. Cette manifestation, qui réunit en outre dix-neuf peintures de ces dix dernières années, est une « célébration » de la très singulière exposition Chagall dans le New-York de 1941, lorsque le peintre était arrivé sur le nouveau continent, durant l'exode des artistes qui suivit la déclaration de la guerre, avec ses tableaux roulés sous le bras.

A sa manière, l'exposition célèbre un moment de ces rapports entre Paris et New-York que le Centre Georges-Pompidou ignore avec une très curieuse légèreté. Pas de Chagall, mais il n'est pas le seul absent !

Ces toiles, piliers des Musées d'art moderne, parmi lesquelles *Paris par la fenêtre* (1913), *l'Acrobate* (1914), *N'importe où hors du monde* (1919) *Village* (1925), Chagall les avait peints alors qu'il était pauvre : « *Celle-là sur une nappe de table l'autre sur un drap de lit, et même sur le dos de ma chemise de nuit. La peinture transperce de l'autre côté de la toile...* »

« *Tous ces tableaux, j'avais dû les désencadrer en hâte et les rouler pour les emporter avec moi*, dit-il. *J'en avais exposé vingt et un chez Matisse. Heureusement, tout ne fut pas vendu. Et c'est avec une exposition de ces mêmes toiles, rapportées de New-York, que fut inauguré le nouveau Musée national d'art moderne créé par Jean Cassou et Bernard Dorival...* »

A quatre-vingt-dix ans, Chagall peint toujours, comme le Titien centenaire : « *Je n'ai pas de programme, pas d'emploi du temps, je peins lorsque je me sens en bonne condition physique et, en fait, je n'arrête pas de bricoler* », dit-il. On a fait une partition manichéenne de l'œuvre de Chagall : d'une part, ce qui était « bon », « sublime », « étonnant » dans sa production de jeunesse, de l'autre, ce qui l'est moins. La vie coule, l'homme change, son œuvre n'arrête pas. Ses tableaux récents, qui poursuivent son dialogue intérieur avec une mémoire antérieure seront exposés en octobre prochain au Louvre, au pavillon de Flore, tandis que vingt-six peintures d'inspiration spirituelle sont aujourd'hui accrochées au Musée national Message biblique de Nice.

Il est étonnant de voir les divergences d'évolution, le grand âge venu : Picasso s'était tourné vers l'érotisme, comme si le pouvoir sexuel était, même à travers le symbole du dessin, une manière d'affirmer son emprise sur la vie. Chagall, semble-t-il, parle avec Dieu. En fait, il baigne dans la poésie. « *Pour moi*, dit-il, *peindre la Bible, c'est comme peindre un bouquet de fleurs...* »

Voici donc ce « bouquet » mystique. Surgi d'une mémoire centenaire ? Millénaire ? Un monde flou, à peine souligné, immergé dans la pénombre d'un grand espace de peinture souvent monochrome, flottante, comme une eau, avec ses bleus chagalliens aux mille nuances, ses embrasements rouges et ses éclats de nacre. Un songe de maisons qui émergent de la peinture, comme débusquées de la mémoire. Emergent et y restent enfouies. Fiancées en robes fleuries, les mains jointes sur le ventre, gandins de village aux pantalons colorés, barbus ordinaires, devenus légendaires... Le tableau est une genèse. Il lit : « *Les enfants d'Israël partirent de Ramses vers Sukkot...* », et le voici qui peint en noir un Christ les bras ouverts sur l'exode d'une foule qui est un peuple en marche, figuré dans une trajectoire où la légende de Chagall, avec ses isbas sous la neige, se mêle à celle de l'histoire sainte, avec Moïse, ses Tables de la loi et les cornes de lumière qui sortent de son front...

Tout est fabulation colorée, inspirée. Le roi David en bleu, la lyre à la main, Jérémie, le prophète au front soucieux qui disait : « *Je suis un enfant* », la lutte de Jacob avec l'ange, au pied de l'échelle, les « cantiques » et leurs bien-aimées... Ce monologue biblique, les surréalistes, dont il était le premier, non par système mais par nature, le lui reprochaient déjà dans les années 20. « *Ils ne voyaient là-dedans que leur préoccupation anti-religieuse. Mais la Bible, pour moi, c'est de la poésie toute pure, une tragédie humaine. Ça m'inspire, les prophètes. Jérémie, Isaïe... c'est de la poésie engagée. Baudelaire et Verlaine sont de la famille des prophètes... André Breton, lui, m'a compris complètement et a accepté mon monde pour ce qu'il est. Vous savez, je ne proclame pas le drame de la vie. Je ne dramatise pas, même lorsque la mort est présente dans un tableau. C'est tragique par nature ; c'est comme ça, tout simplement.* »

Les dernières toiles témoignent d'un regain. Regain d'inspiration, de complexité. De manière aussi. Une peinture par petites touches, qui semble avancer par tâtonnements, lentement, et qui, après, laissse apparaître la vision d'ensemble, le *dessein*, dans un espace sans assise, où tout un monde flotte comme dans les ténèbres de la Genèse.

« *C'est vrai*, dit Chagall, *je picote, je picote, avec mon pinceau. Ça fait un drame. Aux années 20, lorsque j'étais jeune, il en allait tout autrement. J'attaquais d'emblée les grands espaces de couleur. En ce moment, c'est le contraire. Je tremble, je tremble... Jusqu'à ce que ça devienne une catastrophe. La vie aussi est comme ça. Elle est remplie de journées qui s'ajoutent les unes aux autres. La manière n'est pas importante. Ce qui l'est, c'est de s'exprimer. La peinture doit avoir un contenu psychique. Je tue toute velléité décorative. J'atténue le blanc, salis le bleu.. avec mille pensées. Le psychisme doit entrer dans la couleur. Il faut travailler la peinture avec la pensée, que quelque chose de votre âme y pénètre et lui donne de la substance. Finalement, c'est le drame qui doit apparaître.* »


L'« Acrobate », 1914.
Collection Albright-Knox Art Gallery, Buffalo.

— C'est ce qu'on a appelé votre vision ?

— *Il y a toujours une vision. Toute ma vie en est une, surtout avec l'âge, dans mes tableaux récents. Apparemment, je peins tel ou tel sujet, mais, en fait, il y a beaucoup d'autres choses. En général, l'art, c'est comme ça... Le privilège de mon âge, c'est de pouvoir peindre un tableau comme coule une vie entière, de la naissance à la mort. Il est plein d'événements le tableau, cachés dans l'épaisseur même de la couleur, parfois on les distingue par transparence. Ici on naît, là on se marie. Le contenu du tableau, c'est le contenu de la vie. Ça ne saurait être une simple tache de couleur. Il est rempli de choses qui dans la mémoire reposent, sont enfouies. Il rend compte d'une vie antérieure. Et pour cela il n'y a pas de loi, pas d'anatomie, ni de proportion, ni devant, ni arrière, ni haut, ni bas. Mais, en fin de compte, ce n'est pas l'anarchie.*

C'est vrai, c'est maladroit !

— Un tableau est une vie ?

— *Il naît et fleurit comme quelque chose de vivant, sans trop appuyer, comme font ceux du genre académique. Il doit saisir quelque chose d'insaisissable, de flou, le charme et le sens profond de ce qui vous concerne.*

— Et, pour cela, le savoir technique n'est d'aucun secours ?

— *Il est même embarrassant.*

— D'où la « gaucherie » quasi généralisée de vos tableaux ?

— *C'est vrai ! C'est maladroit ! Mon idéal a toujours été de ne pas bien dessiner, ne pas bien peindre. J'étais très mauvais élève Je bégayais. Mais j'écrivais des poèmes. Quelqu'un comme Breton — Cendrars aussi — a compris que la manière non conforme à la normalité, disons non académique, créait un monde. Le fait de ne pas savoir vous incite à chercher, à exprimer plus loin, plus profond. C'est lorsque vous ne savez pas que vous dessinez vraiment.*

— Prenons un tableau : *le Songe du roi David* On y voit un acrobate tout gauche. Un âne aux lignes arrondies, une couleur qui semble jetée à la diable. Tout semble gauche dans le détail et, finalement, tout devient juste dans l'ensemble.

— *Ces formes suivent le cours de la pensée. Leur transgression répond à des nécessités plastiques. Si la « bien-aimée » est droite et longue et le roi David courbé sur sa lyre, c'est que j'avais besoin qu'ils soient ainsi, pour construire plastiquement mon tableau. C'est aussi simple que cela. Pour tout dire, la peinture, son drame, il faut être né pour ça ! Voyez le Douanier Rousseau, ça ne s'apprend pas à l'école, c'est un don. On l'a, on ne l'a pas. Vous savez, Mozart n'a rien appris chez Haydn. Et lorsque Isaac Stern et Rostropovitch jouent, quelque chose passe dans la sonorité de leur musique, qui vous touche. Qu'est-ce qui fait que le même morceau joué par d'autres vous laisse froid ?*

» *C'est la couleur qui fait le drame. Comme en musique le son. Pour accepter ça, il faut accepter tout un système. Un autre monde de pensée, une* Weltanschauung *différente. Breton, Cendrars, l'avaient compris, d'autres, pas...* »

JACQUES MICHEL.

(Jeudi 14 juillet.)

★ Œuvres récentes de Chagall pour le Musée national Message biblique de Nice. Tout l'été.

Au Festival de La Rochelle

DÉVIANCES, VIOLENCES...

AU Dragon, sur le port de La Rochelle, il y a quatre salles, un remue-ménage de cinéphiles, de cinéastes, d'organisateurs, d'ouvreuses patientes, de contrôleurs paternels, et dans chaque salle un avertissement : « Défense de fumer sous peine d'expulsion. » Personne ne fume ni ne se plaint, il y a trop à regarder : douze séances par jour, parfois quinze, des films anciens, des inédits, tout un tourbillon polyglotte en couleurs et en noir, et Cinémarge. Cent trente films, pour la plupart en Super-8. Ils peuvent durer trois minutes ou six heures et sont présentés en trois volets. « Images et sons en Mai 68 » : avec le recul, le ciné-tract semblait un bon tremplin de réflexion, mais le public, essentiellement adolescent, est surtout venu s'informer. « Différence 77 » : le cinéma indépendant d'aujourd'hui, du document, du rêve, de la recherche formelle, beaucoup de « nombrilisme ». Il est vrai que les réalisateurs s'autofinancent sans grand espoir de rentabilisation ; ils travaillent en famille ou même seuls. Toutes les conditions de l'isolement dans son propre reflet sont réunies...

Le troisième volet est « Images de déviances » : pamphlets pour la défense et illustration de la pornographie, pour le droit d'aimer les jeunes garçons et les footballeurs qui s'attouchent sur les stades ; reportages sur le FUORI (le front homosexuel italien), sur les Mirabelles, la troupe de travestis d'Aix-en-Provence, sur Marcel, bonimenteuse foraine qui promène de banlieue en banlieue les strip-tease rapides et sous-éclairés de vraies et de fausses femmes, et qui peut-être ne se souvient plus, sous ses perruques et dans ses robes, qu'elle a été un homme. Ce volet devait s'appeler « Ciné, pédé, gouine et les autres... ». Devant l'effarement général, le collectif l'Atelier, qui organise Cinémarge, s'est rabattu sur un titre moins provocateur. Car Cinémarge n'est pas « off », même si avec son budget de 20 000 francs il est un peu l'enfant pauvre des rencontres.

Le collectif est né d'une sorte de pari engagé sans trop y croire entre amis : « Et si on faisait du Super-8, et si on voyait ce qui se fait dans ce domaine... » *Les paroles sont devenues actes, le groupe d'amis est devenu association, a réalisé des films réunis sous le titre* la Petite Madeleine, *en référence à Proust. Comme, à La Rochelle, tout le monde peut facilement se connaître, des contacts ont été pris avec la Maison de la culture, avec les Rencontres. Depuis quatre ans Cinémarge est « opérationnel ». Ses programmes viennent s'ajouter aux sélections de Jean-Loup Passek et de son équipe : Jacqueline Brisbois, Christian Dupuyper, Jacques Grant.*

***

Ils proposent une rétrospective Bolognini, des hommages à De Seta, à Vancini, au comédien allemand Kurt Raab, et « le monde tel qu'il est » : trente-sept films. Même si l'on n'a pas tout vu, il est impossible de parler de tout ce qu'on a vu, d'autant plus qu'à des titres divers tous les films sont intéressants, que beaucoup sont passionnants. On est obligé de se montrer tout à fait arbitraire et subjectif, et voilà Harlan County, *de Barbara Kopple, oscar du meilleur documentaire. C'est l'histoire d'une grève de plusieurs mois chez les mineurs dans le Kentucky. Des dizaines de milliers d'hommes contre des millions de dollars. Des « gueules » comme dans les Sergio Leone, mais le combat, ici, est sans romantisme : « bras de fer » entre patrons et chefs syndicalistes, que le plus fort gagne. Il montre un pragmatisme franc et brutal qui, en Europe, passe pour du cynisme, des femmes qui font penser aux pionnières des westerns, la violence de la misère en pays riche Et cette violence, cette sauvagerie sans détour, font comprendre pourquoi, dans ce pays chaotique et sans rhétorique, on peut concevoir un film comme* Bad, *de Jed Johnson. Il est produit par Andy Warhol, donc sophistiqué à l'extrême, avec des couleurs de photos de mode, des filles belles comme des mannequins. Mais ces filles sont des tueuses à gages aux ordres d'une dame pulpeuse (Caroll Baker), sagement coiffée, habillée de petites robes convenables. Le type même de la mère de famille pour publicité de plats cuisinés, et d'ailleurs elle héberge sa belle-fille, une idiote ravagée, et son bébé qui semble un peu mongoloïde.* Bad *accumule les monstres et les horreurs dans l'humour noir, l'hystérie froide. Finalement, la misogynie poussée à ce point est presque rassurante, car elle se ridiculise — volontairement — elle-même.*

***

Dans le genre vitriol, très drôle mais pas gai, on a vu Je suis un autarcique *d'un jeune Italien nerveux, Nanni Moretti. C'est l'histoire d'un paumé qui réunit d'autres paumés pour monter un spectacle de théâtre expérimental, et c'est une parabole sans complaisance sur les dérives d'une jeunesse de gauche Comme Nanni Moretti, le Français Jean-Claude Biette choisit le théâtre pour représenter une difficulté d'être Son film s'appelle* le Théâtre des matières, *nom d'une troupe misérable installée en banlieue, dirigée par un raté, peut-être génial, que l'âge et les échecs répétés ont transformé en despote sordide. Il a été premier violon à Berlin et Fürtwangler est son Dieu. Il rencontre une ancienne harpiste, employée dans une agence de voyages, fascinée par les « planches » et dont le dieu est Roger Desormière. La musique est ici un ensemble de signes silencieux qui habitent les personnages, les définit, désignent leurs contradictions, les entraînent dans les mouvements de sa composition. Le réalisme est totalement absent malgré les paysages de terrain vague, la pauvreté de la petite salle froide pauvreté envoûtante d'un temple dérisoire. Les acteurs profèrent leur texte sourdement : la signification souterraine des phrases quotidiennes est donnée par leur rythme par la manière dont elles se répondent « à côté » Comme Nanni Moretti, Jean-Claude Biette utilise le théâtre pour enfermer, cerner, localiser ses inquiétudes, ses insatisfactions pour dire ses questions sans réponses et la tentation d'y répondre*

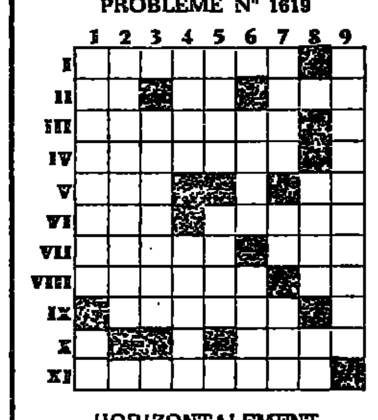
Le miroir aux alouettes, cliché des émouvants mélos moralistes, ne reflète plus aujourd'hui le glorieux brillant du vedettariat et de la fortune, il cherche à capter quelque chose qui permettrait de comprendre...

COLETTE GODARD.

(Jeudi 14 juillet.)

LES MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1619



HORIZONTALEMENT

I. Vocation de tout entrepreneur — II. Lettres d'amour ; Fut une des premières à porter du box-calf ; Orientaliste allemand (inversé) — III. Courte et rapide. — IV. Manquent de jugeote. — V. Implique un certain nivellement ; Se font remarquer. — VI. Toujours un peu défait quand on l'abandonne ; Articulés. — VII. Limon ; Lieu d'un antique concours de beauté — VIII. Epines ; Symbole chimique — IX. Arrêts facultatifs — X. Traduisaient une ample satisfaction d'ordre gastronomique. — XI. On peut compter sur elle pour faire le point.

VERTICALEMENT

1. Entre dans la composition de la tourbe ; Aveu médiéval. — 2. Plus elles sont sensibles, plus elles se laissent facilement impressionner. — 3. Savent allier la retenue à l'expansion. — 4. Localisée ; Transpirals. — 5. Se remarque quand tout est bien achevé ; Déesse. — 6. Procure des noix et des fraises en toutes saisons ; N'est donc pas superflu. — 7 Bordent certains pâtés ; Mesure ; Peu reluisant. — 8. Chantait ce qu'il avait à dire ; Pronom. — 9. La solitude ne les rendait pas malheureux.

Solution du problème n° 1618

Horizontalement

I. Carrefour. — II. Aliéniste. — III. P.T.T. ; Le. — IV. Oô ; NB ; Eve. — V. Poe ; El. — VI. Amoureuse. — VII. Garagiste. — VIII. Tien. — IX. Rets (cf. « le Lion et le Rat ») ; Age. — X. Peu ; Amer. — XI. Harmonise.

Verticalement

1. Capotage ; Ph. — 2. Alto ; Ma ; Réa. — 3. Rit ; Porteur. — 4 Ré ; Nouait. — 5. En ; Berges. — 6. Fil ; Ein ; An. — 7. Osée ; Us ; Ami ! — 8. Ut ; Vestiges. — 9. Révélée ; Ere.

GUY BROUTY.

L'art de vieillir selon Simenon

● Ronronner comme un gros chat.

CERTAINS se résignent à vieillir, d'autres se rebellent ; Simenon, lui, savoure cette expérience, sans doute la seule qui lui manquait encore. Il ronronne au creux de son âge (bientôt soixante-quinze ans) comme un gros chat et s'émerveille de constater que sa mémoire trie parmi ses souvenirs pour n'en garder que les plus doux. Lorsque, en 1940, convaincu par un médecin qu'il ne tarderait pas à mourir d'une angine de poitrine, il se penchait sur son passé, des écueils y flottaient encore, et *Pedigree*, le livre-testament, nous rapporte une rude traversée. Plus tard, aux approches de la soixantaine, il connut une sorte de passage à vide dont la mélancolie imprègne certaines pages de *Quand j'étais vieux*, le premier tome de la série des monologues enregistrés. Mais, aujourd'hui, dans ce septième volume intitulé *De la cave au grenier*, le rose domine, assorti aux murs de la petite maison de Lausanne où l'écrivain se laisse dorloter par Teresa, la compagne au cœur fidèle.

Ayant, depuis 1972, « *coupé net avec le superflu* », quitté sa royale demeure d'Epalinges et renoncé à la création romanesque, Simenon meuble ses loisirs en dictant dans un magnétophone les petites idées qui lui trottent dans la tête. « Des broutilles », dira-t-on, « des confidences de bonne femme, des anecdotes pour enfant sage ». Et l'auteur lui-même s'étonne du besoin qu'il éprouve de noter les modestes événements de sa journée. Devant son micro, il retrouve son ancien bonheur d'aquarelliste en culottes courtes qui s'acharnait, avec un pinceau ultra-fin, à fignoler des cartes postales. Une feuille tombe d'un arbre, une goutte de pluie zèbre la vitre, une cloche sonne au loin : vite, il ne faut rien perdre, la banalité contient le secret de l'énigme. Quelle énigme ? L'homme, bien sûr, que le père de Maigret s'acharne à comprendre, s'obstine à aimer, à tenir pour *alter ego*. « *Je ne suis pas un génie*, répète-t-il. *Comme les paysans, les artisans dont je descends, j'ai gardé les pieds bien d'aplomb sur terre. Quant au reste, c'est mon subconscient qui s'en est chargé, de sorte que je n'ai ni à m'enorgueillir ni à m'en sentir responsable.* »



(Dessin de PLANTU.)

Pelotonné entre des murs roses

Ce « reste » qu'il traite par-dessus la jambe, c'est son œuvre, les deux ou trois cents romans (avec les vingt-sept pseudonymes, on s'y perd) qui l'ont hissé, malgré lui, au premier rang des best-sellers universels ; sans pour autant le transformer en homme de lettres. On imagine la stupeur de son éditeur en l'entendant inviter la Corée du Nord ou l'Arabie Saoudite à le publier sans lui verser un centime. Ce qui le scandalise, ce ne sont pas les vingt éditions pirates en Turquie, mais le prix des livres en France : « *36 ou 38 francs, ce qui met la littérature hors de portée de l'homme du peuple.* » N'ayant jamais écrit que « *pour prendre contact* », il jugerait « *indécent de s'inquiéter des tirages et des droits* » et se réjouit d'apprendre que, « *dans le désert asiatique, sous des tentes entourées de chameaux, les personnages que j'ai créés sont assez humains pour que les hommes s'y reconnaissent* ». Ironisera-t-on : « C'est facile pour un milliardaire » ? Depuis quand les riches montrent-ils l'exemple du désintéressement ?

D'où Simenon tire-t-il cet évangélisme dont il ne se départit que pour voler dans les plumes de Jean Cau, partisan de la peine de mort ? (« *Pauvre imbécile que l'ambition rend aveugle et insensible au point d'oublier le droit de vivre !* »). L'enfance l'a rangé définitivement dans le camp des humbles. Par-delà le temps, il dialogue enfin avec son père, mort à quarante-quatre ans sans laisser assez d'argent pour payer les obsèques, et qui durant tant d'années faisait discrètement la charité à plus malheureux que lui. Les rêves ressuscitent aussi la mère lavant au savon noir le plancher des chambres qu'elle louait à des étudiants. Simenon *le bourlingueur* n'a jamais rompu les racines qui l'attachent à cette rue de la Roture, à Liège, où le ruisseau charriait les eaux ménagères. Plus il vieillit, mieux il remonte aux sources, les siennes, celles de son œuvre, celles de sa vie.

Commissaire Maigret qui êtes-vous ? s'interroge un des plus récents chercheurs, Gilles Henry, qui nous offre toutes les clés du plus célèbre policier de notre époque. Biographie comparée du héros et de son créateur, plongée dans un univers où grouillent quelque deux mille cinq cents personnages (tous répertoriés), analyse du mécanisme qui régit, qui canalise une inspiration si prodigieusement féconde, filtrage des histoires pour en dégager la morale, cette somme se hisse à la hauteur du phénomène. « Quel phénomène ? », s'étonnerait Simenon, pelotonné entre ses murs roses.

GABRIELLE ROLIN.

(Vendredi 15 juillet.)

★ DE LA CAVE AU GRENIER, de Georges Simenon, Presses de la Cité, 185 pages, 45 F.
★ COMMISSAIRE MAIGRET, QUI ÊTES-VOUS ?, de Gilles Henry, Plon, 270 pages, 50 F.

ROSA LA ROUGE

● Une thèse volumineuse et une nouvelle édition de ses lettres éclairent différemment le visage de Rosa Luxembourg.

LA fin tragique de Rosa Luxembourg — assassinée froidement et jetée dans un canal du Tiergarten, à Berlin, par des militaires — semble avoir compromis la destinée de son œuvre. En dépit des efforts accomplis pour sauver son héritage, pour rassembler ses lettres, de nombreux documents sont demeurés pendant longtemps presque inaccessibles. Il fallut attendre les années 50 pour que paraissent les premiers travaux réellement scientifiques. La thèse que *Gilbert Badia lui a consacrée*, qui retrace sa vie, son action de théoricienne et de militante, est sans aucun doute l'ouvrage le plus complet que nous possédions jusqu'à présent sur sa place au sein du marxime. Deux volumes de correspondance permettent de suivre l'itinéraire politique de Rosa Luxembourg et la genèse de ses travaux.

Spécialiste de l'Allemagne de Weimar, auteur d'essais sur le spartakisme et d'une volumineuse *Histoire de l'Allemagne contemporaine* (1), *traducteur de Marx* et de Brecht, Gilbert Badia cherche à saisir à chaque instant la réalité mouvante d'une époque et d'une personnalité.

Il a eu accès à de nombreux documents inédits et propose une synthèse d'une valeur inappréciable sur l'ensemble des polémiques auxquelles la militante prit une part active, des premières batailles au sein de la social-démocratie à l'assassinat final, des relations mouvementées avec Kautsky aux polémiques avec Lénine. C'est l'histoire du mouvement spartakiste, l'une des périodes les plus tragiques et les plus confuses de l'histoire contemporaine qui revit ici.

Les lettres réunies dans le volume *Vive la lutte !* furent écrites entre 1891 et 1913. On y suit le développement de la pensée de Rosa Luxembourg, les contacts qu'elle a noués dans la social-démocratie, leurs péripéties. Leur style va de la froideur de l'analyse économique à l'humour, à l'ironie et même au lyrisme le plus exalté. On y découvre une jeune femme passionnée par les problèmes de son temps, révoltée par les injustices sociales, qui fraye lentement son chemin vers le marxisme. Lorsqu'elle arrive à Berlin, le S.P.D. n'a encore qu'une faible audience parmi les intellectuels. Cette femme, étrangère, polono-juive, « gauchiste », qui va occuper une place capitale dans la presse sociale-démocrate allemande, éveille autant d'affections sincères que d'inimitiés. Kautsky incarne à ses yeux un immense espoir mais elle ne tarde pas à découvrir ses faiblesses et rompra avec lui en 1910. Elle ne semble vivre que dans le corps-à-corps avec les idées et dans la lutte quotidienne aux côtés des ouvriers auxquels elle s'adresse dans les meetings, comme en témoignent les lettres écrites entre 1905 et 1908 enthousiasmées par la première révolution russe.

Dès 1914, elle est en liberté surveillée. A peine sortie de prison, elle se lance à nouveau dans l'activité révolutionnaire aux côtés de Liebknecht. Elle est *internée une seconde fois par* ordre de l'autorité militaire. L'effondrement du mouvement ouvrier face à la guerre est l'expérience fondamentale à partir de laquelle elle cherche une issue. Pendant quatre ans, elle analysera la crise de la social-démocratie, reconnaissant dans Octobre 1917 « un véritable tournant » sans oser croire que le succès de Lénine sera durable.

★ *Dessin de Lévine.* Copyright *Opera Mundi. New-York Book Review.*

Une défaite dans la victoire

La révolution allemande de 1919 l'entraîne comme un tourbillon. Elle s'y brûle, plus qu'elle ne s'y consacre. Bravant tous les dangers, Rosa est devenue, avec Liebknecht, la cible de toutes les attaques. La gauche révolutionnaire, organisée désormais en parti communiste, ne dispose pas des forces capables de faire face à une telle situation.

Comme l'a si bien dit Liebknecht, *la* semaine spartakiste sera une défaite dans la victoire. Les gravures de Grosz ne sont que trop vraies : tandis que les corps des ouvriers jonchent les rues, Noske et la bourgeoisie fêtent au champagne la révolution assassinée. Poursuivis par *la* police et *les mouchards*, Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht ne quitteront pas Berlin. Après la défaite de l'insurrection, ils seront sauvagement assassinés. Lors de l'anniversaire du parti, Erwin Piscator lira encore le dernier discours de Liebknecht, « Malgré tout », tandis que son cadavre apparaissait sur un écran, parmi d'autres images de la révolution. Les ouvriers de Vedding attendront longtemps de voire Rosa réapparaître à la tête des manifestations, ne pouvant croire à sa mort.

Les éditeurs, en confrontant les traductions déjà connues de sa correspondance aux originaux, y ont réinséré de nombreux extraits de lettres, coupés par pudeur, car trop personnels. Ils éclairent différemment la personnalité de Rosa. L'image traditionnelle de « Rosa-la-Rouge » a souvent quelque chose d'inhumain. Ces lettres nous la révèlent, au contraire, familière, en proie au doute et à la solitude : *créature de chair et de sang. On* comprend à la lire le grand symbole qu'elle représente. Rien d'étonnant si ces simples mots « *J'étais, je suis, je serai !* » ont été repris récemment comme titre d'un film tourné en R.D.A. sur la dictature chilienne. Il y a dans la vie et les écrits de Rosa Luxembourg (2) quelque chose que rien ne peut assassiner : le courage et la générosité les plus extrêmes alliés à la lucidité.

JEAN-MICHEL PALMIER.

(Vendredi 15 juillet.)

★ ROSA LUXEMBOURG, JOURNALISTE, POLEMISTE, REVOLUTIONNAIRE, de Gilbert Badia, Editions sociales, 930 p., 130 F.

★ CORRESPONDANCE 1891-1914, VIVE LA LUTTE, de Rosa Luxembourg, Maspéro 422 p., 55 F. — CORRESPONDANCE 1914-1919, J'ETAIS, JE SUIS, JE SERAI..., Maspero, 428 p., 65 F.

(1) Editions sociales, 2 volumes.
(2) « Spartacus » vient également de republier *la Révolution russe*, de Rosa Luxembourg, dans la traduction de Marcel Ollivier.

VIENT DE PARAITRE

Critique littéraire

GEORGES CESBRON : *Edouard Estaunié.* — Sur l'auteur des *Choses voient.* Cet essai définit l'écrivain injustement oublié de l'entre-deux-guerres comme un romancier de l'être et du sensible. Suivi des « Récits spirites ». (Droz, 460 p., 79,80 F.)

Voyages

JEAN-FRANÇOIS BERNIES : *Pigeon volant.* — Sur son « pigeon volant » — un robuste vélo chinois, — l'auteur a parcouru des milliers de kilomètres, du Togo au Tchad, du Zaïre à l'Ouganda, du Nigéria à l'Angola, de la Rhodésie à Djibouti. (Robert Laffont-Vécu, 340 p., 39 F.)

Histoire

DAN KURZMAN : *La Course pour Rome.* Comment la Ville Eternelle fut sauvée de la destruction nazie, en juin 1944. Traduit de l'américain par François Meyerny et Raoul de Gueldre. (*Elsevier - Séquoia - Témoins*, 324 p., 38 F.)

(Vendredi 15 juillet.)

Le « prêt-à-penser »

S'IMAGINAIT-ON que ce siècle de la marchandise épargnerait les activités intellectuelles ? L'esprit consomme désormais sans plus de liberté ni de nécessité que le corps s'empiffre et s'attife. Le marché des idées suit le marché *de la confection, le prêt-à-penser copie le prêt-à-porter*, le papier colle au chiffon. 1977, par exemple, restera l'année du *battle-dress*, rayon fripes, et, côté frime, du « pouvoir ». Cette notion de « pouvoir » a envahi les conversations huppées avec la soudaineté impérieuse de la couleur kaki dans les quartiers chics. S'en passer signe son plouc.

Comme les vêtements à la mode, les concepts du jour « s'accessoirisent » avec des colifichets verbaux, tous les *mêmes*. « *Je veux dire* » ou « *comme* ça » sonnent déjà vieux. Ce printemps, c'est « un certain nombre » qu'il fallait placer à tout propos, et « quelque part ». « Je suis ébranlé par certaines expériences » devait se dire, sous peine de dater ; « un certain nombre de pratiques m'interpellent, disons, quelque part ». Et si vous ajoutiez : « dans mon rapport au pouvoir », c'était *la* classe.

CE phénomène n'a pas surgi avec le mouvement dont retentit la presse depuis quelques semaines. *Il lui est* bien antérieur, et défile, comme dans l'habillement, les pronostics ou les ruses du marketing. Un truc prend, pas l'autre : comme si le client... quelque part, restait roi.

Longtemps, seuls les états d'âme évoluaient au rythme des cravates. On s'habillait Werther, mais il demeurait malotru de changer d'idée comme de chemise. C'est avec Sartre, et bien malgré lui, que l'air du temps a commencé de confondre fringues et philosophie. *Le passage de l'essence à* l'existence accompagnait, au mois près, celui du col zazou à la chemise écossaise. Pour-soi et pantalon noir s'associent dans les mémoires comme les deux magots du café célèbre.

La symétrie des deux modes n'a cessé de s'accentuer. Au short de 1971 a répondu la marotte du « désir », sur fond de bleu délavé. 1972 a sonné en chœur le retour au « rétro » et la liquidation de l'Œdipe. L'exaltation du « plaisir » et de *l' « écriture du corps » a coïncidé avec la promotion des* guenilles orientales. L'or et l'argent, qui scintillaient l'an dernier sur le dos des femmes, traversaient le « tissu social » avec la même insistance que le mot « discours », mis, lui aussi, à toutes les sauces. On a longtemps reconnu l'intellectuel à la page à ce qu'il traduisait le trop simple « point de vue des chefs » par « idéologie dominante », puis par « démarche du maître » ; c'est maintenant « discours du pouvoir » qu'il faut dire, sous peine de faire attardé et province.

IL ne s'agit pas d'établir, ce serait trop beau, que les deux snobismes correspondent trait pour trait, les coutures savantes des jeans renvoyant, par exemple, au structuralisme, mais qu'ils obéissent à la même logique, ou plutôt à la même absence de rationalité. Les vendeurs d'objets usuels, eux, font semblant de progresser scientifiquement d'un article

par Bertrand Poirot-Delpech

à l'autre. A l'inverse, les marchands de concepts, comme les couturiers, *ont besoin que le nouveau ne sorte pas de l'ancien*, qu'il le déclasse d'un coup, qu'il le relègue aux ténèbres. On ne modifie pas la coupe d'une idée, on la jette. « Désir » et « discours » sont déjà en train de tomber dans la trappe, sous l'accusation de « fascisme ». Les gens à la page abandonnent en bloc le chic de la veille à la piétaille pensante, à la façon dont les élégantes refilent leurs robes décrétées « immettables » à leur bonne ou à l'abbé Pierre.

C'est Roland Barthes, devenu, quoi qu'il en ait, une des grandes griffes de la haute couture culturelle, qui a été le premier à apercevoir des ressemblances entre les habillements du corps et ceux de l'esprit. Dans *Barthes par Barthes* (Le Seuil, 1975), à la rubrique « choix d'un vêtement », il imagine un intellectuel hésitant entre plusieurs formes de marxismes comme on palpe des frusques. En démontant, il y a dix ans, le « système de la mode » féminine et de sa *description, il ne faisait que pressentir l'emprise de la* mode sur l'ensemble de notre « imaginaire collectif, au-delà du vêtement ». Mais déjà son analyse sémiologique de la presse féminine pouvait s'appliquer, point par point, aux engouements intellectuels où il se trouve aujourd'hui impliqué, fût-ce malgré lui.

LA promulgation du « nouveau » s'exprime de manière d'autant plus péremptoire et emphatique qu'elle se *sait infondée* et *venue de nulle part. Aux diktats* des magazines féminins — « l'après-midi les fronces s'imposent », « le noir s'affirme », « la jupe sera de tussor », — correspondent ceux de la presse pensante : « le marxisme n'est plus de mise », « la métaphysique revient très fort », « la pensée sera une morale ou ne sera pas »... Quand ces décrets célestes paraissent trop arbitraires, on les impute à celles et ceux qui s'y soumettent — « les jeunes filles aiment les maillots *rayés* », « *nous sommes pas mal d'étudiants à penser que...* », — ou on donne en exemple le goût des stars : « la chanteuse X... a choisi le débardeur », « le philosophe Y... a renoncé à Hegel », etc.

Dans les deux cas, la masse du public est invitée à rêver d'une séduction supérieure, représentée sur le mode fabuleux. Les atours des reines et les détours des érudits entretiennent la même illusion d'un accès possible au luxe et au savoir suprêmes, que figurent ensemble les concours d'élégance et les citations d'Héraclite. A chaque nouvelle lubie des stylistes, les exclus de la fête obtempèrent, avec une crédulité intacte ou, plus probablement, une soumission amusée à l'inévitable.

Comment pourraient-ils résister ? La presse écrite par laquelle se répandaient, il y a dix ans, les injonctions des couturiers n'était rien à côté des moyens de fascination dont disposent maintenant les faiseurs de modes intellectuelles. Telle recherche et tel vocabulaire qui ne seraient pas sortis naguère de cercles savants et de thèses confidentielles sont jetés en pâture à des millions de profanes. En soi, c'est un progrès dans la diffusion et la démocratisation du savoir. Mais le public n'a pas la formation qui lui permettrait de faire un tri et de fonder une opinion. Les revirements des idées s'imposent à lui de façon aussi incontrôlable et magique que les « révolutions » d'emmanchures.

APRES avoir comparé l'intellectuel en mal de théorie à quelqu'un qui se cherche un vêtement, Barthes suggère que « *l'économie de son discours de la vérité* » ne sera jamais que celle de son corps. Et d'imaginer une scène inédite de *Bouvard et Pécuchet...*, si précisément les héros de Flaubert « *ne changeaient de corps à chaque bibliothèque qu'ils explorent* ».

Ils ne sont pas les seuls, et de *moins en moins. Même* quand ils croient de bonne foi nous libérer, les champions du prêt-à-penser nous aliènent autant que les couturiers dépossèdent la femme de son corps, sous couvert de la rendre plus désirable et heureuse. C'est un peu de nous-même qui nous est à chaque fois vendu et repris comme périmé, par une manipulation sans vergogne des corps et des âmes.

Le temps s'approche où l'on changera de vision du *monde comme de décolleté.*

(Vendredi 15 juillet.)